

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana



TOME 1

**DOCUMENT DE  
PERFORMANCE**

**ANNEXE A LA LOI N°2017-009  
DU 04 JUILLET 2017**

**PORTANT LOI DE FINANCES  
RECTIFICATIVE POUR 2017**



# ANNEXES

## TOME 1

***Annexe 1* : Rapport définissant les conditions  
générales de la Situation Economique  
et Financière 2017 – 2019**

***Annexe 2* : Document de Performance**

# Annexe 1

**RAPPORT DÉFINISSANT LES  
CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA  
SITUATION ECONOMIQUE ET  
FINANCIÈRE 2017 – 2019**



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
FITIAVANA - TANINDRAZANA - FANDROSOANA

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DU BUDGET



ANNEXE DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2017

---

# Rapport définissant les conditions générales de la Situation Economique et Financière

---

PERSPECTIVES 2017 - 2019

## **PREFACE**

Mesdames, Messieurs,

A mi-parcours dans la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND), il est essentiel pour le Gouvernement de mettre en cohérence les programmes publics avec les ressources réellement disponibles. Les réformes, entre autres à travers le programme FEC, sont initiées afin de renforcer les cadres budgétaires, fiscaux et institutionnels nécessaires pour l'atteinte des objectifs du PND. La revue de ce programme FEC avec le FMI ont d'ailleurs permis d'établir les nouvelles perspectives pour 2017.

Par ailleurs, des facteurs de risque macro-budgétaire ont affecté les programmations économiques et financières de la LFI 2017. Il s'agit notamment des perturbations climatiques (sècheresse, cyclone,..) de début d'année, mais également de l'imprévisibilité des financements extérieurs, et des difficultés financières au niveau des établissements publics nationaux et des entreprises publiques. Ces derniers constituent des vulnérabilités pour le maintien de la stabilité macroéconomique et pour l'instauration des bases d'une croissance inclusive. Une Loi Rectificative pour 2017 ainsi s'impose.

La croissance économique est en effet révisée à la baisse en passant de 4,5% à 4,3%. Le passage du cyclone ENAWO constitue une cause principale de cette déviation. D'autres paramètres ont aussi influencé sur la révision des prévisions macroéconomiques : le cours des produits de base, le redressement de l'offre mondiale, la restructuration de l'économie chinoise, ...

Des reprogrammations de budget sont réalisées dans le cadre de la présente Loi de Finances Rectificative afin de prendre en compte ces changements. L'ensemble de ces mesures ne devront pas, toutefois, pénaliser les avancées réalisées dans le cadre du programme conclu avec le FMI pour la continuité des décaissements de la FEC.

Le présent Rapport est annexé à la LFR pour fournir les informations économiques et financières nécessaires pour la prise de décision. Je remercie tous ceux qui ont contribué à son élaboration, et je souhaite vivement que cette collaboration perdure.

*Le Ministre des Finances et du Budget*

*RAKOTOARIMANANA François M. M. Gervais*

## LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 : Comparaison des croissances entre LFI et LFR .....	4
Figure 2 : Echanges des biens et services (millions DTS) .....	8
Figure 3 : Soldes de la balance des paiements (millions DTS).....	9
Figure 4 : Corrélation entre croissance et TPF .....	10
Figure 5 : Composition des recettes fiscales .....	10
Figure 6 : Variation des dépenses et recettes publiques.....	11
Figure 7 : Coûts estimatifs des dégâts du cyclone ENAWO .....	11
Figure 8 : Evolution des dépenses courantes et en capital .....	12
Figure 9 : Evolution du déficit public .....	14

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs économiques et financiers, 2015-2019 .....	16
Tableau 2 : Taux de croissance par branche d'activités, 2015-2019 .....	17
Tableau 3 : Comptes nationaux, 2015 – 2019.....	18
Tableau 4 : Opérations Globales du Trésor, 2015-2019 (en milliards d'Ariary).....	19
Tableau 5 : Opérations Globales du Trésor, 2015-2019 (en % PIB) .....	20
Tableau 6 : Balance des Paiements, 2015-2019.....	21

## A. Secteur réel

Les efforts pour atteindre les objectifs du PND et en alignement avec les ODD se poursuivent. Les indicateurs du secteur réel devraient toutefois changer suite au passage du cyclone ENAWO bien que des activités de réhabilitation et de reconstruction soient initiées afin de ne pas compromettre les avancées déjà accomplies. Le gouvernement renforcera ainsi les actions envers la population et la production à travers des programmes d'urgence.

En outre, le dynamisme du secteur privé stimulé par les nouveaux projets conclus lors de la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs (CBI) corroborera aux mesures prises pour promouvoir les investissements.

### 1. Croissance économique

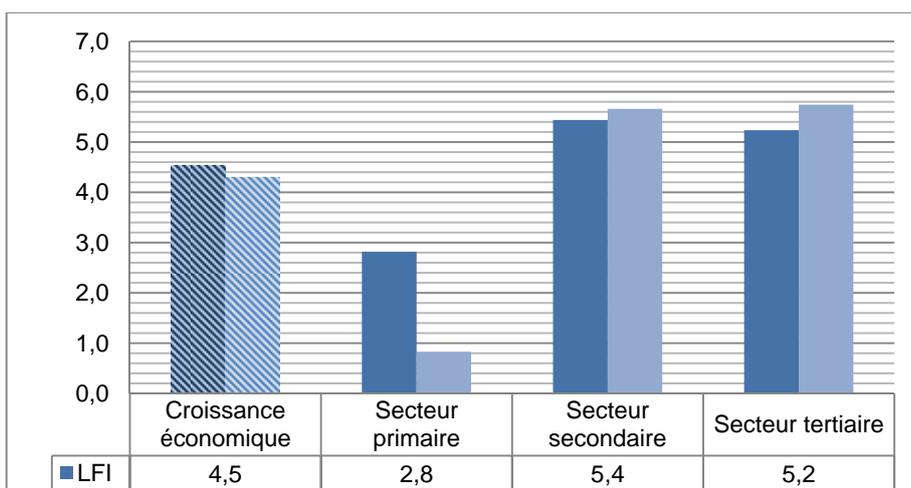
Les perturbations climatiques au début de l'année 2017 ont poussé à la baisse la croissance économique, en passant de 4,5% prévue initialement à 4,3%. Les dommages et les pertes dus au cyclone reviennent au moins à 4,0% du PIB

annuel si des actions de réponses ne sont pas entreprises promptement. Malgré cette baisse, le secteur secondaire et le secteur tertiaire devraient connaître des performances meilleures que prévues.

La croissance du secteur primaire n'est plus

qu'à 0,8% si initialement elle était prévue à 2,8% à cause des perturbations climatiques. La branche agriculture prévue croître à 3,5% constatera un repli de 0,3%. Une insuffisance pluviométrique en période de semis, suivie du cyclone ENAWO qui a traversé Madagascar sur toute sa longueur ont fortement pénalisé l'économie surtout au niveau de la production agricole. Les pertes agricoles à comptabiliser à l'horizon de quelques années sont évaluées à plus de 2,0% du PIB annuel. Une grande partie des cultures de produits de rente dont particulièrement la vanille a été ravagée. A cause de ces dégâts, environ 164 millions USD aux prix de 2015 seront perdues au niveau des exportations de vanille. Beaucoup d'infrastructures agricoles ont été détruites à cause des ruptures de digue, des érosions, de l'ensablement et des débordements de rivières. Les activités de relance de la production agricole nécessiteront alors la fourniture de 2670 tonnes d'engrais, 100 000 sachets de cuma et 430

**Figure 1 : Comparaison des croissances entre LFI et LFR**



Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

tonnes de semences d'autres cultures. 207 infrastructures agricoles dont 63 barrages détruites par le cyclone nécessitent également des reconstructions.

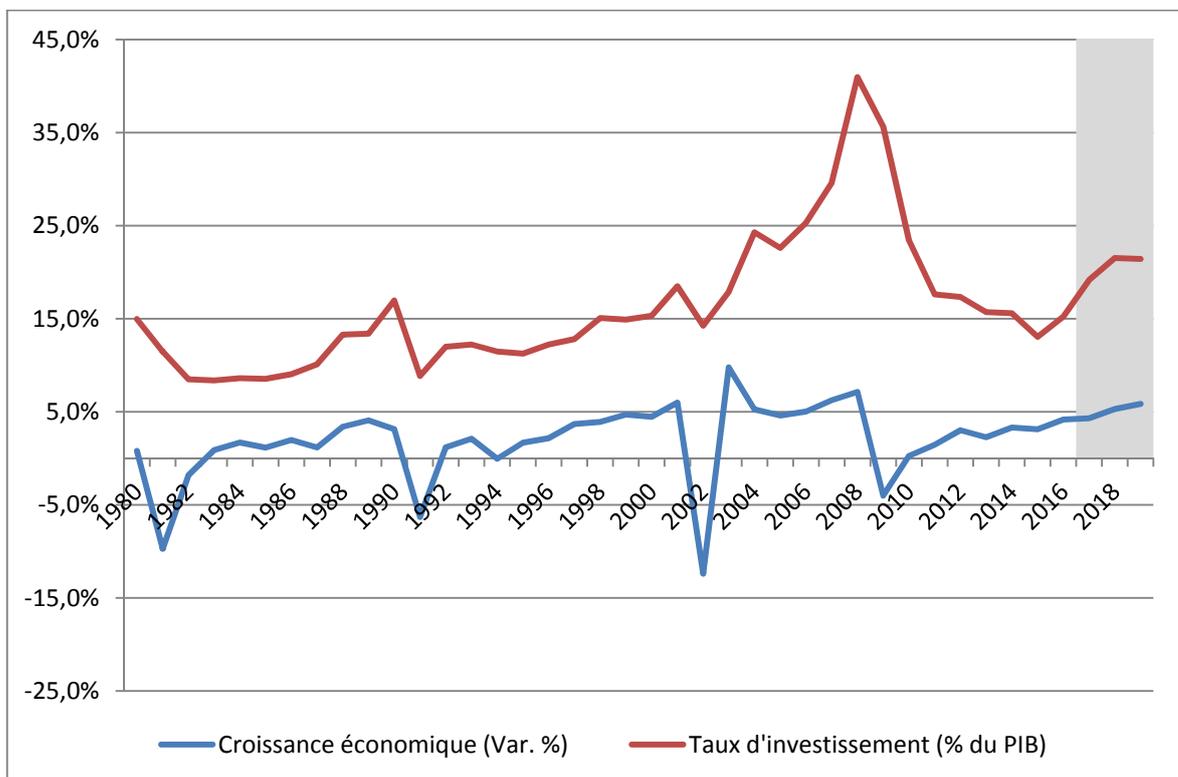
Le secteur secondaire passera d'une croissance de 5,4% à 5,7%. La coopération avec le secteur privé concernant l'opérationnalisation des industries sucrières à Madagasikara aboutira à une bonne performance de 10,5% aux agro-industries contre 7,7% prévue initialement. En effet, la Société Agricole et Sucrière de Madagasikara (SASM) dont le capital est détenu par la compagnie Vidzar et la Siramamy Malagasy (SIRAMA) relance la firme sucrière à Nosy-Be. La firme prévoit de produire 100 000 tonnes d'ici 2020. Après celle de Nosy Be, la firme de Brickaville sera également rétablie. Le redressement de l'usine Sucrierie Complant de Madagasikara (SUCOMA) de Morondava, en ruine depuis 2014, avec la collaboration de la compagnie Complant en Chine, est aussi prévu. Pour les industries de boissons, une croissance de 7,5% est escomptée au lieu de 5,3% prévue initialement avec la diversification des produits sur le marché. Pour le reste, la zone franche industrielle est évaluée à 15,6% contre un taux initial de 11,2%. Cette expansion est expliquée essentiellement par le retour effectif et la prorogation de l'AGOA jusqu'en 2025. De plus, la restructuration de l'économie chinoise à travers l'augmentation du coût de leurs mains d'œuvre réduit ainsi leur compétitivité. Cette situation devrait profiter aux pays africains, y compris Madagasikara, notamment au niveau de l'industrie textile. Les activités industrielles bénéficient également de la baisse significative des délestages grâce aux subventions accordées par l'Etat à la société de JIRAMA et aux efforts de restructuration de sa gestion.

Le secteur tertiaire reste le moteur de la croissance pour 2017. Son essor est révisé à la hausse passant de 5,2% à 5,8%. En effet, malgré que plusieurs infrastructures aient été détruites par le cyclone ENAWO, de nouveaux projets d'investissement et de réhabilitation dans plusieurs domaines tels que l'énergie, le tourisme et les infrastructures font que le secteur reste performant. La branche BTP trouve donc une croissance de 15,3% contre 12,8% dans la LFI. Cette accélération est due aux activités de réhabilitation et de reconstruction à réaliser jusqu'à la fin de l'année. Le secteur des logements a été très affecté par le cyclone compte tenu de la précarité des maisons d'habitation. Un taux d'incidence du cyclone par rapport aux maisons d'habitation de 74,0% est estimé. En plus de ces dégâts, la destruction de salles de classe, de routes, de centres sanitaires a été constatée. Des infrastructures aéroportuaires, portuaires, ferroviaires, etc. devront également être réhabilitées. En outre, la croissance de la branche auxiliaire de transport sera de 23,0% au lieu de 6,2% dans la LFI, grâce aux offres de services complémentaires à ceux des compagnies aériennes étrangères. La télécommunication verra une augmentation de 4,5% si dans la LFI cette augmentation était à 3,9% compte tenu de la tendance observée au cours des premiers mois.

Le PIB nominal de l'année 2017 a été révisé à la hausse et s'élève donc à 35 730,8 milliards d'Ariary contre 35 707,5 milliards d'Ariary dans la LFI. Du côté des investissements, une révision à

la hausse est constatée. En effet, les investissements publics afficheront une croissance de 76,2% au lieu de 71,4%. Il en est de même pour les investissements privés qui auront une croissance de 21,9% contre 14,0% dans la LFI. Il semblerait donc que la croissance soit tirée essentiellement par les investissements publics.

**Figure 2 : Evolution de la croissance économique et du taux d'investissement**



## 2. Inflation et prix

Madagasikara a vécu un contexte difficile durant le premier trimestre 2017 à cause des aléas climatiques et des hausses progressives des prix des carburants, ainsi qu'une augmentation de la demande suite aux surliquidités bancaires. En effet, l'insuffisance en pluviométrie en début d'année a perturbé les calendriers rizicoles. De plus, la panique des consommateurs, provoquée par la peur que l'offre de riz et de PPN ne suffise pas à satisfaire la demande, a empiré cette situation. Il s'en est suivi une forte augmentation du prix du riz de l'ordre de 3,6% entre le mois de janvier et février 2017, contre 0,3% seulement pour la même période en 2016. Une hausse du niveau général des prix de 7,3% en glissement annuel, entre février 2016 et février 2017, a été alors observée.

A peine remis de la perturbation pluviométrique, le pays a été frappé par le cyclone ENAWO au mois de mars et la hausse des prix s'est accentuée de 1,1% (8,2% en termes de glissement annuel de l'IPC) suite aux difficultés d'approvisionnement des produits, ayant augmenté ainsi les coûts de

transport de 1,3% (10,8% en glissement annuel). Le prix des PPN a en conséquence subi une hausse mensuelle de 4,2% (7,3% en glissement annuel de l'IPC), dont une hausse de 2,5% pour le riz (9,0% en glissement annuel de l'IPC).

Suite à ces événements, le taux d'inflation prévu sera de 7,7% si un taux de 7,1% a été inscrit dans le cadre de la LFI 2017. Les autorités monétaires seront amenées à adopter, à cet effet, une politique de prudence en 2017, en contenant l'expansion de la masse monétaire à un niveau acceptable, soit une augmentation de l'agrégat M3 de 15,0% qui sera compensée principalement par une croissance des avoirs intérieurs nets de 13,5%. Le niveau de crédit à l'économie prévisionnel sera de 4 901,0 milliards d'Ariary pour cette période.

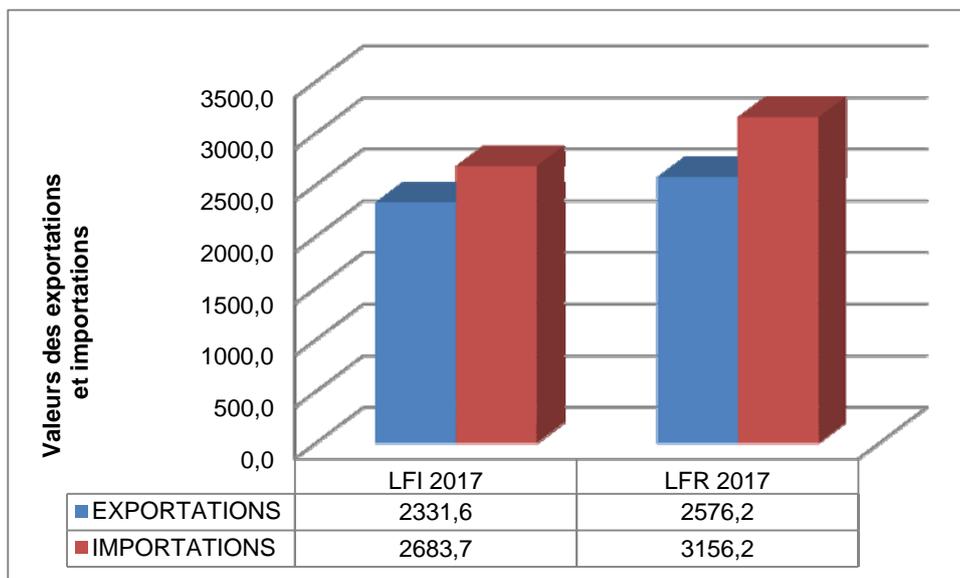
Quant au taux de change, au titre de l'année 2017, les taux prévisionnels de moyenne de période de 3 349,8 Ariary/USD et 4 670,9 Ariary/DTS dans le cadre de la LFI 2017 ont été révisés à 3 384,6 Ariary/USD et 4 608,2 Ariary/DTS. En effet, les décaissements relatifs à la Facilité Elargie de Crédit (FEC) devraient permettre à l'Ariary de se déprécier moins que prévu par rapport au DTS. Par ailleurs, la poursuite de l'envolée du Dollar US observée depuis 2016, ainsi que l'affermissement du cours du baril par les pays de l'OPEP, accentueraient la dépréciation de l'Ariary par rapport au Dollar US. Cette situation serait amplifiée par la politique de relèvement des taux d'intérêt sur les marchés financiers aux Etats-Unis et qui permettrait au Dollar de gagner du terrain dans les échanges internationaux. Ce qui augmenterait les avoirs intérieurs américains.

## **B. Secteur extérieur**

La balance des paiements se détériora par rapport à la LFI 2017. Cette dégradation sera surtout expliquée par le creusement du compte courant malgré le bon résultat au niveau du compte de capital et financier. Le décaissement de la deuxième tranche de la FEC qui devrait être définitif en second semestre 2017, soutiendra la balance des paiements.

Eu égard au compte courant, un creusement de 78,8% par rapport à la prévision initiale est attendu en raison du déficit des échanges de biens et services jusqu'à 580,0 millions DTS. La valeur des importations reste supérieure à celle des exportations avec une variation respective de 16,8% et 9,9% du côté des biens, 19,8% et 11,6% du côté des services. Ainsi, les importations ne seront couvertes qu'à 75,8% avec une légère perte de compétitivité de nos produits d'exportation et ce, malgré la hausse du prix de vanille (181,1 à 240,0 USD/kg) et la performance des activités touristiques. Par contre, la rubrique transfert courant enregistrera une hausse de 12,5% grâce à l'arrivée de fonds provenant de l'extérieur, en faveur des Organismes et entreprises internationaux dans le pays, et au transfert public au titre d'aides budgétaires. Ainsi, afin de renforcer ses dépenses, le Gouvernement bénéficiera de 123,9 millions DTS (+27,5%) grâce aux aides budgétaires nouvellement accordées par la Banque Mondiale (80,0 millions DTS) et par l'Union Européenne (15,0 millions Euro).

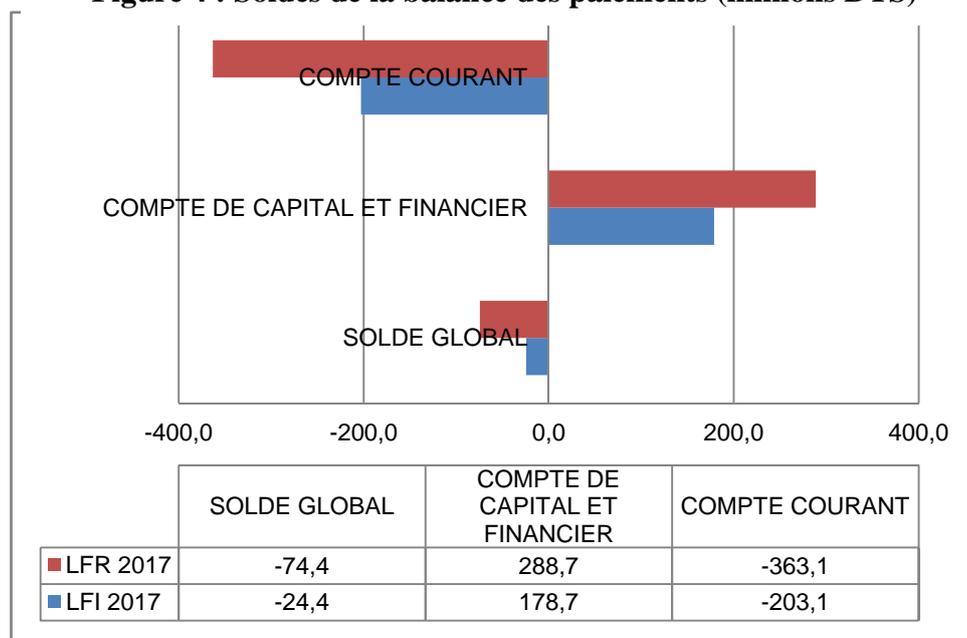
**Figure 3 : Echanges des biens et services (millions DTS)**



Source : BFM

**Figure 4 : Soldes de la balance des paiements (millions DTS)**

Le compte en capital et financier est en hausse de 109,9 millions DTS par rapport à la LFI 2017 (allant de 178,7 à 288,7 millions DTS). Cette situation découle du renforcement des coopérations et de la confiance des PTF envers le pays. Dans ce



Source : BFM

compte, le transfert en capital destiné au Gouvernement y représentera en effet 68,5% soit 197,6 millions DTS grâce aux dons projets de l'AFD, et de l'Union Européenne entrant dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED. Les opérations financières occuperont la part restante (31,5%). Les investissements directs et de portefeuille baisseront de 14,0 % en rapport avec l'environnement financier et des affaires<sup>1</sup>, et de la diminution d'achat de titre par les non-résidents dans le pays. Quant à l'appui financier au secteur public, il passera de 274,9 millions DTS à 336,9 millions DTS. Cette hausse résultera surtout du financement d'urgence octroyé par la BAD et par la Banque Mondiale à hauteur respective de 14,0 millions USD et 1,3 millions USD, et d'un accroissement du niveau de décaissement prévu en 2017.

Le déficit global s'élèvera jusqu'à 74,4 millions DTS contre 24,4 millions DTS initialement. Le besoin de financement devra être, entre autres, soutenu par le prêt octroyé par le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) à hauteur de 46,5 millions DTS. Ces opérations permettront de constituer des réserves brutes officielles de 896,0 millions DTS (+29,8%) équivalentes à 3,4 mois d'importation de biens et services.

### C. Finances publiques

Les Finances publiques sont caractérisées par les efforts de réforme pour mobiliser les ressources et pour disposer d'un espace budgétaire susceptible d'influer sur la croissance et le développement. Les avancées en matière de transparence budgétaire et de budget participatif sont

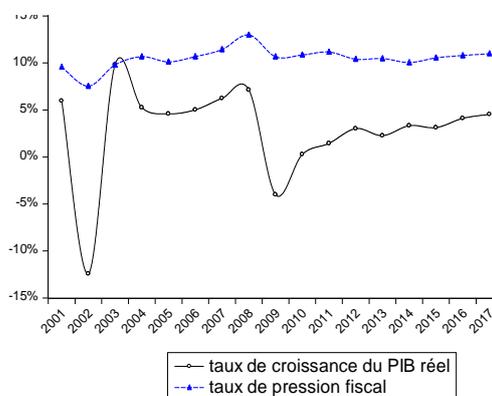
<sup>1</sup> Le classement de Madagascar dans la notation du *doing business* 164<sup>e</sup>/189 en 2016 devenu 167<sup>e</sup>/190 en 2017

également capitalisées pour une gestion plus rationnelle des ressources publiques. Par ailleurs, la mobilisation des ressources extérieures et intérieures a été intensifiée grâce à une meilleure intégration des parties prenantes.

### 1. Recettes publiques

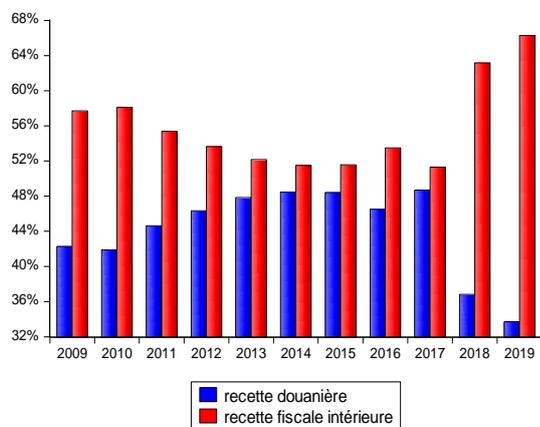
La dynamique des recettes fiscales est toujours guidée par celui de l'évolution du PIB nominal en augmentant chaque année de 0,5 point. Cependant, cette dynamique n'est pas épargnée par l'occurrence des éventuels chocs économiques et des perturbations climatiques. Les cinq dernières années ont été toutefois une période relativement prospère pour l'environnement fiscal (taux de réalisation presque à 100%) grâce à un élargissement de l'assiette fiscale appuyé par

**Figure 5 : Corrélation entre croissance et TPF**



Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

**Figure 6 : Composition des recettes fiscales**



Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

l'effectivité de certaines mesures correctives.

Entre 2014 et 2016, le taux de pression fiscale (TPF) tournait en moyenne autour de 10,5% du PIB et a été escompté à 11,0% en 2017 dans la LFI. Par ailleurs, compte tenu du contexte qui a prévalu, le pas de 0,5 point n'a pas été toujours maintenu. Néanmoins, au titre de l'année 2017, même avec l'occurrence du cyclone ENAWO, la LFR prévoit un TPF de 11,4%. Ce pas de 0,4 point s'explique par une augmentation respective de 5,0% et de 2,6% des recettes fiscales intérieures et douanières.

En effet, le département des impôts vise à assurer l'atteinte de ses objectifs grâce à la consolidation des mesures administratives à savoir la redéfinition des unités opérationnelles aux seins de la DGI, l'optimisation du contrôle fiscal, le renforcement du système d'informatisation (télédéclaration fiscale), les alignements des différents identifiants des employés avec la CNaPS, la mise en place de grille de risque et la construction d'un mini-manuel de procédure.

La figure 5 affiche la prépondérance des recettes intérieures notamment pendant les périodes de crises et post-crisis (environ les 57% des recettes fiscales). L'économie malgache semblerait tirer profit dans son ancrage fiscal intérieur afin de maintenir à flot les ressources étatiques et dans un

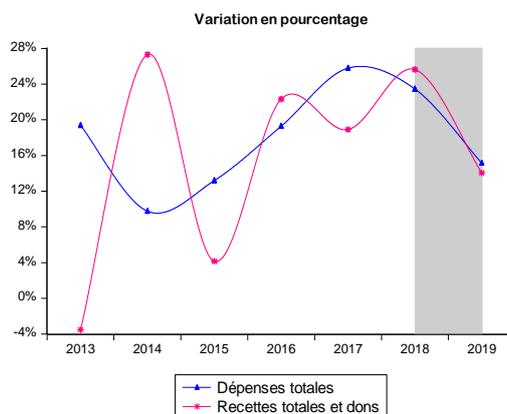
souci de maintenir un certain niveau d'équilibre. Pour cette année 2017, une part de 51,9% (équivalant 2 104,0 milliards d'Ariary contre 2 004,1 milliards d'Ariary prévu initialement) si l'année dernière elle était de 53,5% est envisagée.

Au niveau de la douane, une bonne performance est escomptée par le renforcement des dispositions permettant à l'Administration de mener à bien ses actions. De plus, la mise en conformité au Code des douanes commun du COMESA que Madagascar reconnaît et adopte, et la clarification sur l'immunité et la sauvegarde des agents des douanes devraient la conforter. Par ailleurs, les recettes douanières évolueront en fonction de l'effectivité des accords commerciaux régionaux et de la ratification de l'Accord de Partenariat Economique intérimaire (APEi) avec l'Union Européenne. La performance douanière est un point essentiel. Au fur et à mesure que ces accords de libre-échange se mettent en place, la part des recettes douanières dans les ressources fiscales tendra à baisser drastiquement. Pour l'année 2017, le niveau de ces recettes est estimé à 1 977,0 milliards d'Ariary, contre 1 927,0 milliards d'Ariary prévu initialement.

## 2. Dépenses publiques

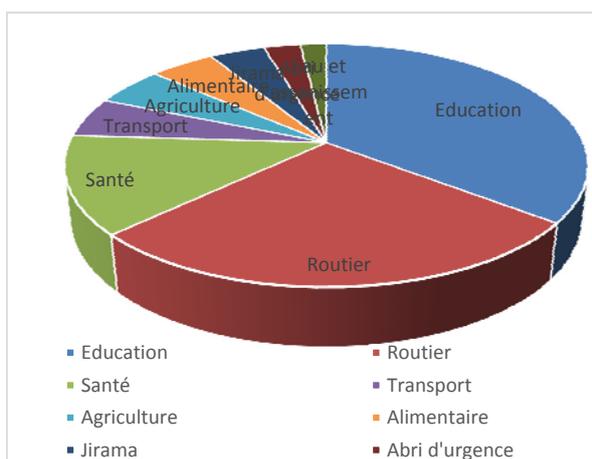
La figure 6 montre un mouvement oscillatoire qui, semblerait-il, jouer implicitement un effet compensatoire entre les recettes et les dépenses. Ce comportement est lié à la politique économique de l'Etat, entre autres le ciblage du déficit budgétaire. Cette année même, une reprogrammation financière (mise à jour du Cadre Macro-Budgétaire à Moyen Terme) a été nécessaire afin d'assurer l'équilibre et la viabilité des Finances Publiques y compris la soutenabilité du déficit.

**Figure 7 : Variation des dépenses et recettes publiques**



Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

**Figure 8 : Coûts estimatifs des dégâts du cyclone ENAWO**



Source : MFB/SG/DGB

Par ailleurs, pour l'exercice 2017, les pertes occasionnées par le cyclone ENAWO ont été considérables à un tel point qu'une reprogrammation des dépenses est jugée indispensable et cela dans le cadre de la LFR. Les dégâts ont été significatifs notamment sur les plans éducationnel et infrastructurel. Le coût estimatif des dommages remonte jusqu'à 129 millions USD dont les 34,7% et 26,9% accaparés

par les deux secteurs cités ci-dessus. L'Etat prévoit donc de faire une révision budgétaire et plus particulièrement une augmentation de ses dépenses totales. Les organismes internationaux ont répondu positivement à l'appel de Madagasikara à travers les « *Flash Appeal* » lancés par le BNGRC. Cette initiative a permis la récolte de 20 millions USD. Outre cela, les divers mécanismes de financement entres autres la FEC du FMI, le projet Filets Sociaux de Sécurité (FSS) et le Mécanisme de Réponse Immédiate (MRI) de la Banque Mondiale ainsi que les projets de la BAD vont allouer 50 millions USD afin de soutenir le secteur social. A ce titre, 35 millions USD proviendront du FMI (FEC), 13 millions USD du MRI de la Banque Mondiale et 1 million USD chacun du projet FSS-FID et de la BAD.

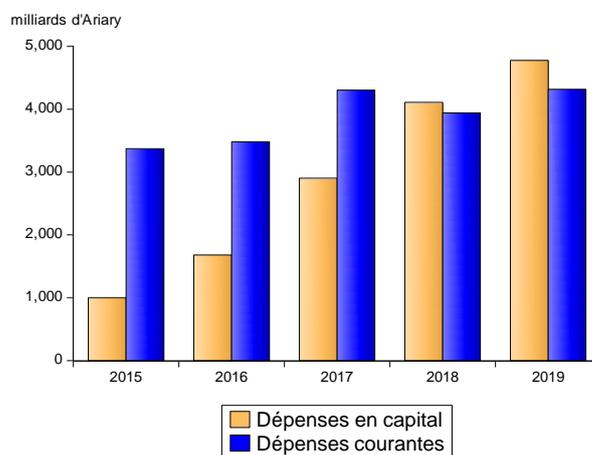
Ainsi, les dépenses totales (20,2% du PIB) vont augmenter de 9,6% pour passer de 6 709,2 milliards d'Ariary à 7 353,5 milliards d'Ariary y compris le remboursement de la TVA.

L'essentiel de cette augmentation sera donc destiné au renflouement des dépenses à caractère social qui totaliseront 298,0 milliards d'Ariary. Par ailleurs, les transferts et subventions varieront de 52,9% par rapport à ce qui était prévu initialement. Les appuis au profit des entreprises publiques, quant à elles, totaliseront 753,0 milliards d'Ariary dont, 450,0 milliards d'Ariary au bénéfice de la JIRAMA (250,0 milliards d'Ariary dans la LFI) et 303,0 milliards d'Ariary pour l'Air Madagascar. Ces dernières opérations entrent totalement dans les efforts à réduire les vulnérabilités par rapport au bouleversement de la stabilité macroéconomique.

Les dépenses de personnel qui accaparent 5,5% du PIB (soit 1 977,2 milliards d'Ariary) ne feront pas l'objet d'une révision significative. Par contre, une révision à la hausse de 11,0% par rapport à la LFI à titre de paiement d'intérêt intérieur sera envisagée. Ce montant s'élève alors à 232,0 milliards d'Ariary.

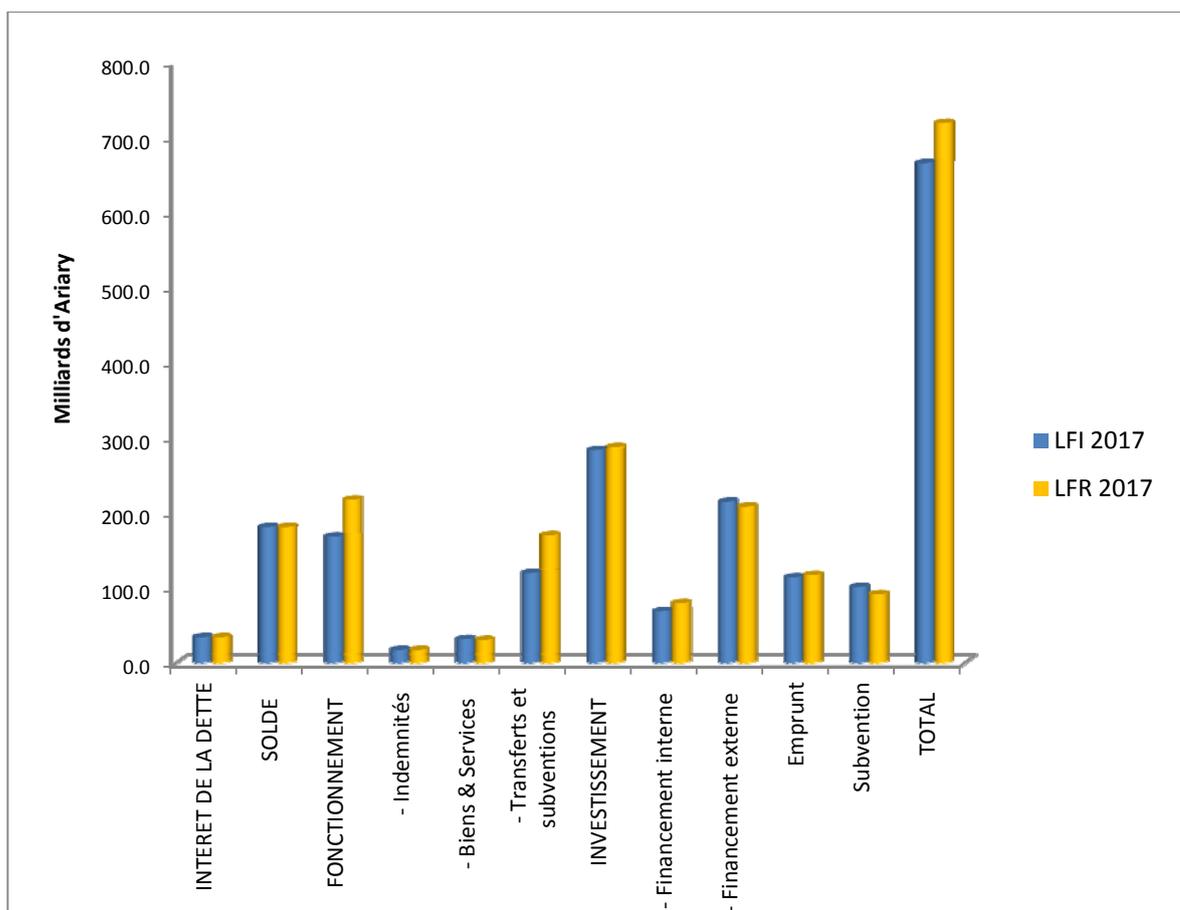
Les dépenses en capital augmenteront légèrement de 1,2% par rapport à la LFI dont 72,9% sur financement extérieur et les 27,1% restant sur ressources propres internes. La part des dépenses en capital dans les dépenses totales augmentera progressivement pour dépasser celle des dépenses courantes d'ici 2018. Cela corrobore la volonté de l'Etat à s'impliquer davantage dans des projets de construction dans une optique de rationalisation budgétaire.

**Figure 9 : Evolution des dépenses courantes et en capital**



Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

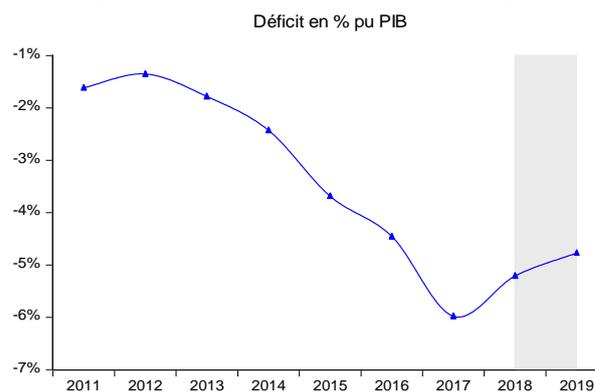
**Figure 10 : Tableau récapitulatif des dépenses publiques**



### 3. Déficit public

Pour l'année budgétaire 2017, compte tenu de toutes ces modifications et des priorités gouvernementales, le volume du déficit public augmentera de 35,9% et passera alors de 1 554,8 milliards d'Ariary à 2 112,2 milliards d'Ariary. Cela ramènera le déficit à 5,9% du PIB, si dans la LFI il était de 4,4%. Les 57,3% de ce déficit seront financés par ressources extérieures, pour des financements monétaire et non monétaire pour le reste.

**Figure 11 : Evolution du déficit public**



Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

### 4. Dette publique

Par rapport à la LFI, la LFR 2017 accusera une hausse de 15,6% en termes de remboursement de la dette. Cette augmentation est expliquée par la prévision de paiement des arriérés de 2016 envers la Lybie et par la révision des prévisions d'intérêts sur les nouveaux prêts en 2017. De ce qui précède, le montant de la dette à rembourser pour la LFR 2017 s'élèvera à 399,3 milliards d'Ariary dont 292,2 milliards d'Ariary en principal, et 107,2 milliards d'Ariary en intérêts.

Pour cette année 2017, une partie de la FEC, d'un montant de 177,4 milliards d'Ariary, sera rétrocédée par la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) à l'Etat malagasy.

Le montant maximal d'emprunts extérieurs pouvant être contractés par le Gouvernement central se chiffrera à 4 403,0 milliards d'Ariary dans la présente LFR 2017. Le montant maximal des garanties sur emprunts susceptibles d'être accordés par l'Etat est fixé à 340,0 milliards d'Ariary. En contrepartie de la garantie octroyée, le Trésor Public est autorisé à percevoir auprès de tous les nouveaux bénéficiaires de garantie une commission de garantie.

**TABLEAUX DES INDICATEURS ECONOMIQUES  
ET FINANCIERS**

**Tableau 1 : Indicateurs économiques et financiers, 2015-2019**

	2015	2016	2016	2016	2017	2017	2018	2019
	réal.	LFI	LFR	prov.	LFI	LFR	prév.	prév.
<b>SECTEUR REEL</b>								
<b>PIB nominal (en milliards d'Ariary)</b>	28 584,8	32 117,2	31 773,3	31 769,2	35 707,5	35 730,8	40 182,8	45 303,7
<b>Croissance économique (Var. %)</b>	3,1	4,5	4,1	4,2	4,5	4,3	5,3	5,9
Secteur primaire	-0,7	2,5	2,2	1,6	2,8	0,8	2,6	2,7
Secteur secondaire	7,3	5,7	4,9	5,5	5,4	5,7	6,1	7,7
Secteur tertiaire	3,5	5,2	4,8	4,8	5,2	5,7	6,5	7,0
Déflateur du PIB (Var. %)	7,6	7,4	6,8	6,7	7,5	7,8	6,8	6,5
<b>Indice de Prix à la Consommation (Var. %)</b>								
Moyenne période	7,4	7,6	7,1	6,7	6,9	7,8	6,8	6,5
Fin de période	7,6	7,2	7,1	7,0	7,1	7,7	6,8	6,0
<b>Taux de change</b>								
1 DTS/Ariary (p.a)	4 104,3	4 899,0	4 443,9	4 415,3	4 670,9	4 608,2	4 916,1	5 146,0
1 US dollar/Ariary (p.a)	2 933,5	3 478,0	3 199,2	3 176,5	3 349,8	3 384,6	3 612,2	3 772,6
<b>Investissement (en milliards d'Ariary)</b>								
Secteur public	996,5	1 646,1	1 681,1	1 681,1	2 881,9	2 916,1	4 109,0	4 775,8
Secteur privé (incluant les entreprises publiques)	2 735,7	3 781,7	3 189,5	3 158,3	3 635,2	3 933,0	4 540,9	4 929,3
<b>SECTEUR PUBLIC</b>								
Taux de pression fiscale (% PIB)	10,1	11,2	10,8	11,3	11,0	11,8	11,6	12,0
Dépenses totales (% PIB)	15,1	16,6	16,2	16,3	18,4	20,6	20,0	20,1
Investissement public (% PIB)	3,5	5,1	5,3	5,3	8,1	8,2	10,2	10,5
Déficit public (-) (% PIB)	-3,7	-3,7	-4,5	-4,0	-4,4	-5,9	-5,2	-4,8
<b>SECTEUR EXTERIEUR</b>								
Solde du compte courant (% PIB)	-1,9	-1,8	-2,2	0,8	-2,7	-4,7	-5,3	-5,0
Solde commercial (% PIB)	-3,4	-4,2	-4,0	-2,6	-5,0	-7,1	-7,7	-7,3
Réserve en devises (en mois d'importations)	2,7	2,7	3,2	3,6	3,1	3,2	3,2	3,3
Exportations (Var. %)	1,3	2,3	2,1	6,4	3,5	11,0	2,3	10,8
Importations (Var. %)	-5,9	5,8	4,9	2,9	12,7	30,5	5,2	8,5
<b>SECTEUR MONETAIRE</b>								
Masse monétaire (Var. %)	14,6	12,7	17,9	19,9	7,6	15,0	10,4	12,3

Source : MFB/SG/DGB/DSB

**Tableau 2 : Taux de croissance par branche d'activités, 2015-2019**

	2015	2016	2016	2016	2017	2017	2018	2019
(en % de variation)	<i>réal.</i>	<i>LFI</i>	<i>LFR</i>	<i>prov.</i>	<i>LFI</i>	<i>LFR</i>	<i>prév.</i>	<i>prév.</i>
<b>Secteur Primaire</b>	<b>-0,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	<b>2,8</b>	<b>0,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>
Agriculture	-2,4	3,3	2,8	1,4	3,5	-0,3	3,5	3,7
Elevage et pêche	0,8	1,9	1,9	1,9	2,5	2,0	2,0	2,0
Sylviculture	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>7,3</b>	<b>5,7</b>	<b>4,9</b>	<b>5,5</b>	<b>5,4</b>	<b>5,7</b>	<b>6,1</b>	<b>7,7</b>
<i>Secteur Secondaire hors ZFI</i>	<i>8,0</i>	<i>5,5</i>	<i>4,6</i>	<i>3,8</i>	<i>4,9</i>	<i>4,6</i>	<i>5,4</i>	<i>7,1</i>
Agro-indus,	-10,1	7,5	6,4	11,2	7,7	10,5	10,5	11,5
Indus,Extra,	19,5	7,9	5,0	-1,6	5,0	2,3	3,5	6,5
Energie	4,1	5,5	5,5	8,3	6,5	6,5	8,4	13,5
Indus, Alimen	3,2	3,2	3,2	3,2	3,0	3,0	3,0	3,0
Indus, Boissons	4,2	4,3	4,3	8,9	5,3	7,5	7,5	7,5
Indus,Tabac	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
I,Corps gras	0,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
Pharmacie	2,9	3,1	3,1	6,9	2,7	2,7	2,5	2,1
Indus, Textile	-1,5	3,3	3,3	3,3	3,5	3,5	4,2	5,5
I, Cuir	2,1	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
I, Bois	6,4	6,4	6,4	7,1	8,5	8,5	7,6	6,5
Mat,Const,	1,8	3,4	3,4	4,6	3,5	5,0	4,9	5,0
I, Métallique	7,5	7,4	6,4	6,4	6,5	6,5	9,2	10,8
Mat, Transport	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Appareil Elect	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
I,papier	2,5	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	7,0	2,0
Autres	4,5	4,4	4,4	4,4	4,5	4,5	4,5	4,5
Zone Franche Industrielles (ZFI)	-0,3	8,0	9,4	24,7	11,2	15,6	12,5	12,5
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>3,5</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>	<b>5,2</b>	<b>5,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,9</b>
B,T,P	9,4	9,9	10	18,6	12,8	15,3	16,5	17,0
Transports de marchandises	3,6	5,6	4,1	3,5	5,0	4,0	5,5	7,5
Transports de voyageurs	-10,3	3,1	3,1	-10,2	3,5	-6,6	2,1	4,6
Auxi. Transport	9,9	10,1	10,1	7,9	6,2	23,0	16,7	16,0
Télécommunications	4,6	3,8	3,8	4,2	3,9	4,5	5,0	5,0
Commerce	1,0	3,7	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	2,1
Banque	5,3	5,3	5,3	5,3	6,5	6,5	7,3	7,7
Assurance	-5,5	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7
Services rend, Entrep, & ménages	5,5	5,8	5,1	5,5	5,5	5,2	5,3	5,0
Administration	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
<b>Charges non imputées</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>7,3</b>	<b>7,7</b>
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>2,7</b>	<b>4,5</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>4,5</b>	<b>4,2</b>	<b>5,3</b>	<b>5,9</b>
<b>Taxes indirectes</b>	<b>5,6</b>	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>	<b>5,7</b>	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>	<b>5,4</b>	<b>5,7</b>
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>3,1</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,5</b>	<b>4,3</b>	<b>5,3</b>	<b>5,9</b>

Source : Ministère de l'Economie et de la Planification

**Tableau 3 : Comptes nationaux, 2015 – 2019**

	2015	2016	2016	2016	2017	2017	2018	2019
	réal.	LFI	LFR	prov.	LFI	LFR	prév.	prév.
<b>RESSOURCE</b>	<b>38 739,7</b>	<b>45 161,1</b>	<b>43 145,2</b>	<b>43 072,7</b>	<b>48 243,1</b>	<b>50 275,1</b>	<b>56 529,7</b>	<b>63 747,4</b>
PIB NOMINAL	28 584,8	32 117,2	31 773,3	31 769,2	35 707,5	35 730,8	40 182,8	45 303,7
IMPORTATIONS	10 154,8	13 044,0	11 371,9	11 303,5	12 535,5	14 544,3	16 346,9	18 443,7
<b>EMPLOI</b>	<b>38 739,7</b>	<b>45 161,1</b>	<b>43 145,2</b>	<b>43 072,7</b>	<b>48 243,1</b>	<b>50 275,1</b>	<b>56 529,7</b>	<b>63 747,4</b>
<b>CONSOMMATIONS</b>	<b>25 839,7</b>	<b>27 732,2</b>	<b>28 100,7</b>	<b>27 590,6</b>	<b>30 835,1</b>	<b>31 554,1</b>	<b>34 803,2</b>	<b>39 059,1</b>
privée	22 739,0	24 361,6	24 909,1	24 399,0	27 468,4	27 456,0	31 262,8	35 204,1
publique	3 100,8	3 370,5	3 191,6	3 191,6	3 366,8	4 098,2	3 540,4	3 855,1
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>3 732,3</b>	<b>5 427,8</b>	<b>4 870,6</b>	<b>4 839,4</b>	<b>6 517,1</b>	<b>6 849,1</b>	<b>8 649,9</b>	<b>9 705,1</b>
privé	2 735,7	3 781,7	3 189,5	3 158,3	3 635,2	3 933,0	4 540,9	4 929,3
public	996,5	1 646,1	1 681,1	1 681,1	2 881,9	2 916,1	4 109,0	4 775,8
Financement intérieur	274,9	521,0	492,0	492,0	686,4	789,3	1 002,4	1 411,6
Financement extérieur	721,7	1 125,1	1 189,1	1 189,1	2 195,5	2 126,8	3 106,7	3 364,2
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>9 167,7</b>	<b>12 001,2</b>	<b>10 173,9</b>	<b>10 642,7</b>	<b>10 890,8</b>	<b>11 871,9</b>	<b>13 076,6</b>	<b>14 983,1</b>
<b>EMPLOI - RESSOURCE (% PIB)</b>								
<b>RESSOURCE</b>								
PIB NOMINAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
IMPORTATIONS	35,5%	40,6%	35,8%	35,6%	35,1%	40,7%	40,7%	40,7%
<b>EMPLOI</b>								
<b>CONSOMMATIONS</b>	<b>90,4%</b>	<b>86,3%</b>	<b>88,4%</b>	<b>86,8%</b>	<b>86,4%</b>	<b>88,3%</b>	<b>86,6%</b>	<b>86,2%</b>
privé	79,5%	75,9%	78,4%	76,8%	76,9%	76,8%	77,8%	77,7%
public	10,8%	10,5%	10,0%	10,0%	9,4%	11,5%	8,8%	8,5%
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>13,1%</b>	<b>16,9%</b>	<b>15,3%</b>	<b>15,2%</b>	<b>18,3%</b>	<b>19,2%</b>	<b>21,5%</b>	<b>21,4%</b>
privé	9,6%	11,8%	10,0%	9,9%	10,2%	11,0%	11,3%	10,9%
public	3,5%	5,1%	5,3%	5,3%	8,1%	8,2%	10,2%	10,5%
Financement intérieur	1,0%	1,6%	1,5%	1,5%	1,9%	2,2%	2,5%	3,1%
Financement extérieur	2,5%	3,5%	3,7%	3,7%	6,1%	6,0%	7,7%	7,4%
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>32,1%</b>	<b>37,4%</b>	<b>32,0%</b>	<b>33,5%</b>	<b>30,5%</b>	<b>33,2%</b>	<b>32,5%</b>	<b>33,1%</b>

Source : MFB et MEP

**Tableau 4 : Opérations Globales du Trésor, 2015-2019 (en milliards d'Ariary)**

Milliards d'Ariary	2015	2016	2017		variation en %	2018	2019	2020
		real	LFI	LFR	LFI-LFR	prév	prév	prév
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>3381,0</b>	<b>4292,2</b>	<b>5240,5</b>	<b>5549,5</b>	<b>5,9</b>	<b>6170,3</b>	<b>7043,5</b>	<b>7537,5</b>
Recettes totales	2959,0	3655,8	4156,6	4306,5	3,6	4729,0	5528,3	6372,2
Recettes fiscales (brutes)	-	-	4080,1	4230,0	3,7	-	-	-
Recettes fiscales (nettes)	2878,0	3587,4	3931,1	4081,0	3,8	4642,9	5431,3	6264,3
impôts	1420,0	1918,7	2004,1	2104,0	5,0	2473,2	3073,9	3687,3
douanes	1458,0	1668,7	1927,0	1977,0	2,6	2169,8	2357,4	2577,0
Remboursement TVA	-	-	149,0	149,0	-	-	-	-
Recettes non fiscales	81,0	68,4	76,5	76,5	0,0	86,0	97,0	107,9
Dons	422,0	636,4	1233,0	1242,9	0,8	1441,3	1515,2	1165,3
Dons courants	40,0	0,3	224,8	332,1	47,7	342,1	226,8	0,0
Dons en capital (projets)	382,0	636,1	1008,2	910,9	-9,6	1099,2	1288,4	1165,3
<b>Dépenses totales</b>	<b>4327,8</b>	<b>5162,6</b>	<b>6709,2</b>	<b>7353,5</b>	<b>9,6</b>	<b>8049,5</b>	<b>9092,9</b>	<b>9475,5</b>
Dépenses courantes	3330,8	3481,5	3827,3	4437,4	15,9	3940,5	4317,0	4754,1
Personnel	1566,0	1808,4	1977,2	1977,2	0,0	2149,0	2333,3	2535,2
Fonctionnement	1122,4	1217,6	1273,2	1768,6	38,9	1316,4	1437,2	1620,9
Biens et services	156,6	212,3	313,5	300,8	-4,1	445,7	536,4	657,9
Transferts et subventions	965,8	1005,3	959,7	1467,8	52,9	870,7	900,8	963,1
Intérêt de la dette								
Intérêts dette extérieure dus	57,0	76,1	102,5	107,2	4,6	142,8	179,9	216,1
Intérêts dette intérieure dus	173,0	213,8	209,0	232,0	11,0	257,3	282,1	285,8
Opérations de Trésorerie	412,4	165,6	265,4	352,4	32,8	75,0	84,6	96,1
Dépenses en capital	997,0	1681,1	2881,9	2916,1	1,2	4109,0	4775,8	4721,4
Ressources intérieures	275,0	492,0	686,4	789,3	15,0	1002,4	1411,6	1697,3
Ressources extérieures	722,0	1189,1	2195,5	2126,8	-3,1	3106,7	3364,2	3024,1
Solde global (base engagement)	-4327,8	-870,4	-1468,7	-1804,0	22,8	-1879,2	-2049,4	-1938,0
Variations arriérés intérieurs	-106,6	-388,8	-235,2	-235,2	0,0	-213,8	-112,5	-93,5
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-4327,8</b>	<b>-870,4</b>	<b>-1468,7</b>	<b>-1804,0</b>	<b>22,8</b>	<b>-1879,2</b>	<b>-2049,4</b>	<b>-1938,0</b>
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-4434,4</b>	<b>-1259,2</b>	<b>-1703,9</b>	<b>-2112,2</b>	<b>24,0</b>	<b>-2093,0</b>	<b>-2161,9</b>	<b>-2031,5</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>28584,8</b>	<b>31669,2</b>	<b>35707,5</b>	<b>35730,8</b>	<b>0,1</b>	<b>40184,8</b>	<b>45306,0</b>	<b>50400,2</b>

Source : MFB/SG/DGT/DE

**Tableau 5 : Opérations Globales du Trésor, 2015-2019 (en % PIB)**

en % du PIB	2015	2016	2017		2018	2019	2020
		real	LFI	LFR	prév	prév	prév
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>11,83</b>	<b>13,6</b>	<b>14,7</b>	<b>15,5</b>	<b>15,4</b>	<b>15,5</b>	<b>15,0</b>
Recettes totales	10,35	11,5	11,6	12,1	11,8	12,2	12,6
Recettes fiscales (brutes)	-	-	11,4	11,8	-	-	-
Recettes fiscales (nettes)	10,07	11,3	11,0	11,4	11,6	12,0	12,4
impôts	4,97	6,1	5,6	5,9	6,2	6,8	7,3
douanes	5,10	5,3	5,4	5,5	5,4	5,2	5,1
Recettes non fiscales	0,28	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Dons	1,48	2,0	3,5	3,5	3,6	3,3	2,3
Dons courants	0,14	0,0	0,6	0,9	0,9	0,5	0,0
Dons en capital (projets)	1,34	2,0	2,8	2,5	2,7	2,8	2,3
<b>Dépenses totales</b>	<b>15,14</b>	<b>16,3</b>	<b>18,8</b>	<b>20,6</b>	<b>20,0</b>	<b>20,1</b>	<b>18,8</b>
Dépenses courantes	11,65	11,0	10,7	12,4	9,8	9,5	9,4
Personnel	5,48	5,7	5,5	5,5	5,3	5,2	5,0
Fonctionnement	3,93	3,8	3,6	4,9	3,3	3,2	3,2
Biens et services	0,55	0,7	0,9	0,8	1,1	1,2	1,3
Transferts et subventions	3,38	3,2	2,7	4,1	2,2	2,0	1,9
Intérêt de la dette	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts dette extérieure dus	0,20	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Intérêts dette intérieure dus	0,61	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Opérations de Trésorerie	1,44	0,5	0,7	1,0	0,2	0,2	0,2
Dépenses en capital	3,49	5,3	8,1	8,2	10,2	10,5	9,4
Ressources intérieures	0,96	1,6	1,9	2,2	2,5	3,1	3,4
Ressources extérieures	2,53	3,8	6,1	6,0	7,7	7,4	6,0
Solde global (base engagement)	-15,14	-2,7	-4,1	-5,0	-4,7	-4,5	-3,8
Variations arriérés intérieurs	-0,37	-1,2	-0,7	-0,7	-0,5	-0,2	-0,2
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-15,14</b>	<b>-2,7</b>	<b>-4,1</b>	<b>-5,0</b>	<b>-4,7</b>	<b>-4,5</b>	<b>-3,8</b>
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-15,51</b>	<b>-4,0</b>	<b>-4,4</b>	<b>-5,9</b>	<b>-5,2</b>	<b>-4,8</b>	<b>-4,0</b>

Source : MFB/SG/DGT/DE

**Tableau 6 : Balance des Paiements, 2015-2019**

<i>(en millions de DTS)</i>	2015	2016	2016	2016	2017	2017	2018	2019
	<i>Réal.</i>	<i>LFI</i>	<i>LFR</i>	<i>Réal.</i>	<i>LFI</i>	<i>PLFR</i>	<i>Prév.</i>	<i>Prév.</i>
<b>Compte courant</b>	<b>-131,6</b>	<b>-117,5</b>	<b>-158,8</b>	<b>18,4</b>	<b>-203,1</b>	<b>-363,1</b>	<b>-433,7</b>	<b>-442,4</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-241,5</b>	<b>-212,9</b>	<b>-269,6</b>	<b>-149,6</b>	<b>-352,1</b>	<b>-580,0</b>	<b>-665,2</b>	<b>-672,4</b>
Balance commerciale	-235,1	-276,7	-287,3	-190,0	-380,8	-552,1	-631,7	-643,3
Exportations	1 463,1	1606,8	1493,3	1556,4	1571,1	1727,1	1766,3	1957,6
Importations	-1 698,2	-1883,6	-1780,6	-1746,4	-1951,9	-2279,3	-2398,0	-2600,9
Balance des services	-6,5	63,9	17,7	40,4	28,7	-27,8	-33,5	-29,2
Services, recettes	770,6	842,9	796,1	854,0	760,6	849,1	893,7	954,1
Services, paiements	-777,0	-779,0	-778,4	-813,7	-731,8	-876,9	-927,2	983,2
<b>Revenu</b>	<b>-268,8</b>	<b>-265,4</b>	<b>-278,2</b>	<b>-328,8</b>	<b>-322,1</b>	<b>-313,0</b>	<b>-330,2</b>	<b>-349,4</b>
Recettes	11,8*	11,9*	15,4*	24,3*	19,6*	26,8*	28,9*	31,8*
Paiements	-280,6	-277,3	-293,6	-353,2	-341,7	-339,8	-359,2	-381,2
<b>Transferts courants</b>	<b>378,7</b>	<b>360,7</b>	<b>388,9</b>	<b>496,9</b>	<b>471,1</b>	<b>529,8</b>	<b>561,8</b>	<b>579,4</b>
Gouvernement	55,0	41,2	46,5	100,3	97,1	123,9	126,1	104,5
Aide budgétaire	10,3	15,9	0,0	50,4	47,8	70,6	69,8	44,1
Autres (net)	44,7	25,3	46,5	50,0	49,3	53,2	56,3	60,4
Privé	323,7	319,6	342,5	396,6	374,0	406	435,7	474,9
<b>Compte en capital et financier</b>	<b>179,3</b>	<b>-50,6</b>	<b>262,7</b>	<b>234,7</b>	<b>178,7</b>	<b>288,7</b>	<b>406,0</b>	<b>465,2</b>
<b>Transferts en capital</b>	<b>93,1</b>	<b>108,7</b>	<b>139,2</b>	<b>187,0</b>	<b>215,8</b>	<b>197,6</b>	<b>224,3</b>	<b>250,4</b>
Gouvernement	93,1	108,7	139,2	187,0	215,8	197,6	224,3	250,4
Dons projets	93,1	108,7	139,2	187,0	215,8	197,6	224,3	250,4
<b>Compte financier</b>	<b>86,2</b>	<b>-159,3</b>	<b>123,5</b>	<b>47,7</b>	<b>-37,1</b>	<b>91,1</b>	<b>181,7</b>	<b>214,8</b>
Investissements Directs								
Etrangers	311,5	215,5	343,5	324,9	399,1	343,2**	363,0**	389,8**
Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0	-0,7	-	-	-	-
Autre	-211,4	-374,8	-220,1	-276,5	-436,2	-252,1	-181,3	-175,0
Gouvernement	150,6	16,1	201,2	50,8	222,9	272,7	368,1	368,2
Tirages	178,7	68,8	250,8	101,2	274,9	336,9	419,1	413,4
Tirages projets	82,8	68,8	121,0	88,8	254,2	272,7	409,1	403,4
Tirages programmes	95,9	0,0	129,8	12,4	20,7	64,2	10,0	10,0
Amortissement	-28,1	-52,7	-49,6	-50,5	-52,0	-64,2	-50,9	-45,2
Secteur Privé	-123,6	-109,0	-118,5	-147,4	-118,1	143,5***	-150,2***	-142,6***
Banques, nettes	14,0	0,0	-4,3	-5,1	0,0	-2,6	-5,3	-2,6
Autres net dont revenus d'exportation non-rapatriés	-252,4	-281,9	-298,4	-174,7	-541,0	-378,7	-393,9	-398,0
Erreurs et omissions	23,6	0,0	0,0	-29,6	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Balance globale</b>	<b>71,3</b>	<b>-168,1</b>	<b>103,9</b>	<b>223,5</b>	<b>-24,4</b>	<b>-74,4</b>	<b>-27,8</b>	<b>22,8</b>

\*dont Revenu des investissements

\*\*dont Investissement de portefeuille

\*\*\*dont Autorités monétaires

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

# Annexe 2

DOCUMENT  
DE  
PERFORMANCE

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>01</b>	<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>010</b>	<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>001</b>	<b>Administration Et Coordination</b>					
<b>001-1</b>	<b>Réduire la corruption</b>					
<b>001-1-1</b>	<b>Nombre de régions mettant en oeuvre une politique régionale de réduction de la corruption</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
001-1-1-1	Appliquer la législation anticorruption					
001-1-1-2	Renforcer les liaisons opérationnelles avec les autorités régionales					
001-1-1-3	Appliquer les procédures d'investigation sur les faits soupçonnés de corruption dénoncés					
001-1-1-4	Recevoir les déclarations de patrimoine des personnes assujetties					
001-1-1-5	Éliminer les circonstances et pratiques favorables à la corruption					
001-1-1-6	Renforcer les capacités opérationnelles des agents					
<b>001-1-2</b>	<b>Pourcentage des dossiers d'investigations traités</b>	<b>%</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>90</b>
001-1-2-1	Appliquer la législation anticorruption					
001-1-2-2	Renforcer les liaisons opérationnelles avec les autorités régionales					
001-1-2-3	Appliquer les procédures d'investigation sur le faits soupçonnés de corruption dénoncés					
001-1-2-4	Recevoir les déclarations de patrimoine des personnes assujetties					
001-1-2-5	Éliminer les circonstances et pratiques favorables à la corruption					
001-1-2-6	Renforcer les capacités opérationnelles des agents					
<b>001-1-3</b>	<b>Nombre de séances de mobilisation et/ou de sensibilisation effectuées par le Bureau</b>	<b>Nombre</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>325</b>	<b>350</b>
001-1-3-1	Assurer la sensibilisation sur terrain					
001-1-3-2	Organiser des ateliers et débats					
<b>001-1-4</b>	<b>Nombre d'inspection ou de conscientisation effectuées</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>30</b>
001-1-4-1	Assurer le fonctionnement général de l'organisme					
<b>001-2</b>	<b>Renforcer l'État de droit</b>					
<b>001-2-1</b>	<b>Nombre de piliers d'intégrité connaissant et appliquant les règles de base</b>	<b>Nombre</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
001-2-1-1	Renforcer les capacités de la société civile et des médias					
<b>001-2-2</b>	<b>Nombre d'organisation de la société civile effectuant des interpellations effectives</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
001-2-2-1	Améliorer l'accès à l'information					
<b>001-2-3</b>	<b>Nombre de déclaration d'opération suspectes (DOS) traitées</b>	<b>Nombre</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
001-2-3-1	Traiter les Déclarations d'Opérations Suspectes					
<b>001-2-4</b>	<b>Nombre de responsables de veille et de partenaires formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>
001-2-4-1	Former les responsables de veille et partenaires					
<b>001-2-5</b>	<b>Nombre de séances de travail de sensibilisation pour la mise en place d'un système de vigilance</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
001-2-5-1	Développer une campagne de sensibilisation pour la mise en place d'un système de vigilance					
<b>001-2-6</b>	<b>Nombre de formation militaires inspectées ou visitées</b>	<b>Nombre</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
001-2-6-1	Restaurer la discipline militaire					
001-2-6-2	Protéger le moral de la troupe					
001-2-6-3	Assurer la supervision de l'opérationnalité des unités et formations militaires					
<b>001-2-7</b>	<b>Délai moyen de traitement des dossiers relatifs aux affectations (Base 100: fin 2014)</b>	<b>Nombre</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>83</b>	<b>78</b>
001-2-7-1	Nommer et affecter les magistrats (sessions du Conseil)					
001-2-7-2	Suivre l'exécution des décisions d'affectations					
001-2-7-3	Améliorer des procédures et outils (acquisition de logiciel ) relatifs à la gestion de la carrière des Magistrats principalement les affectations					
001-2-7-4	Renforcer les capacités et matériels du CSM					
<b>001-2-8</b>	<b>Délai moyen de traitement des doléances reçues auprès du CSM (Base 100: fin année 2014)</b>	<b>Nombre</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>71</b>	<b>66</b>
001-2-8-1	Etudier les doléances (sessions du CSM)					
001-2-8-2	Tenir les Conseils de discipline					
001-2-8-3	Faire l'enquête sur terrain (Cours, Tribunaux)					
001-2-8-4	Suivre demande d'éclaircissement faite au Magistrat mis en cause et/ou son supérieur					
001-2-8-5	Informar, former et sensibiliser les Magistrats et des Organisations de la Société Civile aux devoirs déontologiques imputables aux Magistrats					
001-2-8-6	Editer le Code annoté de déontologie des Magistrats					
001-2-8-7	Renforcer de capacité et matériels du CSM					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>01</b>	<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>010</b>	<b><u>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u></b>					
<b>001</b>	<b>Administration Et Coordination</b>					
<b>001-2-9</b>	<b>Nombre de visiteurs du site web du CSM (base 100: cumul nombre des visiteurs de l'année 2014) [base 100: cumul nombre des visiteurs de l'année 20]</b>	Nombre	550	550	800	1100
001-2-9-1	Améliorer du site web					
001-2-9-2	Promouvoir du site					
<b>001-3</b>	<b><u>Renforcer les prestations des services publiques</u></b>					
<b>001-3-1</b>	<b>Nombre de distinctions honorifiques discernées</b>	Nombre	30000	30000	35000	37000
001-3-1-1	Réaliser le Conseil de l'Ordre national					
001-3-1-2	Octroyer les décorations à titre posthume, hors contingent ou à titre exceptionnel					
001-3-1-3	Assurer la fonctionnement général de l'organisme					
<b>001-3-2</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	%	98	98	98	98
001-3-2-1	Assurer le fonctionnement général de la Présidence					
001-3-2-2	Coordonner les activités de l'ensemble des Directions et du Cabinet de la Présidence					
001-3-2-3	Assurer la gestion administrative et financière des Services de la Présidence					
<b>001-4</b>	<b><u>Fournir un niveau de sécurité suffisant pour assurer la sécurité des personnes et protéger leurs biens</u></b>					
<b>001-4-1</b>	<b>Nombre de renseignements exploités et transmis aux instances étatiques</b>	Nombre	2800	2800	3500	4000
001-4-1-1	Assurer la lutte contre le terrorisme et le banditisme					
<b>001-4-2</b>	<b>Probabilité d'apparition d'un crime envers les hautes personnalités de la Présidence</b>	%	0.10	0.100000	0.10	0.10
001-4-2-1	Former et perfectionner le personnel assurant la sécurité des Hautes Personnalités de la Présidence					
001-4-2-2	Réhabiliter les infrastructures					
001-4-2-3	Faire l'acquisition des matériels					
<b>001-5</b>	<b><u>Établir un processus budgétaire de l'État efficace et efficient, rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes des contrôles des revenus et des dépenses</u></b>					
<b>001-5-1</b>	<b>Nombre d'inspections effectuées</b>	Nombre	25	25	25	25
001-5-1-1	Effectuer les contrôles a priori, a posteriori ou inopinés au sein des branches de l'Administration					
<b>001-5-2</b>	<b>Taux de marchés attribués suite à des appels d'offres ouverts par rapport à l'ensemble des marchés publics</b>	%	100	100	100	100
001-5-2-1	Institutionnaliser les réformes sur les passations de marchés					
<b>001-6</b>	<b><u>Réduire les dysfonctionnements de l'administration publique</u></b>					
<b>001-6-1</b>	<b>Nombre des dossiers traités</b>	Nombre	80	80	80	80
001-6-1-1	Traiter les doléances reçues					
<b>001-6-2</b>	<b>Taux des affaires résolues</b>	%	100	100	100	100
001-6-2-1	Mener à terme les missions de médiation					
<b>001-7</b>	<b><u>Mettre en place un mécanisme de prévention et de gestion de de conflit</u></b>					
<b>001-7-1</b>	<b>Nombre de réunions de conception</b>	Nombre	12	12	24	24
001-7-1-1	Procéder à des réunions de conception et d'information					
001-7-1-2	Poursuivre les consultations et coordination régulières entre les organes de la sécurité					
001-7-1-3	Contacteur les diverses Institutions et autres organes pour la stabilité politique à Madagascar					
<b>001-8</b>	<b><u>Renforcer les capacités professionnelles des chefs militaires</u></b>					
<b>001-8-1</b>	<b>Nombre de séances de formation organisées</b>	Nombre	48	48	48	48
001-8-1-1	Elaborer et vulgariser un fascicule sur l'aptitude au commandement en vue de développer l'esprit de créativité et le sens de responsabilité					
<b>001-9</b>	<b><u>Veiller à la sécurité des élections avant, pendant et après.</u></b>					
<b>001-9-1</b>	<b>Troubles majeurs maîtrisés (avant, pendant et après les élections)</b>	%	24	24	36	36
001-9-1-1	Mettre en place et opérationnaliser la Commission Spéciale de Sécurité (CSS) au niveau du CENI.					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>01</b>	<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>010</b>	<b><u>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u></b>					
<b>001</b>	<b>Administration Et Coordination</b>					
<b>001-A</b>	<b><u>Attenuer le niveau de corruption</u></b>					
<b>001-A-1</b>	<b>Nombre de régions mettant en oeuvre une politique régionale de réduction de la corruption</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>30</b>
001-A-1-1	Renforcer les capacités opérationnelles des agents					
<b>001-A-2</b>	<b>Taux de financement des dossiers d'investigation</b>	<b>%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>60</b>
001-A-2-1	Appliquer les procédures d'investigation sur les faits soupçonnés de corruption dénoncés					
<b>001-A-3</b>	<b>Nombre de séances de mobilisation et/ou de sensibilisation financées</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>25</b>	<b>45</b>
001-A-3-1	Assurer les sensibilisations sur terrain					
001-A-3-2	Organiser des ateliers et débats					
<b>001-B</b>	<b><u>Promouvoir les opportunités d'investissements dans le secteur textile</u></b>					
<b>001-B-2</b>	<b>Cadre de concertation public-privé pour la mise en oeuvre du plan d'actions sur le développement du secteur textile</b>	<b>%</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
001-B-2-1	Réaliser un plan d'affaires sur la mise en place de ZES en 2016					
001-B-2-2	Mettre en place ce cadre favorisant la mise en oeuvre du plan d'actions					
<b>001-B-4</b>	<b>Nombre de TPE/PME soutenues par le Fonds de Promotion du Secteur Textile (FPST)</b>	<b>Nombre</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
001-B-4-1	Promouvoir le FPST auprès des TPE/PME					
<b>001-C</b>	<b><u>Renforcer les capacités de l'EDBM et des structures intervenant dans la promotion des investissements</u></b>					
<b>001-C-2</b>	<b>Nombre de staff de l'EDBM et des autres structures privées et gouvernementales formés (% de femmes)</b>	<b>Nombre</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
001-C-2-1	Faire une refonte du site web de l'EDBM					
001-C-2-2	Réaliser les formations					
<b>001-D</b>	<b><u>Maintenir une capacité institutionnelle adéquate</u></b>					
<b>001-D-1</b>	<b>Taux de la réalisation des programmes d'activités de soutien par les organismes de Défense</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
001-D-1-1	Assurer la sécurité du Président , sa famille et leurs biens					
<b>001-D-2</b>	<b>Nombre de formation des agents de sécurité</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
001-D-2-1	Former les JR et agents de la GP					
<b>001-E</b>	<b><u>Etendre le Data Center de l'Etat; l'intranet de l'Etat au niveau des régions, au niveau des provinces et au niveau central.</u></b>					
<b>001-E-1</b>	<b>Nombre de provinces connectés à l'intranet de l'Etat</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
001-E-1-1	Procéder à l'installation et maintenance d'antenne station cliente Alvarion sur les bâtiments publics au niveau central					
<b>001-E-2</b>	<b>Nombre de régions connectés à l'intranet de l'Etat</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
001-E-2-1	Procéder à l'installation et maintenance d'antenne station cliente, point-à-point et bases dans les chefs lieux de Région					
<b>001-E-3</b>	<b>Taux d'augmentation de nombre de rack</b>	<b>Niveau</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
001-E-3-1	Procéder aux performances et fiabilités des matériels avec une grande disponibilité des données et un grand espace d'hébergement					
<b>001-E-4</b>	<b>Nombre de l'intranet de l'Etat accessible partout au niveau central même dans les zones d'ombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
001-E-4-1	Installer les sites relais					
<b>001-E-5</b>	<b>Nombre de client de l'intranet de l'Etat</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
001-E-5-1	Augmenter le nombre de clients					
<b>001-F</b>	<b><u>Renforcer les capacités de l'ANRE</u></b>					
<b>001-F-1</b>	<b>Nombre de services/Application augmente.</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
001-F-1-1	Procéder à la facilitation des échanges de données. Faciliter l'accès aux services par les publics cibles					
<b>001-F-4</b>	<b>Nombre des agents de l'ANRE formés et à jour sur les domaines de connaissance en TIC</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
001-F-4-1	Former les Agents de l'ANRE					
<b>001-F-5</b>	<b>Taux d'utilisation par rapport au nombre d'utilisateurs de l'intranet</b>	<b>%</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
001-F-5-1	Augmenter le taux d'utilisation des Applications communes					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>01</b>	<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>010</b>	<b><u>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u></b>					
<b>001</b>	<b>Administration Et Coordination</b>					
<b>001-F-6</b>	<b>Nombre d'Agents de l'Etat formés.</b>	<b>Nombre</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>100</b>
001-F-6-1	Former les Agents de l'Etat					
<b>001-I</b>	<b><u>Maintenir et renforcer l'opérationnalité des services administratifs - relevant de la portion centrale de la Présidence de la République</u></b>					
<b>001-I-1</b>	<b>Acquisition de divers matériels et mobiliers pour assurer le bon fonctionnement et la continuité des services administratifs</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>13</b>
001-I-1-1	Acquérir un groupe électrogène très puissant à même de couvrir et sécuriser l'ensemble des sites à Iavoloha en cas de coupure du jus de la JIRAMA et connecter les bâtiments et autres sites non encore sécurisés au groupe électrogène					
001-I-1-2	Acquérir un nouvel ascenseur pour le bâtiment R+8 (Annexe du Palais à Ambohitsorohitra					
001-I-1-3	Installer des parafoudres dans les sites des palais et environnants					
001-I-1-4	Acquérir une centrale téléphonique modernisée, mettre en place les réseaux de communication et interconnecter tous les services administratifs et connexes					
001-I-1-5	Acquérir des mobiliers et matériels de bureau, acquérir des matériels informatiques et des matériels techniques					
001-I-1-6	Acquérir des matériels et équipements pour l'unité spécialisée contre incendie					
<b>001-J</b>	<b><u>Mettre en place le système de suivi-évaluation axé sur les résultats - mise au niveau du PREA en jonction avec les ministères</u></b>					
<b>001-J-1</b>	<b>Pourcentage des ministères disposant de système de suivi-évaluation opérationnel</b>	<b>%</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>106</b>	<b>117</b>
001-J-1-1	Renforcer la capacité des DPSE et harmoniser les système de suivi-évaluation en place					
<b>001-K</b>	<b><u>Réformer les Finances publiques effective</u></b>					
<b>001-K-1</b>	<b>Ratio recette intérieur/PIB</b>	<b>%</b>	<b>10.4</b>	<b>10.4</b>	<b>13</b>	<b>14</b>
001-K-1-1	Appuyer à l'augmentation des recettes et la maîtrise des dépenses					
<b>001-L</b>	<b><u>Alléger les Procédures effective et e-gouvernance promue</u></b>					
<b>001-L-1</b>	<b>Pourcentage des secteurs entreprenant les réformes</b>	<b>%</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
001-L-1-1	Renforcer la capacité des DSI. Elaborer le manuel de procédure (administrative, budgétaire et comptable). Appuyer aux réformes des marchés publics et aux OCFP					
<b>001-M</b>	<b><u>Rendre effectif la Réforme de la Gestion des Ressources et du Patrimoine et du Renforcement des Ressources Humaines de l'Etat</u></b>					
<b>001-M-1</b>	<b>Nombre des entités disposant d'un système d'information certifié sur les ressources</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
001-M-1-1	Dénombrer l'institution ayant entamé le diagnostic					
<b>001-N</b>	<b><u>Rénover et maintenir les sites historiques et emblématiques de l'Etat</u></b>					
<b>001-N-1</b>	<b>Sites de la Présidence rénovés et maintenus en bon état</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
001-N-1-1	Réhabiliter le palais d'Etat à Ambohitsorohitra et les bâtiments annexes					
001-N-1-2	Réhabiliter les résidences présidentielles dans tous Madagascar					
<b>001-O</b>	<b><u>Renforcer et mettre aux normes la sécurité des Palais et sites présidentiels</u></b>					
<b>001-O-1</b>	<b>Murs et clôtures construits sur la tracée de la limite du domaine des sites présidentiels d'Iavoloha construits</b>	<b>M</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>	<b>2000</b>	<b>2000</b>
001-O-1-1	Construire les édifices et infrastructures nécessaires à la mise en place du nouveau système d'accueil modernisé aux entrées des Palais d'Iavoloha (PP1) et Ambohitsorohitra					
001-O-1-2	Construire des murs de clôture sur la tracée de la limite du domaine des sites présidentiels d'Iavoloha					
001-O-1-3	Acquérir et installer les matériels de surveillance électronique dans les Palais d'Etat (Iavoloha Ambohitsorohitra) et les sites environnants					
<b>201</b>	<b>Infrastructure reliée</b>					
<b>201-1</b>	<b><u>Améliorer les systèmes de télécommunication aux Palais d'Etat (Iavoloha et Ambohitsorohitra)</u></b>					
<b>201-1-1</b>	<b>Nombre de site faisant l'objet des travaux d'entretien et de maintenance</b>	<b>Nombre</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
201-1-1-1	Entretien des équipements et les infrastructures de télécommunication					
<b>201-1-2</b>	<b>Longueur des câbles téléphoniques renouvelés</b>	<b>M</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
201-1-2-1	Acquérir et installer les postes téléphoniques numériques					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
01	<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>010</b>	<b><u>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u></b>					
<b>201</b>	<b>Infrastructure reliée</b>					
201-1-3	Nombre de postes téléphoniques installées et opérationnelles	Nombre	50	50	0	0
201-1-3-1	Acquérir et installer les postes téléphoniques					
201-1-4	Nombre de bureau mis en réseau informatique	Nombre	21	21	0	0
201-1-4-1	Acquérir et installer les équipements pour le réseau informatique					
<b>201-3</b>	<b><u>Rehausser la capacité technique des agents de l'Etat</u></b> -					
201-3-1	Nombre techniciens ayant suivi une formation en NTIC	Nombre	36	36	0	36
201-3-1-1	Envoyer les Agents dans des centres de formation spécialisée					
<b>201-4</b>	<b><u>Procéder à la reconnaissance et à l'étude sur site pour la mise en place d'un nouveau système de télécommunication jusqu'au niveau District</u></b> -					
201-4-1	Nombre de sites visités et reconnus futurs emplacement station de Base	Nombre	22	22	0	0
201-4-1-1	Faire un étude et une reconnaissance sur terrain					
<b>401</b>	<b>Développement rural</b>					
<b>401-1</b>	<b><u>Lancer une révolution verte durable</u></b> -					
401-1-1	Nombre d'unités du Service Civique opérationnelles	Nombre	20	20	22	24
401-1-1-1	Développer l'agriculture, élevage, sécurité des zones d'implantation, alphabétisation, sports, hygiène et secourisme					
<b>501</b>	<b>Santé-Planning familial et lutte contre le VIH/SIDA</b>					
<b>501-1</b>	<b><u>Gagner la lutte contre le VIH/SIDA</u></b> -					
501-1-1	Nombre de plans locaux de lutte contre le Sida mis en oeuvre au niveau des communes	Nombre	25	25	0	0
501-1-1-1	Assurer l'intégration de la lutte contre les IST/VIH/SIDA dans les plans d'actions des régions					
501-1-1-2	Assurer l'intégration de la lutte contre les IST/VIH/SIDA dans les plans d'actions des ministères					
<b>801</b>	<b>Solidarité nationale</b>					
<b>801-1</b>	<b><u>Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables</u></b> -					
801-1-1	Nombre de zones très pauvres et vulnérables reconnues	Nombre	3	3	5	6
801-1-1-1	Reconnaitre les zones très pauvres et vulnérables sur terrain					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>02</b>	<b>SENAT</b>					
<b>020</b>	<b>SENAT</b>					
<b>002</b>	<b>Administration Et Coordination</b>					
<b>002-1</b>	<b>Renforcer les prestations de services publics</b>					
<b>002-1-1</b>	<b>Délai moyen de traitement de dossier (salaire du personnel permanent)</b>	<b>Jours</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>29</b>
002-1-1-1	Améliorer le système de traitement des soldes afin de procéder au paiement avant échéance des salaires mensuels du personnel.					
<b>002-1-2</b>	<b>Nombre des dossiers traités pour le fonctionnement des service</b>	<b>Nombre</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>
002-1-2-1	Améliorer les conditions de travail et la performance des directions et des Services.					
002-1-2-2	Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources: humaines, financières et matériel.					
002-1-2-3	Satisfaire aux besoins en fournitures et consommables des Services.					
002-1-2-4	Pourvoir aux soins médicaux des membres de l'Institution, agents permanents et des membres de leurs familles.					
002-1-2-5	Assurer le renforcement de capacités du personnel permanent.					
<b>002-2</b>	<b>Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient</b>					
<b>002-2-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
002-2-1-1	Procéder au suivi d'exécution des travaux de construction de réhabilitation et d'aménagement.					
002-2-1-2	Assurer l'entretien et la maintenance du Palais.					
002-2-1-3	Mettre à la disposition de l'Institution des matériels, équipement et outillages performants					
002-2-1-4	Renforcer les capacités des Agents de l'Institution.					
<b>119</b>	<b>Appui aux Membres de l'Institution</b>					
<b>119-1</b>	<b>Renforcer l'Etat de droit</b>					
<b>119-1-1</b>	<b>Nombre de lois votées,résolution proposées</b>	<b>Nombre</b>	<b>40</b>	<b>35</b>	<b>20</b>	<b>40</b>
119-1-1-1	Examiner les projets et les propositions des lois ou les propositions des résolutions en commission spécialisée puis en commission plénière.					
119-1-1-2	Voter les lois ou résolutions en séance plénière					
<b>119-1-2</b>	<b>Nombre des actes de contrôle de l'action du gouvernement</b>	<b>Nombre</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
119-1-2-1	Effectuer des contrôles de l'action gouvernementale					
119-1-2-2	Procéder aux rencontres avec les membres du gouvernement.					
<b>119-1-3</b>	<b>Nombre des visites effectuées auprès CTD</b>	<b>Nombre</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>
119-1-3-1	Effectuer des visites de formation et d'information à l'étranger.					
119-1-3-2	Maintenir les relations avec les Organismes interparlementaires Internationaux.					
119-1-3-3	Appuyer et conseiller les membres du gouvernement					
<b>119-2</b>	<b>Renforcer les prestations de services publics</b>					
<b>119-2-1</b>	<b>Délai moyen de traitement de dossier (salaire et indemnités des membres des institutions )</b>	<b>Jours</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>28</b>
119-2-1-1	Améliorer le système de traitement des soldes afin de procéder au paiement avant échéance.					
<b>119-2-2</b>	<b>Nombre des dossiers traités pour le fonctionnement des membres du Bureau permanent et des commissions.</b>	<b>Nombre</b>	<b>450</b>	<b>950</b>	<b>450</b>	<b>450</b>
119-2-2-1	Améliorer les conditions de travail des membres de l'Institution et ceux des cabinets.					
119-2-2-2	Satisfaire aux besoins en fournitures et consommables des membres du bureau Permanent ainsi que ceux des Commissions.					
119-2-2-3	Pourvoir aux soins médicaux des membres de l'Institution et leurs familles.					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>03 ASSEMBLEE NATIONALE</b>						
<b>030 ASSEMBLEE NATIONALE</b>						
<b>003 Administration et Coordination</b>						
<b>003-1 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'Administration</b>		-				
<b>003-1-1 Délai moyen de traitement des dossiers</b>	Jours		10	10	10	10
003-1-1-1 Payer les salaires et les avantages des des Agents.						
003-1-1-2 Mettre à la disposition de l'Administration les matériels et mobiliers indispensables à leur fonctionnement.						
003-1-1-3 Accroître la compétence des Agents.						
003-1-1-4 Améliorer les qualités des services.		'				
003-1-1-5 Pourvoir aux soins médicaux.						
<b>101 Gouvernance Responsable</b>						
<b>101-1 Renforcer l'Etat de droit</b>		-				
<b>101-1-1 Nombre de lois votées</b>	Nombre		48	48	48	48
101-1-1-1 Payer les salaires et avantages des Députés.						
101-1-1-2 Tenir les sessions parlementaires.						
101-1-1-3 Voter des textes à caractère législatif.						
<b>101-1-2 Nombre de contrôles parlementaires effectués</b>	Nombre		20	10	12	22
101-1-2-1 Effectuer des tournées dans diverses circonscriptions électorales.						
<b>101-2 Affirmer la démocratie au niveau international</b>		-				
<b>101-2-1 Nombre de participation au niveau international</b>	Nombre		47	47	48	48
101-2-1-1 Participer à des réunions parlementaires internationales.						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>04</b>	<b>HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
<b>040</b>	<b>HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
<b>004</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>004-1</b>	<b>Améliorer la qualité et renforcer les prestations des services</b> -					
<b>004-1-1</b>	<b>Délai moyen de traitement de dossiers</b>	Jour	14	14	13	12
004-1-1-1	Organiser des formations en informatique et en techniques administratives					
004-1-1-2	Développer des applications de gestion : gestion du personnel, gestion de comptabilité des matières et des valeurs fiduciaires					
004-1-1-3	Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des agents					
<b>004-1-2</b>	<b>Taux de problèmes de fonctionnement de l'Administration résolus</b>	%	75	75	78	85
004-1-2-1	Effectuer des contrôles et inspections au sein de l'Administration					
004-1-2-2	Mettre en oeuvre les réformes appropriées					
004-1-2-3	Etablir des rapports d'activités des Directions					
<b>004-1-3</b>	<b>Taux d'exécution du budget par rapport au taux de régulation</b>	%	96	96	96	98
004-1-3-1	Exécuter le budget de l'année en cours					
004-1-3-2	Préparer et tenir les revues budgétaires					
004-1-3-3	Programmer et élaborer les documents budgétaires de l'année suivante					
004-1-3-4	Renforcer les capacités des acteurs budgétaires					
<b>004-2</b>	<b>Renforcer les moyens matériels et valoriser le patrimoine de l'Institution</b> -					
<b>004-2-1</b>	<b>Nombre de matériels acquis et de bâtiments construits ou réhabilités</b>	Nombre	26	26	26	20
004-2-1-1	Acquérir des matériels informatiques, des mobiliers et matériels de bureau					
004-2-1-2	Rénover le parc automobile et entretenir les véhicules existants					
004-2-1-3	Construire, réhabiliter et faire des extensions des bâtiments et des alentours					
004-2-1-4	Assurer l'entretien et la maintenance du patrimoine de l'Institution					
004-2-1-5	Mettre en place et rendre opérationnel le système informatique					
<b>102</b>	<b>Gouvernance responsable</b>					
<b>102-1</b>	<b>Promouvoir le respect de la Constitution par les organes étatiques</b> -					
<b>102-1-1</b>	<b>Nombre de décisions, d'arrêts rendus et d'avis émis</b>	Nombre	28	28	29	30
102-1-1-1	Préparer et tenir des audiences sur les textes soumis à la censure de la Cour					
102-1-1-2	Rédiger les décisions, arrêts et avis					
102-1-1-3	Interpréter les dispositions constitutionnelles					
102-1-1-4	Contrôler la constitutionnalité des textes et des règlements intérieurs du Parlement					
102-1-1-5	Trancher les conflits surgis entre les Institutions et les conflits de compétences entre les Institutions et / ou les CTD					
102-1-1-6	Mettre en oeuvre toutes actions destinées à améliorer la qualité des décisions					
102-1-1-7	Participer aux réunions des organisations internationales pour renforcement de capacités ou d'échanges d'expérience					
<b>102-2</b>	<b>Avoir des élections fiables, crédibles et transparentes</b> -					
<b>102-2-1</b>	<b>Nombre d'acteurs du processus électoral formés</b>	Nombre	15	15	20	25
102-2-1-1	Organiser des séances de formation ou d'échanges d'expériences en matière électorale					
102-2-1-2	Concevoir et vulgariser des outils informatiques de gestion de résultats et de contentieux électoraux					
102-2-1-3	Veiller à la régularité, traiter et proclamer les résultats des élections					
102-2-1-4	Etablir une collaboration étroite avec les autres Institutions impliquées dans le processus électoral					
102-2-1-5	Mettre en oeuvre toute action destinée à faciliter l'accès des citoyens à l'information électorale					
<b>102-3</b>	<b>Informier les citoyens des actions de l'Institution</b> -					
<b>102-3-1</b>	<b>Taux des décisions, arrêts et avis mis en ligne</b>	%	95	95	98	98
102-3-1-1	Constituer une commission de sélection des décisions à publier					
102-3-1-2	Concevoir et mettre à jour le site Web					
102-3-1-3	Elaborer, éditer et diffuser des recueils de décisions					
102-3-1-4	Numériser les archives des décisions, arrêts et avis					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
<b>005-1 Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient et rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes de contrôle des recettes et des dépenses</b>		-				
<b>005-1-1 Nombre d'inspections effectuées au niveau des Régions</b>	Nombre		8	8	9	10
005-1-1-1 Procéder à des contrôles à priori, à posteriori ou inopinés au sein des branches de l'Administration						
<b>005-2 Eradiquer le trafic de bois de rose et bois d'ébène</b>		-				
<b>005-2-1 Nombre d'exploitation et d'exportation illicite des bois de rose et des bois d'ébène arrêtés</b>	Nombre		1400	1400	1400	0
005-2-1-1 Marquer les BDR saisis						
005-2-1-2 Sécuriser les bois saisis vers les sites intermédiaires						
005-2-1-3 Transporter vers les sites finales						
005-2-1-4 Mettre en vente les bois saisis par appel d'offre international						
<b>005-2-2 Nombre de rondins de bois de rose et bois d'ébène sécurisés</b>	Nombre		1340	1340	93000	93000
005-2-2-1 Marquer les BDR saisis						
005-2-2-2 Sécuriser les bois saisis vers les sites intermédiaires						
005-2-2-3 Transporter vers les sites finales						
005-2-2-4 Mettre en vente les bois saisis par appel d'offre international						
<b>005-3 Fusionner les Informations maritimes</b>		-				
<b>005-3-1 Nombre des trafics illicites des ressources naturelles réduits</b>	Nombre		10	10	5	5
005-3-1-1 Fournir des informations auprès des départements concernés						
<b>005-3-2 Nombres des bateaux Pêcheurs arrêtés</b>	Nombre		4	4	3	1
005-3-2-1 Fournir des informations auprès des départements concernés						
<b>005-3-3 Réduire la pollution en mer</b>	%		10	10	25	30
005-3-3-1 Fournir des informations auprès des départements concernés						
<b>005-3-4 Nombre des pays reconnaissant le centre Régional d'excellence</b>	Nombre		4	4	5	7
005-3-4-1 Assister à des conférences et ateliers Internationales sur les informations maritimes						
<b>005-4 Renforcer la capacité institutionnelle en matière de défense des droits de l'homme</b>		-				
<b>005-4-1 Nombre des outils et instruments de protection des droits de l'homme conçus</b>	Nombre		2	2	2	2
005-4-1-1 Renforcer de dispositif institutionnel						
005-4-1-2 Entretien des relations de coopération avec les organisations nationales des droits de l'homme des autres pays, les réseaux des institutions nationales de droits de l'homme au niveau régional et international, les organisations régionales et interna						
005-4-1-3 Inciter les organes compétents de l'Etat à soumettre à temps les rapports que le Madagascar doit présenter aux organes conventionnels et comités des Nations Unies ainsi qu'au mécanisme régionaux des droits de l'homme, en application de ses obligatio						
005-4-1-4 Encourager les organes compétents de l'Etat à ratifier les conventions internationales relatifs à des conventions internationales relatifs des droit de l'homme et veiller à leur mise en oeuvre dans l'ordre juridique interne ;						
005-4-1-5 Contribuer à l'harmonisation des lois, règlements et pratique en vigueur sur le plan national avec les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ratifié par Madagascar et s'assurer de leur mise en oeuvre effective ;						
<b>005-5 Plaidoyer et assurer la visibilité de Madagascar sur les droits de l'homme</b>		-				
<b>005-5-1 Un état des lieux périodique effectué (Oui=1/Non=0) Logique</b>	Logique		1	1	1	1
005-5-1-1 Prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conformément aux normes universelles, régionales ou nationales pertinentes ;						
005-5-1-2 Fournir à titre consultatif au Gouvernement, au Parlement, soit à la demande des autorités concernées, soit en usant de sa faculté d'autosaisine, des avis, recommandations stratégiques concernant toutes les questions relatives à la promotion et à la p						
<b>005-6 Sensibiliser sur les droits de l'homme</b>		-				
<b>005-6-1 Nombre d'acteurs ayant reçu un renforcement des capacités</b>	Nombre		50	50	100	150
005-6-1-1 Assurer la promotion de droit de la femme et de l'enfant à travers notamment : l'éducation, l'information et la communication ;						
005-6-1-2 Apporter ou faciliter l'assistance judiciaire aux victimes des violations des droit de l'homme en particulier les femmes et les enfants et les personnes vulnérables ;						
005-6-1-3 Proposer et appuyer des avis et recommandations aux acteurs publics sur des questions touchant les droits de l'homme						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
<b>005-7 Réduire le phénomène de la traite des personnes nationale et transnationale</b>		-				
<b>005-7-1 Nombre de campagne de sensibilisation réalisé</b>	Nombre		3	3	3	5
005-7-1-1 Renforcer la capacité de la Société Civile et des médias en matière d'information publique, de sensibilisation et d'interpellation en matière de traite						
005-7-1-2 Sensibiliser les personnels des structures identifiés sur les besoins spécifiques des victimes de la traite						
<b>005-8 Rendre effective l'identification, la protection et la prise en charge des victimes de traite des personnes</b>		-				
<b>005-8-1 Nombre d'outils à des fins d'assistance</b>	Nombre		2	2	2	3
005-8-1-1 Renforcer des systèmes de contrôle interne des services exposés à la corruption liée à la traite au niveau des ministères concernés						
<b>005-9 Poursuivre et juger l'ensemble des auteurs de crime de traite</b>		-				
<b>005-9-1 Nombre d'instruments de coopération judiciaire soutenus par Madagascar (SADC, COI, UA)</b>	Nombre		2	2	2	2
005-9-1-1 Elaborer et mettre en oeuvre la procédure standard d'assistance au retour des victimes						
<b>005-A Intensifier la coopération internationale, régionale et sous régionale afin de combattre la traite des personnes</b>						
<b>005-A-1 Base de données et rapport national de suivi de la mise en oeuvre du plan d'action national (Oui=1/Non=0)</b>	Logique		1	1	1	1
005-A-1-1 Réaliser un état des lieux présentant les causes, les conséquences, et les dynamiques de la traite des personnes à l'intérieur de et depuis Madagascar						
005-A-1-2 Renforcer la capacité des acteurs en matière d'élaboration des accords bilatéraux et régionaux sur la protection des droits des travailleurs migrants						
<b>005-B Suivre et évaluer le plan national de lutte contre la traite des personnes disponible</b>		-				
<b>005-B-1 Rapport d'activités du BNLTH disponibles (Oui=1/Non=0)</b>	Logique		1	1	1	1
005-B-1-1 Suivre et évaluer annuellement le Plan National de lutte contre la traite des personnes.						
<b>005-C Elaborer les documents stratégiques nationaux et sectoriels en matière de la réforme du secteur de sécurité</b>		-				
<b>005-C-1 Nombre de documents de stratégie nationale de sécurité élaboré et valide</b>	Nombre		1	1	1	1
005-C-1-1 Organiser des ateliers provinciaux pour la sensibilisation de la stratégie nationale de sécurité, actions de suivi sectoriel ; Elaborer 22 séances de sensibilisation régionales, 22 +6 fiches de présences, 22+6 comptes rendus						
<b>005-D Elaborer les plans stratégiques et opérationnels sectoriels (armée, gendarmerie, police, justice, parlement, organisation du territoire, acteurs non étatiques) et transversal (primature/secrétariat CTO-RSS) en matière de la RSS</b>		-				
<b>005-D-1 Organisation des ateliers de planification stratégique des différents piliers de la RSS</b>	Nombre		1	1	5	5
005-D-1-1 Elaborer les plans stratégiques et opérationnels des corps de de défense et Sécurité						
005-D-1-2 Organiser des ateliers de planification stratégique pour les 7 piliers de la RSS, organises						
<b>005-E Renforcer la gouvernance, la professionnalisation et l'éthique au sein des fournisseurs et contrôleurs des services de sécurité (trois corps) et de justice</b>		-				
<b>005-E-1 Nombre des activités de renforcement de capacités sur l'éthique, l'obligation de rendre compte et l'intégrité des Corps de défense et de sécurité (CDS) et justice</b>	Nombre		7	7	7	7
005-E-1-1 Organiser des Formations, séminaires, conférences et for a sur la sécurité et la justice; renforcement techniques des fournisseurs de sécurité et justice						
<b>005-F Renforcer les capacités des institutions de contrôle de sécurité (parlement, société civile, medias) et renforcer la confiance entre la population et les fournisseurs de sécurité</b>		-				
<b>005-F-1 Nombre d'appui au renforcement des capacités du Parlement et autres acteurs non étatiques dans le contrôle du secteur de sécurité</b>	Nombre		2	2	2	2
005-F-1-1 Organiser différentes activités (conférences, ateliers..) pour les contrôleurs étatiques et non étatiques de sécurité						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
005-F-1-2	Fournir 2 questions parlementaires sur le contrôle du secteur de sécurité. 2 actions de la SC et medias pour suivre et appuyer la gouvernance de sécurité, un compte rendu par activité et par acteur (2+2)					
<b>005-G <u>Élaborer une étude annuelle sur les perceptions des besoins de la population en sécurité (base de vérification des indicateurs qualitatifs)</u></b>						
<b>005-G-1 Nombre d'études sur sur la perception de la sécurité</b>	Nombre élaborée et adoptée		1	1	1	1
005-G-1-1	Elaborer l'étude de perception sur la sécurité au niveau national					
<b>005-H <u>Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient et rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes de contrôle des recettes et des dépenses</u></b>						
<b>005-H-1 Taux de marchés attribués suite à des appels d'offres ouverts par rapport à l'ensemble des marchés</b>	%		85	85	90	90
005-H-1-1	Procéder à l'institutionnalisation des réformes sur les passations de marchés					
<b>005-I <u>Renforcer les prestations de services publics</u></b>						
<b>005-I-1 Taux de problèmes résolus sur le fonctionnement général de la Primature</b>	%		75	75	80	80
005-I-1-1	Assurer les conditions favorables au bon fonctionnement de l'administration générale de la Primature					
<b>005-I-2 Taux de dossiers effectivement traités par le Cabinet au niveau central et régional ayant fait l'objet d'un compte rendu écrit</b>	%		70	70	75	75
005-I-2-1	Assurer le traitement de dossiers au Cabinet du Premier Ministre					
<b>005-I-3 Taux de services Administratifs du Premier Ministre entièrement opérationnels</b>	%		70	70	100	100
005-I-3-1	Gérer les Services Administratifs auprès du Premier Ministre					
005-I-3-2	Coordonner les Actions de l'Administration et du Gouvernement					
<b>005-I-4 Délai moyen de traitement d'un texte réglementaire hors facteurs externes au Service</b>	Jours		20	20	10	10
005-I-4-1	Préparer l'ordre du jour et les dossiers du Conseil					
005-I-4-2	Relever et suivre les décisions prises par le Conseil					
005-I-4-3	Diffuser les ampliations et notes de Conseil					
005-I-4-4	Archiver les travaux d'exploitation en Conseil					
005-I-4-5	Mettre en forme les textes					
005-I-4-6	Corriger les textes					
005-I-4-7	Traduire les textes					
005-I-4-8	Collationner le premier tirage					
<b>005-I-5 Nombre de rapports sur la coordination des actions du gouvernement</b>	Nombre		4	4	4	4
005-I-5-1	Collecter les données auprès des Ministères et Institutions					
005-I-5-2	Traiter les documents collectés auprès des Ministères et Institutions					
005-I-5-3	Analyser la cohérence des activités des Ministères et Institutions par rapport à la Politique Générale de l'Etat ou à la Feuille de Route					
<b>005-I-6 Taux des Ministères et institutions ayant participé au processus de coordination</b>	%		75	75	100	100
005-I-6-1	Conduire des ateliers de sensibilisation et de formation des Acteurs					
005-I-6-2	Renforcer les capacités de mise en oeuvre, pilotage et suivi de l'action du Gouvernement					
005-I-6-3	Mettre en place un réseau de Suivi/Evaluation opérationnel auprès des Ministères et Institutions					
<b>005-J <u>Améliorer et développer les systèmes d'information au sein du gouvernement en vue de la dématérialisation progressive de l'administration</u></b>						
<b>005-J-1 Taux des services informatisés au sein de la Primature</b>	%		75	75	100	100
005-J-1-1	Développer les applications web					
005-J-1-2	Etendre le réseau informatique (intranet et internet)					
005-J-1-3	Doter en équipements informatiques (renouvellement parc informatique)					
<b>005-J-2 Taux de disponibilité des systèmes informatique et télécommunication</b>	%		100	100	100	100
005-J-2-1	Augmenter la puissance de l'infrastructure du système informatique					
005-J-2-2	Assurer la sécurité des systèmes et des données informatiques					
005-J-2-3	Gérer les flux de messageries					
005-J-2-4	Assurer la mise à jour du système (site web et applications )					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
<b>005-K Renforcer l'Etat de droit</b>		-				
<b>005-K-1 Taux de traitement en temps réel des dossiers entrants du contentieux</b>	%		100	100	100	100
005-K-1-1 Etudier les affaires contentieuses concernant l'Etat						
005-K-1-2 Elaborer les stratégies de défense des intérêts de l'Etat						
005-K-1-3 Représenter l'Etat devant les juridictions administratives et judiciaires						
<b>005-K-2 Nombre des juristes « permanents » et des concepteurs par rapport aux Besoins réels (15)</b>	Nombre		15	15	15	15
005-K-2-1 Renforcer les capacités de la Direction de la Législation et du Contentieux (DLC)						
005-K-2-2 Assurer la satisfaction des besoins en personnel qualifié et motivé en optimisant l'utilisation des ressources financières						
<b>005-K-3 Nombre de régions couvertes « en permanence » par rapport aux Structures existantes (22)</b>	Nombre		22	22	22	22
005-K-3-1 Améliorer la collaboration et le partenariat entre la DLC et l'ensemble des administrations publiques centrales et déconcentrées						
005-K-3-2 Améliorer la couverture territoriale de la représentation de l'Etat et de l'assistance juridique des administrations publiques						
<b>005-K-4 Taux de dossiers jugés au niveau du CDBF</b>	%		0	75	90	95
005-K-4-1 Réprimer les fautes de gestion						
<b>005-K-5 Nombre de séances de sensibilisation effectuées sur les activités du CDBF</b>	Nombre		0	3	10	10
005-K-5-1 Effectuer des actions de sensibilisation						
<b>005-L Consolider la conservation d'archives</b>		-				
<b>005-L-1 Nombre d'archives numérisées</b>	Nombre		3600	3600	3600	3600
005-L-1-1 Numériser les archives royales						
<b>005-L-2 Nombre de références d'ouvrages insérés dans la base de données</b>	Nombre		1000	1000	1000	1000
005-L-2-1 Mettre à jour les ouvrages inventoriés sur le site intranet de la Direction des Archives Nationales						
<b>005-L-3 Taux des activités effectuées pour le travail de vulgarisation des archives</b>	%		100	100	100	100
005-L-3-1 Organiser : 1 exposition, 4 conférences débats, 5 visites d'archives, 2 formations en archivistique, 2 émissions radiophoniques et télévisées, 2 activités de vacances						
<b>005-L-4 Copie d'actes délivrés</b>	Nombre		800	800	800	800
005-L-4-1 Assurer la recherche, la saisie et la délivrance des copies d'acte						
<b>005-L-5 Nombre d'inventaires manuels d'archives effectués</b>	Nombre		1	1	1	1
005-L-5-1 Procéder aux inventaires, tris et classement des archives						
<b>005-L-6 Nombre de documents restaurés</b>	Nombre		400	400	400	400
005-L-6-1 Procéder à la mise en page et reliure						
<b>005-M Assurer une meilleure efficacité de l'aide pour la réduction de la pauvreté</b>		-				
<b>005-M-1 Taux de stratégies de Développement et politiques sectorielles opérationnelles</b>	%		14	14	8	8
005-M-1-1 Assurer la coordination et intégration des activités des zones côtières et marines à Madagascar						
005-M-1-2 Assurer la coordination de l'aide						
005-M-1-3 Elaborer un tableau de bord sur les APD						
005-M-1-4 Produire des documents relatifs au financement sectoriels						
<b>005-M-2 Taux d'exhaustivité des données dans le système d'information et de gestion d'aide à la décision (AMP)</b>	%		100	100	100	100
005-M-2-1 Suivre et analyser les flux de l'aide						
<b>005-M-3 Nombre de cadres formés à l'AMP au sein des Ministères partenaires</b>	Nombre		200	200	200	200
005-M-3-1 Procéder à la formation des points focaux						
<b>005-N Assurer la qualité des textes administratifs, législatifs, et réglementaires</b>		-				
<b>005-N-1 Délai de traitement des textes</b>	Jours		3	3	3	3
005-N-1-1 Harmoniser la rédaction de documents (textes, projets)						
005-N-1-2 Vérifier la cohérence de texte avec l'environnement juridique en vigueur						
005-N-1-3 Proposer des améliorations et émettre des avis et observations.						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
<b>005-O Assurer la célérité des tâches</b>		-				
<b>005-O-1 Nombre de dématérialisation des recherches de décrets et notes de Conseil</b>	Nombre		480	480	500	510
005-O-1-1 Enregistrer dans le logiciel i log						
<b>005-O-2 Nombre de formation</b>	Nombre		2	2	2	2
005-O-2-1 Renforcer de la capacité du Personnel						
<b>005-P Contribuer à la promotion du développement du Pays dans le cadre de la transformation de ses structures</b>						
<b>005-P-1 Nombre d'Agents formés sur programmes réguliers: Nombre agents de planification formés</b>			120	120	200	200
005-P-1-1 Organiser des formations à l'intention des agents de planification						
<b>005-P-2 Nombre d'Agents formés sur programmes spéciaux: Nombre techniciens formés</b>			35	35	70	70
005-P-2-1 Organiser des formations à l'intention des cadres techniciens						
<b>005-Q Maitriser et assurer la Sécurité Nationale</b>		-				
<b>005-Q-1 Nombre de dossiers envoyés aux entités intervenants</b>	Nombre		120	120	200	200
005-Q-1-1 Maîtriser la situation sécuritaire nationale à l'aide de renforcement de gestion d'armements, munitions et explosifs						
005-Q-1-2 Améliorer la stabilité dans les zones rouges à l'aide d'application de textes en vigueur						
005-Q-1-3 Coordonner, suivre et collaborer avec les ministères concernés						
<b>005-R Coordonner les actions concernant la sécurité nationale</b>		-				
<b>005-R-1 Nombre de renseignements communiqués et exploités</b>	Nombre		3400	3400	3400	3400
005-R-1-1 Mettre en place un Comité de Suivi et Contrôle des "dina", des conventions interministérielles						
005-R-1-2 Mettre en place les antennes dans toutes les régions pour une rapide fluctuation de renseignements						
005-R-1-3 Mettre en place le Haut Conseil de la Défense Nationale						
005-R-1-4 Reformuler le secteur de sécurité en collaboration avec un Organisme international et les Forces de Sécurité Malagasy						
005-R-1-5 Mettre en place l'Autorité Nationale de Protection et de Sécurité Radiologique (ANPSR)						
005-R-1-6 Mettre en place un Organisme de Lutte contre le Terrorisme national et international						
005-R-1-7 Mettre en place le Comité Ad Hoc pour la Gestion de maintien de la paix						
<b>005-S Promouvoir la Science et Enrichir les Connaissances Scientifiques sur Madagascar dans les domaines « des Arts, des lettres et de Sciences »</b>						
<b>005-S-1 Nombre de publications réalisées</b>	Nombre		5	5	5	5
005-S-1-1 Réaliser à temps les publications de l'Académie : Ouvrages édités contenant les communications présentées à l'Académie						
<b>005-T Promouvoir une Académie performante et productive</b>		-				
<b>005-T-1 Nombre de rencontres effectuées</b>	Nombre		50	50	50	50
005-T-1-1 Organiser des rencontres scientifiques : Séances plénières et séances de section, autres rencontres scientifiques						
<b>005-U Réduire la consommation de drogue dans les milieux sensibles</b>		-				
<b>005-U-1 Nombre d'agents et d'acteurs formés</b>	Nombre		80	80	100	150
005-U-1-1 Renforcer les capacités opérationnelles des agents de la CICLD						
005-U-1-2 Organiser des séances de formation						
005-U-1-3 Faciliter les échanges d'expérience, d'informations et de savoirs faire en matière de lutte contre la drogue						
<b>005-U-2 Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités</b>	Nombre		1	1	0	0
005-U-2-1 Renforcer les capacités d'accueil						
<b>005-U-4 Nombre d'Emissions radiophoniques et/ou télévisées diffusées</b>	Nombre		60	60	80	100
005-U-4-1 Organiser des campagnes de sensibilisation à travers les médias						
005-U-4-2 Elaborer et finaliser des protocoles d'accord avec les médias pour participer aux activités de Communication pour le Changement de Comportement CCC						
005-U-4-3 Elaborer un programme de collaboration concernant la production des émissions et spots publicitaires						
<b>005-U-5 Nombre d'Etablissements scolaires sensibilisés</b>	Nombre		2	2	15	20
005-U-5-1 Organiser des campagnes de sensibilisation en milieu scolaire						
<b>005-U-6 Nombre d'associations de jeunes, sportifs et chômeurs sensibilisés</b>	Nombre		50	50	100	250
005-U-6-1 Organiser des campagnes chez les jeunes, les sportifs et les chômeurs						
005-U-6-2 Intensifier les CCC au niveau des jeunes; sportifs et chômeurs						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
005-U-6-3	Promouvoir	la création d'activités sportives et de concours de chants sur les méfaits de la drogue				
005-U-6-4	Placer des affiches au niveau des maisons des jeunes et infrastructures					
<b>005-U-7 Nombre de Villages sensibilisés</b>	<b>Nombre</b>		<b>120</b>	<b>120</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
005-U-7-1	Organiser des campagnes de sensibilisation en milieu paysanne					
<b>005-U-8 Nombre d'Activités Génératrices de Revenus identifiées et pratiquées</b>	<b>Nombre</b>		<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
005-U-8-1	Sensibiliser les paysans à remplacer les cultures de drogues par des cultures viables et rentables					
005-U-8-2	Identifier les champs de culture de cannabis					
005-U-8-3	Faire une étude afin de trouver une culture de substitution					
005-U-8-4	Démontrer aux paysans des faits bénéfiques du remplacement de la culture de cannabis par des cultures viables et rentables					
005-U-8-5	Promouvoir les Activités Génératrices de Revenus AGR					
<b>005-U-B Nombre de Descentes sur terrain effectuées</b>	<b>Nombre</b>		<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>12</b>
005-U-8-6	Exposer des affiches sur les méfaits de la drogue au niveau des Etablissements scolaires, des Universités, des Infrastructures sportives, des Maisons des jeunes, dans les prisons, les véhicules publics, des Tranom-pokonolona, des Fokontany, des Commu					
<b>005-U-9 Paysans sensibilisés</b>	<b>Nombre</b>		<b>50</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>150</b>
005-U-9-1	Appuyer les activités des paysans					
005-U-9-2	Former les paysans					
005-U-9-3	Inciter les paysans à constituer des associations					
005-U-9-4	Faciliter l'accès des paysans aux engrais et semences					
005-U-9-5	Faciliter leurs accès aux crédits des micro finance					
<b>005-U-B Nombre de Descentes sur terrain effectuées</b>	<b>Nombre</b>		<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>12</b>
005-U-B-1	Coordonner et animer les activités des membres et antennes de la CICLD					
005-U-B-2	Effectuer des descentes sur terrain					
005-U-B-3	Améliorer la concertation et la collaboration entre les membres					
005-U-B-4	Faciliter les échanges d'expérience, d'informations et de savoirs faire en matière de lutte contre la drogue					
005-U-B-5	Participer et/ou organiser des réunions de travail, des ateliers, des colloques, ou des séminaires Régionales et ou internationales					
<b>005-U-C Taux d'avancement de l'actualisation du Plan Directeur National de Lutte contre la Drogue</b>	<b>%</b>		<b>95</b>	<b>95</b>	<b>95</b>	<b>95</b>
005-U-C-1	Adapter le Plan Directeur National de la Lutte contre la Drogue aux contextes socioéconomique et socioculturel actuels					
<b>005-U-D Nombre d'Antennes de surveillance mises en place ou renforcées</b>	<b>Nombre</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
005-U-D-1	Renforcer le système de surveillance et les dispositifs de répression					
<b>005-U-E Nombre d'Opérations subventionnées</b>	<b>Nombre</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
005-U-E-1	Elaborer les projets de décisions d'allocation de subventions pour les opérations d'éradication de culture illicite de cannabis					
<b>005-U-F Nombre d'Organes déconcentrés mis en place</b>	<b>Nombre</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
005-U-F-1	Mettre en place des organes de lutte contre la drogue dans les 5 exChefs lieux des Provinces et les Régions					
<b>005-U-G Nombre de missions de Suivi, de contrôle et d'évaluation réalisées</b>	<b>Nombre</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
005-U-G-1	Faire le contrôle, suivi et évaluation des activités des membres de la CICLD					
005-U-G-2	Elaborer des questionnaires pour l'enquête					
005-U-G-3	Collecter des informations					
005-U-G-4	Emettre des observations et des recommandations					
<b>005-U-H Nombre des informations et renseignements recueillis</b>	<b>Nombre</b>		<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
005-U-H-1	Collecter des informations et renseignements sur les drogues et les toxicomanes					
<b>005-U-I Nombre d'Enquêtes effectuées</b>	<b>Nombre</b>		<b>10</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
005-U-I-1	Collecter des informations et renseignements sur les drogues et les toxicomanes					
005-U-I-2	Mener des enquêtes épidémiologique sur la prévalence de l'abus de drogue et les causes du recours à la drogue					
005-U-I-3	Inventorier et recenser les plantes servant à la production illicite de stupéfiants et de substances psycho actives					
005-U-I-4	Evaluer les surfaces des champs de culture de cannabis trouvés					
005-U-I-5	Entreprendre des études comportementales des toxicomanes					
<b>005-U-J Transporteurs sensibilisés</b>	<b>Nombre</b>		<b>50</b>	<b>50</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
005-U-J-1	Sensibiliser les transporteurs contre l'abus et le trafic de drogue					
005-U-J-2	Entreprendre des Communications pour le changement de Comportement CCC auprès des transporteurs et voyageurs					
005-U-J-3	Distribuer des affiches et des autocollants de sensibilisation aux transporteurs terrestres et fluviaux					
<b>005-U-K Pêcheurs et riverains sensibilisés</b>	<b>Nombre</b>		<b>10</b>	<b>10</b>	<b>25</b>	<b>50</b>
005-U-K-1	Démanteler le trafic de drogue chez les pêcheurs et les riverains					
005-U-K-2	Informers les pêcheurs et les riverains sur l'existence de la loi régissant les drogues					
005-U-K-3	Entreprendre des CCC					
005-U-K-4	Effectuer une descente à l'improviste avec les Forces de l'ordre pour découvrir le trafic de drogue auprès des pêcheurs et riverains					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
<b>005-U-P Nombre d'affiches distribués exposés/ distribués</b>	Nombre		2000	2000	3000	3500
005-U-P-1 Exposer/ distribuer des affiches						
<b>005-U-R Nombre flyers/ dépliants distribués</b>	Nombre		500	500	1000	1500
005-U-R-1 Fabriquer et distribuer des flyers / dépliants						
<b>005-V Renforcer les mesures de sécurité de la Primature</b>		-				
<b>005-V-1 Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels</b>	Nombre		5	5	5	5
005-V-1-1 Renforcer les mesures de sécurité						
<b>005-W Renforcer les mesures de sécurité de la Primature</b>		-				
<b>005-W-1 Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités</b>	Nombre		1	1	1	1
005-W-1-1 Renforcer les capacités d'accueil						
<b>005-W-2 Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels</b>	Nombre		0	0	21	20
005-W-2-1 Renforcer les mesures de sécurité						
<b>005-X Améliorer et moderniser la conservation et l'accès aux textes de droit</b>		-				
<b>005-X-1 Textes de loi et de règlement numérisés et conservés</b>	Années		18.80	18.80000	19.80	20.80
005-X-1-1 Procéder à la numérisation et à la conservation des textes de loi et de règlement						
<b>005-X-2 Jurisprudences des Cours et Tribunaux numérisées et conservées (par années judiciaires)</b>	Nombre		0.10	0.100000	0.5	0.75
005-X-2-1 Procéder à la numérisation et à la conservation des jurisprudences des Cours et tribunaux						
<b>005-X-3 Informations législatives et juridiques diffusées et consultées</b>	Nombre		10	10	40000	70000
005-X-3-1 Procéder à la mise à disposition du public les informations législatives et juridiques						
<b>005-Y Mettre en place un cadre réglementaire/fiscal, administratif, institutionnel de facilitation et de sécurisation des activités et des opérateurs de de la filière éthanol combustible</b>		-				
<b>005-Y-1 Nombre de nouvelles réglementations effectives</b>	Nombre		2	2	2	2
005-Y-1-1 Définir/Redéfinir le cadrage réglementaire concernant l'exploitation de l'éthanol en tant qu'Energie renouvelable propre, mise en application et suivi-contrôle des réglementations						
<b>005-Y-2 Volume de la recette fiscale collectée</b>	Millier Ar		200000	200000	200000	500000
005-Y-2-1 Définir/Redéfinir le cadrage réglementaire concernant l'exploitation de l'éthanol en tant qu'Energie renouvelable propre, mise en application et suivi-contrôle des réglementations						
<b>005-Y-3 Volume des investissements dans la filière éthanol</b>	Millier Ar		500000	500000	500000	150000
005-Y-3-1 Réorganiser la filière canne à sucre orientée spécifiquement vers la production, la commercialisation, la distribution et la consommation de l'éthanol en tant que combustible au niveau des ménages						
<b>005-Y-4 Nombre de ménages adoptant les réchauds à éthanol</b>	Nombre		100000	100000	100000	100000
005-Y-4-1 Rendre les réchauds ainsi que l'éthanol combustible au moins aussi accessibles par les ménages que les foyers et combustibles traditionnels						
<b>005-Z Améliorer les stratégies, les relations, les informations au sein de la Primature, et protéger l'image du Premier Ministre</b>						
<b>005-Z-1 Nombre de documents produits</b>	Nombre		576	576	576	576
005-Z-1-1 Produire des baromètres médiatiques						
005-Z-1-2 Produire des points d'actualités hebdomadaire						
005-Z-1-3 Proposer au premier Ministre des stratégies de communication par rapport au contextes						
005-Z-1-4 Contribuer au partage d'information par courrier électronique						
005-Z-1-5 Rédiger des discours						
<b>005-Z-2 Nombre de communiqués traités</b>	Nombre		576	576	576	576
005-Z-2-1 Couvrir médiatiquement les audiences du Premier Ministre						
005-Z-2-2 Couvrir médiatiquement tous les événements auxquels le Premier Ministre participe						
005-Z-2-3 Rédiger les communiqués correspondants et les partager aux médias						
005-Z-2-4 Traduire les communiqués rédigés						
<b>005-Z-3 Nombre d'articles chargés sur site</b>	Nombre		768	768	768	768
005-Z-3-1 Publier les communiqués de presse se rapportant aux action du gouvernement, sur le site web						
005-Z-3-2 Publier les communiqués de presse se rapportant aux événement de la Primature, sur le site web						
005-Z-3-3 Publier les informations et actualités jugées utiles au public sur site web						
005-Z-3-4 Créer des albums photos en ligne						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>005 Administration et Coordination</b>						
<b>005-Z-4 Nombre de documents livrés, ou partagés par courriel</b>	Nombre		720	720	720	720
005-Z-4-1 Produire la synthèse journalière des médias						
005-Z-4-2 Produire le mini-presse-book journalier de presse écrite						
005-Z-4-3 Produire le press-book mensuel des presses écrites						
005-Z-4-4 Recueillir toute information et rendre compte au Premier Ministre ce qui est jugé lui être utile						
005-Z-4-5 Veiller à la fluidité des informations, tant internes qu'externes						
<b>402 Développement rural</b>						
<b>402-1 Assurer le pilotage et le suivi de la mise en oeuvre des politiques et - stratégies du secteur agricole et rural</b>						
<b>402-1-1 Nombre de l'entité nationale (PADR) redynamisée et assurée pleinement sa mission</b>	Nombre		4	4	4	0
402-1-1-1 Organiser des réunions de redynamisation du PADR						
<b>402-1-2 Nombre de mise à jour et suivi de document national de référence en matière de développement rural (PNDR)</b>	Nombre		1	1	1	0
402-1-2-1 Mettre à jour le document PNDR						
<b>402-1-3 Nombre des informations sur le développement rural au niveau national partagées à travers le « Bulletin du PADR »</b>	Nombre		4	4	4	4
402-1-3-1 Elaborer et diffuser des « Bulletin du PADR »						
<b>402-1-4 Nombre des matinées d'animation thématique sur le développement rural organisées</b>	Nombre		10	10	10	10
402-1-4-1 Organiser des matinées d'animation thématiques relatives aux politiques et stratégies de développement rural						
<b>402-2 Contribuer à la prise de décision concernant la filière riz</b>		-				
<b>402-2-1 Nombre des décideurs pour le redressement de l'économie nationale, en matière de riz, qui auront des informations à jour et consistantes à travers des "Notes de conjonctures" et d'aide à la prise de décision élaborées par l'OdR</b>	Nombre		5	5	5	5
402-2-1-1 Elaborer des « notes de conjonctures »						
<b>402-2-2 Nombres des informations sur le prix du riz et des produits vivriers partagées à tous les acteurs hebdomadairement</b>	Nombre		52	52	52	52
402-2-2-1 Collecter et diffuser des informations sur le Riz "Infos hebdo"						
<b>402-2-3 Nombre des analyses bimestrielles de la situation du marché du riz au niveau national et international élaborées et diffusés aux acteurs de la filière riz</b>	Nombre		6	6	6	6
402-2-3-1 Elaborer et diffuser des bulletins « horizon »						
<b>402-2-4 Nombres des réunions de concertation publique-privée pour le pilotage de la filière riz organisées et participées</b>	Nombre		4	4	4	4
402-2-4-1 Participer/organiser des réunions de concertation publique-privée pour le pilotage de la filière riz						
<b>402-3 Mesurer, évaluer et suivre les impacts des programmes sectoriels sur les ménages ruraux</b>						
<b>402-3-1 Nombre des décideurs et acteurs du développement rural bien informés sur l'évolution des conditions de vie des ménages ruraux à travers les suivis effectués au niveau des observatoires ruraux</b>	Nombre		6	6	6	6
402-3-1-1 Organiser des enquêtes et analyses des données sur les ménages ruraux						
<b>402-3-2 Nombre des analyses thématiques relatifs aux réalités rurales et au développement rural élaborées et diffusées auprès des acteurs du développement rural</b>	Nombre		2	2	2	2
402-3-2-1 Elaborer et diffuser des bulletins « petit-bôbs »						
<b>403 Nutrition et Sécurité Alimentaire</b>						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>05 PRIMATURE</b>						
<b>050 PRIMATURE</b>						
<b>403 Nutrition et Sécurité Alimentaire</b>						
<b>403-1 Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire</b>		-				
403-1-1 Nombre d'enfants touchés par les programmes de nutrition	Nombre		105100	105100	120000	150000
403-1-1-1 Mobiliser des ressources nationales et internationales						
403-1-1-2 Planifier et programmer les stratégies du secteur nutrition						
403-1-2 Nombre de sites PNNC opérationnels	Nombre		4205	4205	4500	6924
403-1-2-1 Améliorer la qualité de service au niveau des sites communautaires						
403-1-2-2 Assurer la surveillance et promotion de croissance des enfants de moins de 5 ans						
403-1-3 Nombre d'écoles touchés par les activités de nutrition	Nombre		2500	2500	2600	2720
403-1-3-1 Renforcer les activités de nutrition au niveau des écoles						
403-1-4 Nombre de campagnes de communication réalisés	Nombre		44	44	46	46
403-1-4-1 Développer la communication sociale sur la nutrition						
<b>403-2 Réduire la malnutrition aigüe sévère chez les enfants de moins de 5 ans</b>		-				
403-2-1 Nombre d'enfants sévèrement malnutris pris en charge dans les CRENI/CRENAS	Nombre		7500	7500	7700	7900
403-2-1-1 Assurer la prise en charge des enfants atteints de la malnutrition aigüe sévère						
<b>403-3 Réduire la proportion de la population victime de l'insécurité alimentaire</b>		-				
403-3-1 Nombre des ménages ayant bénéficié le programme de sécurité alimentaire	Nombre		250000	250000	260000	280000
403-3-1-1 Assurer une meilleure accessibilité alimentaire des ménages vulnérables						
403-3-1-2 Renforcer la Sécurité Alimentaire des Ménages						
<b>403-4 Assurer la sécurité alimentaire et la reconstruction post catastrophe</b>		-				
403-4-1 Nombre des ménages bénéficiant d'une assistance alimentaire en cas d'urgence	Nombre		25000	25000	26000	27000
403-4-1-1 Contribuer aux réponses aux urgences						
<b>403-5 Contribuer à la préservation des infrastructures critiques et à la réduction de la vulnérabilité des ménages dans les zones ciblées</b>		-				
403-5-1 Infrastructures de base communautaires réhabilitées ou reconstruites	Nombre		20	20	20	20
403-5-1-1 Réhabiliter et reconstruire les infrastructures de base						
403-5-2 Hommes-jour créés	Nombre		118149	118149	118149	118149
403-5-2-1 Argent Contre Travail (HIMO)						
<b>403-6 Mettre en oeuvre des filets de sécurité sociaux ou Protection Sociale à l'endroit des couches de la population pauvres et vulnérables dans les régions victimes de l'invasion acridienne,</b>		-				
403-6-1 Nombre de ménages bénéficiaires	Nombre		5000	5000	5000	5000
403-6-1-1 Transferts monétaires conditionnels						
403-6-2 Hommes-jour créés	Nombre		157400	157400	157400	157400
403-6-2-1 Argent Contre travail						
403-6-3 Superficie pourvue du service de l'irrigation et de drainage	Ha		15670	15670	15670	15670
403-6-3-1 Réhabiliter et reconstruire les micro périmètres irrigués						
403-6-4 Nombre des bénéficiaires directs du Projets	Nombre		81350	81350	81350	81350
403-6-4-1 Bénéficier des petites infrastructures de stockage dans les communes						
<b>403-7 Renforcer la gestion du programme de lutte contre la tuberculose au niveau communautaire</b>		-				
403-7-1 Nombre de site de nutrition communautaire integrat les activités de lutte contre la tuberculose	Nombre		0	3100	4000	4500
403-7-1-1 Réaliser des activités de nutrition aux malades atteints par des maladies transmissibles(tuberculoses)						
403-7-2 Nombre de patients (adultes, enfants) notifiés tuberculeux et recevant une prise en charge adéquate	Nombre		0	2135	2513	3500
403-7-2-1 Renforcer le dépistage et la prise en charge des malades TB au niveau communautaire						
<b>802 Solidarité nationale</b>						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
05	PRIMATURE					
<b>050</b>	<b>PRIMATURE</b>					
<b>802</b>	<b>Solidarité nationale</b>					
<b>802-1</b>	<b><u>Assurer la prévention, le suivi, la réaction rapide et l'atténuation de - l'impact des catastrophes sur la population</u></b>					
<b>802-1-1</b>	<b>Taux des vulnérabilités relatives aux risques</b>	<b>%</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
802-1-1-1	Organiser des formations et sensibilisations en matière de normes de constructions et réhabilitation anticyclonique des infrastructures					
802-1-1-2	Organiser des formations et sensibilisations en matière de prévention des catastrophes et d'intégration de la Réduction des Risques et des Catastrophes dans le programme de développement					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>06</b>	<b>FILANKEVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY</b>					
<b>060</b>	<b><u>RECONCILIATION MALAGASY</u></b>					
<b>057</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>057-1</b>	<b><u>Promouvoir une administration efficace et efficiente</u></b>					
<b>057-1-1</b>	<b>Delai de traitement des dossiers</b>	<b>Jours</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
057-1-1-1	Recruter des agents administratifs et techniques					
057-1-1-2	Acquérir des matériels administratifs et techniques					
057-1-1-3	Mettre en place une structure de sécurisation répondant aux besoins de l'institution					
057-1-1-4	Former et informer les membres du FFM sur la préparation et l'exécution du budget					
<b>823</b>	<b>Réconciliation Nationale</b>					
<b>823-1</b>	<b><u>Résoudre les conflits politiques de 2002 à 2009</u></b>					
<b>823-1-1</b>	<b>Taux de resolution des conflits</b>	<b>%</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
823-1-1-1	Organiser des rencontres-négociation entre différents groupes politiques afin de réconcilier les acteurs politiques					
823-1-1-2	Organiser des rencontres négociation entre différents groupes économiques, sociaux et culturels afin de réconcilier les acteurs économiques, sociaux et culturels					
823-1-1-3	Organiser des rencontres-négociations au niveau des forces armées afin de réconcilier les armées					
<b>823-4</b>	<b><u>Promouvoir la refondation de la Nation</u></b>					
<b>823-4-1</b>	<b>Taux d'effectivité des travaux</b>	<b>%</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
823-4-1-1	Mettre en place une Commission de refondation					
823-4-1-2	Définir les structures à mettre en place					
823-4-1-3	Mettre en place les structures					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>07</b>	<b>COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE</b>					
<b>070</b>	<b>ELECTIONS</b>					
<b>060</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>060-1</b>	<b>Assurer l'indépendance, l'opérationnalité et le professionnalisme de la CENI et renforcer les capacités des acteurs</b>					
<b>060-1-1</b>	<b>Taux d'exécution du budget de fonctionnement</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>98</b>	<b>100</b>	<b>98</b>	<b>100</b>
060-1-1-1	Elaborer et exécuter un Budget de Programme relatif au Plan de Travail Pluriannuel (PTP) et aux Plans de Travail Annuel de la CENI					
060-1-1-2	Prendre en charge les dépenses de fonctionnement de la CENI et de ses démembrements					
060-1-1-3	Prendre en charge le personnel de la CENI et de ses démembrements (salaires, indemnités et charges sociales)					
060-1-1-4	Prise en charge de la logistique et du fonctionnement de la CENI et de ses démembrements					
<b>060-1-2</b>	<b>Taux d'acquisition de mobiliers et de matériels acquis</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-2-1	Acquérir des matériels(matériels techniques, matériels informatiques) et des mobiliers de bureau pour la CENI					
<b>060-1-6</b>	<b>Taux de réalisation PTA</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-6-1	Elaborer et mettre en oeuvre un document de planification stratégique (PTP et PTA annuels) pour la CENI					
060-1-6-2	Organiser des Team Building trimestriels pour les revues périodiques des activités de la CENI					
<b>060-1-7</b>	<b>Pourcentage des démembrements opérationnels</b>	<b>Nombre</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-7-1	Mettre en place et opérationnaliser tous les démembrements de la CENI (CEP et CED)					
<b>060-1-8</b>	<b>Taux de réalisation des formations prévues dans le PTA en matière d'administration, de gestion et de planification</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-8-1	Organiser des formations du personnel de la CENI et de ses démembrements en matière d'administration, des gestion et de planification stratégique					
<b>060-1-9</b>	<b>Disponibilité du centre de documentation et d'archives de la CENI</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
060-1-9-1	Organiser des formations du personnel de la CENI et de ses démembrements en matière d'administration, de gestion, et de planification stratégique					
<b>060-1-A</b>	<b>Taux de réalisation de l'informatisation de la CENI</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-A-1	Informatiser la gestion au sein de la CENI (gestion financière, gestion du personnel, gestion des stocks, gestion de la documentation, et gestion de l'approvisionnement)					
<b>060-1-C</b>	<b>Pourcentage des systèmes d'exploitation régularisés</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-C-1	Régulariser les systèmes d'exploitation des données de la CENI					
<b>060-1-D</b>	<b>Taux d'effectivité de l'optimisation du SGBD</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-D-1	Optimiser le Système de Gestion de Base de Données de la CENI					
<b>060-1-E</b>	<b>Effectivité de l'optimisation de la connexion internet</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
060-1-E-1	Optimiser la connexion Internet de la CENI					
<b>060-1-F</b>	<b>Pourcentage des OSC ayant reçu des renforcements de capacité en matière d'éducation électorale et d'observation des élections</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>80</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-F-1	Organiser des ateliers de formation des OSC en matière d'éducation électorale et d'observation des élections					
<b>060-1-G</b>	<b>Pourcentage de zonage effectué</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-G-1	Organiser des réunions d'échange pour le zonage des interventions des OSC					
<b>060-1-K</b>	<b>Disponibilité des documents de planification stratégique (PTA,PTP) pour toutes les activités de la CENI durant son mandat</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
060-1-K-1	Mise en œuvre du système de pilotage et de suivi-évaluation des activités de la CENI					
060-1-K-1	Mise en œuvre du système de pilotage et de suivi-évaluation des activités de la CENI					
<b>060-1-L</b>	<b>Disponibilité des rapports de réalisation des élections prévues dans le cycle électoral 2018 - 2020</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
060-1-L-1	Amélioration de l'administration des élections					
<b>060-1-M</b>	<b>Disponibilité des rapports annuels de réalisation des activités en partenariat avec les PTF dans le Projet SACEM</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
060-1-M-1	Développement de relations internationales					
<b>060-1-N</b>	<b>Pourcentage de réalisation des activités dans le Plan de formation de la CENI</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>90</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-N-1	Mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités et d'opérationnalisation de la CENI et de ses démembrements					
<b>060-1-O</b>	<b>Procès Verbaux et Rapports de réalisation</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
060-1-O-1	Construction-réhabilitation de bâtiments et équipements de la CENI					
<b>060-1-Q</b>	<b>Pourcentage de bureaux de vote servis à temps des matériels sensibles et fournitures électoraux</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
060-1-Q-1	Amélioration de la gestion de la logistique électorale					
<b>060-1-R</b>	<b>Taux de réalisation de la formation du personnel de sécurité de la CENI en matière de sécurisation du processus électoral</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>60</b>	<b>90</b>	<b>100</b>
060-1-R-1	Renforcement de la sécurité au niveau de la CENI et de ses démembrements					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>07</b>	<b>COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE</b>					
<b>070</b>	<b>ELECTIONS</b>					
<b>060</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>060-1-S</b>	<b>Taux de participation des parties prenantes aux réunions des cadres de concertation organisée par la CENI au niveau central et celui des démembrements</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>80</b>	<b>90</b>	<b>100</b>
060-1-S-1	Développement du partenariat avec les cadres de concertations					
<b>060-1-T</b>	<b>Pourcentage de réalisation des séances d'information et d'échange avec les parties prenantes par rapport à celles prévues dans le PTA</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>80</b>	<b>90</b>	<b>100</b>
060-1-T-1	Renforcement des capacités des parties prenantes au processus électoral					
060-1-T-2	Opérationnalisation du système d'information					
<b>060-1-Z</b>	<b>Taux de réalisation des travaux de construction et taux de réalisation d'achat d'équipement</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>64</b>	<b>91</b>	<b>100</b>
060-1-Z-1	Construction-réhabilitation de bâtiments et équipements de la CENI					
<b>126</b>	<b>Mise en Oeuvre du Processus Electoral</b>					
<b>126-1</b>	<b><u>Préparer et organiser des élections fiables, crédibles, transparentes, et acceptées par tous</u></b>					
<b>126-1-2</b>	<b>Protocole d'accord avec les organes de contrôle</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
126-1-2-1	Mettre en place un cadre de partenariat avec les organes de contrôle de l'Administration (BIANCO, SAMIFIN)					
<b>126-1-3</b>	<b>Effectivité de la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation du processus électoral</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
126-1-3-1	Mettre en place un système de suivi-évaluation du processus électoral (indicateurs, canevas de rapports)					
<b>126-1-4</b>	<b>Taux de réalisation des formations sur le processus électoral</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
126-1-4-1	Elaborer et mettre en oeuvre des programmes de formation et d'encadrement du personnel de la CENI et des acteurs en matière de connaissances du processus électoral					
<b>126-1-5</b>	<b>Taux de réalisation des activités de sensibilisation et de communication</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
126-1-5-1	Sensibiliser et communiquer les activités relatives au processus électoral					
<b>126-1-6</b>	<b>Taux de réalisation la mise en oeuvre des procédures de la RALE</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
126-1-6-1	Mettre en oeuvre des procédures de révision annuelle de la Liste Electorale					
<b>126-1-7</b>	<b>Pourcentage de supervision effectuée</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
126-1-7-1	superviser les RALE					
<b>126-1-8</b>	<b>Taux de réalisation de la mise en oeuvre de la refonte partielle de la LE</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
126-1-8-1	Mettre en oeuvre d'une refonte partielle de la liste électorale					
<b>126-1-A</b>	<b>Disponibilité des protocoles d'accord</b>	<b>Nombre</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
126-1-A-1	Elaborer des protocoles d'accord entre la CENI et les acteurs liés au processus électoral					
126-1-A-2	Elaboration du Rapport d'évaluation de la révision du cadre juridique (cohérence, aisance d'application... article 61 loi 2015-020)					
<b>126-1-B</b>	<b>Taux d'exhaustivité de la liste électorale</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>85</b>	<b>0</b>	<b>97</b>	<b>100</b>
126-1-B-1	Faciliter la vérification et la manipulation de la liste électorale					
<b>126-1-C</b>	<b>Nombre de textes adoptés</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>10</b>
126-1-C-1	Améliorer le système d'administration des bureaux de vote					
<b>126-1-D</b>	<b>Pourcentage d'électeurs votant avec la carte d'électeur</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>90</b>	<b>0</b>
126-1-D-1	Améliorer les modalités de distribution des cartes d'électeur					
<b>126-1-F</b>	<b>Disponibilité de plan d'activités par type de scrutin</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
126-1-F-1	Etablir des plans d'activités logistiques opérationnels pour les différents types de scrutin					
<b>126-1-G</b>	<b>Taux d'acquisition des moyens logistiques standards et de moyens spécifiques à chaque type d'opérations</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>90</b>	<b>100</b>
126-1-G-1	Mettre à la disposition des moyens logistiques standards et des moyens spécifiques à chaque type d'opérations					
<b>126-1-H</b>	<b>Taux de réalisation de la conception</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
126-1-H-1	Conception de nouveaux imprimés faciles à maîtriser					
<b>126-1-J</b>	<b>Taux de participation au scrutin</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
126-1-J-1	Préparer et organiser les scrutins					
<b>126-1-K</b>	<b>Pourcentage de textes législatifs et règlementaires relatifs au processus électoral étoffés et en cohérence</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>80</b>	<b>90</b>
126-1-K-1	Organisation d'ateliers de Vulgarisation des outils juridiques régissant les opérations électorales					
126-1-K-2	Suivi de la Révision du cadre légal à travers la Commission consultative : (avant-projets de textes)					
126-1-K-3	Organisation d'ateliers/ séances de travail pour assurer une lecture commune des textes (avec les entités concernés par les opérations électorales)					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>07</b>	<b>COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE</b>					
<b>070</b>	<b>ELECTIONS</b>					
<b>126</b>	<b>Mise en Oeuvre du Processus Electoral</b>					
126-1-K-4	Elaboration et diffusion de Recueils de tous les outils juridiques régissant les opérations électorales					
<b>126-1-L</b>	<b>Pourcentage des textes législatifs et règlementaires relatifs au processus électoral adoptés et appliqués</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>90</b>	<b>95</b>
126-1-L-1	Suivi de la Révision du cadre légal à travers la Commission consultative : (avant-projets de textes)					
<b>126-1-N</b>	<b>Disponibilité de codes d'éthique et de bonne conduite pour tous les acteurs</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
126-1-N-1	Organisation d'ateliers/réunions des cadres de concertation pour l'élaboration des Codes d'éthique et de bonne conduite par parties prenantes aux élections (PP, OSC, Administration, Médias)					
126-1-N-2	Mise en place des dispositifs pour la gestion de conflits et gestion des contentieux					
<b>126-1-Q</b>	<b>Nombre d'électeurs inscrits annuellement</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>920000</b>	<b>1000000</b>	<b>1060000</b>
126-1-Q-1	Analyse des motifs d'annulation de voix et/ou de vote fondés sur la liste électorale					
126-1-Q-2	Elaboration d'un document de projet d'amélioration de la RALE					
126-1-Q-3	Lancement des travaux de la RALE au niveau national					
<b>126-1-R</b>	<b>Taux d'inscription sur la liste électorale</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>80</b>	<b>90</b>	<b>92</b>
126-1-R-1	Réforme du système de gestion de l'état civil					
126-1-R-2	Mise en œuvre des guichets uniques : Refonte de la liste électorale accompagnée "d'opérations simultanées de jugement supplétif et de CIN					
126-1-R-3	Renforcement de la synergie des actions de tous les acteurs					
<b>126-1-S</b>	<b>Taux d'exhaustivité de la liste électorale</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>89</b>	<b>90</b>	<b>92</b>
126-1-S-1	Optimisation du système de gestion de la base de données informatique					
126-1-S-2	Facilitation des procédures de vérification sur la liste électorale					
126-1-S-3	Plaidoyer pour des interventions à toutes les phases du processus électoral					
<b>126-1-T</b>	<b>Pourcentage des nouveaux titulaires de CNI inscrits dans la liste électorale</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>75</b>	<b>90</b>	<b>97</b>
126-1-T-1	Contribution à la mise en œuvre d'un guichet unique pour la réalisation des activités Jugement Supplétif/Délivrance de CNI/Inscription dans la liste Electorale					
<b>126-1-U</b>	<b>Pourcentage de mesures d'allègement prises (manuels de procédures, modèles de requête, textes révisés, structures, etc...)</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>100</b>
126-1-U-1	Organisation de séances de travail pour la revue de la procédure contentieuse en matière électorale					
126-1-U-2	Edition du manuel de procédure contentieuse en matière électorale					
<b>126-1-V</b>	<b>Nombre des intervenants outillés et utilisant les recueils de textes régissant les élections</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>86000</b>	<b>0</b>
126-1-V-1	Elaboration des textes d'application des textes législatifs et règlementaire (délégation et décision)					
126-1-V-2	Mise en place des protocoles d'accords entre la CENI et les autres départements ministériels					
126-1-V-3	Mise en œuvre, suivi et évaluation des mises en œuvre de protocole d'accord					
<b>126-1-W</b>	<b>Pourcentage de bureaux de vote servis à temps des matériels sensibles et fournitures électoraux</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
126-1-W-1	Formation des observateurs et amélioration des dispositifs de conduite et suivi de mission d'observation					
126-1-W-2	Collecte et exploitation des Rapport d'observation de toutes les entités ayant obtenu d'agrément					
126-1-W-3	Etablissement de plans d'activités logistiques opérationnels pour les différents types de scrutin					
126-1-W-4	Mise à disposition des moyens logistiques standards et de moyens spécifiques à chaque type d'opérations					
126-1-W-5	248. Elaboration et diffusion de nouveaux imprimés faciles à maîtriser					
126-1-W-6	Elaboration et diffusion de nouveaux imprimés faciles à maîtriser					
126-1-W-8	Appui à la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des acteurs du processus électoral					
126-1-W-G	Appui technique, financier et logistique à l'organisation des élections					
<b>126-1-X</b>	<b>Taux de réalisation de toutes les élections prévues dans l'échéance électorale 2018 - 2020</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>80</b>
126-1-X-1	Elaboration d'une cartographie des BV					
126-1-X-2	Identification des dispositifs d'amélioration de l'administration des BV					
126-1-X-3	Identification des centres de vote cibles					
<b>825</b>	<b>Education Electorale et Communication</b>					
<b>825-1</b>	<b>Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie nationale d'éducation électorale et une stratégie nationale de communication</b>					
<b>825-1-4</b>	<b>Taux de réalisation des activités d'incitation des citoyens à la participation au processus électoral</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
825-1-4-1	Organiser des activités de veille sur l'importance et les conséquences de la participation au processus électoral.					
<b>825-1-5</b>	<b>Taux de réalisation des activités d'éducation électorale en partenariat avec les acteurs concernés</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
825-1-5-1	Développer des partenariats en matière d'éducation électorale .					
<b>825-1-6</b>	<b>Taux d'acquisition des moyens et des outils adéquats pour l'éducation électorale et la communication</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
825-1-6-1	Mettre à disposition de moyens et d'outils adéquats permettant aux responsables des démembrements d'accéder aux zones éloignées et enclavées					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>07</b>	<b>COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE</b>					
<b>070</b>	<b>ELECTIONS</b>					
<b>825</b>	<b>Education Electorale et Communication</b>					
<b>825-1-7</b>	<b>Taux de réalisation des activités de communication</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
825-1-7-1	Mettre en oeuvre des plans de communication de la CENI					
<b>825-1-8</b>	<b>Taux d'inscription sur la liste électorale</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>80</b>	<b>90</b>	<b>92</b>
825-1-8-1	Déploiement des moyens et des outils adéquats permettant aux responsables des démembrements de proximité de cibler les zones éloignées et enclavées, ainsi que les personnes handicapées					
825-1-8-2	Utiliser les médias, les réseaux sociaux et les opérateurs téléphoniques					
825-1-8-3	Sensibilisation et éducation électorale itinérantes					
825-1-8-4	Mise en œuvre du plan de communication interne					
825-1-8-5	Mise en œuvre du plan de communication externe					
825-1-8-6	Renforcement des mécanismes de mise en œuvre de la transparence électorale					
825-1-8-7	Production de supports de communication sur le fonctionnement et les attributions de la CENI					
825-1-8-8	Faire connaître aux citoyens leurs rôles à chaque étape du cycle électoral					
825-1-8-9	(Elaboration d'un schéma directeur de la) campagne nationale de sensibilisation et d'éducation citoyenne de proximité permanente et pérenne de la population en âge de voter					
825-1-8-A	Elaboration d'une nouvelle approche plus cohérente et plus durable					
825-1-8-B	Organisations d'ateliers d'échange avec les parties prenantes aux élections					
825-1-8-C	Organiser des activités de veille sur l'importance et les conséquences de la participation au processus électoral					
<b>825-1-9</b>	<b>Taux d'inscription des femmes dans la liste électorale</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>47</b>	<b>50</b>	<b>51</b>
825-1-9-1	Production des supports de sensibilisations spécifiques					
<b>825-1-B</b>	<b>Taux de participation des jeunes aux élections</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>0</b>	<b>35</b>	<b>40</b>	<b>45</b>
825-1-B-1	Organisations de conférence débat dans les universités					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>11</b>	<b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>					
<b>110</b>	<b>AFFAIRES ETRANGERES</b>					
<b>006</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>006-1</b>	<b>Promouvoir les moyens appropriés aux services centraux</b>					
<b>006-1-1</b>	<b>Agents formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>30</b>	<b>40</b>
006-1-1-1	Former des agents de tous corps					
<b>006-1-2</b>	<b>Bâtiments dignes d'un département chargé de la diplomatie</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
006-1-2-1	Procéder à la réhabilitation et/ou extension des locaux du département central					
<b>006-1-3</b>	<b>Parcs automobiles et informatiques convenables au service de la diplomatie</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
006-1-3-1	Rénover des parcs automobiles et informatiques					
<b>006-1-4</b>	<b>Réseaux informatiques de technologie avancée et à très haut débit</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
006-1-4-1	Installer des réseaux informatiques susceptibles d'améliorer la communication entre le ministère central et les REPERMAD					
<b>006-1-5</b>	<b>Autres institutions étatiques et collectivités décentralisées ayant la notion pratique protocolaires</b>	<b>Nombre</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>22</b>
006-1-5-1	Appuyer les institutions étatiques et collectivités décentralisées en matière de pratique protocolaire					
<b>006-2</b>	<b>Promouvoir la standardisation des services publics</b>					
<b>006-2-1</b>	<b>Efficacité de l'Etat de la Banque Mondiale</b>	<b>%</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>45</b>	<b>60</b>
006-2-1-1	Améliorer la gestion des relations avec les bailleurs de fonds et les partenaires techniques					
<b>601</b>	<b>Diplomatie et Coopération</b>					
<b>601-1</b>	<b>Renforcer la place de Madagascar au sein des instances multilatérales</b>					
<b>601-1-1</b>	<b>Réunions et séminaires statutaires et extraordinaires multilatéraux assistés par les dirigeants et responsables malgaches</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>10</b>
601-1-1-1	Participer de façon optimale aux réunions statutaires internationales multilatérales auxquelles Madagascar est membre					
<b>601-1-2</b>	<b>Nombre des organisations internationales multilatérales dans lesquelles Madagascar est élu membre de bureau non permanent</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
601-1-2-1	Participer aux différentes rencontres internationales multilatérales					
<b>601-1-3</b>	<b>Conférences, ateliers ou séminaires internationaux multilatéraux tenus à Madagascar</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
601-1-3-1	Organiser à Madagascar des conférences, ateliers ou séminaires internationaux multilatéraux					
<b>601-1-4</b>	<b>Conventions signées dans le cadre de la coopération multilatérale ratifiées</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
601-1-4-1	Elaborer des dossiers de conventions internationales multilatérales en vue de ratification					
<b>601-1-5</b>	<b>Rapports initiaux et périodiques soumis aux instances multilatérales</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
601-1-5-1	Rédiger et soumettre de rapports initiaux et périodiques aux instances multilatérales					
<b>601-1-6</b>	<b>Visites officielles à Madagascar des responsables des instances multilatérales</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
601-1-6-1	Organiser à Madagascar des visites des responsables de différentes organisations internationales multilatérales					
<b>601-2</b>	<b>Accroître les domaines de la coopération bilatérale</b>					
<b>601-2-1</b>	<b>Rencontres internationales bilatérales assistées par les dirigeants et responsables malgaches</b>	<b>Nombre</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>12</b>
601-2-1-1	Participer aux manifestations internationales bilatérales auxquelles Madagascar est invité					
<b>601-2-2</b>	<b>Visite officielle des responsables malgaches dans les pays partenaires</b>	<b>Nombre</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>12</b>
601-2-2-1	Organiser des visites officielles des dirigeants et responsables malgaches dans les pays partenaires					
<b>601-2-3</b>	<b>Visites officielles à Madagascar des responsables des pays partenaires</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
601-2-3-1	Inviter pour des visites officielles à Madagascar des dirigeants et responsables des pays partenaires					
<b>601-2-4</b>	<b>Accords de coopération bilatérale signés</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>8</b>
601-2-4-1	Mener une tractation en vue d'attirer les nouveaux partenaires bilatéraux					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES					
<b>110</b>	<b>AFFAIRES ETRANGERES</b>					
<b>601</b>	<b>Diplomatie et Coopération</b>					
<b>601-3</b>	<b><u>Encourager les travaux de promotion Madagascar aux fora africains</u></b>					
601-3-1	Niveau de renforcement de la place de Madagascar au sein des fora africains avec les organisations et/ou pays émergents	Niveau	3	3	5	6
601-3-1-1	Participer aux manifestations dans le cadre des fora impliquant l'Afrique auxquels Madagascar est invité					
<b>601-4</b>	<b><u>Relancer le partenariat économique public privé</u></b>					
601-4-1	Réunions statutaires et extraordinaires des organisations économiques internationales assistées par les dirigeants et responsables malgaches	Nombre	1	1	2	3
601-4-1-1	Participer de façon optimale aux réunions statutaires des organisations économiques auxquelles appartient Madagascar					
601-4-2	Manifestations économiques internationales tenues à Madagascar	Nombre	1	1	2	2
601-4-2-1	Organiser avec d'autres entités responsables à Madagascar des manifestations économiques assurant la promotion au niveau international					
601-4-3	Manifestations économiques internationales privées assistées par les responsables et opérateurs privés malgaches	Nombre	2	2	3	4
601-4-3-1	Rechercher des manifestations économiques au niveau international et y participer avec le concours des partenaires nationaux (public-privé)					
601-4-4	Agents par Ambassade formés en questions économiques et commerciales	Nombre	12	12	18	24
601-4-4-1	Responsabiliser les REPEXMAD à exécuter les projets et objectifs définis depuis la capitale (MAE et autres entités concernées)					
601-4-5	Système de travail viable entre le MAE et les autres départements publics et parapublics mis en place et fonctionnel	%	50	50	75	100
601-4-5-1	Collaborer avec les ministères techniques au sein des plateformes dans le cadre de la conception et de la négociation des programmes et des projets					
601-4-6	Partenariat économique répondant aux besoins sectoriels prioritaires préétablis par les départements ministériels et autres entités parapubliques	%	50	50	75	100
601-4-6-1	Appuyer la recherche de partenaires économiques et échanges de missions économiques					
601-4-7	Accès des collectivités décentralisées aux investissements directs étrangers	Nombre	60	60	90	120
601-4-7-1	Assister et appuyer les collectivités décentralisées à la recherche de partenariat et d'investissements étrangers					
601-4-8	Agent central du MAE ayant suivi de la formation en économie, commerce et négociation internationale	Nombre	2	2	3	5
601-4-8-1	Organiser des formations et renforcer la capacité des cadres du MAE					
601-4-9	Système d'intelligence économique malgache refondu, mis en place et fonctionnel	Nombre	2	2	3	4
601-4-9-1	Organiser des contacts, réunions avec d'autres entités publiques adéquates intéressées à la refonte du système d'intelligence économique à l'échelle interne et articulé vers l'extérieur					
<b>601-5</b>	<b><u>Optimiser l'appartenance de Madagascar aux différentes organisations régionales</u></b>					
601-5-1	Réunions statutaires et extraordinaires des organisations régionales assistées par les dirigeants et responsables malgaches	Nombre	6	6	9	12
601-5-1-1	Participer de façon optimale à toutes les réunions statutaires et extraordinaires des organisations régionales auxquelles Madagascar est membre					
601-5-2	Projets ou programmes issus des conventions régionales réalisés à Madagascar	Nombre	20	20	30	50
601-5-2-1	Mener un suivi de la mise en oeuvre des décisions prises lors de réunions des organisations régionales					
601-5-3	Réunions et/ou d'autres événements régionaux tenus à Madagascar	Nombre	3	3	5	6
601-5-3-1	Organiser à Madagascar des réunions ou d'autres événements régionaux					
601-5-4	Visites officielles des instances régionales programmées dans le cadre de la coopération régionale effectuées à Madagascar	Nombre	3	3	5	6
601-5-4-1	Inviter pour visite officielle à Madagascar des dirigeants et responsables de différentes organisations régionales					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES					
<b>110</b>	<b>AFFAIRES ETRANGERES</b>					
<b>601</b>	<b>Diplomatie et Coopération</b>					
601-5-5	Accords signés dans le cadre de la coopération régionale ratifiés	Nombre	6	6	9	12
601-5-5-1	Elaborer des dossiers de ratification des accords signés issus de réunions des organisations régionales					
<b>601-6</b>	<b>Promouvoir l'image de la diplomatie malgache dans les services extérieurs</b>					
601-6-1	Travaux effectués	%	50	50	75	100
601-6-1-1	Améliorer la gestion des structures extérieures					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>12</b>	<b>MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE</b>					
<b>122</b>	<b>DEFENSE ET SECURITE</b>					
<b>007</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>007-1</b>	<b>Maintenir une capacité organisationnelle adéquate</b>					
<b>007-1-1</b>	<b>Taux de réalisation des activités relatives aux affaires générales et techniques.</b>	%	85	82	85	90
007-1-1-1	Formaliser les prospectives et internaliser les décisions en matière de politique de défense					
007-1-1-2	Assurer l'Administration générale et technique du Ministère					
007-1-1-3	Assurer la coordination générale des projets					
007-1-1-4	Assurer la gestion des ressources humaines					
007-1-1-5	Assurer la gestion administrative et financière					
007-1-1-6	Programmer, préparer et exécuter des commandes publiques					
007-1-1-7	Gérer l'information et la communication militaire					
007-1-1-8	Assurer la coordination des activités sportives et culturelles					
007-1-1-9	Animer la restauration et la sauvegarde des normes Ethiques et Déontologiques					
007-1-1-A	Perpétuer et sauvegarder la mémoire aux Anciens Combattants et Victimes de Guerres					
<b>103</b>	<b>Pilotage de la politique de défense</b>					
<b>103-1</b>	<b>Concevoir les stratégies d'adaptation continue de notre Défense Nationale à son contexte</b>					
<b>103-1-1</b>	<b>Taux de réalisation des activités de planification et opération de défense</b>	%	80	78	80	85
103-1-1-1	Coordonner les activités de planification et des opérations de défense					
103-1-1-2	Superviser les opérations de défense militaire et de défense civile					
103-1-1-3	Procéder aux études et planification de Défense					
103-1-1-4	Superviser les infrastructures de Défense et les domaines					
103-1-1-5	Superviser les systèmes informatiques de Défense et télécommunications					
103-1-1-6	Assurer la gestion de la logistique et des matériels stratégiques					
<b>103-1-2</b>	<b>Taux de réalisation des activités des organismes de défense</b>	%	75	73	75	85
103-1-2-1	Coordonner les soutiens à la conception des stratégies de Défense Nationale					
103-1-2-2	Superviser les services de santé militaire					
103-1-2-3	Perpétuer et sauvegarder la mémoire aux Combattants Nationalistes					
103-1-2-4	Coordonner la sujétion au Service National et la gestion des Réserves					
103-1-2-5	Assurer la production et l'approvisionnement en munitions					
103-1-2-6	Assurer la formation des Elèves-Officiers					
103-1-2-7	Assurer la gestion hospitalière militaire					
<b>123</b>	<b>ARMEE MALAGASY</b>					
<b>008</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>008-1</b>	<b>Disposer d'un soutien adéquat pour la préparation et l'emploi des Forces</b>					
<b>008-1-1</b>	<b>Taux de satisfaction des droits individuels ou collectifs constatés initialement</b>	%	80	78	85	90
008-1-1-1	Régir l'Intendance de l'Armée					
<b>008-1-2</b>	<b>Taux de disponibilité pour emploi des infrastructures, équipements et matériels des unités opérationnelles</b>	%	70	65	75	80
008-1-2-1	Superviser les infrastructures, les équipements et les matériels des unités opérationnelles					
<b>008-1-3</b>	<b>Taux de réalisation des programmes de recrutement et de formation</b>	%	90	85	90	95
008-1-3-1	Coordonner les recrutements et les formations					
<b>104</b>	<b>Armée de Terre</b>					
<b>104-1</b>	<b>Entretenir l'opérationnalité permanente des Forces Terrestres</b>					
<b>104-1-1</b>	<b>Appréciation de la réactivité des Forces Terrestres (base 100)</b>	%	90	85	90	95
104-1-1-1	Entretenir et déployer les Forces Terrestres					
<b>105</b>	<b>Armée de l'Air</b>					
<b>105-1</b>	<b>Entretenir l'opérationnalité permanente des Forces Aériennes</b>					
<b>105-1-1</b>	<b>Appréciation de la réactivité des Forces Aériennes (base 100)</b>	%	90	85	90	95
105-1-1-1	Entretenir et déployer les Forces Aériennes					
<b>106</b>	<b>Marine Nationale</b>					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
12	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE					
<b>123</b>	<b>ARMEE MALAGASY</b>					
<b>106</b>	<b>Marine Nationale</b>					
<b>106-1</b>	<b>Entretien l'opérationnalité permanente des Forces Navales</b>					
106-1-1	Appréciation de la réactivité des Forces Navales (base 100)	%	90	85	90	95
106-1-1-1	Entretien et déployer les Forces Navales					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>13 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA</b>						
<b>130 GENDARMERIE NATIONALE</b>						
<b>009 Administration et Coordination</b>						
<b>009-1 Réhabiliter l'Administration et Instaurer l'autorité de l'Etat</b>		-				
<b>009-1-1 Nombre des contrôles effectués</b>	Nombre		1165	1800	1200	1200
009-1-1-1 Procéder à la coordination et au contrôle des activités sur le terrain						
<b>009-2 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public</b>		-				
<b>009-2-1 Nombre de séance de sensibilisation</b>	Nombre		2400	4000	2600	2600
009-2-1-1 Sensibiliser le personnel et les citoyens						
<b>009-2-2 Taux de traitement des cas de corruption dénoncés</b>	%		65	65	70	70
009-2-2-1 Assurer le traitement de dossiers mettant en cause le personnel GN en matière de corruption						
<b>108 Intervention spéciale et/ou mixte</b>						
<b>108-1 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public</b>		-				
<b>108-1-1 Nombre d'interventions de l'unité spéciale</b>	Nombre		24	24	36	36
108-1-1-1 Assurer la lutte contre le vol de boeufs dans le grand sud						
<b>108-1-2 Nombre de patrouille et d'intervention MO</b>	Nombre		264	264	220	220
108-1-2-1 Mettre en oeuvre les dispositifs de gestion démocratique des foules						
<b>121 SECURITE ET ORDRE PUBLICS</b>						
<b>121-1 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public</b>		-				
<b>121-1-1 Nombre de TPG et POR</b>	Nombre		3200	10000	3400	3400
121-1-1-1 Intensifier le nombre de sorties externes						
<b>121-1-2 Nombre de surveillances routières effectuées</b>	Nombre		2100	18000	2200	2200
121-1-2-1 assurer la sécurité routière						
<b>121-1-3 Taux de diminution des cas de vol de boeufs</b>	%		5	3	6	8
121-1-3-1 lutter contre le vol de boeufs						
<b>121-1-4 Taux de diminution des cas d'actes de banditisme</b>	%		5	3	6	8
121-1-4-1 Lutter contre les actes de banditisme						
<b>121-1-5 Nombre d'opérations ponctuelles</b>	Nombre		132	132	132	132
121-1-5-1 mener des opérations de sécurisation						
<b>121-1-6 Nombre d'individus arrêtés auteurs crimes et délits</b>	Nombre		21800	21800	22000	22000
121-1-6-1 Lutter contre la criminalité en général						
<b>121-2 Protéger, conserver et valoriser durablement le capital naturel et les écosystèmes</b>		-				
<b>121-2-1 Nombre de surveillance côtière effectuée</b>	Nombre		180	460	200	200
121-2-1-1 Lutter contre l'exportation illicite des ressources naturelles						
<b>124 Normalisation des équipements et infrastructures</b>						
<b>124-1 Réhabiliter le système sécuritaire du territoire et maritime</b>		-				
<b>124-1-1 Nombre d'infrastructures construites et réhabilitées</b>	Nombre		44	32	50	50
124-1-1-1 construire et rehabiler des infrastructures						
<b>124-1-2 Taux de réalisation des matériels</b>	%		75	75	80	80
124-1-2-1 acquérir de nouveaux matériels et équipements						
124-1-2-2 Acquérir des nouveaux matériels et équipements						
<b>125 Formation</b>						
<b>125-1 Réhabiliter l'Administration et Instaurer l'autorité de l'Etat</b>		-				
<b>125-1-1 Nombre de formations et de recyclages effectués</b>	Nombre		32	32	32	32
125-1-1-1 Assurer la formation et le recyclage du personnel						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>14</b>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION</b>					
<b>140</b>	<b>ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>					
<b>010</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>010-1</b>	<b>Améliorer la gouvernance publique et la consolidation de la démocratie</b>					
<b>010-1-1</b>	<b>Structures déconcentrées et décentralisées opérationnelles</b>	%	100	100	100	100
	010-1-1-1	Nommer des responsables aux postes vacants de structures déconcentrées et/ou décentralisées				
<b>010-2</b>	<b>Restaurer l'autorité de l'Etat et la bonne gouvernance</b>					
<b>010-2-1</b>	<b>Cadres juridiques relatifs à la représentation de l'Etat réformés (textes règlementaires, outils de travail (1 :oui/0 :non))</b>	Logique	1	1	0	0
	010-2-1-1	Concevoir et adopter des textes règlementaires				
	010-2-1-2	Asseoir l'autorité de l'Etat				
<b>010-3</b>	<b>Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'Administration du Territoire</b>					
<b>010-3-1</b>	<b>Nombre de rapports d'activités des Chefs de circonscription administrative centralisés et exploités</b>	Nombre	100	100	100	100
	010-3-1-1	Exploiter les rapports d'activités des CIRAD				
<b>010-3-2</b>	<b>Nombre de circonscriptions couvertes de réseau Internet et interconnectées</b>	Nombre	100	100	110	120
	010-3-2-1	Etendre la zone couverture de réseau internet				
<b>010-3-3</b>	<b>Effectifs des personnels dans chaque Circonscription Administrative étoffés</b>	%	90	90	100	110
	010-3-3-1	Etoffer le nombre du personnel de l'Administration du Territoire				
<b>010-3-4</b>	<b>Nombre de réunions des chefs des circonscriptions administratives avec les chefs des CTDs</b>	Nombre	12	12	12	12
	010-3-4-1	Tenir des réunions				
<b>010-3-5</b>	<b>Textes et instruments de clarification disponibles auprès de toutes les structures administratives et leurs mis en application</b>	Nombre	400	400	500	600
	010-3-5-1	Doter de textes les structures				
<b>010-4</b>	<b>Instaurer un environnement serein et favorable à la tenue des élections</b>					
<b>010-4-1</b>	<b>Cadre juridique en matière électorale élaboré (1:oui/0:non)</b>	Logique	1	1	1	1
	010-4-1-1	Elaborer un cadre juridique en matière électorale				
<b>010-4-2</b>	<b>Appui à la structure nationale indépendante chargée de l'organisation des opérations électorales assuré</b>	%	100	100	100	100
	010-4-2-1	Appuyer la structure indépendante chargée de l'élection				
<b>010-4-3</b>	<b>Protocole d'accord (entre MID et structures indépendantes) respecté</b>	Nombre	1	1	1	1
	010-4-3-1	Etablir un protocole d'accord entre MID et la structure indépendante				
<b>010-4-4</b>	<b>Réduction du non-respect des textes</b>	%	100	100	100	100
	010-4-4-1	Contrôler l'application des textes électoraux				
<b>010-4-5</b>	<b>Stratégie de Sécurisation électorale mise en place et mise en oeuvre</b>	%	100	100	100	100
	010-4-5-1	Mettre en oeuvre une stratégie de sécurisation électorale				
<b>109</b>	<b>Administration Territoriale</b>					
<b>109-1</b>	<b>Rétablir l'ordre et la sécurité publics</b>					
<b>109-1-1</b>	<b>Nombre de séances de travail effectuées</b>	Nombre	1	1	1	1
	109-1-1-1	Tenir des séances de concertation et de coordination des actions en matière d'ordre et de sécurité publics				
<b>109-2</b>	<b>Assainir et réviser les textes législatifs et règlementaires régissant l'ordre et la sécurité publics, l'OMC, l'armement, Dina, société de gardiennage privé</b>					
<b>109-2-1</b>	<b>Nombre de textes établis</b>	Nombre	1	1	1	1
	109-2-1-1	Concevoir et adopter des textes règlementaires				

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>14</b>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION</b>					
<b>140</b>	<b>ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>					
<b>109</b>	<b>Administration Territoriale</b>					
<b>109-3</b>	<b>Contribuer à la lutte contre la prolifération d'armement</b>					
<b>109-3-1</b>	<b>Nombre d'armes recensées</b>	<b>Nombre</b>	<b>42000</b>	<b>42000</b>	<b>42500</b>	<b>42500</b>
109-3-1-1	Recenser les armes en circulation					
<b>109-4</b>	<b>Appuyer l'amélioration de la gestion administrative des bovidés</b>					
<b>109-4-1</b>	<b>Nombre de marchés contrôlés de bovidés contrôlés, Nombre visités</b>		<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
109-4-1-1	Contrôler les marchés de bovidés					
<b>109-5</b>	<b>Gérer rationnellement la migration</b>					
<b>109-5-1</b>	<b>Districts contrôlés</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>30</b>	<b>40</b>
109-5-1-1	Contrôler la migration					
<b>109-5-2</b>	<b>Immigrés nouvellement enregistrés dans les stockages des données</b>	<b>Nombre</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>160</b>	<b>170</b>
109-5-2-1	Enregistrer les nouvelles données					
<b>109-5-3</b>	<b>Réforme du cadre juridique sur la gestion des étrangers (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
109-5-3-1	Apporter des réformes sur les textes relatifs à la gestion des étrangers					
<b>109-5-4</b>	<b>Etrangers résidant à Madagascar enregistré</b>	<b>Nombre</b>	<b>2200</b>	<b>2200</b>	<b>2300</b>	<b>2500</b>
109-5-4-1	Enregistrer les nouvelles données					
<b>202</b>	<b>Gestion des Risques et des Catastrophes</b>					
<b>202-1</b>	<b>Prioriser les actions de prévention et de réduction des risques et des catastrophes</b>					
<b>202-1-1</b>	<b>Nombre de Communes formées et redynamisées</b>	<b>Nombre</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>600</b>	<b>700</b>
202-1-1-1	Former les communes en GRC					
<b>202-1-2</b>	<b>Nombre de Régions recyclées en Gestion des Risques et des Catastrophes</b>	<b>Nombre</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>18</b>	<b>24</b>
202-1-2-1	Former les régions en GRC					
<b>202-1-3</b>	<b>Nombre de Districts recyclés en Gestion des Risques et des Catastrophes</b>	<b>Nombre</b>	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>102</b>
202-1-3-1	Former les districts en GRC					
<b>202-1-4</b>	<b>Nombre de Communes et Fokontany formées</b>	<b>Nombre</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>	<b>1200</b>	<b>1500</b>
202-1-4-1	Former les communes et les fokontany en GRC					
<b>202-2</b>	<b>Améliorer la qualité des interventions</b>					
<b>202-2-1</b>	<b>Nombre de magasins régionaux approvisionnés</b>	<b>Nombre</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>15</b>
202-2-1-1	Approvisionner les magasins régionaux					
<b>202-3</b>	<b>Augmenter la capacité de réponses aux catastrophes</b>					
<b>202-3-1</b>	<b>Nombre d'exercices effectuées</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
202-3-1-1	Former la population par des exercices de simulation					
<b>202-3-2</b>	<b>Taux de couverture en intervention post-catastrophe: incendie</b>	<b>%</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>80</b>	<b>90</b>
202-3-2-1	Former la population en matière d'incendie					
<b>202-3-3</b>	<b>Taux de couverture en intervention post-catastrophe: cyclones et inondations</b>	<b>%</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>80</b>	<b>100</b>
202-3-3-1	Former la population en matière d'inondation					
<b>202-3-4</b>	<b>Taux de couverture en intervention post-catastrophe: sécheresse</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>70</b>	<b>90</b>
202-3-4-1	Former la population en matière de sécheresse					
<b>202-4</b>	<b>Actualiser la Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des catastrophes (SNGRC) face au changement climatique et aux risques industriels</b>					
<b>202-4-1</b>	<b>Taux de réalisation des travaux de mise à jour de la Stratégie de Gestion des Risques et des Catastrophes (SNGRC)</b>	<b>%</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>80</b>	<b>90</b>
202-4-1-1	Mettre à jour la SNGRC					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>14</b>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION</b>					
<b>140</b>	<b>ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>					
<b>202</b>	<b>Gestion des Risques et des Catastrophes</b>					
<b>202-5</b>	<b>Réactualiser le système de gestion des risques et des catastrophes -</b>					
<b>202-5-1</b>	<b>Nombre de plan de contingence mis à jour</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
202-5-1-1	Mettre à jour le plan de contingence					
<b>202-5-2</b>	<b>Nombre de personnel recyclé</b>	<b>Nombre</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>50</b>	<b>60</b>
202-5-2-1	Recycler le personnel					
<b>202-6</b>	<b>Mettre en place un climat de collaboration favorable entre le BNGRC et les partenaires en matière de gestion des risques et des catastrophes -</b>					
<b>202-6-1</b>	<b>Nombre de protocole de collaboration signé et appliqué</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
202-6-1-1	Adopter et signer les protocoles d'accord					
<b>170</b>	<b>DECENTRALISATION</b>					
<b>044</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>044-1</b>	<b>Restaurer l'autorité de l'Etat et de la bonne gouvernance -</b>					
<b>044-1-1</b>	<b>Logiciels nécessaires créés et site Internet mis à jour et dynamique (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
044-1-1-1	Créer les logiciels nécessaires, dynamiser et mettre à jour le site internet du Ministère					
<b>044-1-2</b>	<b>Plan de masse des locaux administratifs et indication des portes et des responsables respectifs mis en place (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
044-1-2-1	Mettre en place un plan de masse					
<b>044-1-3</b>	<b>Procédures publiées et affichées</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
044-1-3-1	Afficher et publier les procédures					
<b>044-2</b>	<b>Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'Administration du territoire -</b>					
<b>044-2-1</b>	<b>Nombre de formations des agents (former/ recycler) dispensées</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>30</b>
044-2-1-1	Former les agents de l'Administration du territoire					
<b>044-2-2</b>	<b>Nombre d'agents formés (formation initiale et en alternance)</b>	<b>Nombre</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>300</b>	<b>350</b>
044-2-2-1	Former les agents de l'Administration du territoire					
<b>044-2-3</b>	<b>Nombre d'agents formés (formations ponctuelles)</b>	<b>Nombre</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>
044-2-3-1	Former les agents de l'Administration du territoire					
<b>044-2-4</b>	<b>Bâtiment, bureaux, alentours et sanitaires réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
044-2-4-1	Réhabiliter les bâtiments					
<b>044-2-5</b>	<b>Nombre de services dotés de matériels performants et suffisants</b>	<b>Nombre</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>110</b>
044-2-5-1	Doter de matériels les services de l'Administration du territoire					
<b>113</b>	<b>Développement des Collectivités Décentralisées</b>					
<b>113-1</b>	<b>Rétablir le fonctionnement du système de l'état-civil -</b>					
<b>113-1-1</b>	<b>Textes sur l'état-civil réformés (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
113-1-1-1	Réformer les textes					
<b>113-1-2</b>	<b>Nombre de Communes touchées par les actions de sensibilisation</b>	<b>Nombre</b>	<b>400</b>	<b>400</b>	<b>500</b>	<b>600</b>
113-1-2-1	Sensibiliser les communes					
<b>113-1-3</b>	<b>Nombre de jugements rendus</b>	<b>Nombre</b>	<b>324500</b>	<b>324500</b>	<b>325000</b>	<b>325500</b>
113-1-3-1	Rendre des jugements supplétifs					
<b>113-1-4</b>	<b>Disponibilité d'imprimés et registres uniformisés (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
113-1-4-1	Uniformiser les registres et imprimés					
<b>113-1-5</b>	<b>Contrôles et rapports effectués par les Chefs de Districts</b>	<b>Nombre</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>
113-1-5-1	Contrôler l'Etat civil					
<b>113-2</b>	<b>Promouvoir la décentralisation effective et la bonne gouvernance locale -</b>					
<b>113-2-1</b>	<b>Textes publiés (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
113-2-1-1	Publier les textes					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>14</b>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION</b>					
<b>170</b>	<b>DECENTRALISATION</b>					
<b>113</b>	<b>Développement des Collectivités Décentralisées</b>					
<b>113-2-2</b>	<b>Nombre de comptes administratifs reçus</b>	<b>Nombre</b>	<b>1500</b>	<b>1500</b>	<b>1500</b>	<b>1695</b>
113-2-2-1	Contrôler l'envoi des comptes administratifs					
<b>113-2-3</b>	<b>Taux d'engagement des transferts effectués</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
113-2-3-1	Assurer les transferts vers les collectivités					
<b>113-2-4</b>	<b>Taux de collecte des taxes locales</b>	<b>%</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>30</b>	<b>40</b>
113-2-4-1	Collecter les taxes locales					
<b>113-2-5</b>	<b>Outils (plans de développement locaux) disponibles (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
113-2-5-1	Rendre disponible les outils nécessaires à l'élaboration des plans locaux					
<b>113-2-6</b>	<b>Doléances réduites/usagers satisfaits</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
113-2-6-1	Instaurer la boîte de doléance					
<b>113-2-7</b>	<b>Nombre de responsables des CTDs formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>8000</b>	<b>8000</b>	<b>8000</b>	<b>10000</b>
113-2-7-1	Former les responsables des CTDs					
<b>113-2-A</b>	<b>CTDs accompagnées</b>	<b>Nombre</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>300</b>	<b>400</b>
113-2-A-1	Accompagner les CTDs					
<b>113-2-B</b>	<b>FORA organisées</b>	<b>Nombre</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
113-2-B-1	Organiser des FORA					
<b>113-2-C</b>	<b>Rencontres organisées avec les intervenants (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
113-2-C-1	Organiser des rencontres avec les intervenants					
<b>113-2-D</b>	<b>Consultations régionales, nationales et proposition des orientations stratégiques (PN2D) (1:oui/0:non)</b>	<b>Logique</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
113-2-D-1	Opérationnaliser la PN2D					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>15</b>	<b>MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>					
<b>150</b>	<b>SECURITE PUBLIQUE</b>					
<b>036</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>036-1</b>	<b>Pourvoir une formation adéquate</b>					
<b>036-1-1</b>	<b>Nombre d'élèves formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>
036-1-1-1	Former initialement des élèves commissaires, officiers, inspecteur et agents de Police dans les écoles de Police					
<b>036-1-2</b>	<b>Nombre de policiers recyclés</b>	<b>Nombre</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>80</b>
036-1-2-1	Renforcer les connaissances professionnelles des personnels de la Police Nationale					
<b>120</b>	<b>Securité publique</b>					
<b>120-1</b>	<b>Renforcer les capacités préventives</b>					
<b>120-1-1</b>	<b>Nombre de poste de police construits</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>9</b>
120-1-1-1	Construire des postes de Police					
<b>120-1-2</b>	<b>Nombre de directions centrales construites</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
120-1-2-1	Construire des bâtiments servant de directions centrales pour la Police Nationale					
<b>120-1-3</b>	<b>Nombre de Camps des Forces d'Intervention de la Police Nationale construits</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
120-1-3-1	Construire des camps pour les forces d'intervention de la Police Nationale					
<b>120-1-4</b>	<b>Nombre de commissariats réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
120-1-4-1	Réhabiliter des bureaux et des logements de commissariats de police					
<b>120-1-5</b>	<b>Nombre de matériels roulants acquis</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
120-1-5-1	Acquérir des matériels roulants pour la Police Nationale					
<b>120-1-6</b>	<b>Nombre de matériels techniques acquis</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
120-1-6-1	Acquérir des matériels techniques pour la Police Nationale					
<b>120-1-7</b>	<b>Nombre de matériels informatiques acquis</b>	<b>Nombre</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>25</b>	<b>33</b>
120-1-7-1	Acquérir des matériels informatiques acquis					
<b>120-1-8</b>	<b>Nombre d'Acquisition de matériels pour le maintien de l'ordre</b>	<b>Nombre</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>75</b>
120-1-8-1	Acquérir des matériels pour le maintien de l'ordre					
<b>120-1-9</b>	<b>Nombre de commissariats construits</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
120-1-9-1	Construire des commissariats de Police					
<b>120-1-A</b>	<b>Nombre de moyens de locomotion acquis</b>	<b>Nombre</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
120-1-A-1	Acquérir d'autres moyens de locomotion					
<b>120-2</b>	<b>Réprimer</b>					
<b>120-2-1</b>	<b>Evolution du nombre d'accidents corporels dans les zones police</b>	<b>%</b>	<b>-20</b>	<b>-20</b>	<b>-17</b>	<b>-16</b>
120-2-1-1	Diminuer les nombres d'accidents corporels par rapport au même moment n-1					
<b>120-2-2</b>	<b>Evolution du nombre de crimes et délits constatés par rapport au nombre d'habitants dans les zones police (1000 citoyens)</b>	<b>%</b>	<b>-19</b>	<b>-19</b>	<b>-17</b>	<b>-15</b>
120-2-2-1	Diminuer les nombres de crimes et délits					
<b>120-3</b>	<b>Lutter contre les exportations illicites des ressources naturelles et les délinquances financières</b>					
<b>120-3-1</b>	<b>Taux d'élucidation de délinquance :dont économiques et financières</b>	<b>%</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>65</b>	<b>90</b>
120-3-1-1	Diminuer les nombres de dossiers en instance					
<b>120-4</b>	<b>Lutter contre l'immigration clandestine</b>					
<b>120-4-1</b>	<b>Nombre de passeports nationaux délivrés</b>	<b>Nombre</b>	<b>25000</b>	<b>25000</b>	<b>25000</b>	<b>45000</b>
120-4-1-1	Délivrer les passeports ordinaires dans le temps					
<b>120-4-2</b>	<b>Reconduction à la frontière</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>30</b>
120-4-2-1	Réduire le nombre d'étrangers en situation irrégulière dans notre territoire					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>16</b>	<b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
<b>160</b>	<b>JUSTICE</b>					
<b>012</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>012-5</b>	<b><u>Disposer des ressources humaines motivées, performantes et en nombre suffisant pour accompagner la modernisation de la Justice</u></b> -					
<b>012-5-1</b>	<b>Nombre de catégories de corps dont la base des données est disponible et à jour</b>	Nombre cumulé	10	5	12	13
	012-5-1-1 Améliorer la gestion de carrière et de compétence du personnel de la Justice					
<b>012-5-2</b>	<b>Nombre de nouveaux personnels recrutés par voie de concours</b>	Nombre	670	600	700	840
	012-5-2-1 Renforcer l'effectif des personnels de la Justice					
<b>012-5-3</b>	<b>Pourcentage des personnels touchés par la politique de rotation</b>	%	12	12	12	12
	012-5-3-1 Mettre en oeuvre la politique de rotation du personnel					
<b>012-6</b>	<b><u>Mettre les nouvelles technologies au service des réformes engagées au niveau de la Justice</u></b> -					
<b>012-6-1</b>	<b>Nombre cumulé de services judiciaires et pénitentiaires informatisés (gérés sous un logiciel)</b>	Nombre cumulé	12	9	16	20
	012-6-1-1 Poursuivre le déploiement des programmes d'informatisation des services judiciaires et pénitentiaires					
<b>012-6-2</b>	<b>Nombre d'événements faisant l'objet de couvertures médiatiques</b>	Nombre	50	50	50	50
	012-6-2-1 Assurer la visibilité de la politique et des activités du Ministère par une stratégie de communication adéquate					
<b>012-7</b>	<b><u>Instaurer la culture de performance dans la gestion opérationnelle et patrimoniale du Département de la Justice</u></b> -					
<b>012-7-1</b>	<b>Pourcentage des indicateurs du document de performance atteints</b>	%	70	70	80	90
	012-7-1-1 Assurer la visibilité de la politique et des activités du Ministère par une stratégie de communication adéquate					
<b>012-7-2</b>	<b>Nombre de Services FJPA mis en place et opérationnels</b>	Nombre cumulé	20	9	25	30
	012-7-2-1 Améliorer la cohérence entre la performance et la réalisation financière du Ministère de la Justice					
<b>012-7-3</b>	<b>Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prévues dans la Loi des Finances</b>	%	70	70	80	90
	012-7-3-1 Poursuivre la mise en place d'une structure pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires auprès des Cours et Tribunaux					
<b>111</b>	<b>Administration judiciaire</b>					
<b>111-4</b>	<b><u>Accélérer et simplifier les procédures de traitement des dossiers au niveau des juridictions</u></b>					
<b>111-4-1</b>	<b>Taux des dossiers jugés au niveau de la Cour de Cassation</b>	%	50	40	60	70
	111-4-1-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau de la Cour de cassation					
<b>111-4-2</b>	<b>Taux des dossiers jugés au niveau des Cours d'Appel</b>	%	70	60	75	80
	111-4-2-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Cours d'Appel					
<b>111-4-3</b>	<b>Taux des dossiers jugés au niveau des Tribunaux de Première Instance</b>	%	75	65	80	85
	111-4-3-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux de Première Instance					
<b>111-4-4</b>	<b>Nombre d'arrêts (provisaires et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par la Cour des Comptes</b>	Nombre	125	100	125	150
	111-4-4-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau de la Cour des Comptes					
<b>111-4-5</b>	<b>Nombre de jugements (provisaires et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par les six Tribunaux Financiers</b>	Nombre	210	125	230	250
	111-4-5-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux Financiers					
<b>111-4-6</b>	<b>Taux des requêtes jugés au niveau du Conseil d'Etat</b>	%	70	65	75	80
	111-4-6-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau du Conseil d'Etat					
<b>111-4-7</b>	<b>Taux des requêtes jugés au niveau des Tribunaux Administratifs</b>	%	65	57	70	80
	111-4-7-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux Administratifs					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>16</b>	<b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
<b>160</b>	<b>JUSTICE</b>					
<b>111</b>	<b>Administration judiciaire</b>					
<b>111-4-8</b>	<b>Taux des détenus condamnés</b>	<b>Taux</b>	<b>50</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>60</b>
111-4-8-1	Assurer le respect des garanties judiciaires					
<b>111-5</b>	<b>Mettre en place un environnement juridique stable et sécurisant favorisant le développement socio-économique</b> -					
<b>111-5-1</b>	<b>Nombre de textes réformés ou de nouveaux textes élaborés soumis aux instances d'adoption</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
111-5-1-1	Poursuivre la réforme juridique suivant les orientations stratégiques					
<b>111-5-2</b>	<b>Nombre de sites (commune, région) faisant l'objet de séances de vulgarisation sur les nouveaux textes</b>	<b>Nombre</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>26</b>
111-5-2-1	Rendre les droits et obligations ainsi que les textes et procédures mieux connus et répondant aux besoins des usagers en améliorant l'information juridique					
<b>111-5-3</b>	<b>Pourcentage des entreprises et des crédits mobiliers enregistrés par rapport aux entreprises créées et aux crédits mobiliers contractés</b>	<b>%</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>80</b>	<b>90</b>
111-5-3-1	Garantir la transparence des sociétés et des Crédits mobiliers					
<b>111-6</b>	<b>Rapprocher les juridictions et les services judiciaires des citoyens et promouvoir la protection des droits humains</b> -					
<b>111-6-1</b>	<b>Nombre cumulé des Tribunaux de Première Instance fonctionnels</b>	<b>Nombre cumulé</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>44</b>
111-6-1-1	Ouvrir et rendre fonctionnels quatre (04) nouveaux TPI entre 2016 et 2019: Vangaindrano, Fenoario Atsinanana, Vohémar et Antananarivo Avara-drano)					
<b>111-6-2</b>	<b>Nombre de Bâtiments réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
111-6-2-1	Réhabiliter les infrastructures judiciaires					
<b>111-6-3</b>	<b>Nombre de cliniques juridiques fonctionnelles sous l'égide du Ministère de la Justice</b>	<b>Nombre cumulé</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
111-6-3-1	Pérenniser l'opérationnalisation des mécanismes nationaux de protection des droits de l'Homme					
<b>112</b>	<b>Administration pénitentiaire</b>					
<b>112-3</b>	<b>Renforcer la sécurisation des Etablissements Pénitentiaires</b> -					
<b>112-3-1</b>	<b>Taux maximal d'évasion</b>	<b>%</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1.5</b>	<b>1</b>
112-3-1-1	Poursuivre la mise en place d'un système de sécurité efficace et renforcer le contrôle de la détention dans les Etablissements pénitentiaires					
<b>112-4</b>	<b>Améliorer les conditions de vie en milieu carcéral</b> -					
<b>112-4-1</b>	<b>Nombre de nouveaux bâtiments construits</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
112-4-1-1	Ouvrir et rendre fonctionnels des Maisons centrales, notamment dans les ressorts des nouveaux tribunaux ouverts (entre 2016 et 2019 : Vangaindrano, Fénériver-Est, Vohémar et Antananarivo avaradrano)					
<b>112-4-2</b>	<b>Nombre des infrastructures pénitentiaires réhabilitées</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
112-4-2-1	Mettre aux normes progressivement les Etablissements Pénitentiaires					
<b>112-4-3</b>	<b>Taux maximal de malnutrition</b>	<b>%</b>	<b>2.4</b>	<b>2.4</b>	<b>2</b>	<b>1.90</b>
112-4-3-1	Améliorer l'alimentation des personnes détenues par la redynamisation de la production des campx pénaux					
<b>112-5</b>	<b>Mettre en oeuvre la politique de préparation à la réinsertion sociale en milieu carcéral</b> -					
<b>112-5-1</b>	<b>Pourcentage des Etablissements Pénitentiaires ayant un dispositif de réinsertion sociale opérationnel</b>	<b>%</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>50</b>	<b>90</b>
112-5-1-1	Développer les activités de préparation à la réinsertion sociale en milieu carcéral					
<b>127</b>	<b>Promotion de l'intégrité</b>					
<b>127-1</b>	<b>Redorer le blason de la Justice en matière d'intégrité</b> -					
<b>127-1-1</b>	<b>Nombre de sites faisant l'objet de missions d'inspections, d'investigations et d'enquêtes administratives</b>	<b>Nombre</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>36</b>	<b>48</b>
127-1-1-1	Renforcer l'inspection, l'investigation et l'enquête administrative auprès des Juridictions et Etablissements Pénitentiaires					
<b>127-1-2</b>	<b>Taux des doléances traités au niveau de la Direction de la Promotion de l'Intégrité</b>	<b>%</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>95</b>	<b>100</b>
127-1-2-1	Accélérer le délai de traitement des dossiers de doléances au niveau de la Direction de la Promotion de l'Intégrité					
<b>127-1-3</b>	<b>Niveau de respect des dispositifs et outils de travail</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>60</b>	<b>70</b>
127-1-3-1	Éliminer la culture de méfiance envers la Justice					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
16	MINISTERE DE LA JUSTICE					
<b>160</b>	<b>JUSTICE</b>					
<b>127</b>	<b>Promotion de l'intégrité</b>					
<b>127-2</b>	<b><u>Contribuer à la mise en oeuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption</u></b> -					
<b>127-2-1</b>	<b>Nombre cumulé de pôles anti-corruption mis en palce en opérationnels</b>	<b>Nombre cumulé</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
127-2-1-1	Mettre en place et rendre opérationnels les Pôles anticorruption					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>013</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>013-1</b>	<b>Préserver les infrastructures critiques et réduire la vulnérabilité des ménages dans les zones ciblées</b>					
<b>013-1-1</b>	<b>Enfants de moins de 24 mois bénéficiant des pratiques améliorées d'alimentation du nourrisson et de l'enfant</b>	<b>Nombre</b>	<b>164220</b>	<b>164220</b>	<b>164220</b>	<b>164220</b>
013-1-1-1	Fournir des alimentations améliorées aux nourrissons et aux enfants de moins de 24 mois					
<b>013-1-3</b>	<b>Part de la population rurale ayant accès à une route en toute saison</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>48.2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
013-1-3-1	Réhabiliter les infrastructure communautaires de base (FID)					
<b>013-1-5</b>	<b>Bénéficiaire du programme du filet de sécurité en "Argent-Contre-Travail"</b>	<b>Nombre</b>	<b>31000</b>	<b>91000</b>	<b>91000</b>	<b>91000</b>
013-1-5-1	Réaliser les activités "Argent-Contre-Travail" (FID)					
<b>013-1-7</b>	<b>Nombre de personnes (femmes enceintes/allaitantes et enfants de moins de 5 ans) ayant accès à un paquet minimum de service de santé, de nutrition ou de santé de la reproduction</b>	<b>Nombre</b>	<b>907029</b>	<b>907029</b>	<b>907029</b>	<b>907029</b>
013-1-7-1	Fournir un minimum de service de santé et de nutrition					
<b>013-1-8</b>	<b>Nombre d'enseignants communautaires certifiés en service et payés</b>	<b>Nombre</b>	<b>10000</b>	<b>10000</b>	<b>10000</b>	<b>10000</b>
013-1-8-1	Payer des enseignants communautaires certifiés en service					
<b>013-1-9</b>	<b>Nombre d'écoles recevant des subventions financées par le projet</b>	<b>Nombre</b>	<b>6050</b>	<b>6050</b>	<b>6050</b>	<b>6050</b>
013-1-9-1	Subventionner à travers projet des écoles					
<b>013-1-A</b>	<b>Nombre d'enseignants formés en activités de santé et nutrition scolaire</b>	<b>Nombre</b>	<b>3750</b>	<b>3750</b>	<b>3750</b>	<b>3750</b>
013-1-A-1	Former des enseignants en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire					
<b>013-1-B</b>	<b>Routes réhabilitées, non rurales</b>	<b>Km</b>	<b>461</b>	<b>461</b>	<b>461</b>	<b>461</b>
013-1-B-1	Réhabiliter des routes nationales et des routes urbaines d'Antananarivo					
<b>013-1-C</b>	<b>Pont réhabilités/construits</b>	<b>Nombre</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
013-1-C-1	Réhabiliter et reconstruire des grands ponts critiques sur les routes nationales primaires					
<b>013-1-D</b>	<b>Longueur de ponts réhabilités ou construits</b>	<b>MI</b>	<b>1238</b>	<b>1238</b>	<b>1238</b>	<b>1238</b>
013-1-D-1	Réhabiliter et reconstruire des grands ponts critiques sur les routes nationales primaires					
<b>013-1-E</b>	<b>Nombre de stations de pesage fonctionnelle gérées par l'ARM</b>	<b>Nombre</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
013-1-E-1	Réhabiliter et construire des stations de pesage routier sur les routes nationales					
013-1-E-2	Mettre en place un dispositif de contrôle des charges routières sur les routes nationales et application des textes réglementaires					
<b>013-1-F</b>	<b>Ponts modulaires reconstitués ou acquis</b>	<b>MI</b>	<b>164</b>	<b>164</b>	<b>164</b>	<b>164</b>
013-1-F-1	Réconstituer des ponts modulaires par l'achats des pièces					
013-1-F-2	Acquérir de nouveaux ponts modulaires					
<b>013-2</b>	<b>Développer la capacité organisationnelle, managériale et la culture de l'excellence des agents du MFB</b>					
<b>013-2-1</b>	<b>Taux de satisfaction des usagers par rapport aux services rendus</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>78.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
013-2-1-1	Mettre en place un système d'adéquation formation/emploi					
013-2-1-2	Mettre en place le SIGRHE					
013-2-1-3	Mettre en place un standard de service					
013-2-1-4	Informatiser et archiver le centre de documentation					
013-2-1-5	Moderniser la gestion des ressources humaines du MFB					
013-2-1-6	Finaliser le système de recensement des agents					
013-2-1-7	Renforcer les capacités des agents du MFB					
<b>013-2-2</b>	<b>Indice de performance des agents du MFB</b>	<b>%</b>	<b>78.5</b>	<b>29.86</b>	<b>36.35</b>	<b>43.9</b>
013-2-2-1	Renforcer les capacités des agents fu MFB					
013-2-2-2	Installer le système de pointage électronique sur tous les sites du MFB au niveau national					
013-2-2-3	Mettre en place des Unités Regionales d'appui					
<b>013-3</b>	<b>Renforcer la qualité des prestations de service en matière de gestion administrative, de gestion financière ainsi que dans le domaine de gestion du patrimoine, de matériels du Ministère et du bien être du personnel</b>					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>013</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>013-3-5</b>	<b>Renforcement du bien être (santé, sécurité et salubrité) au travail des Agents</b>	%	50	50	100	100
013-3-5-1	Sécuriser les patrimoines du MFB (Batiments du MFB sis à Antaninarenina et CMS Tsiazotafo,site MFB Andranovelona)					
013-3-5-2	Réaliser les travaux de nettoyage et d'entretien des patrimoines du MFB (Batiments du MFB sis à Antaninarenina et CMS Tsiazotafo,site MFB Andranovelona)					
013-3-5-3	Prendre en main la santé des agents du MFB et les membres de leurs famille					
<b>013-3-6</b>	<b>Taux de traitement des nouveaux dossiers</b>	Pourcentage	80	80	90	100
013-3-6-1	Etudier et traiter les dossiers de remboursement des agents du MFB					
013-3-6-2	Etudier et traiter les dossiers contentieux					
<b>013-6</b>	<b><u>Adopter les normes comptables internationales à Madagascar pour - le secteur privé et le secteur public (International Accounting Standards ou IAS/IFRS pour le secteur privé et International Public Sector Accounting Standards ou IPSAS pour le secteur p</u></b>					
<b>013-6-5</b>	<b>Nombre de dossiers traités sur la mise en convergence des normes comptables appliqués à Madagascar avec les normes comptables internationales</b>	Nombre	10	10	10	10
013-6-5-1	Mettre en convergence les normes comptables Malagasy avec les normes comptables internationales tout en considérant les spécificités des usagers					
013-6-5-2	Faciliter l'application des normes comptables édictés par le CSC					
013-6-5-3	Renforcer les capacités de gestion des risques des catastrophes (CPGU)					
<b>013-6-6</b>	<b>Nombre d'utilisateurs de support de communication utilisé par le CSC pour rendre accessibles les normes comptables</b>	Nombre	15250	15250	17250	19250
013-6-6-1	Veiller à l'accessibilité et à la diffusion des normes comptables édictés par le CSC aux usagers					
<b>013-6-7</b>	<b>Nombre d'Expert Comptable et Financier en contrat avec des CGA</b>	Nombre	9	9	10	11
013-6-7-1	Veiller à l'application des normes comptables par les Entreprises en adhérant aux CGA à créer et existent					
<b>013-7</b>	<b><u>Disposer d'un stock minimum bien calculé de produits finis et accélérer l'exécution de nouvelles commandes de l'Imprimerie Nationale, réaliser un chiffre d'affaires et un excédent des recettes sur les dépenses assez conséquents.</u></b>					
<b>013-7-1</b>	<b>Taux d'utilisation de la capacité de production</b>	Pourcentage	95	95	96	97
013-7-1-1	Elargir le marché de l'Imprimerie Nationale					
<b>013-8</b>	<b><u>Opérationnaliser le cadre juridique, institutionnel et technique de PPP et appuyer la mobilisation de ressources financières alternatives</u></b>					
<b>013-8-1</b>	<b>Nombre de cadre juridique et institutionnel conçu</b>	Nombre	3	3	2	2
013-8-1-1	Finaliser , faire valider et presenter pour adoption et faire appliquer le cadre juridique global du PPP					
013-8-1-2	Proposer les amendements nécessaires aux textes existants dont les dispositions comptables, fiscales et budgétaires nécessitent des modifications pour permettre l'exécution des opérations de PPP					
013-8-1-3	Mettre en place les procédures de comptabilisation et de budgétisation des contrats de PPP					
<b>013-8-6</b>	<b>Rapport périodique de suivi et d'évaluation des subventions au secteur privé produit</b>	Nombre	5	5	5	5
013-8-6-1	Concevoir et mettre à jour la base de données des transferts directs au secteur privé					
013-8-6-2	Analyser et évaluer les opérations de transferts directs au secteur privé					
013-8-6-3	Formuler et proposer les recommandations éventuelles suivant les procédures ou le cadre légal et opérationnel					
<b>013-8-7</b>	<b>Nombre d'observations sur le climat des affaires et les accords internationaux présenté pour approbation des Autorités supérieures</b>	Nombre	10	10	10	10
013-8-7-1	Appuyer les Institutions et les Ministères dans les analyses des textes juridiques nationaux et accords internationaux					
013-8-7-2	Participer aux négociations relatives à des textes juridiques nationaux, des accords internationaux et des APPI					
<b>013-8-8</b>	<b>Nombre de reporting periodique produit</b>	Nombre	5	5	5	5
013-8-8-1	Appuyer les Institutions et les Ministères dans les analyses des dossiers de promotion des investissements étrangers et /ou d'amélioration du cadre des affaires					
013-8-8-2	Participer au divers travaux des commissions mis en place dans le cadre de la promotion des investissements étrangers, de l'amélioration du cadre des affaires et des relations avec le secteur privé					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>013</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>013-9</b>	<b>Améliorer les systèmes d'information de gestion des finances publiques</b>					
<b>013-9-1</b>	<b>Satisfaction des usagers sur l'exploitation du système (nombre de réponses positives)</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>75</b>	<b>80</b>
013-9-1-1	Concevoir et développer les applications du système					
013-9-1-2	Tester et contrôler les fonctionnalités des applications du système					
013-9-1-3	Déployer les applications du système					
013-9-1-4	Former et assister les usagers du système					
<b>013-9-2</b>	<b>Disponibilité de l'infrastructure du système</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>85</b>	<b>90</b>
013-9-2-1	Optimiser le système et le réseau					
013-9-2-2	Sécuriser l'infrastructure du système et du réseau					
013-9-2-3	Mettre en place le NOC et DATACENTER					
013-9-2-4	Sécuriser le réseau électrique					
<b>013-9-3</b>	<b>Satisfaction des utilisateurs sur l'accès au système</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>95</b>	<b>95</b>
013-9-3-1	Assurer le Monitoring du système					
013-9-3-2	Assurer la maintenance évolutive et corrective des applications					
013-9-3-3	Assurer la disponibilité du système					
013-9-3-4	Mettre à jour, éditer et publier les manuels d'utilisation					
013-9-3-5	Renforcer la capacité des utilisateurs du système					
013-9-3-6	Mettre en place des outils d'assistance aux utilisateurs du système					
<b>013-A</b>	<b>Rendre Performant la Fonction d'Audit Interne</b>					
<b>013-A-1</b>	<b>Pourcentage des auditeurs certifiés</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>70</b>	<b>35</b>	<b>70</b>	<b>100</b>
013-A-1-1	Renforcer les compétences (Formations)					
<b>013-A-2</b>	<b>Pourcentage de réalisation du programme de missions d'audit</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>60</b>	<b>30</b>	<b>65</b>	<b>35</b>
013-A-2-1	Renforcer les méthodologies et outils à la fonction Audit (SIIG, assistance techniques, manuel d'audit et guides associés)					
013-A-2-2	Renforcer les capacités techniques ( matériels roulant, recrutement des agents qualifiés, logistiques)					
<b>013-B</b>	<b>Renforcer le cadre institutionnel de coordination des actions du MFB et de ses partenaires</b>					
<b>013-B-1</b>	<b>Rapport de suivi évaluation sur la qualité des services rendus aux usagers du MFB</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
013-B-1-1	Assurer le suivi et évaluation des actions améliorant la qualité des services rendus aux usagers					
<b>013-B-3</b>	<b>Aide-mémoires et rapports disséminés au niveau des départements du MFB</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
013-B-3-1	Assurer la coordination des relations inter-départements du MFB et les relations avec les Institutions et autres Ministères					
<b>013-B-4</b>	<b>Nombre de rapport d'activités du Ministères des Finances et du Budget</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
013-B-4-1	Assurer le suivi et évaluation des actions/activités stratégiques du MFB					
<b>114</b>	<b>Gestion du Budget</b>					
<b>114-C</b>	<b>Gérer de manière efficace, efficiente et optimale les dépenses publiques</b>					
<b>114-C-1</b>	<b>Taux d'exécution des dépenses du budget général sur financement interne</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>90</b>	<b>95</b>
114-C-1-1	Assurer le leadership de la conception des projets de Loi de Finances et mettre en exécution les Lois de Finances					
114-C-1-2	Mettre à jour le CBMT					
114-C-1-3	Elaborer le cadrage macroéconomique et établir la lettre de cadrage du PLF					
114-C-1-4	Mettre en place les CDMTs sectoriels					
114-C-1-5	Améliorer la gestion des investissements publics suivant les priorités nationales					
114-C-1-6	Piloter et suivre l'exécution des Lois de Finances					
114-C-1-7	Améliorer la gestion des dépenses transversales					
114-C-1-8	Simplifier la procédure d'exécution budgétaire (OTA)					
114-C-1-9	Assurer la transparence budgétaire					
114-C-1-A	Renforcer la reddition des comptes publics					
114-C-1-B	Centraliser et assurer la conformité de tout acte ayant des incidences financières et budgétaires					
114-C-1-C	Mettre en place la nouvelle structure des services de l'ON					
114-C-1-D	Assurer le suivi technique des projets basés sur les indicateurs PIN, suivi des activités de l'intégration régionale, appui, conseil et dynamisation de la coopération européenne dans le respect des procédures					
114-C-1-E	Améliorer la nomenclature budgétaire					
114-C-1-F	Valoriser et préserver le patrimoine de l'Etat					
114-C-1-G	Actualiser le cadre juridique de la gestion du patrimoine de l'Etat et la comptabilité matière					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>114</b>	<b>Gestion du Budget</b>					
114-C-1-H	Gérer et contrôler les logements et bâtiments administratifs, les transits administratifs, les matériels et mobiliers administratifs et les véhicules administratifs					
114-C-1-I	Opérationnaliser le cadre juridique des Ressources non fiscales					
114-C-1-J	Renforcer les capacités en matière de gestion budgétaire					
114-C-1-K	Promouvoir les services de proximités					
114-C-1-L	Conseiller les Collectivités territoriales décentralisées en matière budgétaire					
114-C-1-M	Assurer la tutelle budgétaire des Etablissements Publics Nationaux					
114-C-1-N	Pérenniser le dispositif de recensement et de contrôle des EPN et de leurs contrôles					
<b>115</b>	<b>Gestion Fiscale</b>					
<b>115-1</b>	<b>Assurer la couverture du territoire et l'élargissement de l'assiette fiscale</b> -					
<b>115-1-1</b>	<b>Nombre de nouvelles structures créés ou réhabilités</b>		<b>Nombre</b>			
115-1-1-1	Créer ou réhabilités des centres fiscaux		0	4	26	13
<b>115-1-3</b>	<b>Taux de défaillance des entreprises moyennes</b>		<b>Pourcentage</b>			
115-1-3-1	Relancer les défaillants, taxer d'office les défaillants et mettre en oeuvre les contrôles fiscaux ciblés		0	5	5	5
<b>115-1-4</b>	<b>Taux de recouvrement des recettes par rapport à celles prévues</b>		<b>Pourcentage</b>			
115-1-4-1	Renforcer l'efficacité des opérations fiscales		0	95	95	95
<b>115-2</b>	<b>Respecter le code de déontologie des agents de l'Etat</b> -					
<b>115-2-1</b>	<b>Taux d'inspection et de contrôle interne</b>		<b>Pourcentage</b>			
115-2-1-1	Renforcer le contrôle interne et l'inspection de service		0	100	100	100
<b>115-3</b>	<b>Dématérialiser les procédures administratives</b> -					
<b>115-3-1</b>	<b>Nombre de Centres Fiscaux adoptant le mode de paiement par téléphonie mobile</b>		<b>Nombre</b>			
115-3-1-1	Accélérer la mise en place du système de paiement par téléphone		0	3	3	3
<b>115-4</b>	<b>Assurer l'exhaustivité et la transparence des textes fiscaux</b> -					
<b>115-4-1</b>	<b>Nombre de type de publication diffusée</b>		<b>Nombre</b>			
115-4-1-1	Développer des types de publication		0	7	2	2
<b>115-5</b>	<b>Instaurer l'esprit de redevabilité ou du devoir systématique de rendre compte</b> -					
<b>115-5-1</b>	<b>Nombre de rencontre organisée</b>		<b>Nombre</b>			
115-5-1-1	Multiplier les rencontres avec les contribuables au niveau des Directions Régionales des Impôts		0	28	28	28
<b>115-6</b>	<b>Renforcer les capacités organisationnelles de l'administration fiscale et des unités de mobilisation de ressources non-fiscales</b> -					
<b>115-6-1</b>	<b>Nombre de nouvelles structures créées</b>		<b>Nombre</b>			
115-6-1-1	Faire un suivi effectif de la conformité aux obligations		3	0	0	0
<b>115-7</b>	<b>Renforcer le civisme fiscal par la communication</b> -					
<b>115-7-1</b>	<b>Taux de défaillance des grandes entreprises</b>		<b>Pourcentage</b>			
115-7-1-1	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de l'impôt		1	0	0	0
<b>115-7-2</b>	<b>Taux de défaillance des entreprises moyennes</b>		<b>Pourcentage</b>			
115-7-2-1	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de l'impôt		5	0	0	0
<b>115-7-3</b>	<b>Nombre de rencontre organisée</b>		<b>Nombre</b>			
115-7-3-1	Améliorer la redevabilité et la transparence des autorités fiscales		28	0	0	0
<b>115-7-4</b>	<b>Nombre de type de publication diffusée</b>		<b>Nombre</b>			
115-7-4-1	Améliorer la redevabilité et la transparence des autorités fiscales		5	0	0	0
<b>115-8</b>	<b>Renforcer le pilotage et le management</b> -					
<b>115-8-1</b>	<b>Taux d'inspection et de contrôle interne</b>		<b>Pourcentage</b>			
115-8-1-1	Gérer le changement au sein de l'Administration Fiscale		100	0	0	0
<b>115-9</b>	<b>Renforcer l'efficacité des opérations fiscales par la modernisation et la dématérialisation des procédures</b> -					
<b>115-9-1</b>	<b>Nombre de Centres fiscaux adoptant le mode de paiement par téléphone</b>		<b>Nombre</b>			
115-9-1-1	Mettre en oeuvre les révisions des procédures de contrôle et action en recouvrement		3	0	0	0
<b>116</b>	<b>Douanes</b>					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>116</b>	<b>Douanes</b>					
<b>116-6</b>	<b><u>Faire de la Douane une administration partenaire des Entreprises, - améliorer les qualités de services et prises en charge des bureaux des Douanes le suivi et contrôle des zones ou entreprises franches et accroître la portée de surveillance aux zones cotière</u></b>					
116-6-1	Nombre de contrôles dans l'ensemble du territoire 116-6-1-1 Surveiller le territoire national	Nombre	240	240	264	292
116-6-2	Nombre d'entreprises en Zones Franches et AGOA 116-6-2-1 Dédouaner, suivre et contrôler les marchandises en zone et entreprises franches	Nombre	295	295	307	319
116-6-3	Nombre de contrôles des opérations commerciales en temps réel 116-6-3-1 Surveiller les déplacements terrestres de marchandises (Brigades Tana et région)	Nombre	490	490	306	260
116-6-4	Nombre de dossiers CCED (Commission de Conciliation et Expertise Douanière) traités 116-6-4-1 Assurer la tenue régulière des sessions CCED pour le traitement des dossiers en litige	Nombre	12	12	12	12
116-6-5	Nombre des bureaux ayant des procédures uniformisées 116-6-5-1 Prendre en charge les bureaux des Douanes et améliorer les qualités de service	Nombre	12	12	16	19
116-6-6	Nombre des bureaux des Douanes et dossiers objet de suivi sur les régimes économique, Transit, Manifeste et Soumission 116-6-6-1 Effectuer le suivi des apurements en Régimes Economiques, Transit, Manifeste et Soumission auprès des bureaux des Douanes	Nombre	168	168	168	168
<b>116-7</b>	<b><u>Faire de la Douane une administration fiscale moderne, assurer la fluidité du traitement des dossiers soumis à la Direction de la Législation et de la Valeur</u></b>					
116-7-1	Nombre de déploiement AMA 116-7-1-1 Multiplier les accords d'assistance	Nombre	4	4	4	4
116-7-2	Nombre d'agents bénéficiant d'une formation à l'extérieur 116-7-2-1 Participer aux missions de formation à l'extérieur	Nombre	15	15	15	15
116-7-3	Nombre de mesures de facilitation mises en place 116-7-3-1 Multiplier les accords et les conventions nationaux et internationaux	Nombre	1	1	1	1
116-7-4	Nombre de dossiers traités relatifs à la Valeur en douane 116-7-4-1 Renforcer le traitement automatique des dossiers de douanes	Nombre	9000	360	360	360
116-7-5	Taux de mise en place de base de données de la Valeur en douane 116-7-5-1 Créer et gérer la base de données des valeurs des produits et marchandises	Pourcentage	20	20	20	20
116-7-6	Nombre de déploiement MIDAC auprès des Ministères et autres utilisateurs 116-7-6-1 Renforcer le traitement informatique des dossiers	Pourcentage	7	7	7	7
116-7-7	Taux de célérité du traitement des dossiers 116-7-7-1 Raccourcir les délais de traitement des dossiers	Pourcentage	65	65	65	65
<b>116-8</b>	<b><u>Faire de la Douane une administration source de revenu, accroître les recettes douanières collectées et déployer les technologies de traitement des dossiers de douanes dans les grands et moyens bureaux</u></b>					
116-8-1	Taux de recettes collectées sur les importations 116-8-1-1 Comptabiliser les recettes budgétaires douanières et analyser les flux d'importation	Pourcentage	22	22	21	21
116-8-2	Taux de réalisation de la prévision des recettes budgétaires 116-8-2-1 comptabiliser et prévoir les recettes budgétaires douanières	Pourcentage	100	100	100	100
116-8-3	Nombre de bureaux des douanes et de services centraux utilisant SYDONIA WORLD 116-8-3-1 Multiplier les bureaux utilisant SYDONIA WORLD	Nombre	17	17	24	24
116-8-4	Nombre de modules TRADENET exploités par l'Administration des douanes 116-8-4-1 Renforcer l'exploitation de modules TRADENET au niveau des bureaux de douanes	Nombre	15	15	17	17

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>116</b>	<b>Douanes</b>					
<b>116-9</b>	<b>Faire de la Douane une administration protectrice du patrimoine naturel et des citoyens, mettre en pratique une meilleure gestion de risques, optimiser le traitement des dossiers contentieux et lutter efficacement contre les importations illicites/illégal</b>					
116-9-1	Taux de suspicion de fraudes confirmé sur les BSC ciblés, ayant fait l'objet des messages de risque (ciblage) et des consignes de dédouanement (selectivité) pour le bureau Tamatave-Port	Pourcentage	10	10	12.5	15
116-9-1-1	Emettre des messages sur les BSC ciblés et mettre à jour les critères de selectivité					
116-9-2	Taux de réalisation (droits et taxes constatés) par rapport aux prévisions des recettes	Pourcentage	1.5	1.5	2	2
116-9-2-1	Constater des infractions en post dédouanement par des procès verbaux					
116-9-3	Taux de recouvrement des droits et taxes et des amendes nés des infractions douanières constatées par le SLF et le SSLC (pour les dossiers traités par voie transactionnelle et après décision prononcée par l'autorité compétente)	Pourcentage	80	80	80	85
116-9-3-1	Procéder au recouvrement des droits et taxes et amendes prononcées					
<b>116-A</b>	<b>Faire des Ressources Humaines les facteurs clés du succès de la Douane, améliorer l'environnement professionnel et social des Agents de douanes</b>					
116-A-1	Nombre de cours de formation continue	Nombre	20	20	20	20
116-A-1-1	Organiser des cours de formation continue pour les agents de douanes					
116-A-2	Nombre de nouveaux agents admis à l'ENSD	Nombre	280	280	8	8
116-A-2-1	Organiser les concours d'entrée à l'ENSD					
116-A-3	Nombre de manifestations à caractères professionnels	Nombre	5	5	5	5
116-A-3-1	Organiser des journées de rencontres et/ou de conférences					
116-A-4	Traitements automatisés des dossiers des agents de douanes	Pourcentage	100	100	100	100
116-A-4-1	Gérer la base de données des agents de douanes					
<b>117</b>	<b>Trésor</b>					
<b>117-1</b>	<b>Assurer la sécurisation des fonds, titres et valeurs publics</b>					
117-1-1	Taux de prévalence des détournements de deniers publics maîtrisé à moins de 3%	%	3	0	0	0
117-1-1-1	Réaliser des contrôles récurrents des TG/TP/PP/ACD					
117-1-2	Niveau d'extension des champs d'action aux entités non encore contrôlés (EP et régisseurs)	%	45	0	0	0
117-1-2-1	Poursuivre le contrôle des établissements publics et des régisseurs					
117-1-3	Nombre de projets sur financement extérieur suivi	Nombre	35	0	0	0
117-1-3-1	Assurer le suivi - évaluation et contrôle des projets (financier)					
117-1-4	Taux de suivi des dossiers juridiques et contentieux	%	100	0	0	0
117-1-4-1	Traiter et suivre les dossiers juridiques et contentieux de la Direction Générale du Trésor					
117-1-5	Taux de régularisation des situations des terrains du Trésor	%	100	0	0	0
117-1-5-1	Demander l'acquisition des terrains pour le Trésor Public					
117-1-5-2	Executer la mutation des terrains au nom du Trésor Public					
117-1-6	Taux d'apparition des malversations	%	4	0	0	0
117-1-6-1	Evaluer les risques d'apparition des malversations					
117-1-6-2	Mettre en place des hologrammes sur les valeurs et titres de paiement					
117-1-6-3	Poursuivre les négociations en vue de la mise en place du mobile banking					
117-1-7	Taux de centralisation des titres	%	100	0	0	0
117-1-7-1	Centraliser les éléments à payer					
117-1-8	Niveau de sécurisation des sites de conservation et des mouvements des fonds publics	%	100	0	0	0
117-1-8-1	Mettre en place des postes de garde auprès des postes comptables					
117-1-8-2	Payer les membres des forces de l'ordre assurant la garde des postes comptables					
117-1-8-3	Suivre régulièrement l'effectivité des gardes et des paiements					
117-1-8-4	Etudier et mettre en place un système d'approvisionnement groupé et/ou externalisé					
117-1-8-5	Procéder à la Passation de service auprès des TG/TP					
117-1-8-6	Procéder à la Passation de service auprès des ACPDC					
117-1-8-7	Déterminer du mécanisme de fonctionnement du CUT (périmètre, processus, consolidation des informations )					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités Type LFI 2017 LFR 2017 2018 2019

## 21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

### 220 FINANCES ET BUDGET

#### 117 Trésor

117-1-8-8	Adopter un projet de convention entre le MFB et la BCM fixant les modalités de fonctionnement et de gestion du CUT				
117-1-8-9	Mettre en place un cadre juridique				
117-1-8-A	Mettre en place un système informatisé de gestion de la base de données: - constitution d'une base unique et uniformisée ; - mise à jour automatique et en temps réel des informations sur les entités publiques				
117-1-8-B	Former le personnel de la DGT pour la mise en oeuvre des nouvelles procédures relatives au CUT sur la base de documents et manuels formalisés				
117-1-8-C	Prendre des mesures d'accompagnement : mise en place de logiciel de gestion et de suivi du CUT, déploiement hors Tana du système de télé-compensation et réorganisation de la gestion de la trésorerie				
<b>117-1-9</b>	<b>Niveau d'extension de la couverture des Ministères</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>70</b>
117-1-9-1	Mettre en place des Trésoreries Ministérielles				
117-1-9-2	Informers les usagers de la création des Trésoreries Ministérielles par les moyens médias et hors médias				
<b>117-1-A</b>	<b>Niveau d'extension de la couverture des communes</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
117-1-A-1	Poursuivre la couverture des Communes et/ou la mise en place de Trésorerie Communale				
117-1-A-2	Assister les Communes Rurales de 2ème catégorie				
117-1-A-3	Informers les usagers de la création des Trésoreries Intercommunales par les moyens médias et hors médias				
<b>117-1-B</b>	<b>Pourcentage des agents du Trésor de corps spécifique</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>31.03999</b>	<b>31.04</b>	<b>32.71000</b>
117-1-B-1	Organiser les concours en partenariat avec IMATEP				
117-1-B-2	Communiquer les conditions et les modalités de recrutement au public				
117-1-B-3	Former les nouveaux admis				
117-1-B-4	Formaliser le recrutement des nouveaux agents				
<b>117-1-C</b>	<b>Pourcentage des Postes Comptables conformes aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>75.2</b>	<b>75.2</b>	<b>81.8</b>
117-1-C-1	Identifier les Postes Comptables et les travaux à effectuer				
117-1-C-2	Réaliser les travaux de réhabilitation des locaux des Postes Comptables				
117-1-C-3	Réaliser les travaux de construction de Postes Comptables				
117-1-C-4	Régulariser les situations juridiques des terrains du trésor				
117-1-C-5	Mettre en place des gardes permanentes des Postes Comptables				
<b>117-1-D</b>	<b>Part des dépenses dont paiement dématérialisé</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>50</b>
117-1-D-1	Etudier et analyser les différentes options de dématérialisation du paiement des soldes et pensions				
117-1-D-2	Mettre en place la télécompensation auprès des 5 ex-chef- lieu de Faritany				
117-1-D-3	Dématérialiser le paiement des pensions et soldes				
117-1-D-4	Prendre un Arrêté portant révision à la baisse du seuil des dépenses payables à la caisse				
117-1-D-5	Elaborer et réaliser le plan de communication dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation des moyens de paiement				

#### 117-4 Modernisation et mise aux normes internationales des métiers du Trésor Publics -

<b>117-4-8</b>	<b>Taux d'amélioration du rapatriement des devisées nées des exportations</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>00</b>
117-4-8-1	Relancer par courrier/mail les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement				
117-4-8-2	Contrôler sur terrain les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement				
117-4-8-3	Contrôler les fichiers électroniques relatifs aux opérations d'exportation envoyés par les banques				

#### 117-5 Bonne gouvernance et retour à l'orthodoxie financière -

<b>117-5-D</b>	<b>Rapport entre charges financières sur tirages et taux directeur</b>	<b>Nombre</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>00</b>
117-5-D-1	Etablir le tableau de financement de la Trésorerie de l'Etat en tenant compte du rythme des dépenses et des recettes publiques				
117-5-D-2	Analyser et prévoir les sources de financement intérieur				
117-5-D-3	Analyser l'environnement des marchés des titres (offre et demande, gestion des taux)				

#### 117-6 Renforcer la gestion financière et comptable des organismes publics -

<b>117-6-1</b>	<b>Respect des délais des rapports d'exécution budgétaire produits en cours d'année</b>	<b>Jour</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
117-6-1-1	Centraliser et consolider les informations concernant l'exécution des dépenses et des recettes de l'Etat				
117-6-1-2	Mettre à la connaissance du public les informations les concernant dans la gestion des finances publiques				
<b>117-6-2</b>	<b>Taux de recouvrement des Recettes non fiscales</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
117-6-2-1	Rendre opérationnel le Comité de Suivi des Recettes Non Fiscales				
<b>117-6-3</b>	<b>Taux de régularisation des arriérés de paiement</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
117-6-3-1	Apurer les arriérés des dettes potentielles				

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>117</b>	<b>Trésor</b>					
<b>117-6-4</b>	<b>Niveau de prévalence des détournements du réseau comptable direct du Trésor</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
117-6-4-1	Réaliser des contrôles récurrents des TG/TP/PP/ACD					
<b>117-6-5</b>	<b>Niveau d'extension du champ de contrôle aux Etablissements Publics et Régies non encore contrôlés</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>55</b>	<b>60</b>
117-6-5-1	Poursuivre le contrôle des établissements publics et des régisseurs					
<b>117-6-6</b>	<b>Respect de la législation et des dispositions réglementaires en vigueur</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
117-6-6-1	Elaborer une stratégie de la dette à moyen terme					
117-6-6-2	Procéder à la saisine du Comité Technique de la Dette pour les dossiers éligibles					
117-6-6-3	Vulgariser les lois et dispositions réglementaires en vigueur					
<b>117-6-7</b>	<b>Charges financières sur tirages</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>8.3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
117-6-7-1	Mettre à jour périodiquement le tableau de trésorerie					
<b>117-6-8</b>	<b>TMP (dette intérieure) glissante de l'année</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>8.3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
117-6-8-1	Arbitrer les coûts de financement					
<b>117-6-9</b>	<b>Taux de réalisation des activités de gestion de la dette publique</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
117-6-9-1	Payer à bonne date les échéances et régulariser les recettes sur tirages					
<b>117-6-A</b>	<b>Régularité et respect des délais pour la production de la loi de règlement</b>	<b>Années</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
117-6-A-1	Produire la loi de règlement N - 1					
117-6-A-2	Mettre à la connaissance du public les informations les concernant dans la gestion des finances publiques					
<b>117-6-B</b>	<b>Taux de régularité de la production de compte de gestion</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
117-6-B-1	Envoyer les pièces justificatives trimestrielles					
117-6-B-2	Produire les documents généraux					
117-6-B-3	Déterminer les démarches pour les rattrapages des comptes de gestion des EPN					
117-6-B-4	Produire les comptes de gestion des EPN					
<b>117-6-C</b>	<b>Ratio charge de la dette intérieure réalisée et charge de la dette prévue par LF maintenu à 1 au maximum</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
117-6-C-1	Mettre à jour Périodiquement le tableau de trésorerie					
117-6-C-2	Arbitrer les coûts de financement					
<b>117-7</b>	<b>Développer les services financiers</b>	-				
<b>117-7-1</b>	<b>Taux de pénétration des ménages</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>38.40</b>	<b>33.2</b>	<b>35.2</b>	<b>37.2</b>
117-7-1-1	Coordonner la mise en oeuvre des stratégies relatives à l'inclusion financière					
117-7-1-2	Participer à l'appui et à la consolidation du secteur					
117-7-1-3	Assurer le suivi des activités des intervenants du secteur					
117-7-1-4	Renforcer le dialogue au sein du secteur et coordonner la mise en oeuvre du plan stratégique de communication					
117-7-1-5	Fournir et analyser les informations concernant le secteur					
<b>117-7-2</b>	<b>Niveau de contrôle des compagnies d'assurance</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
117-7-2-1	Normaliser la communication des informations assurancielles par la remise des documents de contrôle					
117-7-2-2	Développer le tableau de bord de pilotage correct des contrôles des organismes d'assurance (contrôle sur pièce)					
117-7-2-3	Contrôler l'activité, la gestion, la comptabilité, les résultats et la situation patrimoniale des sociétés et des intermédiaires d'assurance (contrôle sur place)					
117-7-2-4	Assurer l'application des textes juridiques d'assurance en vigueur					
<b>117-7-3</b>	<b>Taux d'amélioration du rapatriement de devises nées des exportations</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>5</b>	<b>0.5</b>	<b>0.5</b>	<b>0.5</b>
117-7-3-1	Relancer par courrier/mail les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement					
117-7-3-2	Contrôler sur terrain les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement					
117-7-3-3	Contrôler les fichiers électroniques relatifs aux opérations d'exportation envoyés par les banques					
<b>117-7-4</b>	<b>Taux d'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
117-7-4-1	Créer une base de données pour la gestion et le suivi du portefeuille de l'Etat					
117-7-4-2	Proposer des solutions pour la sortie de crise des sociétés en difficulté					
117-7-4-3	Maintenir la part de l'Etat dans le capital social de chaque société et organisme international					
117-7-4-4	Poursuivre la mise en application des textes en vigueur					
117-7-4-5	Convoquer des assemblées générales extraordinaires pour les dossiers clôturables					
117-7-4-6	Traiter les dossiers contentieux					
117-7-4-7	Suivre et évaluer les activités de clôture du projet					
<b>129</b>	<b>Contrôle Budgetaire et Financière</b>					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>21</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET</b>					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>129</b>	<b>Contrôle Budgetaire et Financière</b>					
<b>129-1</b>	<b>Renforcer les contrôles</b>					
<b>129-1-1</b>	<b>Taux de services audités par rapport à ceux programmés</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>80</b>	<b>85</b>
129-1-1-1	Renforcer l'audit des procédures de CHED					
<b>129-1-2</b>	<b>Taux de couverture des crédits engagés par le contrôle à postériori</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>50</b>	<b>55</b>
129-1-2-1	Renforcer les contrôles des services faits					
<b>129-1-3</b>	<b>Ecart de non-conformité des actes soumis au visa</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>10</b>
129-1-3-1	Renforcer les contrôles de conformité des actes à incidence financière					
<b>129-1-4</b>	<b>Nombre de séances de formation effectuées</b>	<b>Nombre</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>16</b>
129-1-4-1	Renforcer les capacités des ordonnateurs					
<b>130</b>	<b>Gestion Financière du Personnel de l'Etat</b>					
<b>130-1</b>	<b>Améliorer le cadre organisationnel, Institutionnel et Physique</b>					
<b>130-1-1</b>	<b>Nombre de textes et/ou procédures mise à jour par métier</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
130-1-1-1	Renforcer le système d'information de la gestion des soldes et pensions: textes, procédures et système informatique					
<b>130-1-2</b>	<b>Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
130-1-2-1	Construire et/ou réhabiliter les bâtiments					
<b>130-2</b>	<b>Optimiser la gestion financière du personnel de l'Etat</b>					
<b>130-2-1</b>	<b>Montant du financement du déficit des caisses de retrait</b>	<b>Md Ar</b>	<b>230</b>	<b>250</b>	<b>200</b>	<b>150</b>
130-2-1-1	Assainir la base de données des Pensions					
130-2-1-2	Opérer à une réforme paramétrique: recul de l'age de retraite, taux de cotisation					
130-2-1-3	Mettre en place un système de suivi permettant un recouvrement plus efficace des cotisations au niveau du Budget Général, des EPN et des CTD					
<b>130-2-2</b>	<b>Nombre de Ministères ayant des répartitions d'effectifs par programme</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
130-2-2-1	Intégrer progressivement la solde dans le budget programme					
130-2-2-2	Faire évoluer le SGSP vers un système intégré de Gestion des Ressources Humaines de l'Etat					
<b>803</b>	<b>Action sociale et développement</b>					
<b>803-1</b>	<b>Améliorer les infrastructures locales et la concertation au niveau des communes</b>					
<b>803-1-1</b>	<b>Nombre de dossiers soumis (demande de financement reçu auprès des communes)</b>	<b>Nombre</b>	<b>280</b>	<b>280</b>	<b>300</b>	<b>350</b>
803-1-1-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-1-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-1-3	Transférer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'oeuvre					
<b>803-1-2</b>	<b>Proportion des dossiers soumis conformes à l'ensemble des exigences (suivant critères d'éligibilité)</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>85</b>	<b>88</b>
803-1-2-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-2-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-2-3	Transférer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'oeuvre					
<b>803-1-3</b>	<b>Proportion des dossiers soumis conformes acceptés par les bailleurs de fonds (Identification, Etude de préféabilité)</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>52</b>	<b>64</b>
803-1-3-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-3-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-3-3	Transférer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'oeuvre					
<b>803-1-4</b>	<b>Proportion des dossiers acceptés réalisés avec succès</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>52</b>	<b>64</b>
803-1-4-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-4-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-4-3	Transférer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'oeuvre					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET					
<b>220</b>	<b>FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>803</b>	<b>Action sociale et développement</b>					
<b>803-2</b>	<b>Initier des projets à haute intensité de main-d'oeuvre en partenariat - avec l'Etat et l'Eglise</b>					
<b>803-2-1</b>	<b>Nombre d'homme jours rémunérés par an</b>	<b>Nombre</b>	<b>129720</b>	<b>129720</b>	<b>186437</b>	<b>186437</b>
803-2-1-1	Sélectionner et prioriser les maîtrises d'oeuvres des projets					
<b>803-2-2</b>	<b>Nombre de bâtiments construits ou réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
803-2-2-1	Renforcer les maîtrises d'oeuvres des projets					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>25</b>	<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN</b>					
<b>290</b>	<b>PILOTAGE DE L'ECONOMIE</b>					
<b>014</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>014-1</b>	<b><u>Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Ministère de l'Economie et de la Planification en vue de réalisation de sa mission</u></b>					
<b>014-1-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	%	<b>50</b>	<b>90</b>	<b>75</b>	<b>96</b>
014-1-1-1	Mettre les informations sur les finances publiques en ligne pour assurer la transparence et la responsabilité					
014-1-1-3	Taux d'exécution budgétaire					
<b>014-2</b>	<b><u>Renforcer les capacités opérationnelles, techniques et institutionnelles</u></b>					
<b>014-2-1</b>	<b>Nombre d'agents formés</b>	Nombre	<b>50</b>	<b>220</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
014-2-1-1	Organiser des formations locales en faveur des agents du MEP					
<b>014-2-2</b>	<b>Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités</b>	Nombre	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>10</b>
014-2-2-1	Construire et réhabiliter des bâtiments du MEP					
<b>014-3</b>	<b><u>Renforcer les capacités managériales, techniques et matérielles des responsables et des structures de gestion des ressources humaines et Ministères à tous les niveaux</u></b>					
<b>014-3-1</b>	<b>Nombre de dossiers traités</b>	Nombre	<b>50</b>	<b>600</b>	<b>60</b>	<b>50</b>
014-3-1-1	Traiter les dossiers du personnel du MEP					
<b>014-3-2</b>	<b>Système de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences opérationnel</b>	Taux (%)	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>60</b>	<b>100</b>
014-3-2-1	Moderniser et rendre performant le système de gestion des ressources humaines					
<b>014-4</b>	<b><u>Assurer l'encadrement juridique des activités du MEP</u></b>					
<b>014-4-1</b>	<b>Nombre de textes législatifs et réglementaires traités</b>	Nombre	<b>15</b>	<b>50</b>	<b>15</b>	<b>10</b>
014-4-1-1	Traiter des textes législatifs et réglementaires					
<b>604</b>	<b>Economie</b>					
<b>604-1</b>	<b><u>Assurer l'efficacité de l'intervention de l'Etat en générale et du MEP en particulier dans la redistribution des fruits et retombées de l'intervention sur le plan spatial et au niveau des ménages.</u></b>					
<b>604-1-1</b>	<b>Taux de croissance économique</b>	%	<b>3</b>	<b>4.5</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
604-1-1-1	Développer les outils d'analyse et des modèles de prévision macroéconomique et sectorielle					
<b>604-1-2</b>	<b>Nombre d'outils d'information, de sensibilisation et d'aide à la décision publiés</b>	Nombre	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
604-1-2-1	Publier des outils d'information, de sensibilisation et d'aide à la décision (par la mise en oeuvre du Système National Intégré de Suivi Evaluation) et de coordination des aides extérieures, à tous les niveaux, central et régional					
<b>604-2</b>	<b><u>Disposer de données et d'informations à jour et fiables sur la situation et l'évolution de l'économie</u></b>					
<b>604-2-1</b>	<b>Nombre de Notes de conjoncture économique disponibles</b>	Nombre	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
604-2-1-1	Etablir le diagnostic conjoncturel et prévisions infra-annuelles des principaux indicateurs de l'activité économique					
<b>604-2-2</b>	<b>Nombre de documents d'analyse et de suivi économique disponibles</b>	Nombre	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
604-2-2-1	Elaborer le Rapport Economique et Financier					
<b>604-2-3</b>	<b>Nombre de documents de résultats d'enquêtes économiques et sociaux disponibles</b>	Nombre	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
604-2-3-1	Fournir des informations annuelles sur la situation de l'évolution de l'économie dans les différents secteurs					
<b>604-2-4</b>	<b>Nombre de Notes de Politiques Economiques disponibles</b>	Nombre	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
604-2-4-1	Produire des notes de politiques économiques ou Policy Briefs					
<b>604-3</b>	<b><u>Coordonner les coopérations extérieures</u></b>					
<b>604-3-1</b>	<b>Document de la Politique Nationale sur la coopération extérieure à Madagascar disponible</b>	Nombre	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
604-3-1-1	Mettre en place une politique nationale sur la coopération extérieure à Madagascar					
<b>604-3-2</b>	<b>Processus de formulation et d'alignement des politiques et stratégies d'interventions des partenaires au développement au Plan National de Développement du Pays élaboré et mis en oeuvre</b>	Pourcentage	<b>25</b>	<b>100</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
604-3-2-1	Contribuer au pilotage du processus de formulation et d'alignement des politiques et stratégies d'interventions des partenaires au développement au Plan National de Développement du Pays					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>25</b>	<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN</b>					
<b>290</b>	<b><u>PILOTAGE DE L'ECONOMIE</u></b>					
<b>612</b>	<b>Planification</b>					
<b>612-1</b>	<b><u>Disposer des dossiers d'éclairage de développement humain</u></b>					
<b>612-1-1</b>	<b>Dossiers d'éclairage de développement humain disponibles</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
612-1-1-1	Elaborer les documents de situation du développement humain au niveau national en cohérence avec le Plan National de Développement					
<b>612-2</b>	<b><u>Renforcer les synergies sectorielles et régionales des politiques de développement</u></b>					
<b>612-2-1</b>	<b>Nombre de Politiques sectorielles analysées et coordonnées</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>10</b>
612-2-1-1	Coordonner les politiques sectorielles entre elles et avec les Plans de Développement aux niveaux national et des Collectivités Territoriales Décentralisées					
<b>612-2-2</b>	<b>Nombre de Plans régionaux analysés et coordonnés</b>	<b>Nombre</b>	<b>12</b>	<b>22</b>	<b>18</b>	<b>22</b>
612-2-2-1	Coordonner la mise en oeuvre des Plans Régionaux de Développement avec le PND					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>32</b>	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>310</b>	<b>TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>					
<b>041</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>041-1</b>	<b>Instaurer une administration de proximité</b>					
<b>041-1-1</b>	<b>Services Régionaux du Travail et des lois sociales assurant une administration de travail de proximité efficace (SRTLS)</b>	Nombre	2	2	4	4
041-1-1-1	Prospecter et effectuer des études sur les besoins en SRTLS, en fonction du nombre de sociétés, entreprises au niveau des régions ou localités qui en sont encore depourvues					
041-1-1-2	Identifier le/les SRTLS à mettre en place					
041-1-1-3	Voir avec le DAF du Ministère les besoins en logistique (local de bureau: location ou implantation , MMB)					
041-1-1-4	Voir la composition personnel qui va servir, en fonction de l'importance de la localité, ainsi que de l'envergure des entreprises qui y sont implantées					
<b>041-1-2</b>	<b>Structures de dialogue social mis en place et opérationnelles (CNT, CRTT)</b>	%	90	90	90	90
041-1-2-1	Assurer le secrétariat technique du Conseil National du Travail (CNT)					
041-1-2-2	Dynamiser la mise en place des structures de dialogue social par le biais des séances d'information et de sensibilisation auprès des partenaires sociaux					
041-1-2-3	Appuyer techniquement les partenaires sociaux lors de la mise en place des structures de dialogue social					
041-1-2-4	Participer activement aux différents ateliers et séminaires de formation pour la promotion du tripartisme					
<b>041-1-3</b>	<b>Dossiers des bénéficiaires reçus et traités à temps</b>	%	100	100	100	100
041-1-3-1	Recevoir les dossiers de demande de distinctions honorifiques					
<b>041-1-4</b>	<b>Bénéficiaires des années précédentes décorés</b>	%	100	100	100	100
041-1-4-1	Décorer les bénéficiaires des années précédentes					
<b>804</b>	<b>Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs</b>					
<b>804-1</b>	<b>Promouvoir un travail décent par l'amélioration des conditions de travail et le rehaussement du niveau de sécurité sociale</b>					
<b>804-1-1</b>	<b>Textes en matières de SST mis à jour et vulgarisés</b>	Nombre	2	2	2	2
804-1-1-1	Elaborer et actualiser les textes en matière de SST					
804-1-1-2	Vulgariser les textes législatifs Nationaux et Internationaux en matière de SST					
804-1-1-3	Etendre les prestations fournies au niveau des SMT et CNAPS vers les travailleurs du secteur informel					
<b>804-1-2</b>	<b>Décentralisation effective du système de sécurité sociale des travailleurs</b>	Nombre	2	2	2	2
804-1-2-1	Appuyer la mise en place de SMIE dans toutes les régions					
804-1-2-2	Former les entités concernées au niveau régionale					
804-1-2-3	Organiser les campagnes de sensibilisation au niveau régional					
<b>804-1-3</b>	<b>Extension et amélioration de la SST</b>	%	45	45	55	55
804-1-3-1	Améliorer les prestations fournies					
804-1-3-2	Intensifier le contrôle au niveau des entreprises					
804-1-3-3	Traiter des doléances, des Rentes des Accidents de Travail et Maladie Professionnelle					
<b>805</b>	<b>Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux</b>					
<b>805-1</b>	<b>Assurer que les règles du marché du travail favorise la compétitivité tout en protégeant les droits fondamentaux des travailleurs</b>					
<b>805-1-1</b>	<b>Respect des obligations de Madagascar vis-à-vis de l'OIT</b>	%	100	100	100	100
805-1-1-1	Impliquer les partenaires sociaux et des institutions de l'Etat dans l'accomplissement des engagements de Madagascar vis-à-vis de l'OIT.					
805-1-1-2	Participer aux assises organisées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT)					
805-1-1-3	Appliquer effectivement les normes internationales du travail.					
<b>805-1-2</b>	<b>Etudes menées</b>	Nombre	8	8	8	8
805-1-2-1	Renforcer le dialogue social au niveau du CNT					
805-1-2-2	Amender le cadre juridique du Travail et des Lois Sociales					
<b>805-1-3</b>	<b>Travailleurs bénéficiant des activités d'éducation ouvrière de l'Institut National du Travail</b>	Nombre	400	400	400	400
805-1-3-1	Développer l'éducation ouvrière et les recherches en matière de travail					
805-1-3-2	Organiser et réaliser des ateliers de formation destinés aux organisations syndicales , aux acteurs économiques et aux entreprises					
805-1-3-3	Effectuer des études en matière de travail					
<b>805-1-4</b>	<b>Code de travail respecté au niveau central et régional</b>	%	100	100	100	100
805-1-4-1	Conseiller les usagers sur l'administration du travail					
805-1-4-2	Contrôler le respect de la législation du travail					
805-1-4-3	Dynamiser le dialogue social au niveau des entreprises régionales et nationales					
805-1-4-5	Regler des différends individuels et collectifs du travail					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>32</b>	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>310</b>	<b>TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>					
<b>812</b>	<b>Intensification de lutte contre le travail des enfants</b>					
<b>812-1</b>	<b>Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables</b>					
<b>812-1-1</b>	<b>Opérationnalité des structures de coordination de la lutte contre le travail des enfants et mise en oeuvre des mesures de protection des enfants travailleurs</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
812-1-1-1	Organiser des ateliers de formation à l'endroit des acteurs dans la lutte contre le travail des enfants					
812-1-1-2	Sensibiliser le grand public sur les textes juridiques existants sur le travail des enfants et les méfaits du travail des enfants					
812-1-1-3	Renforcer les structures de contrôle en matière de lutte contre le travail des enfants					
812-1-1-4	Réaliser des études sur le travail des enfants					
<b>824</b>	<b>Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail</b>					
<b>824-1</b>	<b>Promouvoir le travail décent</b>					
<b>824-1-1</b>	<b>Travailleurs recensés bénéficiant les mesures de travail décent</b>		<b>65</b>	<b>65</b>	<b>90</b>	<b>90</b>
824-1-1-1	Faciliter l'accès des travailleurs au travail décent					
824-1-1-2	Assurer le suivi et évaluation des travailleurs exerçant un travail décent					
824-1-1-3	Faciliter l'accès des travailleurs à l'approche HIMO structurée					
824-1-1-4	Collaborer avec les autres institutions pour mettre en place un environnement favorable à la formalisation de l'économie informelle					
824-1-1-5	Identifier les travailleurs faisant l'objet de la FPC, les Centres de Formation professionnelle Continue aux niveaux central et régional ainsi que les organismes de financement					
824-1-1-6	Organiser un atelier pour informer les entreprises et les centres de formation professionnelle continue sur les besoins de formation					
824-1-1-7	Etablir un accord de partenariat avec les organismes de financement et les centres/institution de formation professionnelle					
824-1-1-8	Concevoir des textes relatifs à la facilitation de l'accès à la formation professionnelle des travailleurs					
824-1-1-9	Vulgariser les textes relatifs à la facilitation de l'accès à la formation professionnelle des travailleurs					
<b>824-2</b>	<b>Promouvoir les travailleurs déplacés</b>					
<b>824-2-1</b>	<b>Descente effectuée et rapport des agences de placement vérifiées</b>		<b>12</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>13</b>
824-2-1-1	Renforcer le suivi et le contrôle des travailleurs migrants					
<b>824-2-3</b>	<b>Contrats de travail visés, Permis de travail délivrés</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>150</b>	<b>200</b>
824-2-3-1	Assurer la fluidité des informations sur le mouvement migratoire au travail et le marché du travail					
824-2-3-2	Etudier et traiter les dossiers pour l'octroi de visa des contrats de travail des travailleurs migrants					
<b>824-2-4</b>	<b>Nouveau système de centralisation, de traitement, d'exploitation, de publication des données statistiques liées au travail appliqué</b>		<b>40</b>	<b>40</b>	<b>80</b>	<b>90</b>
824-2-4-1	Appliquer le nouveau système de centralisation, de traitement, d'exploitation de publication des données statistiques liées au travail					
<b>824-3</b>	<b>Promouvoir le travail décent et les travailleurs déplacés</b>					
<b>824-3-1</b>	<b>Elaborer la sensibilisation des partenaires sociaux au niveau régional</b>		<b>12600</b>	<b>12600</b>	<b>12600</b>	<b>12600</b>
824-3-1-1	Viser les offres press et les offres publiques					
824-3-1-2	Viser les contrats de travail des travailleurs immigrants et nationaux					
824-3-1-3	Délivrer les attestations de chomages					
824-3-1-4	Assurer la réception des placements et mettre en relation les offres et les demandes d'emplois					
<b>824-3-2</b>	<b>Assurer la sensibilisation des partenaires sociaux au niveau régional</b>		<b>900</b>	<b>900</b>	<b>900</b>	<b>900</b>
824-3-2-1	Collecter les fiches de renseignements périodiques					
824-3-2-2	Collecter les déclarations d'ouverture et fermeture d'établissement					
<b>824-4</b>	<b>Mettre en relation le monde professionnel et le marché du travail</b>					
<b>824-4-1</b>	<b>Informations sur le MT disponible</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
824-4-1-1	Collecter les offres et demandes de Travail					
824-4-1-2	Collecter les données du MT dans les agglomérations					
824-4-1-3	Analyser et diagnostiquer la situation des personnes vulnérables sur le MT					
824-4-1-4	Collecter et analyser les forces et faiblesses du MT					
<b>824-4-2</b>	<b>SRAPR mises en place et opérationnelles</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
824-4-2-1	Identifier les secteurs prioritaires et analyser les forces et faiblesses du secteur					
824-4-2-2	Elaborer et mettre en oeuvre les stratégies des activités génératrices de revenus					
824-4-2-3	Mettre en place les structures Ressources pour l'amélioration de la Production et de revenu					
824-4-2-4	Suivre, accompagner et évaluer les SRAPR dans chaque Région					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>32</b>	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>310</b>	<b>TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>					
<b>824</b>	<b>Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail</b>					
<b>824-4-3</b>	<b>Protocole d'accord et/ou convention de partenariat signés</b>	%	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
824-4-3-1	Faciliter l'acquisition d'une Ressource Financière suffisante en vue de pérenniser les activités génératrices de revenus					
824-4-3-2	Promouvoir la formalisation des activités					
824-4-3-3	Renforcer le développement des métiers de base chez les groupes vulnérables					
<b>320</b>	<b>FONCTION PUBLIQUE</b>					
<b>015</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>015-1</b>	<b>Instaurer une Administration efficace et harmonieuse</b>					
<b>015-1-1</b>	<b>Bâtiments construits et/ou réhabilités</b>	Nombre	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
015-1-1-1	Sensibiliser la proximité					
015-1-1-2	Réhabiliter les anciens bâtiments					
<b>015-1-2</b>	<b>Matériels informatiques acquis</b>	Nombre	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
015-1-2-1	Acquérir des matériels informatiques					
<b>015-1-3</b>	<b>Matériels et mobiliers de bureau acquis</b>	Nombre	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
015-1-3-1	Acquérir des matériels et mobiliers de bureau					
<b>015-1-4</b>	<b>Gestion du patrimoine du Ministère optimisée</b>	%	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
015-1-4-1	Inventorier et coder les matériels et mobiliers de bureau					
<b>015-1-5</b>	<b>Avantages sociaux octroyés aux agents</b>	Nombre	<b>180</b>	<b>180</b>	<b>190</b>	<b>190</b>
015-1-5-1	Rembourser les frais médicaux et les dépenses occasionnées par les affectations et les retraites					
<b>015-1-6</b>	<b>Matériels roulants acquis</b>	Nombre	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
015-1-6-1	Acquérir des matériels roulants					
<b>015-1-7</b>	<b>Ateliers de formation du système d'information et du suivi-évaluation organisé et exécuté</b>	Nombre	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
015-1-7-1	Organiser et exécuter des ateliers de formation et rendre opérationnel le dispositif de suivi-évaluation et du système d'information					
015-1-7-2	Doter des flottes téléphoniques aux agents du MFPRATLS opérant dans le système de planification et d'information					
<b>015-1-8</b>	<b>Textes élaborés et mis à jour</b>	Nombre	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
015-1-8-1	Concevoir les projets et des mis à jour de textes législatifs et réglementaires relatifs à la fonction publique en fonction des évolutions des réalités et des besoins des services publics.					
015-1-8-2	Appuyer les autres directions, autres départements ministériels ou institutionnels en matière d'adoption de textes législatifs et réglementaires					
015-1-8-3	Vulgariser les textes législatifs et réglementaires en vigueur					
<b>015-1-9</b>	<b>Etudes menées</b>	Nombre	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
015-1-9-1	Mener des études et recherche concernant l'ensemble des Ministères en fonction des évolutions de réalités et besoins des services publics					
015-1-9-2	Appuyer les autres directions et autres départements ministériels ou institutionnels dans la conception et validation des études et projets intéressant la Fonction Publique, Le Travail et des Lois Sociales					
<b>015-1-A</b>	<b>Usagers servis et conseillés en matière de documentation sur la FOP et le Travail</b>	%	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
015-1-A-1	Mettre en oeuvre les meilleures techniques d'archivage des documents disponible					
015-1-A-2	Servir le personnel et les usagers en matière de documentation auprès du MFPTLS					
015-1-A-3	Mener convenablement des procédures de passation des marchés publics					
<b>015-1-B</b>	<b>Informatisation et modernisation des matériels informatiques mise en place et opérationnelle</b>	Nombre	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
015-1-B-1	Appuyer les différentes directions sur la mise en place d'un système d'information					
015-1-B-2	Mettre en place et mettre à jour d'un nouveau site web					
<b>015-1-C</b>	<b>Mise en réseau et formation en NTIC effectuée</b>	Nombre	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
015-1-C-1	Assurer la maintenance des parcs informatiques centraux et régionaux					
015-1-C-2	Former les techniciens et les utilisateurs					
015-1-C-3	Normaliser les infrastructures réseau du Ministère					
<b>015-1-D</b>	<b>Outils de communication à moderniser</b>	%	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
015-1-D-1	Acquérir des outils de communication					
015-1-D-2	Mettre à disposition du grand public des lignes téléphoniques					
015-1-D-3	Assurer toutes couvertures médiatiques du Ministère					
<b>015-1-E</b>	<b>Coordination des activités des services régionaux assurée</b>	%	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
015-1-E-1	Harmoniser et coordonner les activités des services régionaux					
<b>015-1-F</b>	<b>Marché approuvée conformément à la loi 2004-009 au code des Marchés Publics</b>	Taux (%)	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
015-1-F-1	Mener convenablement des procédures de passation des Marchés Publics					
<b>118</b>	<b>Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat</b>					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>32</b>	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>320</b>	<b>FONCTION PUBLIQUE</b>					
<b>118</b>	<b>Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat</b>					
<b>118-1</b>	<b>Renforcer les prestations des services publics</b>					
<b>118-1-1</b>	<b>Valorisation des titres assurée</b>	%	100	100	100	100
118-1-1-1	Délivrer des extraits nominatifs de l'arrêté d'équivalence administratif					
118-1-1-2	Mettre à jour les bases de données concernant les arrêtés d'équivalences, les établissements de formations ainsi que les diplômes reconnus par le MFPTLS					
118-1-1-3	Etablir des relations étroites avec les établissements de formations (privés et publics)					
118-1-1-4	Assurer la réunion périodique de la CNEAT en vue de traiter les demandes d'arrêtés d'équivalences administratifs					
118-1-1-5	Assurer la réunion périodique de la CAS en vue de traiter les demandes de bonification pour la formation ou stage des Agents de l'Etat					
<b>118-1-2</b>	<b>Concours administratif cadré et mis en place d'un système plus performant</b>	%	100	100	100	100
118-1-2-1	Organiser des réunions de validation des projets de textes concernant l'organisation des concours administratifs					
118-1-2-2	Approprier les nouvelles techniques régissant les concours à travers les encadrements techniques dirigés par les techniciens de la DFPPE					
118-1-2-3	Assurer le contrôle effectif et suivi des concours administratifs dès la rédaction des projets d'arrêté jusqu'à la délibération					
118-1-2-4	Assurer le développement d'un système garantissant l'indépendance des acteurs en matière des concours administratifs à travers la mise en place d'un pool d'appui à l'organisation des concours					
<b>118-1-3</b>	<b>La gestion de carrière des agents de l'Etat modernisée</b>	%	10	10	30	50
118-1-3-1	Equiper les services opérationnels avec des moyens matériels adéquats ;					
118-1-3-2	Traiter systématiquement et correctement les dossiers administratifs des Agents de l'Etat ;					
118-1-3-3	Mettre à jour régulièrement les normes régissant la gestion administrative des Agents de l'Etat					
118-1-3-4	Mettre en place et opérationnaliser le Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines de l'Etat (SIGRHE)					
118-1-3-5	Mettre en place la gestion informatique des dossiers des agents de l'Etat et la base de données					
<b>118-1-4</b>	<b>Coordination des actions relatives à la gestion des ressources humaines de l'Etat assurée</b>	%	100	100	100	100
118-1-4-1	Tenir systématiquement la conférence des gestionnaires des Ressources humaines					
118-1-4-2	Instituer et opérationnaliser les CAP(s) centraux et régionaux					
118-1-4-3	Effectuer des campagnes de traitement délocalisés des dossiers en instance des agents de l'Etat dans les Régions selon les besoins;					
118-1-4-4	Former les responsables régionaux de la gestion administrative des carrières des Ressources humaines de l'Etat					
118-1-4-5	Mettre en place un cadre juridique régissant la mise en oeuvre effective du logiciel GPEEC renfermant les outils de gestion des ressources humaines de l'Etat					
118-1-4-6	Alimenter et mettre à jour systématiquement les données relatives aux Agent de l'Etat au moyen du logiciel de GPEEC					
118-1-4-7	Sensibiliser et former les responsables des ressources humaines des Ministères et Institutions au niveau central et régional sur le système de GPEEC et sur l'utilisation du logiciel de GEPEEC renfermant les outils de gestion des ressources humaines de l'					
118-1-4-8	Elaborer le modèle de "Plan GPEEC" pour la Fonction Publique					
118-1-4-9	Organiser un atelier de travail pour la validation du "Plan de GPEEC" par l'ensemble des Ministères et Institutions					
118-1-4-A	Acquérir des matériels techniques et informatiques pour les responsables des ressources humaines auprès du Ministère chargé de la Fonction Publique au niveau central et au niveau régional pour la mise en oeuvre de la GPEEC					
<b>118-1-6</b>	<b>Code de conduite distribué et approprié</b>	Nombre	15000	15000	30000	30000
118-1-6-1	Distribuer et vulgariser le code					
118-1-6-2	Faire approprier le code par les agents de l'Etat					
<b>118-1-7</b>	<b>Agents jugés et sanctionnés suite à l'application des textes réglementaires</b>	Nombre	120	120	120	120
118-1-7-1	Etablir des décisions					
118-1-7-2	Tenir des audiences du CODIS					
118-1-7-3	Traiter les dossiers contentieux relatifs aux affaires disciplinaires					
<b>118-1-8</b>	<b>Nouveau système d'évaluation élaboré</b>	%	100	100	100	100
118-1-8-1	Etudier et élaborer un projet de texte sur le NSE basé sur la performance					
118-1-8-2	Proposer pour adoption au niveau CSFOP					
118-1-8-3	Présenter au conseil du Gouvernement pour adoption					
<b>118-1-9</b>	<b>Activer le traitement des dossiers des dits agents de l'Etat</b>	%	100	100	100	100
118-1-9-1	Traiter les dossiers (av.d'échelon, avancement de classe, reclassement indiciaire, majoration d'indice) des agents de l'Etat					
118-1-9-2	Echanger des expériences entre les responsables du personnel des diverses directions Régionales ( par voie de mission de services					
<b>118-1-A</b>	<b>Formation des hauts fonctionnaires de l'Etat par la formation initiale et continue renforcé</b>	%	100	100	160	160
118-1-A-1	Développer un système de formation à distance					
118-1-A-2	Mettre en place d'un centre de documentation ( local et virtuel)					
118-1-A-3	Renforcer les programmes de formation initiale et continues					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>32</b>	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>320</b>	<b>FONCTION PUBLIQUE</b>					
<b>118</b>	<b>Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat</b>					
118-1-A-4	Octroyer des bourses d'études aux divers responsables de l'Administration					
<b>118-1-B</b>	<b>Environnement social et relationnel des élèves et les % personnels de l'ENAM amélioré</b>		<b>40</b>	<b>40</b>	<b>160</b>	<b>160</b>
118-1-B-1	Aménager les équipements de l'ENAM					
118-1-B-2	Equiper les salles de classe et les bâtiments de l'ENAM					
118-1-B-3	Mettre en place une cantine scolaire répondant aux normes des grandes écoles					
<b>118-2</b>	<b>Instaurer dans la fonction publique malgache l'assise durable du système d'adéquation formation- emploi pour la pertinence et le développement des compétences réelles des Agents de l'Etat</b>					
<b>118-2-1</b>	<b>Etablissements nationaux de formation appliquant le % système de l'adéquation formation-emploi</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
118-2-1-1	Créer et opérationnaliser les structures de gestion des Agents de l'Etat					
118-2-1-2	Organiser des ateliers de confection du répertoire interministériel des métiers de l'Etat					
118-2-1-3	Organiser des ateliers et séminaires pour la mise en place du système d'adéquation formation-emploi					
118-2-1-4	Faire un Etat des lieux des types de formation ou enseignement au niveau des différents établissements de formation					
118-2-1-5	Suivre et évaluer la mise en place du nouveau système					
<b>118-3</b>	<b>Améliorer l'accessibilité des usagers aux services publics du Ministère au niveau central et régional</b>					
<b>118-3-1</b>	<b>Taux de satisfaction des usagers rehaussé %</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
118-3-1-1	Faciliter l'accessibilité des usagers aux informations relatives aux services rendus par le ministère					
118-3-1-2	Renforcer la communication sur les actions de modernisation entreprises par le Ministère					
118-3-1-3	Moderniser le service public à travers la simplification des procédures et l'amélioration de l'accueil physique					
<b>128</b>	<b>Réforme de l'Administration</b>					
<b>128-1</b>	<b>Mettre en oeuvre la politique du gouvernement en matière de réforme de l'administration</b>					
<b>128-1-1</b>	<b>Comité de pilotage, comité technique et cellule technique opérationnel (task force)</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
128-1-1-1	Améliorer la coordination du travail Gouvernemental pour la réforme de l'Administration					
<b>128-1-2</b>	<b>Agents de l'Etat formés en matière de management du changement et du pilotage des projets de réforme</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
128-1-2-1	Développer les capacités humaines en matière de management du changement et le pilotage des projets de réforme					
<b>128-1-3</b>	<b>Atelier de validation du plan GPEEC réalisé</b>	<b>%</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
128-1-3-1	Introduire les outils efficace de gestion des effectifs et de performance des agents de l'Etat					
128-1-3-2	Numériser et codifier les archives des Agents de l'Etat					
128-1-3-3	Concevoir et mettre à jour un fichier unique des agents de l'Etat					
128-1-3-4	Rendre opérationnel le Logiciel SIGRHE					
<b>128-1-4</b>	<b>Etudes réalisées sur la réforme de l'administration</b>	<b>Nombre de</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
128-1-4-1	Réaliser des études de réforme de l'Administration					
<b>128-1-5</b>	<b>Financement des projets de réforme sécurisé</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
128-1-5-1	Coordonner avec le partenariat la mise en oeuvre des projets de réforme					
<b>128-1-6</b>	<b>Agents de l'Etat et adhérent aux activités sur les projets de réforme sensibilisés</b>	<b>%</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
128-1-6-1	Concevoir et réaliser un plan de communication active sur les projets de réforme					
<b>128-1-7</b>	<b>Projets de réforme au niveau central et régional réalisés</b>	<b>%</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
128-1-7-1	Coordonner les projets de réforme au niveau central et régional					
<b>128-1-8</b>	<b>Mécanisme du contrôle de recrutement des Agents de l'Etat vulgarisé</b>	<b>%</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>65</b>
128-1-8-1	Améliorer le contrôle du recrutement des agents de l'Etat non encadré					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>34</b>	<b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE</b>					
<b>340</b>	<b>INDUSTRIE</b>					
<b>051</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>051-1</b>	<b><u>Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées en vue de réalisation de sa mission</u></b> -					
<b>051-1-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	%	<b>91</b>	<b>91</b>	<b>91</b>	<b>91</b>
051-1-1-1	Mettre en ligne les informations sur les finances publiques pour assurer la transparence et la responsabilité					
<b>051-2</b>	<b><u>Mettre en place et opérationnaliser un système de contrôle et de suivi-évaluation</u></b> -					
<b>051-2-1</b>	<b>Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis</b>	%	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
051-2-1-1	Assurer l'effectivité du suivi des activités					
<b>051-3</b>	<b><u>Assurer la gestion, le traitement et le suivi administratif des Agents</u></b> -					
<b>051-3-1</b>	<b>Taux d'application des textes législatifs et réglementaires relatifs au traitement des parcours professionnels des ressources humaines de l'Etat relevant du MIDSP</b>	%	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
051-3-1-1	Appliquer les textes législatifs et règlementaires relatifs au traitement des parcours professionnels des ressources humaines de l'Etat relevant du MIDSP					
<b>605</b>	<b>Industrie</b>					
<b>605-1</b>	<b><u>Promouvoir les PME/PMI et les coopératives</u></b> -					
<b>605-1-1</b>	<b>Nombre de PME/PMI et Coopératives renforcées</b>	Nombre	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
605-1-1-1	Développer les structures coopératives en contribuant à l'amélioration de l'existant et en promouvant la création de nouvelles entités					
<b>605-2</b>	<b><u>Appuyer la densification des industries de transformation dans le cadre du renforcement de la compétitivité des industries</u></b> -					
<b>605-2-1</b>	<b>Nombre d'unités de transformation mises en place</b>	Nombre	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
605-2-1-1	Accompagner les promoteurs des PMI dans la réalisation de leurs initiatives					
<b>605-3</b>	<b><u>Promouvoir et sécuriser l'investissement</u></b> -					
<b>605-3-1</b>	<b>Nombre d'APPI négociés</b>	Nombre	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
605-3-1-1	Développer les Accords de promotion des Investissements (APPI)					
<b>605-4</b>	<b><u>Dynamiser le secteur industrie</u></b> -					
<b>605-4-1</b>	<b>Nombre d'Attestations de destination, de certificats d'analyse, d'autorisation de réexportation et d'autorisations d'opérations délivrées</b>	Nombre	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>
605-4-1-1	Faciliter et accélérer la délivrance des différentes attestations ou autorisation nécessaires pour la dynamisation du secteur industriel					
<b>605-5</b>	<b><u>Assurer la redynamisation des Industries à participation de l'Etat</u></b> -					
<b>605-5-1</b>	<b>Nombre de sociétés d'Etat redynamisé</b>	Nombre	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
605-5-1-1	Etablir un roadmap et assurer la mise en oeuvre de redynamisation des Industries d'états					
<b>605-6</b>	<b><u>Améliorer l'environnement des affaires et concrétiser une relation étroite entre le secteur public et privé à travers la mise en oeuvre du dialogue public et privé ou DPP</u></b> -					
<b>605-6-1</b>	<b>Nombre de thèmes DPP résolus</b>	Nombre	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
605-6-1-1	Résoudre les préoccupations du secteur privé et des industriels définies à partir du DPP					
<b>605-7</b>	<b><u>Promouvoir l'industrialisation rurale des filières potentielles des régions</u></b> -					
<b>605-7-1</b>	<b>Nombre de filières de production industrielle promues</b>	Nombre	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
605-7-1-1	Elaborer et mettre en oeuvre des projets de filières de production industrielle suivant les potentialités régionales					
<b>605-8</b>	<b><u>Améliorer le cadre juridique légal et fiscal pour le développement de l'industrie et du secteur privé</u></b> -					
<b>605-8-1</b>	<b>Nombre de documents juridiques et légaux élaborés (Politique, Stratégie, code, décret, loi)</b>	Nombre	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
605-8-1-1	Elaborer les documents juridiques et légaux pour le développement du Secteur Privé et de l'Industrie					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>35</b>	<b>MINISTERE DU TOURISME</b>					
<b>350</b>	<b>TOURISME</b>					
<b>040</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>040-1</b>	<b>Améliorer la qualité des services publics</b>					
<b>040-1-1</b>	<b>Délai de traitement des dossiers administratifs</b>	<b>Heure</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>48</b>
040-1-1-1	Réduire le délai de traitement de dossier administratif					
040-1-1-2	Mettre en place des réseaux locaux au niveau central et régional					
<b>608</b>	<b>Développement du tourisme</b>					
<b>608-1</b>	<b>Valoriser le potentiel touristique</b>					
<b>608-1-1</b>	<b>Nombre de touristes visitant Madagascar</b>	<b>Nombre</b>	<b>475000</b>	<b>475000</b>	<b>570250</b>	<b>638680</b>
608-1-1-1	Renforcer le climat d'investissement pour le tourisme					
608-1-1-2	Encourager l'investissement local					
608-1-1-3	Attirer les investissements internationaux					
<b>608-1-2</b>	<b>Recettes générées par le secteur</b>	<b>Millions DTS</b>	<b>855</b>	<b>855</b>	<b>1026</b>	<b>1150</b>
608-1-2-1	Renforcer le climat d'investissement pour le tourisme					
608-1-2-2	Encourager l'investissement local					
608-1-2-3	Attirer les investissements internationaux					
<b>610</b>	<b>Développement du contrôle et du suivi touristique</b>					
<b>610-1</b>	<b>Normaliser le secteur tourisme</b>					
<b>610-1-1</b>	<b>Nombre des établissements suivis et contrôlés</b>	<b>Nombre</b>	<b>664</b>	<b>664</b>	<b>744</b>	<b>833</b>
610-1-1-1	Contrôler les établissements touristiques					
610-1-1-2	Classer les établissements touristiques					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>36</b>	<b>MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION</b>					
<b>360</b>	<b>COMMERCE</b>					
<b>037</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>037-1</b>	<b><u>Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Ministère du Commerce et de la Consommation en vue de la réalisation de sa mission</u></b>					
<b>037-1-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	%	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>98</b>	<b>99</b>
037-1-1-1	Coordonner les grandes tâches du Ministère					
037-1-1-2	Veiller au respect de la bonne gouvernance					
037-1-1-3	Optimiser les ressources					
037-1-1-4	Asseoir et développer un système d'Informations performant					
037-1-1-5	Renforcer les activités de partenariat					
<b>606</b>	<b>Commerce</b>					
<b>606-1</b>	<b><u>Renforcer la compétitivité nationale</u></b>					
<b>606-1-1</b>	<b>Nombre des textes législatifs et réglementaires relatifs au Commerce intérieur et à la qualité</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
606-1-1-1	Renforcer le dispositif juridique de la concurrence					
606-1-1-2	Assainir le commerce intérieur et intégrer le secteur informel					
606-1-1-3	Assurer la cohérence des textes réglementaires					
606-1-1-4	Assurer la cohérence des instruments régionaux aux textes légaux nationaux					
606-1-1-5	Développer la qualité des produits mis sur le marché					
606-1-1-6	Elaborer et Améliorer les normes des produits et les textes régissant la qualité					
<b>606-1-2</b>	<b>Nombre de formation suivi par les agents et/ou acteurs économiques</b>	<b>Nombre</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
606-1-2-1	Renforcer les capacités techniques des agents et/ou acteurs économiques					
606-1-2-2	Conseiller et assister les Opérateurs économiques en matière d'assurance qualité					
<b>606-2</b>	<b><u>Developper les échanges extérieurs</u></b>					
<b>606-2-2</b>	<b>Action de redynamisation des filières destinés à l'exportation</b>	<b>Nombre</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>14</b>
606-2-2-1	Identifier les produits porteurs par Région					
606-2-2-2	Organiser des ateliers pour la mise en place des groupements					
606-2-2-3	Améliorer le processus de contrôle des produits d'exportation					
<b>606-2-3</b>	<b>Actions de promotion des manifestations commerciales internationales</b>	<b>Nombre</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>45</b>
606-2-3-1	Diffuser les informations commerciales auprès des Utilisateurs					
606-2-3-2	Assister et Conseiller les Opérateurs intéressés à ladite manifestation					
<b>606-2-4</b>	<b>Nombre des réunions et/ou d'autres évènements relatives aux négociations ou aux accords commerciaux</b>	<b>Nombre</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>30</b>
606-2-4-1	Promouvoir et développer les échanges extérieurs					
606-2-4-2	Poursuivre le processus d'intégration économique					
606-2-4-3	Exploiter les opportunités offerts par notre adhésion aux différentes organisations et organismes bilatéraux, régionaux et multilatéraux					
606-2-4-4	Engager les négociations sur l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS)					
606-2-4-5	Sensibiliser les Entreprises sur le Commerce Equitable et Solidaire, et sur la Responsabilisation Sociétale et Environnementale					
<b>613</b>	<b>Consommation</b>					
<b>613-1</b>	<b><u>Assurer la protection économique et la sécurité des consommateurs</u></b>					
<b>613-1-1</b>	<b>Nombre des textes législatifs et réglementaires relatifs à la consommation adoptés</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
613-1-1-1	Garantir la loyauté des pratiques commerciales pour favoriser la confiance des consommateurs dans l'acte d'achat					
613-1-1-2	Garantir la sécurité physique et la santé des consommateurs dans les domaines se rapportant aux produits alimentaires et non alimentaires, aux stades de la production, de l'importation et de la distribution.					
<b>613-1-2</b>	<b>Nombre des formations et/ou séances d'informations des acteurs concernés; nombre des dossiers traités en matière de doléance et/ou nombre des opérateurs économiques contrôlés</b>	<b>Nombre</b>	<b>1500</b>	<b>1500</b>	<b>1500</b>	<b>1700</b>
613-1-2-1	Veiller à ce que les consommateurs disposent d'une information claire et loyale sur les produits et services offerts (étiquetage, composition, dénomination des marchandises)					
613-1-2-2	Contrôler la bonne utilisation des signes d'identification de la qualité et de l'origine et la loyauté des mentions valorisantes et allégations.					
613-1-2-3	Vérifier le respect des règles d'hygiène et de la conservation des aliments lors de la fabrication et de la mise sur le marché des produits					
613-1-2-4	Vérifier la conformité des produits non alimentaires					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
36	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION					
<b>360</b>	<b>COMMERCE</b>					
<b>613</b>	<b>Consommation</b>					
613-1-3	Action de renovation des infrastructures, des matériels et équipements techniques des Services laboratoires et ceux de la Métrologie Légale	Lot	12	12	15	17
613-1-3-1	Equiper les laboratoires en matériels et équipement techniques adéquats					
613-1-3-2	Doter les services excentriques de la Métrologie Légale en matières des équipements techniques					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>37</b>	<b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>					
<b>100</b>	<b>RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>					
<b>821</b>	<b>Coordination des relations avec les Institutions</b>					
<b>821-1</b>	<b>Harmoniser les Relations du Parlement avec les autres Institutions - de la République</b>					
<b>821-1-1</b>	<b>Degré de satisfaction des deux parties</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
821-1-1-1	Servir de courroie de transmission entre le gouvernement et le Parlement					
821-1-1-2	Représenter le Gouvernement au sein des réunions des bureaux permanents parlementaires et des sessions plénières de validation de l'ordre de jour					
821-1-1-3	Faciliter et/ou coordonner les échanges interinstitutionnels interactifs entre le parlement et les autres Institutions publiques					
821-1-1-4	Contribuer aux processus de mise à jour des textes législatifs et réglementaires du pays et en assurer la traçabilité lors de leur élaboration, adoption et promulgation					
821-1-1-5	Assurer la gestion des bases de données sur les projets et propositions de lois traités au niveau des parlements					
<b>821-2</b>	<b>Harmoniser les Relations des Organes Exécutifs avec les Institutions de la République</b>					
<b>821-2-1</b>	<b>Degré de satisfaction des parties prenantes</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
821-2-1-1	Faciliter et/ou coordonner les échanges interactifs entre les Organes Exécutifs et les institutions de la République					
821-2-1-2	Faire une intermédiation entre les organes exécutifs et les Institutions Publiques en cas de non respect de droit ou conflits interinstitutionnel					
821-2-1-3	Evaluer les initiatives nationales en matière de bonne gouvernance, intégrité, éthique de pouvoir, le respect de la démocratie					
821-2-1-4	Organiser des échanges et des rencontres interinstitutionnelles pour l'élaboration et le suivi du calendrier national de revue de textes de lois (agenda législatif du gouvernement)					
821-2-1-5	Gérer les bases de données juridiques relatives à la vie publique, la démocratie et la bonne gouvernance ainsi que sur les textes sur les institutions émergentes					
<b>821-3</b>	<b>Promouvoir des Institutions Emergentes et en assurer leurs relations avec les Institutions de la République</b>					
<b>821-3-1</b>	<b>Degré de satisfaction des parties prenantes</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
821-3-1-1	Etablir des accords de coopérations dans le cadre de l'opérationnalisation des Institutions émergentes nouvellement créées (HCDDDED, CESC, HCJ, HCDN) et celles déjà en exercice (HCC, FFM, CENI...)					
821-3-1-2	Faciliter et/ou coordonner les échanges interactifs entre les Institutions émergentes et les autres Organes de l'Etat					
821-3-1-3	Servir de courroie de transmission entre la population et les Institutions émergentes via le comité local mixte interinstitutionnel chargé d'observation de la vie publique en matière de respect de droit et d'éthique de pouvoir					
821-3-1-4	Mener des actions d'intermédiation entre les Institutions de la République en cas de non respect de droit ou conflits interinstitutionnel					
821-3-1-5	Gérer l'ensemble des bases de données juridiques à mettre à la disposition des Institutions émergentes et les Organes de l'Etat et susciter la pratique effective de la Démocratie et l'Etat de droit ainsi que la bonne gouvernance au sein des Institutions p					
821-3-1-6	Réaliser des ateliers et séminaires d'animation et de dynamisation des acteurs étatiques, des partis politiques					
<b>822</b>	<b>Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne</b>					
<b>822-1</b>	<b>Coordonner les initiatives des Organisations de la Société Civile</b>					
<b>822-1-1</b>	<b>OSC réorganisées selon leur identité, mission et localité d'intervention</b>	<b>Nombre</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>600</b>	<b>800</b>
822-1-1-1	Faire un état de lieu et le mapping de la société civile au niveau des 22 régions et mettre à jour les bases de données y afférentes					
822-1-1-2	Appuyer les OSC dans la mise en place, l'application et à la vulgarisation des cadres commun et juridiques facilitant ses interventions					
822-1-1-3	Mettre en place et opérationnaliser un système d'information et de communication en ligne de la société civile					
<b>822-2</b>	<b>Veiller à la promotion de l'effectivité de l'Etat de droit, de la Bonne Gouvernance et de la Démocratie par le biais de la société civile</b>					
<b>822-2-1</b>	<b>Cellule locale d'observation de la vie publique opérationnelle</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
822-2-1-1	Appuyer la mise en oeuvre d'un mécanisme d'observation de la vie publique					
822-2-1-2	Réaliser des ateliers et séminaires d'animation et de dynamisation sur l'organisation et technique des OSC en matière de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit et de la démocratie					
822-2-1-3	Contribuer à la mise en place et au renforcement des espaces de dialogues des OSC au niveau régional					
822-2-1-4	Mener des actions d'intermédiation entre les pouvoirs publics et les OSC					
<b>822-3</b>	<b>Créer une dynamique de partenariat public-privé</b>					
<b>822-3-1</b>	<b>Accord de partenariat public-privé établi</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
822-3-1-1	Mobiliser des partenaires pour l'amélioration de la qualité des services rendus au public					
822-3-1-2	Contribuer à la mise en place et/ou l'amélioration d'un système d'information et de communication pérenne et efficace entre les Entités Non Etatiques et le grand public					
822-3-1-3	Suivre les engagements pris par les partenaires au bénéfice du public					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>37</b>	<b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>					
<b>100</b>	<b>RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>					
<b>822</b>	<b>Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne</b>					
<b>822-4</b>	<b>Promouvoir la Participation citoyenne au service de l'identité nationale et du Développement</b>					
<b>822-4-1</b>	<b>Degré de participation des citoyens à la vie de la nation</b>	%	90	90	90	90
822-4-1-1	Mobiliser et dynamiser les acteurs communautaires en matière de civisme et du nationalisme					
822-4-1-2	Coordonner et appuyer les initiatives locales à la préservation et à la protection des biens collectifs (mobiliers, immobiliers, matériels)					
822-4-1-3	Coordonner et faciliter les actions des différents acteurs oeuvrant dans le domaine d'éducation civique					
822-4-1-4	Mener des actions d'intermédiation entre les Institutions et les acteurs communautaires pour toute question empêchant le développement de la participation citoyenne					
822-4-1-5	Etablir la perception du public relative à l'évolution de la gouvernance des affaires publiques					
822-4-1-6	Ateliers et séminaires d'animation et de dynamisation de la population de base					
<b>822-5</b>	<b>Revaloriser et redynamiser le FIHAVANANA et la Participation citoyenne pour la solidarité nationale</b>					
<b>822-5-1</b>	<b>Nombre de structure accompagnant le processus du FIHAVANANA</b>	Nombre	70	70	75	75
822-5-1-1	Coordonner les initiatives locales liées à la prévention de crise et de résolution des conflits sociaux y compris les initiatives des AMT					
822-5-1-2	Coordonner et appuyer les différentes actions relative à la consolidation de la paix et à la gestion des conflits					
822-5-1-3	Coordonner les actions de volontariat pour le développement et de la paix					
822-5-1-4	Mettre en place un modèle systémique de gestion et de régulation du FIHAVANANA.					
822-5-1-5	Mettre en place et opérationnalisera un dispositif de suivi-évaluation-régulation des opérations de développement					
<b>822-6</b>	<b>Etablir le système de base des données</b>					
<b>822-6-1</b>	<b>Nombre des données disponibles</b>	Nombre	2	2	2	2
822-6-1-1	Collecter les bases des données des volontaires					
822-6-1-2	Etablir les bases des données des intervenants					
822-6-1-3	Mise à jour permanente des bases des données					
<b>822-7</b>	<b>Coordonner et harmoniser les actions en matière de volontariat</b>					
<b>822-7-1</b>	<b>Taux de pénétration des actions en synergie avec le développement du volontariat</b>	%	45	45	50	55
822-7-1-1	Mener des campagnes de plaidoyer au niveau des institutions ou entités					
822-7-1-2	Mobiliser et dynamiser les actions volontaires					
822-7-1-3	Mettre en place un système de suivi -évaluation en matières des actions volontaires					
<b>822-7-2</b>	<b>Mettre en réseau la coordination nationale pour la promotion du volontariat</b>	%	40	40	50	60
822-7-2-1	Visiter l'échange au niveau régional ou international					
822-7-2-2	Acquérir l'accord partenariat					
<b>822-7-3</b>	<b>Nombre de régions pour la célébration de la journée Internationale des volontaires</b>	Nombre	4	4	6	8
822-7-3-1	Organiser des ateliers de préparation nationale et régionale					
822-7-3-2	Mettre en oeuvre les actions durant la JIV					
<b>822-7-4</b>	<b>Nombre de Stratégie/programme national du volontariat élaboré</b>	Nombre	1	1	1	1
822-7-4-1	Coordonner, élaborer et orienter la mise en place de la plateforme du volontariat					
822-7-4-2	Organiser des ateliers de concertation en vue de la mise en place du programme nationale du volontariat					
822-7-4-3	Etablir des suivis périodiques pour la mise en oeuvre du programme national du volontariat					
<b>370</b>	<b>COMMUNICATION</b>					
<b>030</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>030-1</b>	<b>Assurer l'utilisation rationnelle et rentable des Ressources allouées -</b>					
<b>030-1-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	%	98	98	98	98
030-1-1-1	Contrôler et suivre l'exécution des budgets et programmes					
030-1-1-2	Centraliser et consolider les données relatives aux mouvements des dépenses auprès des RDP et CDP					
<b>030-1-2</b>	<b>Marchés et conventions approuvés</b>	Nombre	540	540	620	620
030-1-2-1	Lancer les procédures d'Appel d'offres Publics					
<b>030-1-3</b>	<b>Nombre de rapports effectués</b>	Nombre	12	12	12	12
030-1-3-1	Faire le coaching, le suivi et l'Evaluation des activités de chaque direction centrale et régionale					
<b>030-1-4</b>	<b>Nombre de système d'information et de communication mise en place et opérationnel</b>	Nombre	5	5	5	5
030-1-4-1	Appuyer et former l'équipe technique suivant l'évolution technologique					
030-1-4-2	Développer et mettre en oeuvre la stratégie d'information et de communication interinstitutionnelle et du Ministère					
030-1-4-3	Améliorer la qualité du service réseau					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>37</b>	<b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>					
<b>370</b>	<b>COMMUNICATION</b>					
<b>030</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>030-1-5</b>	<b>Nombre de conventions de partenariat signées</b>	<b>Nombre</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
030-1-5-1	Organiser des différentes réunions et conférences interinstitutionnelles au niveau Territorial					
030-1-5-2	Effectuer des audiences de plaidoyers de partenariat auprès des bailleurs multi et bilatéraux, les fondations, les associations de développements et ONG nationaux et internationaux					
030-1-5-3	Réaliser des revues conjointes semestrielles					
<b>030-2</b>	<b><u>Veiller à la mise en oeuvre et à l'évaluation des politiques du Gouvernement en matière de Communication, d'Information et des Relations avec les Institutions</u></b>					
<b>030-2-1</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
030-2-1-1	Coordonner les Relations avec les Institutions d'Etat et PTF					
030-2-1-2	Superviser le fonctionnement de l'ensemble du Ministère et veiller à l'exécution du programme du travail					
030-2-1-3	Assurer le contrôle du bon fonctionnement du Ministère					
<b>030-3</b>	<b><u>Gérer efficacement les ressources humaines du Ministère</u></b>					
<b>030-3-1</b>	<b>Nombre de contrats régularisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>550</b>	<b>550</b>	<b>550</b>	<b>550</b>
030-3-1-1	Régulariser les dossiers des Agents Contractuels					
<b>030-3-2</b>	<b>Agents formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
030-3-2-1	Renforcer les capacités et Former les Agents du Ministère					
030-3-2-2	Renforcer les capacités du personnel du Ministère au niveau régionale et ses partenaires					
<b>030-3-3</b>	<b>Nombre des agents recrutés</b>	<b>Nombre</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
030-3-3-1	Recruter des agents cadres du Ministère					
<b>030-4</b>	<b><u>Gérer efficacement les patrimoines du Ministère</u></b>					
<b>030-4-1</b>	<b>Nombre de terrains , immeubles ,infrastructures recensés</b>	<b>Nombre</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>42</b>
030-4-1-1	Collecter et enregistrer les données patrimoniales					
030-4-1-2	Régulariser la situation juridique des immobiliers					
030-4-1-3	Identifier et dresser un état de lieu des bâtiments et infrastructures					
<b>030-4-2</b>	<b>Nombre de patrimoines acquis et réparés</b>	<b>Nombre</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
030-4-2-1	Acquérir et entretenir le patrimoine					
030-4-2-2	Construire et/ou réhabiliter les bâtiments du Ministère au niveau central et périphérique					
<b>212</b>	<b>Média</b>					
<b>212-1</b>	<b><u>Concevoir des politiques et des stratégies de communication au service de développement</u></b>					
<b>212-1-1</b>	<b>Nombre de formations organisées</b>	<b>Nombre</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
212-1-1-1	Organiser des ateliers de formation au profit des Agents de secteur Médias et des Collectivités					
212-1-1-2	Intensifier les campagnes de sensibilisation en matière de la protection de la mère et de l'enfant en partenariat avec les bailleurs de fonds					
212-1-1-3	Promouvoir l'importance de la communication au service de la communauté de base					
<b>212-2</b>	<b><u>Mettre les technologies de l'information et de la Communication à la portée de la population afin de les informer, éduquer et divertir</u></b>					
<b>212-2-1</b>	<b>Nombre d'émissions Radio-télédiffusées dans chaque station RNM/TVM et stations privés partenaires</b>	<b>Nombre</b>	<b>2500</b>	<b>2500</b>	<b>3500</b>	<b>3500</b>
212-2-1-1	Promouvoir l'accès de la population à l'information et assurer une communication active pour le changement social et le développement économique					
212-2-1-2	Concevoir des supports IEC afin de constituer une banque de programme					
212-2-1-3	Multiplier la production d'émissions télédiffusées et améliorer les grilles de programme TVM/RNM					
<b>212-3</b>	<b><u>Elaborer et vulgariser des lois ,règlements, code d'éthique et déontologie dans le domaine de la Communication et de L'information</u></b>					
<b>212-3-1</b>	<b>Nombre de projet de textes élaborés et des séances de sensibilisations</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
212-3-1-1	Contribuer au développement des législations et de réglementation du secteur de la Communication et de l'information					
212-3-1-2	Sensibiliser les operateurs pour le respect des cadres législatifs et réglementaires dans le domaine de la Communication et de l'Information					
<b>212-3-2</b>	<b>Nombre de Station TV/Radio et organes de presses contrôlés et formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>2600</b>	<b>2600</b>	<b>2600</b>	<b>2600</b>
212-3-2-1	Assurer le Monitoring et contrôle des Médias					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>37</b>	<b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>					
<b>370</b>	<b>COMMUNICATION</b>					
<b>212</b>	<b>Média</b>					
<b>212-4</b>	<b>Préparer la mise en place et le déploiement de la TNT à Madagascar -</b>					
<b>212-4-1</b>	<b>Nombre de sites étudiés</b>	<b>Nombre</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>250</b>	<b>250</b>
212-4-1-1	Etudes techniques et état des lieux des infrastructures existantes					
<b>212-4-2</b>	<b>Nombre de textes diffusés</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
212-4-2-1	Mettre en place les cadres législatifs					
<b>212-4-3</b>	<b>Nombre de cadres institutionnels mis en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>119</b>	<b>119</b>
212-4-3-1	Elaborer les cadres institutionnels					
<b>212-4-4</b>	<b>Nombre de localités desservies par la TNT</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>119</b>	<b>119</b>
212-4-4-1	Déployer la TNT dans toutes les territoires					
<b>212-5</b>	<b>Mettre en place et promouvoir le système du volontariat communautaire à Madagascar</b>					
<b>212-5-1</b>	<b>Nombre de structure du volontariat communautaire mise en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>12</b>
212-5-1-1	Effectuer des différentes réunions interinstitutionnelles au niveau régional					
212-5-1-2	Faire des campagnes de plaidoyer de partenariat auprès de bailleurs et organisations impliquant les volontaires					
212-5-1-3	Etablir un document de convention sur le volontariat communautaire en communication					
<b>212-5-2</b>	<b>Nombre des volontaires communautaires mobilisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>150</b>	<b>200</b>
212-5-2-1	Organiser des ateliers d'informations, d'éducation et de communication pour changement de comportement					
212-5-2-2	Renforcer les capacités des agents communautaires en matière du volontariat					
212-5-2-3	Mettre en action les volontaires pour le développement local					
<b>212-5-3</b>	<b>Taux de performance des membres dans le système % du volontariat</b>		<b>60</b>	<b>60</b>	<b>65</b>	<b>70</b>
212-5-3-1	Renforcer les capacités des autorités locales au niveau régional					
212-5-3-2	Renforcer les capacités organisationnelles des organisations impliquant les volontaires					
<b>213</b>	<b>Développement des infrastructures Radio et Télévision</b>					
<b>213-1</b>	<b>Améliorer la qualité des infrastructures et services de la Communication</b>					
<b>213-1-1</b>	<b>Nombre de locaux techniques construits et /ou réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>82</b>	<b>82</b>	<b>82</b>	<b>82</b>
213-1-1-1	Rénover et moderniser les infrastructures existantes pour supporter de façon adéquate et avec une bonne qualité les services audiovisuels					
213-1-1-2	Construire des sites techniques de l'Audio-visuel					
213-1-1-3	Améliorer la qualité technique de la couverture nationale de la radiodiffusion sonore et télévisuelle					
<b>213-1-2</b>	<b>Nombre de matériels acquis</b>	<b>Nombre</b>	<b>316</b>	<b>316</b>	<b>350</b>	<b>350</b>
213-1-2-1	Acquérir des matériels techniques de Radio et Télévision Nationales					
213-1-2-2	Acquérir des matériels Informatiques					
213-1-2-3	Acquérir des matériels et mobiliers de bureau					
<b>213-2</b>	<b>Répondre aux défis qui se présentent face aux mutations technologiques et à la transition de l'analogie vers le numérique</b>					
<b>213-2-1</b>	<b>Nombre d'infrastructures techniques construites et /ou réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>31</b>	<b>31</b>
213-2-1-1	Construire des Infrastructures techniques de l'Audio-visuel					
213-2-1-2	Améliorer et remplacer progressivement de tous les systèmes de télécommunication et technologiques analogiques par des systèmes numériques					
213-2-1-3	Accroître le nombre de population qui peuvent accéder à la TNT en augmentant la zone de couverture					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>41</b>	<b>MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE</b>					
<b>480</b>	<b>AGRICULTURE ET ELEVAGE</b>					
<b>061</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>061-1</b>	<b>Améliorer les services rendus aux publics</b> -					
<b>061-1-1</b>	<b>Futur techniciens agricoles formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>240</b>
061-1-1-1	Former des futurs techniciens Agricoles					
<b>061-1-2</b>	<b>Directions Régionales appuyées</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
061-1-2-1	Appuyer les Directions régionales dans la mise en oeuvre de leurs activités					
<b>061-1-3</b>	<b>Textes juridiques élaborés et dossiers contentieux traités</b>	<b>Nombre</b>	<b>110</b>	<b>110</b>	<b>100</b>	<b>90</b>
061-1-3-1	Etablir et améliorer le cadre juridique du secteur agriculture et élevage et traiter les dossiers contencieux					
<b>061-2</b>	<b>Contribuer à la gestion durable de l'environnement (DECRET MECIE)</b> -					
<b>061-2-1</b>	<b>Dossier EIE/PREE évalués</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
061-2-1-1	Participer à l'évaluation des dossiers EIE/PREE avec CTE					
<b>061-2-2</b>	<b>Séances de sensibilisation et information réalisée</b>	<b>Nombre</b>	<b>430</b>	<b>430</b>	<b>480</b>	<b>530</b>
061-2-2-1	Sensibiliser et informer les acteurs concernés pour la gestion durable de l'environnement					
<b>061-3</b>	<b>Améliorer le système d'information sur le secteur agriculture et élevage</b> -					
<b>061-3-1</b>	<b>Evenements et activités médiatisés/ Emissions Radio/TV</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
061-3-1-1	Renforcer la communication des activités et événements du ministère					
<b>061-3-2</b>	<b>Notes mensuelles et rapport d'évaluation annuel sur les statistiques agricoles établis</b>	<b>Nombre</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
061-3-2-1	Diffuser les informations sur le secteur agriculture et élevage					
<b>061-4</b>	<b>Améliorer la gestion rationnelle des ressources humaines et matérielles du Ministère</b> -					
<b>061-4-1</b>	<b>Dossiers du personnel traités</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>80</b>
061-4-1-1	Assurer le traitement des dossiers des ressources humaines du Ministère					
<b>061-4-2</b>	<b>Personnel du Ministère formé</b>	<b>Nombre</b>	<b>273</b>	<b>273</b>	<b>273</b>	<b>410</b>
061-4-2-1	Renforcer la capacité des agents du MPAAE					
<b>061-4-3</b>	<b>Recensement du patrimoine mis à jour et comptes matières approuvés</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>75</b>	<b>85</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
061-4-3-1	Assurer la gestion rationnelle du patrimoine du MPAAE					
<b>061-5</b>	<b>Améliorer la programmation, la gestion et le suivi du budget et des activités du Ministère</b> -					
<b>061-5-1</b>	<b>Budget programme élaboré</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
061-5-1-1	Preparer et élaborer le budget programme					
<b>061-5-2</b>	<b>Taux d'exécution du budget</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
061-5-2-1	Suivre périodiquement l'exécution financière du Ministère					
<b>061-5-3</b>	<b>Plan de travail annuel et rapports d'activités élaborés</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
061-5-3-1	assurer la programmation et de suivi évaluation des activités du secteur agriculture et élevage					
<b>061-5-4</b>	<b>Marchés approuvés</b>	<b>Nombre</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
061-5-4-1	Suivre la loi en vigueur en matière de passation des marchés					
<b>061-5-5</b>	<b>Nouveaux projets et partenariats identifiés</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
061-5-5-1	Identifier les opportunités d'investissement dans le secteur agriculture et élevage					
<b>061-5-6</b>	<b>Documents de politique et stratégies élaborés ou révisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
061-5-6-1	Elaborer ou réviser des documents de cadrage politiques et stratégiques					
<b>061-5-7</b>	<b>Notes d'aide à la décision élaborées</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
061-5-7-1	Eclairer les décideurs sur les conséquences techniques, sociales et économiques des options politiques					
<b>061-5-8</b>	<b>Entités auditées</b>	<b>Nombre</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>36</b>
061-5-8-1	Effectuer les audits internes					
<b>411</b>	<b>Agriculture</b>					
<b>411-1</b>	<b>Améliorer les services rendus aux producteurs</b> -					
<b>411-1-1</b>	<b>Groupement de paysans encadrés</b>	<b>Nombre</b>	<b>4217</b>	<b>4217</b>	<b>4152</b>	<b>900</b>
411-1-1-1	Appuyer et encadrer les paysans et/ou organisations paysannes					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>41</b>	<b>MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE</b>					
<b>480</b>	<b><u>AGRICULTURE ET ELEVAGE</u></b>					
<b>411</b>	<b>Agriculture</b>					
<b>411-1-2</b>	<b>Centre de Services Agricoles (CSA) appuyés</b>	<b>Nombre</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>107</b>
411-1-2-1	Appuyer et encadrer les CSA					
<b>411-1-3</b>	<b>Fonds Régional de Développement Agricole (FRDA) mis en place et opérationnel</b>	<b>Nombre</b>	<b>18</b>	<b>10</b>	<b>22</b>	<b>13</b>
411-1-3-1	Mettre en place et opérationnaliser les FRDA					
<b>411-2</b>	<b><u>Développer les filières porteuses et améliorer l'accès aux marchés</u> -</b>					
<b>411-2-1</b>	<b>Chaînes de valeur des filières végétales développées</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
411-2-1-1	Appuyer les maillons des chaines de valeur des filières végétales					
<b>411-2-2</b>	<b>Organisation Paysanne (OP) et acteurs concernés appuyés à l'accès au marché</b>	<b>Nombre</b>	<b>441</b>	<b>441</b>	<b>634</b>	<b>853</b>
411-2-2-1	Appuyer les OP et/ou acteurs à l'amélioration de l'accès au marché					
<b>411-3</b>	<b><u>Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole</u> -</b>					
<b>411-3-1</b>	<b>OP appuyés sur les nouvelles techniques agricoles</b>	<b>Nombre</b>	<b>1901</b>	<b>433</b>	<b>2121</b>	<b>2031</b>
411-3-1-1	Inciter et appuyer les OP sur l'application des techniques innovantes ainsi que la mécanisation					
<b>411-3-2</b>	<b>Producteurs appliquant les nouvelles techniques rizicoles diffusées</b>	<b>Nombre</b>	<b>300000</b>	<b>254900</b>	<b>400000</b>	<b>500000</b>
411-3-2-1	Diffuser les nouvelles techniques rizicoles					
<b>411-3-3</b>	<b>Variétés de semences améliorées produites</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>2</b>
411-3-3-1	Produire des variétés de semences améliorés					
<b>411-3-4</b>	<b>Producteurs appuyés dans l'utilisation des semences</b>	<b>Nombre</b>	<b>100000</b>	<b>70500</b>	<b>150000</b>	<b>200000</b>
411-3-4-1	Appuyer les producteurs dans l'utilisation des semences améliorés					
<b>411-3-5</b>	<b>Producteurs appuyés dans l'utilisation des engrais</b>	<b>Nombre</b>	<b>25000</b>	<b>17800</b>	<b>50000</b>	<b>100000</b>
411-3-5-1	Appuyer les producteurs dans l'utilisation des engrais					
<b>411-3-6</b>	<b>Producteurs appuyés dans l'utilisation des matériels agricoles</b>	<b>Nombre</b>	<b>13715</b>	<b>13715</b>	<b>14628</b>	<b>14015</b>
411-3-6-1	Appuyer les producteurs dans l'utilisation des matériels agricoles					
<b>411-3-7</b>	<b>Superficie hydroagricole aménagée/réhabilitée</b>	<b>Ha</b>	<b>35000</b>	<b>35000</b>	<b>37000</b>	<b>20000</b>
411-3-7-1	Aménager et réhabiliter les infrastructures hydroagricoles					
<b>411-3-8</b>	<b>Bassins versants protégés (sous bassins versants)</b>	<b>Nombre</b>	<b>376</b>	<b>376</b>	<b>343</b>	<b>304</b>
411-3-8-1	Réaliser les dispositifs de protection des BVPI					
<b>411-4</b>	<b><u>Diminuer les maladies et les risques au niveau des exploitations des producteurs et de la santé des consommateurs</u> -</b>					
<b>411-4-1</b>	<b>Superficies infestées traitées</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>85</b>	<b>85</b>
411-4-1-1	Mener des interventions de lutte antiancrindienne et contre les ravageurs des végétaux					
<b>411-4-2</b>	<b>Certificats phytosanitaires délivrés</b>	<b>Nombre</b>	<b>3605</b>	<b>3605</b>	<b>3715</b>	<b>3825</b>
411-4-2-1	Réaliser les controles phytosanitaires aux frontières					
<b>411-5</b>	<b><u>Promouvoir le partenariat entre les centres de recherche et les producteurs privés</u> -</b>					
<b>411-5-1</b>	<b>Groupements de paysans formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>183</b>	<b>183</b>	<b>204</b>	<b>70</b>
411-5-1-1	Diffuser et appliquer les résultats de recherche à travers la formation des groupements de paysans					
<b>411-5-2</b>	<b>Parcelles de demonstration implantés et/ou techniques de transformation diffusées</b>	<b>Nombre</b>	<b>108</b>	<b>108</b>	<b>109</b>	<b>27</b>
411-5-2-1	Appliquer les résultats de recherche sur les parcelles de démonstration					
<b>412</b>	<b>Elevage</b>					
<b>412-1</b>	<b><u>Diminuer les maladies et les risques au niveau des exploitations des producteurs et de la santé des consommateurs</u> -</b>					
<b>412-1-1</b>	<b>Bovins vaccinés</b>	<b>Nombre</b>	<b>2053000</b>	<b>2053000</b>	<b>2182500</b>	<b>2296750</b>
412-1-1-1	Mener une campagne de vaccination/Sensibiliser la vaccination des zébus					
<b>412-1-2</b>	<b>Veaux soignés</b>	<b>Nombre</b>	<b>325300</b>	<b>325300</b>	<b>351500</b>	<b>387500</b>
412-1-2-1	Assurer le suivi de traitement de veaux					
<b>412-2</b>	<b><u>Contribuer à l'amélioration de la production animale, à l'accessibilité et la compétitivité des produits sur le marché</u> -</b>					
<b>412-2-1</b>	<b>Exploitations améliorées</b>	<b>Nombre</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>45</b>	<b>50</b>
412-2-1-1	Promouvoir l'émergence de l'élevage à vocation commerciale					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
41	MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE					
<b>480</b>	<b><u>AGRICULTURE ET ELEVAGE</u></b>					
<b>412</b>	<b>Elevage</b>					
<b>412-2-2</b>	<b>Parcelles améliorées</b>	<b>Nombre</b>	<b>153</b>	<b>153</b>	<b>178</b>	<b>208</b>
412-2-2-1	Exploiter rationnellement les pâturages					
<b>412-2-3</b>	<b>Points d'abreuvement mis en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>26</b>	<b>13</b>	<b>34</b>	<b>36</b>
412-2-3-1	Mettre en place des points d'abreuvement					
<b>412-2-4</b>	<b>Abattoirs, tueries et marchés à bestiaux réhabilités et construits</b>	<b>Nombre</b>	<b>45</b>	<b>26</b>	<b>59</b>	<b>75</b>
412-2-4-1	Construire et réhabiliter des infrastructures de l'élevage					
<b>412-2-5</b>	<b>Miel disponible (consommation locale et export)</b>	<b>Kg</b>	<b>210000</b>	<b>210000</b>	<b>306000</b>	<b>365000</b>
412-2-5-1	Relancer l'apiculture					
<b>412-2-6</b>	<b>Centres de production des géniteurs spécialisés mis en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>19</b>
412-2-6-1	Mettre en place des centres de production des géniteurs					
<b>412-3</b>	<b><u>Renforcer la capacité des acteurs</u></b>					
<b>412-3-1</b>	<b>Techniciens formés en matière de Bien-être animal</b>	<b>Nombre</b>	<b>70</b>	<b>50</b>	<b>95</b>	<b>80</b>
412-3-1-1	Former les techniciens en matière de Bien-etre animal					
<b>412-3-2</b>	<b>Animation et encadrement sur le FIB, réalisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>29</b>	<b>31</b>
412-3-2-1	Encadrer et animer les acteurs sur le FIB					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>43</b>	<b>MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE</b>					
<b>430</b>	<b>PECHE</b>					
<b>033</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>033-1</b>	<b>Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières -</b>					
<b>033-1-1</b>	<b>Budget Programme élaboré</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
033-1-1-1	Prioriser les besoins en fonction des objectifs					
<b>033-1-2</b>	<b>Taux d'exécution du budget</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
033-1-2-1	Etablir le plan de régulation en fonction de la régulation budgétaire					
<b>033-1-3</b>	<b>Marchés approuvés</b>	<b>Nombre</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
033-1-3-1	Lancer des appels d'offres suivant les avis généraux et calendrier de passation de marché					
<b>033-2</b>	<b>Construire et réhabiliter des infrastructures du Ministère -</b>					
<b>033-2-1</b>	<b>Bâtiments construits et réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
033-2-1-1	Lancer des appels d'offres suivant calendrier de passation de marché					
<b>033-3</b>	<b>Former et sensibiliser sur les textes réglementaires -</b>					
<b>033-3-1</b>	<b>Acteurs économiques formés et sensibilisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
033-3-1-1	Organiser des sensibilisations et formations pour les acteurs économiques du secteur					
<b>033-4</b>	<b>Respecter et faire respecter les réglementations en matière de pêche et d'aquaculture à Madagascar -</b>					
<b>033-4-1</b>	<b>Centre de surveillance de Pêche en fonctionnement optimal, efficient et pérenne</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
033-4-1-1	Suivre, contrôler et surveiller les activités de pêche dans les territoires et eaux sous la juridiction malagasy					
<b>033-5</b>	<b>Procéder à l'étude des impacts environnementaux -</b>					
<b>033-5-1</b>	<b>Nombre des rapports</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
033-5-1-1	Suivre, contrôler et surveiller les activités de pêche dans les territoires et eaux sous la juridiction malagasy					
<b>408</b>	<b>Développement de la pêche et des ressources halieutiques</b>					
<b>408-1</b>	<b>Mettre à la disposition des (rizi)pisciculteurs des alevins de tilapia -</b>					
<b>408-1-1</b>	<b>Alevins disponibles</b>	<b>Nombre</b>	<b>1800000</b>	<b>1800000</b>	<b>1800000</b>	<b>1800000</b>
408-1-1-1	Acquérir des alevins					
<b>408-2</b>	<b>Renforcer les capacités des techniciens et pisciculteurs -</b>					
<b>408-2-1</b>	<b>Techniciens et pisciculteurs formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>130</b>
408-2-1-1	Former et recycler les techniciens de Pêche et pisciculteurs					
<b>408-4</b>	<b>Professionaliser les pêcheurs et les aquaculteurs traditionnels et familiaux -</b>					
<b>408-4-1</b>	<b>Production des ressources halieutiques</b>	<b>Tonnes</b>	<b>160000</b>	<b>160000</b>	<b>170000</b>	<b>180000</b>
408-4-1-1	Appuyer et encadrer les pêcheurs et les aquaculteurs					
<b>408-4-2</b>	<b>Cages installées</b>	<b>Nombre</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>225</b>	<b>225</b>
408-4-2-1	Installer les cages d'élevage de poissons					
<b>408-4-3</b>	<b>Régions touchées par la sensibilisation, vulgarisation et formation</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
408-4-3-1	Sensibiliser, encadrer et former les pêcheurs des régions					
<b>408-5</b>	<b>Optimiser l'exploitation des ressources halieutiques -</b>					
<b>408-5-1</b>	<b>Licences de pêche et permis de collecte des produits halieutiques délivrés</b>	<b>Nombre</b>	<b>1800</b>	<b>1800</b>	<b>1850</b>	<b>1850</b>
408-5-1-1	Délivrer aux pêcheurs des licences de pêches et permis de collecte des produits halieutiques					
<b>408-6</b>	<b>Gérer les ressources halieutiques -</b>					
<b>408-6-1</b>	<b>Régions touchées par les enquêtes statistiques</b>	<b>Nombre</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
408-6-1-1	Réaliser des enquêtes statistiques					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
44	<b>MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS</b>					
<b>440</b>	<b>ENVIRONNEMENT</b>					
<b>017</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>017-1</b>	<b>Améliorer les systèmes d'information forestiers et environnementaux</b>					
<b>017-1-1</b>	<b>Thèmes de formation dispensés</b>	<b>Nombre</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>30</b>	<b>35</b>
017-1-1-1	Renforcer les capacités des acteurs/agents du secteur					
017-1-1-2	Développer des mécanismes de financement durable pour la gestion environnementale,écologique, marine et forestière					
<b>017-1-2</b>	<b>Activité d'IEC environnementale promue</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>20</b>
017-1-2-1	Sensibiliser les vecteurs de transmission communautaire (VTC) au niveau des districts					
017-1-2-2	Produire des outils d'IEC et les diffuser à toutes les cibles					
017-1-2-3	Promouvoir des partenariats avec le secteur public et privé					
<b>017-2</b>	<b>Améliorer les cadres de travail des agents du Ministère</b>					
<b>017-2-1</b>	<b>Batiments rehaibilités et/ou construits</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
017-2-1-1	Réhabiliter et/ou construire des batiments					
<b>017-3</b>	<b>Développer, mettre en cohérence et faire appliquer les instruments politiques, juridiques, institutionnel ainsi que des cadres normatifs et coopératifs</b>					
<b>017-3-1</b>	<b>Instruments de politiques élaborés</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
017-3-1-1	Elaborer des instruments de politique					
017-3-1-2	Faire appliquer les instruments de politique, juridiques, institutionnels ainsi que des cadres normatifs et coopératifs					
<b>701</b>	<b>Gestion durable des ressources naturelles</b>					
<b>701-1</b>	<b>Assurer l'efficacité de la gestion et la pérennisation des Aires Protégées pour le développement durable</b>					
<b>701-1-1</b>	<b>Suivi écologique effectué dans les Aires Protégées</b>	<b>Nombre</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>64</b>	<b>94</b>
701-1-1-1	Mettre en oeuvre la delegation de gestion des Aires Protégées					
701-1-1-2	Suivre la mise en oeuvre du plan de gestion, d'aménagement et de sauvegarde social					
701-1-1-3	Effectuer le suivi écologique dans les Aires Protégées					
701-1-1-4	Creer les aires protegees marines					
<b>701-2</b>	<b>Développer les potentialités des ressources forestières tout en valorisant ses produits</b>					
<b>701-2-1</b>	<b>Superficies reboisées et restaurées</b>	<b>Ha</b>	<b>25000</b>	<b>22000</b>	<b>35000</b>	<b>50000</b>
701-2-1-1	Lutter contre les feux de végétations					
701-2-1-2	Pourvoir la gestion durable des filières					
701-2-1-3	Promouvoir les energies alternatives					
701-2-1-4	Augmenter la superficie reboisée					
701-2-1-5	Assurer la transition ecologique					
<b>701-3</b>	<b>Améliorer les systèmes de contrôle forestiers</b>					
<b>701-3-1</b>	<b>Contrôle effectué</b>	<b>Nombre</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>550</b>	<b>550</b>
701-3-1-1	Effectuer des contrôles inopinés et programmés					
701-3-1-2	Maitriser les trafics illicites des ressources naturelles					
701-3-1-3	Mettre en place un cadre normatif en matière de contrôle					
701-3-1-4	Responsabiliser les différents acteurs					
701-3-1-5	Sécuriser les patrimoines forestiers					
<b>703</b>	<b>Developpement du Reflexe Environnemental</b>					
<b>703-1</b>	<b>Intégrer la dimension environnementale dans tous les programmes, les politiques et les plans sectoriels à tous les niveaux</b>					
<b>703-1-1</b>	<b>Plainte environnementale traitée</b>	<b>Nombre</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>40</b>	<b>42</b>
703-1-1-1	Promouvoir la gestion de la pollution					
703-1-1-2	Mettre en place et appliquer les normes environnementales					
703-1-1-3	Assurer l'évaluation des dossiers d'Etudes d'impact Environnemental					
703-1-1-4	Promouvoir la mise en conformité des investissements déjà existants					
<b>703-1-2</b>	<b>Projet contribuant dans la lutte contre les impacts du changement climatique ayant obtenu un financement</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
703-1-2-1	Renforcer les actions d'adaptation au changement climatique					
703-1-2-2	Developper des actions d'atténuation du changement climatique					
703-1-2-3	Promouvoir les mécanismes de developpement propre (MDP) et de compensation volontaire (MCV)					
703-1-2-4	Promouvoir le mecanisme REDD+					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités Type LFI 2017 LFR 2017 2018 2019

## 47 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

### 470 TIC

#### 059 Administration et Coordination

##### 059-1 Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières -

<b>059-1-1</b>	<b>Budget Programme élaboré</b>	Nombre	1	1	1	1
059-1-1-1	Préparer et élaborer le budget programme					
<b>059-1-2</b>	<b>Taux d'exécution du budget</b>	%	60	60	60	60
059-1-2-1	Former, appuyer et conseiller les responsables sur les procédures d'exécution du budget					
<b>059-1-3</b>	<b>Taux de réalisation des activités</b>	%	100	100	100	100
059-1-3-1	Suivre périodiquement l'exécution financière et les activités physiques du SEMer					
<b>059-1-4</b>	<b>Comptes matières approuvés</b>	Nombre	1	1	1	1
059-1-4-1	Créer la comptabilité matière du SEMer					
<b>059-1-5</b>	<b>Audits internes effectués</b>	Nombre	1	1	1	1
059-1-5-1	Effectuer les audits internes					

##### 059-2 Gérer efficacement les ressources humaines et le patrimoine du SEMer -

<b>059-2-1</b>	<b>Personnel nommé et recruté</b>	Nombre	135	135	75	50
059-2-1-1	Procéder à la nomination et au recrutement des agents de SEMer					
<b>059-2-2</b>	<b>Situation administrative régularisée</b>	%	100	100	100	100
059-2-2-1	Etablir les actes administratifs relatifs à la gestion interne du personnel du SEMer					
<b>059-2-3</b>	<b>Personnel formé</b>	%	50	50	50	50
059-2-3-1	Renforcer les capacités des agents du SEMer					
<b>059-2-4</b>	<b>Connexion internet haut débit accessible au SEMer</b>	%	100	100	100	100
059-2-4-1	Créer et maintenir un réseau internet pour le SEMer					
<b>059-2-5</b>	<b>Plan de développement élaboré</b>	Nombre	1	1	2	2
059-2-5-1	Réaliser les études en ressources humaines du SEMer					
<b>059-2-6</b>	<b>Informations du SEMer diffusées et disponibles</b>	Nombre	12	12	12	12
059-2-6-1	Diffuser les informations relatives aux activités du SEMer					
<b>059-2-7</b>	<b>Marchés passés et lancés auprès de l'Autorité de la Régulation des Marchés Publics (ARMP)</b>	%	100	100	100	100
059-2-7-1	Traiter les dossiers relatifs aux marchés publics					
<b>059-2-8</b>	<b>Matériel nécessaire au fonctionnement du SEMer acquis</b>	%	100	100	100	100
059-2-8-1	Procéder à l'acquisition des matériels du SEMer (Bureau, roulant, communication et technique)					
<b>059-2-9</b>	<b>Dossiers contentieux traités</b>	%	100	100	100	100
059-2-9-1	Suivre et traiter les éventuels dossiers contentieux parvenus auprès du SEMer					

#### 410 Sécurisation de la Mer et de ses Ressources

##### 410-1 Préserver la mer -

<b>410-1-1</b>	<b>Extension des surfaces des Aires Marines Protégées bien gérées à Madagascar</b>	%	5	5	5	5
410-1-1-1	Créer et gérer efficacement les Aires Marines Protégées à Madagascar					
<b>410-1-2</b>	<b>Listes des espèces marines protégées et des écosystèmes sensibles, établies et leurs statuts mis à jour</b>	%	100	100	100	100
410-1-2-1	Etablir et mettre à jour la Liste des espèces marines protégées et des écosystèmes sensibles					
<b>410-1-3</b>	<b>Evènement de Pollution marine contrôlé</b>	%	100	100	100	100
410-1-3-1	Prévenir et lutter contre la Pollution marine					
<b>410-1-4</b>	<b>Avènement de l'Intoxication collective par Consommation d'Animaux Marins (ICAM) réduit</b>	%	50	50	50	50
410-1-4-1	Réduire l'Avènement de l'Intoxication collective par Consommation d'Animaux Marins (ICAM)					
<b>410-1-5</b>	<b>Régions côtières touchées par les activités visant à augmenter la capacité de résilience et d'adaptation des communautés locales face au changement climatique initiées</b>	Nombre	4	4	9	0
410-1-5-1	Initier les activités visant à augmenter la capacité de résilience et d'adaptation des communautés locales face au changement climatique dans les Régions côtières					

##### 410-2 Gérer les ressources marines et les activités maritimes -

<b>410-2-1</b>	<b>Système d'Informations scientifiques mis en place et opérationnel</b>	Nombre	1	1	1	1
410-2-1-1	Mettre en place et opérationnaliser un Système d'Informations du SEMer					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>47</b>	<b>SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE</b>					
<b>470</b>	<b>TIC</b>					
<b>410</b>	<b>Sécurisation de la Mer et de ses Ressources</b>					
<b>410-2-2</b>	<b>Une Base de Données scientifiques fiables mise en place et opérationnelle</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
410-2-2-1	Mettre en place et opérationnaliser une Base de Données scientifiques fiables					
<b>410-2-3</b>	<b>Document de planification spatiale marine élaboré</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
410-2-3-1	Etablir et mettre à jour le document de planification spatiale marine					
<b>410-2-4</b>	<b>Autorité scientifique marine nationale mise en place et opérationnelle</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
410-2-4-1	Mettre en place et opérationnaliser une autorité scientifique marine nationale					
<b>410-3</b>	<b>Valoriser la mer en économie bleue</b>					
<b>410-3-1</b>	<b>Environnement propice au développement de l'économie bleue présent</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
410-3-1-1	Organiser les activités liées à l'économie bleue à Madagascar					
<b>410-3-2</b>	<b>Des partenariats techniques et financiers relatifs à l'économie bleue développés à Madagascar</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
410-3-2-1	Promouvoir des partenariats techniques et financiers relatifs à l'économie bleue à Madagascar					
<b>410-3-3</b>	<b>PME d'innovation en économie bleue créée à Madagascar.</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
410-3-3-1	Créer des PME d'innovation en économie bleue à Madagascar					
<b>410-4</b>	<b>Instaurer la gouvernance de l'espace maritime</b>					
<b>410-4-1</b>	<b>Textes juridiques relatifs à la gouvernance de la mer élaborés</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
410-4-1-1	Etablir et mettre à jour le cadre juridique de la gouvernance de la mer					
<b>410-4-2</b>	<b>Document stratégique sur la politique maritime nationale élaboré</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
410-4-2-1	Etablir un document stratégique sur la politique maritime nationale					
<b>410-4-3</b>	<b>Document technique de règlement de différends sur les îles de l'Océan Indien élaboré</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
410-4-3-1	Etablir un document technique de règlement de différends sur les îles de l'Océan Indien					
<b>410-4-4</b>	<b>Loi délimitant les frontières maritimes nationales promulguée</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
410-4-4-1	Soumettre une proposition de loi délimitant les frontières maritimes nationales					
<b>410-4-5</b>	<b>Recommandation de l'ONU sur l'extension du plateau continental obtenue</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
410-4-5-1	Emettre une requête auprès de l'ONU sur l'extension du plateau continental					
<b>410-5</b>	<b>Coordonner l'Action de l'Etat en mer</b>					
<b>410-5-1</b>	<b>Autorités maritimes régionales mises en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
410-5-1-1	Mettre en place des autorités maritimes régionales					
<b>410-5-2</b>	<b>Interventions et missions effectuées</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
410-5-2-1	Coordonner les interventions et missions en mer					
<b>410-5-3</b>	<b>Actions interministérielles réalisées</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
410-5-3-1	Gerer les situations nécessitant les moyens de plusieurs administrations					
<b>410-5-4</b>	<b>Formations réalisées</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
410-5-4-1	Renforcer la capacité des administrations					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>52</b>	<b>MINISTERE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES</b>					
<b>510</b>	<b>ENERGIE</b>					
<b>031</b>	<b>Administration et coordination</b>					
<b>031-1</b>	<b>Renforcer les prestations de service public</b> -					
<b>031-1-1</b>	<b>Taux d'exécution Budgétaire</b>	%	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>95</b>	<b>100</b>
031-1-1-1	Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources: humaines, financières et matériels					
<b>203</b>	<b>Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales</b>					
<b>203-1</b>	<b>Renforcer la bonne gouvernance et sécuriser les investissements privés</b> -					
<b>203-1-1</b>	<b>Taux des investissements privés dans le financement du secteur énergie</b>	%	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>50</b>	<b>60</b>
203-1-1-1	Mettre en place de base de données					
203-1-1-2	Procéder à la réforme institutionnelle et juridique					
203-1-1-3	Mettre en place du système de garantie des investissements					
203-1-1-4	Elaborer un plan d'expansion du système électrique					
<b>203-2</b>	<b>Augmenter l'accès à l'électricité en milieu urbain</b> -					
<b>203-2-1</b>	<b>Taux d'accès des ménages à l'électricité (Milieu Urbain)</b>	%	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>25</b>
203-2-1-1	Redresser la Jirama					
203-2-1-2	Réhabiliter le système électrique					
203-2-1-3	Renforcer le système électrique					
203-2-1-4	Augmenter la capacité de production					
<b>203-3</b>	<b>Augmenter l'accès à l'électricité en milieu rural</b> -					
<b>203-3-1</b>	<b>Taux d'accès des ménages à l'électricité (Milieu Rural)</b>	%	<b>15.6</b>	<b>15.6</b>	<b>16</b>	<b>16.5</b>
203-3-1-1	Continuer l'extension l'électrification en milieu rural, périurbain et dans les zones à fortes potentialités économiques					
<b>203-4</b>	<b>Satisfaire durablement les besoins en bois énergie</b> -					
<b>203-4-1</b>	<b>Part surface des forêts de plantation à des fins énergétiques.</b>	%	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>26</b>	<b>27</b>
203-4-1-1	Améliorer la production et de l'utilisation du BE					
203-4-1-2	Augmenter des surfaces plantées en bois énergie					
203-4-1-3	Gérer des ressources forestières naturelles					
<b>203-5</b>	<b>Promouvoir l'exploitation rationnel des sources d'énergie locales</b> -					
<b>203-5-1</b>	<b>Nombre de ressources d'énergie renouvelables développées et de ressources d'énergie non renouvelables promues</b>	Nombre	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>12</b>
203-5-1-1	Développer des ressources d'énergie renouvelable; Promotion de ressources d'énergie non renouvelables					
<b>203-6</b>	<b>Renforcer l'appui au développement du secteur energie</b> -					
<b>203-6-1</b>	<b>Taux de satisfaction des acteurs du secteur</b>	%	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>85</b>	<b>86</b>
203-6-1-1	Renforcer la capacité des départements chargés du développement du secteur énergie					
<b>203-7</b>	<b>Promouvoir l'economie d'energie/ efficacité energetique</b> -					
<b>203-7-1</b>	<b>Evolution de l'Intensité énergétique</b>	%	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>-2.5</b>	<b>-2.5</b>
203-7-1-1	Promouvoir la pratique économe; LBC ;					
203-7-1-2	Substituer d'énergie et équipements					
<b>520</b>	<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>					
<b>032</b>	<b>Administration Et Coordination</b>					
<b>032-1</b>	<b>Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient</b> -					
<b>032-1-1</b>	<b>Taux d'exécution Budgétaire</b>	%	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
032-1-1-1	Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources: humaines, financières et matériels					
<b>205</b>	<b>Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement</b>					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>52</b>	<b>MINISTERE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES</b>					
<b>520</b>	<b><u>EAU ET ASSAINISSEMENT</u></b>					
<b>205</b>	<b>Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement</b>					
<b>205-1</b>	<b><u>Mettre en oeuvre les grands principes de GRE et contribuer à la pérennisation des investissements et la durabilité des AEPA</u></b> -					
<b>205-1-1</b>	<b>Nombre de bassins inventoriés</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
	205-1-1-1	Gérer les ressources en eau pour l'eau potable et assainissement				
	205-1-1-2	Améliorer et augmenter les nombres des agences de bassins				
<b>205-1-2</b>	<b>Nombre de comité de bassins mis en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
	205-1-2-1	Gérer les ressources en eau pour l'eau potable et assainissement				
<b>205-1-3</b>	<b>Nombre de périmètre de protection relatifs aux projets</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
	205-1-3-1	Gérer les ressources en eau pour l'eau potable et assainissement				
<b>205-2</b>	<b><u>Assurer de manière durable l'accès de la population à l'eau potable</u></b> -					
<b>205-2-1</b>	<b>Taux de desserte en eau potable national</b>	<b>%</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>59</b>	<b>59</b>
	205-2-1-1	Construire et gérer les points d'eau ( BF, BP, puits, Forage				
<b>205-2-2</b>	<b>Taux de desserte en eau potable en mileu urbain</b>	<b>%</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>73</b>	<b>73</b>
	205-2-2-1	Construire et gérer les points d'eau ( BF, BP, puits, Forage				
<b>205-2-3</b>	<b>Taux de desserte en eau potable en milieu rural</b>	<b>%</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>56</b>	<b>56</b>
	205-2-3-1	Construire et gérer les points d'eau ( BF, BP, puits, Forage				
<b>205-3</b>	<b><u>Assurer de manière durable l'accès de la population aux infrastructures d'assainissement</u></b> -					
<b>205-3-1</b>	<b>Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement national</b>	<b>%</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>58</b>	<b>58</b>
	205-3-1-1	Construire et gérer les latrines				
<b>205-3-2</b>	<b>Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement urbain</b>	<b>%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>75</b>	<b>75</b>
	205-3-2-1	Construire et gérer les latrines				
<b>205-3-3</b>	<b>Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement rural</b>	<b>%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
	205-3-3-1	Construire et gérer les latrines				
<b>540</b>	<b><u>HYDROCARBURES</u></b>					
<b>204</b>	<b>Développement du secteur pétrolier et des biocarburants</b>					
<b>204-1</b>	<b><u>ENCOURAGER ET FACILITER L'EXPLOITATION DES RESSOURCES D'HYDROCARBURES DU PAYS</u></b> -					
<b>204-1-1</b>	<b>Taux de variation du prix du carburant</b>	<b>%</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>7</b>
	204-1-1-1	Créer des sites pilote et essai d'utilisation du biocarburant				
	204-1-1-2	Exploiter des dépôts de stockage stratégique				

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>53</b>	<b>MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE</b>					
<b>530</b>	<b>MINES</b>					
<b>019</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>019-1</b>	<b>Renforcer les prestations de service public</b>					
019-1-1	Taux d'exécution Budgétaire	%	90	90	90	90
019-1-1-1	Rendre efficace la politique régulatrice et de bonne gouvernance					
<b>019-2</b>	<b>Assurer la qualité de service de santé pour les agents du ministère auprès de la Présidence chargé des ressources stratégiques</b>					
019-2-1	Taux du personnel du ministère ayant accès au service de dentisterie	Nombre	90	90	100	0
019-2-1-1	Assurer les consultations spécialisées					
<b>019-3</b>	<b>Mettre en oeuvre le Datacenter national, dématérialiser et E-gouverner le secteur minier et pétrolier</b>					
019-3-1	Nombre de direction interrégionale et régionale connectée avec la direction centrale	Nombre	9	9	9	9
019-3-1-1	Installer un système informatisé intégré à la gestion du patrimoine, des ressources humaines et des affaires financières du ministère					
<b>019-4</b>	<b>Faire fonctionner convenablement et d'une manière confortable les activités du ministère</b>					
019-4-1	Nombre de direction équipée de nouveau matériel	Nombre	10	10	10	10
019-4-1-1	Acheter les matériels informatiques, materiel et mobilier de bureau et les matériels techniques					
<b>019-5</b>	<b>Construire de nouveaux bâtiments pour la police des mines au niveau central et régionaux</b>					
019-5-1	Nombre de batiments construits	Nombre	2	2	5	5
019-5-1-1	Construire des nouveaux bâtiments					
<b>019-6</b>	<b>Assurer un service de proximité, une intervention rapide et ponctuelle de la Police des Mines</b>					
019-6-1	Nombre de matériels roulants (voitures et moto) acquis	Nombre	3	3	7	10
019-6-1-1	Faire l'acquisition des matériels roulants (Véhicules 4x4 et moto)					
<b>609</b>	<b>Développement du secteur Minier</b>					
<b>609-1</b>	<b>Augmenter les recettes minières</b>					
609-1-1	Recettes d'exportation minière	Md Ar	250	1080	250	250
609-1-1-1	Actualiser la valeur marchande					
609-1-2	Frais d'Administration minière	Millier USD	10000	0	10000	10000
609-1-2-1	Améliorer les recouvrements des recettes minières					
609-1-3	Frais d'Administartion minière	Millions DTS	0	10	10	10
609-1-3-1	Améliorer les recouvrements des recettes minières					
<b>609-2</b>	<b>Renforcer la promotion des investissements miniers</b>					
609-2-1	Nombre des investisseurs	Nombre	12	12	12	12
609-2-1-1	Améliorer la promotion des investisseurs nationaux et étrangers					
<b>609-3</b>	<b>Remettre en etat la bibliotheque géologique</b>					
609-3-1	Nombre de nouveaux documents dans la bibliothèque	Nombre	100	100	0	0
609-3-1-1	Inventorier tous les documents existants					
<b>609-4</b>	<b>Régulariser les opérateurs vis-à-vis de l'environnement</b>					
609-4-1	Nombre de permis et autorisations environnementales délivrés	Nombre	40	40	50	60
609-4-1-1	Proceder à l' Inspéction environnementale					
<b>609-5</b>	<b>Intégrer dans le secteur formel les Petites mines et les mines artisanales</b>					
609-5-1	Nombre des associations ou groupements de mineurs créés	Nombre	36	36	70	100
609-5-1-1	Recenser les associations et groupements de mineurs créés					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>53</b>	<b>MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE</b>					
<b>530</b>	<b>MINES</b>					
<b>609</b>	<b>Développement du secteur Minier</b>					
<b>609-6</b>	<b>Rassembler et déposer les produits saisis dans un seul entrepôt</b> -					
<b>609-6-1</b>	<b>Pourcentage des travaux réalisé</b>	%	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>60</b>	<b>80</b>
609-6-1-1	Construire un hangar					
609-6-1-2	Aménager les parkings et rénover les clotures					
<b>609-7</b>	<b>Cadrer la gestion de l'Industrie Extractive</b> -					
<b>609-7-1</b>	<b>Taux d'avancement des études et des analyses sur l'amélioration de la gestion des impacts environnementaux et sociaux liées aux secteur minier et pétrolier</b>	%	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
609-7-1-1	Amélioration de la gestion des impactes environnementaux et sociaux liées aux secteurs Minier et Pétrolier					
<b>609-7-2</b>	<b>Taux de réalisation de la mise à jour du système cadastrale informatisé</b>	%	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
609-7-2-1	Assistance technique pour une gestion performante et transparente des titres miniers					
<b>609-7-3</b>	<b>Nombre de textes règlementaires mise à jour</b>	<b>Nombre</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
609-7-3-1	Assistance technique pour la mise en place d'un cadre règlementaire et institutionnel opérationnel pour les mines					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>61</b>	<b>MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS</b>					
<b>610</b>	<b>TRAVAUX PUBLICS</b>					
<b>020</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>020-1</b>	<b><u>Optimiser l'atteinte des priorités liées à l'accès et au développement des régions clés à forte potentialité croissance économique</u></b>					
<b>020-1-1</b>	<b>Proportion des zones économiques à forte potentialité connectée au réseau des transports</b>	%	65	65	65	65
020-1-1-1	Elaborer et mettre en oeuvre un plan stratégique national sur l'infrastructure ayant pour objectif une forte croissance économique (PMO activité 1.1)					
020-1-1-2	Programmer un nouveau réseau de transport avec les infrastructures adéquates connectant toutes les régions à forte croissance économique (PMO activité 1.2)					
<b>020-2</b>	<b><u>Optimiser la mobilisation des ressources financières, humaines et de technologie de l'information et le contrôle de gestion basé sur les performances</u></b>					
<b>020-2-1</b>	<b>Taux de couverture du financement des projets prioritaires</b>	%	40	40	50	50
020-2-1-1	Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées, en relation avec les entités externalisées					
020-2-1-2	Veiller à une articulation satisfaisante entre la programmation, l'ordonnement physique et la disponibilité du financement					
<b>020-2-2</b>	<b>Taux de réalisation du plan de formation : au profit du personnel TP et au profit des partenaires techniques</b>	%	55	55	55	60
020-2-2-1	Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées, en relation avec les entités externalisées					
020-2-2-2	Appuyer à la formation technique et professionnelle secteur BTP					
<b>020-2-3</b>	<b>Niveau d'intégration du système d'information pour la production des indicateurs de résultat</b>	%	40	40	50	50
020-2-3-1	Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées, en relation avec les entités externalisées					
020-2-3-2	Veiller à une articulation satisfaisante entre la programmation, l'ordonnement physique et la disponibilité du financement					
<b>206</b>	<b>Développement des infrastructures routières</b>					
<b>206-1</b>	<b><u>Optimiser le réseau circulaire toute l'année et le désenclavement du territoire à travers les constructions, réhabilitations et entretiens périodiques du réseau routier</u></b>					
<b>206-1-1</b>	<b>Taux des communes accessibles par voie de surface toute l'année</b>	%	60	60	60	60
206-1-1-1	Construire, réhabiliter et entretenir périodiquement les routes nationales (RN 3b, 5, 6, 9, 18, 31, 32, 33, 33b, 43, 44, 57) et des routes rurales (22 régions)					
206-1-1-2	Assurer l'intégration des dimensions sociales et environnementales					
<b>206-1-2</b>	<b>Pourcentages du réseau Routes Nationales (RN) en bon état</b>	%	30	30	35	50
206-1-2-1	Construire, réhabiliter et entretenir périodiquement les routes nationales : RN 3b, 5, 6, 9, 18, 31, 32, 33, 33b, 43, 44, 57; et des ouvrages de franchissement : Mahavavy, Manajeba, Kamoro, Betsiboka, sur les RN4, RN9, RN35 (22 régions)					
<b>206-2</b>	<b><u>Optimiser la maintenance du patrimoine routier à travers l'entretien-courant et les mesures de sauvegarde du réseau routier</u></b>					
<b>206-2-1</b>	<b>Taux de redevance de l'entretien Routier (RER) précompté pour le FER</b>	%	8	8	8	8
206-2-1-1	Augmenter les ressources du FER en adéquation avec les besoins					
206-2-1-2	Assurer l'Entretien courant de 11.890 km de Routes Nationales (22 régions)					
206-2-1-3	Assurer la protection du patrimoine routier à travers la prévention des risques et le contrôle des charges à l'essieu					
<b>206-2-2</b>	<b>Taux de RN éligibles à l'entretien courant traitées</b>	%	35	35	36	36
206-2-2-2	Assurer l'Entretien courant de 11.890 km de Routes Nationales (22 régions)					
<b>206-2-3</b>	<b>Pourcentage des projets routiers avec E.I.E.</b>	%	20	20	50	100
206-2-3-1	Assurer l'intégration des dimensions sociales et environnementales					
<b>206-2-4</b>	<b>Pourcentages des Bâtiments Rehabilite</b>	%	20	20	40	60
206-2-4-1	Réhabiliter et entretenir les bâtiments administratifs					
<b>206-2-5</b>	<b>Niveau d'intégration du système d'information et communication</b>	%	40	40	50	50
206-2-5-1	Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>62</b>	<b>MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE</b>					
<b>460</b>	<b><u>DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE</u></b>					
<b>018</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>018-1</b>	<b><u>Renforcer la capacité des agents sur la gestion des dossiers fonciers</u></b> -					
<b>018-1-1</b>	<b>Nombre d'agents formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>500</b>	<b>300</b>	<b>5500</b>	<b>5500</b>
018-1-1-1	Former les agents (Central, Boeny, Analamanga, Bongolava, Itasy)					
<b>018-2</b>	<b><u>Optimiser la gestion des ressources allouées au service foncier</u></b> -					
<b>018-2-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
018-2-1-1	Assurer le fonctionnement opérationnel des services fonciers (central)					
<b>409</b>	<b>Domaine et sécurisation foncière</b>					
<b>409-1</b>	<b><u>Sécuriser le foncier et moderniser les services fonciers</u></b> -					
<b>409-1-1</b>	<b>Nombre de titres fonciers établis</b>	<b>Nombre</b>	<b>10000</b>	<b>10000</b>	<b>60000</b>	<b>60000</b>
409-1-1-1	Etablir les titres fonciers (National)					
<b>409-1-2</b>	<b>Nombre d'opérations de bornage effectués</b>	<b>Nombre</b>	<b>8000</b>	<b>8000</b>	<b>12750</b>	<b>12750</b>
409-1-2-1	Effectuer des opérations de bornage (National)					
<b>409-1-3</b>	<b>Nombre de documents topographiques délivrés</b>	<b>Nombre</b>	<b>40000</b>	<b>40000</b>	<b>60000</b>	<b>60000</b>
409-1-3-1	Délivrer des documents topographiques					
<b>409-1-4</b>	<b>Nombre de plans topographiques fonciers numérisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>4000</b>	<b>7000</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>
409-1-4-1	Numériser des plans topographiques fonciers (Analamanga, Bongolava, Diana, SAVA, Haute Matsiatra, Atsimo Atsinanana, Ihorombe, Sofia, Atsinanana, Analanjirofo, Alaotra Mangoro, Atsimo Andrefana, Androy, Anosy)					
<b>409-1-5</b>	<b>Nombre de Circonscriptions dont l'informatisation des archives foncière et domaniales sont effectuées</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
409-1-5-1	Informatiser les archives foncières et domaniales (Central, Analamanga)					
<b>409-1-6</b>	<b>Nombre de Plans Locals d'Occupation Foncères (PLOF)élaborés</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
409-1-6-1	Elaborer des PLOFs (National)					
<b>409-2</b>	<b><u>Décentraliser la gestion foncière</u></b> -					
<b>409-2-1</b>	<b>Nombre de communes appuyées</b>	<b>Nombre</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>500</b>	<b>500</b>
409-2-1-1	Appuyer les communes dans la mise en place des Guichets Fonciers (22 régions)					
<b>409-2-2</b>	<b>Nombre de Guichets Fonciers appuyés</b>	<b>Nombre</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>750</b>	<b>750</b>
409-2-2-1	Appuyer techniquement les Guichets Fonciers (22 régions)					
<b>409-2-3</b>	<b>Nombre de Guichets uniques mis en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
409-2-3-1	Mettre en place les guichets uniques des services fonciers (Atsinanana, Analanjirofo, Vakinankaratra, Anosy, Menabe, Boeny, Alaotra Mangoro)					
<b>620</b>	<b><u>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</u></b>					
<b>021</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>021-1</b>	<b><u>Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration et des services déconcentrés</u></b> -					
<b>021-1-1</b>	<b>Nombre d'agents formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>50</b>	<b>30</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
021-1-1-1	Organiser des formations locales en faveur des Agents du M2PATE (Central et Analamanga)					
<b>021-1-2</b>	<b>Nombre de matériels acquis</b>	<b>Nombre</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>120</b>
021-1-2-1	Equiper les structures et les services déconcentrés (Central, Analamanga, Bongolava, Itasy, Vakinankaratra, Diana, SAVA, Haute Matsiatra, V7V, Boeny, Atsinanana, Atsimo Andrefana, Anosy)					
<b>021-1-3</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
021-1-3-1	Assurer le fonctionnement opérationnel des services de l'aménagement du territoire (Analamanga, Boeny, Vakinankaratra, Diana, Sava, Haute Matsiatra, Atsimo Andrefana, V7V, Atsinanana)					
<b>021-1-4</b>	<b>Nombre de services déconcentrés appuyés et mis en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>27</b>	<b>10</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
021-1-4-1	Construire et/ou réhabiliter des batiments administratifs pour les services déconcentrés (Analamanga, Vakinankaratra, Haute Matsiatra, V7V, Boeny, Atsinanana, Atsimo Andrefana, Anosy)					
<b>021-2</b>	<b><u>Planifier et aménager les territoires à tous les niveaux</u></b> -					
<b>021-2-1</b>	<b>Nombre de cadres juridiques et réglementaires élaborés et/ou vulgarisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
021-2-1-1	Elaborer et vulgariser des cadres réglementaires et juridiques (central)					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>62</b>	<b>MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE</b>					
<b>620</b>	<b>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
<b>021</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>021-3</b>	<b>Sécuriser le territoire maritime</b>					
<b>021-3-1</b>	<b>Taux de réalisation de la régularisation du Plateau Continental Sud de Madagascar</b>	<b>%</b>	<b>00</b>	<b>0.3</b>	<b>00</b>	<b>00</b>
021-3-1-1	Compléter les données scientifiques manquantes auprès des Nations Unies (central)					
<b>207</b>	<b>Aménagement et équipement des villes</b>					
<b>207-1</b>	<b>Mettre à jour les Plans de Développement à chaque niveau de territoire et Programmer les actions</b>					
<b>207-1-1</b>	<b>Nombre de document d'orientation en matière d'Aménagement du territoire élaborés</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>114</b>	<b>105</b>
207-1-1-1	Accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration des outils de planification, des politiques de développement territorial et des documents de modélisation des espaces de croissance (central)					
<b>207-2</b>	<b>Appuyer les collectivités territoriales décentralisées en matière de développement urbain</b>					
<b>207-2-1</b>	<b>Nombre des collectivités territoriales appuyées en matière de développement urbain</b>	<b>Nombre</b>	<b>1000</b>	<b>800</b>	<b>6781</b>	<b>6701</b>
207-2-1-1	Appuyer techniquement et administrativement les collectivités territoriales en matière de développement urbain(central)					
<b>640</b>	<b>GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS</b>					
<b>058</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>058-1</b>	<b>Elaborer la politique nationale de développement des infrastructures et équipements</b>					
<b>058-1-1</b>	<b>Nombre de documents de politique élaboré</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
058-1-1-1	Elaborer les 4 composantes de la PNDIE (22 Régions)					
<b>058-2</b>	<b>Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration</b>					
<b>058-2-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
058-2-1-1	Assurer le fonctionnement opérationnel des services techniques (Central)					
<b>215</b>	<b>Développement des infrastructures</b>					
<b>215-1</b>	<b>Aménager des infrastructures et équipements</b>					
<b>215-1-1</b>	<b>Nombre de construction et/ou réhabilitation de grandes infrastructures socio économiques</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>40</b>	<b>45</b>
215-1-1-1	Construire et/ou réhabiliter des grandes infrastructures socio-économique (22 régions)					
<b>215-1-2</b>	<b>Nombre de construction et/ou rénovation des équipements socio-économiques</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>50</b>	<b>70</b>
215-1-2-1	Construire et/ou rénover les équipements socio-économiques (22régions)					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>63</b>	<b>MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE</b>					
<b>630</b>	<b>TRANSPORT</b>					
<b>022</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>022-1</b>	<b>Assurer une meilleure coordination du secteur</b>					
<b>022-1-1</b>	<b>Nombre de dossiers de marchés montés dans les délais requis</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
022-1-1-1	Suivre les projets et programmes sectoriels					
<b>022-2</b>	<b>Renforcer les capacités en ressources humaines et matérielles du département</b>					
<b>022-2-1</b>	<b>Nombre de structures connectées à l'intranet</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
022-2-1-1	Equiper les structures					
022-2-1-2	Mettre en place et opérationnaliser la base de données du Ministère					
022-2-1-3	Former et recruter des Agents					
<b>022-2-2</b>	<b>Nombre d'agents formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
022-2-2-1	Equiper les structures					
022-2-2-2	Mettre en place et opérationnaliser la base de données du Ministère					
022-2-2-3	Former et recruter des Agents					
<b>208</b>	<b>Transports Routier et Ferroviaire</b>					
<b>208-1</b>	<b>Améliorer l'efficacité et la qualité des transports routiers</b>					
<b>208-1-1</b>	<b>Nombre de gares routières construites et/ou réhabilitées</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
208-1-1-1	Construire des gares routières de Voyageurs et de Marchandises (Antananarivo : 1 gare routière de voyageurs - Toliara : 1 gare routière de voyageur)					
208-1-1-2	Elaborer des règles régissant les transports routiers					
<b>208-2</b>	<b>Améliorer l'efficacité et la qualité des transports ferroviaires</b>					
<b>208-2-1</b>	<b>Nombre d'ouvrages d'art réhabilités</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
208-2-1-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-1-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-1-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					
<b>208-2-2</b>	<b>Longueur de voie ferrée réhabilitée</b>	<b>Km</b>	<b>70</b>	<b>40</b>	<b>70</b>	<b>70</b>
208-2-2-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-2-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-2-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					
<b>208-2-3</b>	<b>Tonnage du fret (voie ferrée)</b>	<b>Tonnes</b>	<b>400000</b>	<b>250000</b>	<b>400000</b>	<b>400000</b>
208-2-3-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-3-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-3-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					
<b>208-2-4</b>	<b>Nombre de déraillement</b>	<b>Nombre</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
208-2-4-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-4-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-4-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					
<b>208-3</b>	<b>Améliorer la sécurité routière.</b>					
<b>208-3-1</b>	<b>Nombre de sessions de sensibilisation à la sécurité routière</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
208-3-1-1	Former et perfectionner les acteurs					
208-3-1-2	Mener une campagne de sensibilisation des usagers de la route					
<b>209</b>	<b>Transports Maritime, Fluvial et Aérien</b>					
<b>209-1</b>	<b>Développer le système des transports aériens</b>					
<b>209-1-1</b>	<b>Nombre d'aérodromes aux normes</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
209-1-1-1	Réhabiliter et/ou aménager les infrastructures aéroportuaires					
209-1-1-2	Elaborer les règles régissant le transport aérien					
<b>209-1-2</b>	<b>Nombre de passagers par voie aérienne (en milliers)</b>	<b>Nombre</b>	<b>1200</b>	<b>1000</b>	<b>1300</b>	<b>1400</b>
209-1-2-1	Réhabiliter et/ou aménager les infrastructures aéroportuaires					
209-1-2-2	Elaborer les règles régissant le transports aérien					
<b>209-1-3</b>	<b>Tonnage du fret aérien</b>	<b>Tonnes</b>	<b>20000</b>	<b>12000</b>	<b>20000</b>	<b>21000</b>
209-1-3-1	Réhabiliter et/ou aménager les infrastructures aéroportuaires					
209-1-3-2	Elaborer les règles régissant le transport aérien					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>63</b>	<b>MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE</b>					
<b>630</b>	<b>TRANSPORT</b>					
<b>209</b>	<b>Transports Maritime, Fluvial et Aérien</b>					
<b>209-2</b>	<b>Développer le système des transports maritimes et fluviaux</b> -					
<b>209-2-1</b>	<b>Nombre de ports aux normes</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
209-2-1-1	Réhabiliter les infrastructures portuaires (Port de Mananjary - Port de Toliara - Port de Mahajanga)					
209-2-1-2	Elaborer les règles régissant le transport maritime et fluvial					
<b>209-2-2</b>	<b>Tonnage du fret maritime</b>	<b>Tonnes</b>	<b>4000000</b>	<b>3000000</b>	<b>4000000</b>	<b>4000000</b>
209-2-2-1	Réhabiliter les infrastructures portuaires (Port de Mananjary - Port de Toliara - Port de Mahajanga)					
209-2-2-2	Elaborer les règles régissant le transport maritime et fluvial					
<b>680</b>	<b>METEOROLOGIE</b>					
<b>042</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>042-1</b>	<b>Optimiser la gestion des ressources allouées à la météorologie</b> -					
<b>042-1-1</b>	<b>Taux d'exécution Budgétaire</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>80</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
042-1-1-1	Assurer le fonctionnement opérationnel des services centraux					
042-1-1-2	Assurer le fonctionnement opérationnel des services inter-régional					
<b>042-2</b>	<b>Améliorer l'accès aux informations météorologiques et hydrologiques</b> -					
<b>042-2-1</b>	<b>Taux d'accès des usagers aux informations météorologiques</b>	<b>%</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>45</b>	<b>50</b>
042-2-1-1	Attirer les groupes d'utilisateurs d'informations météorologiques					
042-2-1-2	Vulgariser les produits et études météorologiques					
<b>042-2-2</b>	<b>Taux d'accès des usagers aux informations hydrologiques</b>	<b>%</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>50</b>
042-2-2-1	Renforcer le réseau de pratique et de mesure hydrologique					
042-2-2-2	Vulgariser les produits et études hydrologiques					
<b>211</b>	<b>Développement météorologique</b>					
<b>211-1</b>	<b>Optimiser le réseau des stations et systèmes d'information météorologiques</b> -					
<b>211-1-1</b>	<b>Taux de couverture du réseau</b>	<b>%</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>60</b>
211-1-1-1	Réhabiliter, moderniser les stations météorologiques automatiques (PMO activité 6.1)					
211-1-1-2	Connecter les réseaux d'observation (PMO activité 6.2)					
<b>211-1-2</b>	<b>Taux de fiabilité des prévisions météo</b>	<b>%</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>85</b>	<b>85</b>
211-1-2-1	Réhabiliter, moderniser les stations météorologiques automatiques (PMO activité 6.1)					
211-1-2-2	Connecter les réseaux d'observation (PMO activité 6.2)					
<b>211-2</b>	<b>Renforcer les outils de communication, la vulgarisation et la capacité des utilisateurs</b> -					
<b>211-2-1</b>	<b>Nombre de régions utilisateurs des informations météo</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>22</b>
211-2-1-1	Renforcer la capacité scientifique et technique du personnel (PMO activité 6.3)					
211-2-1-2	Elaborer des outils/ études d'impact sur les changements climatiques (PMO activité 6.4)					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>66</b>	<b>MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE</b>					
<b>660</b>	<b><u>POSTE ET TELECOMMUNICATION</u></b>					
<b>023</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>023-1</b>	<b><u>Assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, - financières et matérielles</u></b>					
<b>023-1-1</b>	<b>Taux de crédit engagé par rapport au crédit global</b>	<b>%</b>	<b>95</b>	<b>95</b>	<b>95</b>	<b>95</b>
	023-1-1-1	Gerer rationnellement et rentablement les ressources humaines, financières et matérielles				
<b>214</b>	<b>Appui à l'extension de la couverture postale</b>					
<b>214-1</b>	<b><u>Faire assurer le Service Postal Universel (SPU) ou Service Public Postal (SPP)</u></b>					
<b>214-1-1</b>	<b>Bureaux de postes ouverts en zone rurale</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	214-1-1-1	Adopter de nouvelles lois régissant le secteur postal et du décret sur le nouveau statut de la PAOMA				
<b>670</b>	<b><u>TIC</u></b>					
<b>043</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>043-1</b>	<b><u>Améliorer l'efficacité et la qualité des services des Télécommunications et des Nouvelles Technologies</u></b>					
<b>043-1-1</b>	<b>Nombre de documents légaux ou techniques sur les TIC révisés ou élaborés</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	043-1-1-1	Réviser les documents légaux ou techniques sur les TIC				
	043-1-1-2	Modifier , reviser, élaborer les texte régissant les TIC				
<b>210</b>	<b>Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales</b>					
<b>210-1</b>	<b><u>Assurer un système de communication efficace et abordable</u></b>					
<b>210-1-1</b>	<b>Nombre de points d'accès Internet publics opérationnels</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
	210-1-1-1	Développer l'accès aux services TIC pour tous				
	210-1-1-2	Mise en place syber espace et cyber base scolaire				

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019	
<b>71</b>	<b>MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE</b>						
<b>710</b>	<b>SANTE</b>						
<b>024</b>	<b>Administration et Coordination</b>						
<b>024-4</b>	<b>Améliorer la gestion des ressources</b>						
<b>024-4-1</b>	<b>Proportion de formation sanitaire ayant au moins 2 agents de santé</b>		<b>%</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>61</b>	<b>66</b>
024-4-1-1	Assurer le Continuum de l'Administration et de la coordination						
024-4-1-2	Renforcer les supervisions intégrées						
024-4-1-3	Renforcer les suivis et contrôles à tous les niveaux						
<b>502</b>	<b>Fourniture de services de santé de base</b>						
<b>502-1</b>	<b>Améliorer l'accès de la population aux services de santé de qualité</b>						
<b>502-1-1</b>	<b>Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB</b>		<b>%</b>	<b>43</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>0</b>
502-1-1-1	Mettre aux normes les matériels et équipements techniques de base au niveau des CSB						
502-1-1-2	Renforcer les capacités techniques des personnels de santé et des agents communautaires						
502-1-1-3	Construire et réhabiliter les formations sanitaires selon les normes						
502-1-1-4	Effectuer la supervision intégrée au niveau des CSB publics et privés						
502-1-1-5	Mettre aux normes les infrastructures, les matériels et équipements au niveau des CSB						
502-1-1-6	Assurer le continuum de soins à travers la disponibilité des services intégrés au niveau des CSB						
<b>503</b>	<b>Fourniture de services de santé hospitaliers</b>						
<b>503-1</b>	<b>Améliorer l'accès de la population à des prestations de services hospitaliers de qualité</b>						
<b>503-1-2</b>	<b>Taux de létalité hospitalier toutes causes confondues</b>		<b>%</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2.90</b>	<b>2.7.0</b>
503-1-2-1	Mettre aux normes les infrastructures, les matériels et équipements des Centres hospitaliers (CHRD/CHRR/CHU)						
503-1-2-2	Mettre en oeuvre l'assurance qualité au niveau des hopitaux de référence						
<b>504</b>	<b>Fourniture de médicaments, consommables et autres produits</b>						
<b>504-1</b>	<b>Améliorer la disponibilité et l'accès aux médicaments et aux autres intrants de santé de qualité à tous les niveaux</b>						
<b>504-1-2</b>	<b>Taux de disponibilité en Médicaments traceurs au niveau CSB</b>		<b>%</b>	<b>95</b>	<b>95</b>	<b>95</b>	<b>95</b>
504-1-2-1	Approvisionner les Structures Sanitaires en médicaments et autres intrants de santé de qualité						
504-1-2-2	Effectuer l'audit de la gestion du FANOME et du Fonds d'Equité au niveau des CSB, Centres Hospitaliers et Pha-G-Dis (ou Pharmacie de Gros District)						
<b>505</b>	<b>Lutte contre les maladies</b>						
<b>505-1</b>	<b>Réduire la prévalence des principales maladies endémiques et les Maladies Tropicales négligées</b>						
<b>505-1-1</b>	<b>Taux d'incidence du paludisme au niveau CSB</b>		<b>%</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
505-1-1-1	Diagnostiquer et Traiter correctement les cas de paludisme simple confirmés au niveau des Formations Sanitaires						
505-1-1-2	Approvisionner les Formations Sanitaires en intrants Paludisme (ACT ou Traitement Combiné à base de l'Artémisinine; RDT,...)						
505-1-1-3	Mener la CAID ou Campagne d'Aspersions Intra-Domestique et la distribution de MID ou Moustiquaire d'Imprégnation Durable						
505-1-1-4	Renforcer le diagnostic et le traitement correcte des cas de fièvre pour chaque tranche d'âge et à tous niveaux y compris communautaires						
505-1-1-5	Doter les formations sanitaires en plateaux techniques pour le dépistage précoce des MNT et des déficiences et incapacités						
<b>506</b>	<b>Survie et développement de la mère et de l'enfant</b>						
<b>506-1</b>	<b>Accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile</b>						
<b>506-1-2</b>	<b>Taux d'accouchement au niveau CSB</b>		<b>%</b>	<b>40</b>	<b>35</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
506-1-2-1	Mettre en oeuvre les soins maternels, néonataux complets et de qualité au niveau des formations sanitaires (CPN recentrés, accouchement assisté par personnel qualifié, Consultation Post-natale)						
506-1-2-2	Renforcer la vaccination de routine						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>75</b>	<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>					
<b>750</b>	<b>JEUNESSE</b>					
<b>045</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>045-5</b>	<b>Améliorer la gouvernance du secteur "Jeunesse" à Madagascar</b> -					
<b>045-5-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	<b>Nombre</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>97</b>
045-5-1-1	Former les cadres en "Administration et Gouvernance du secteur Sport" avec un système de perfectionnement professionnel continu					
045-5-1-2	Former les cadres en "Administration et Gouvernance du secteur Jeunesse" avec un système de perfectionnement professionnel continu					
045-5-1-3	Construire et réhabiliter des Bureaux administratifs de la Jeunesse et des Sports					
<b>045-5-2</b>	<b>Nombre des groupements sportifs et des groupements associatifs et Conseils des jeunes dont les capacités techniques, socio-organisationnelles et managériales sont renforcées</b>	<b>Nombre</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>120</b>
045-5-2-1	Appuyer les groupements sportifs, groupements associatifs et conseils des jeunes bénéficiaires de formation en leadership et en management pratique simplifié					
045-5-2-2	Doter les Communes d'un système de coordination et de suivi-évaluation des activités de la jeunesse et des sports avec l'implication effective des Conseils					
<b>045-5-3</b>	<b>Nombre de système de suivi-évaluation et d'audit interne et un système d'information établi et fonctionnels avec l'implication effective de toutes les parties prenantes à tous les niveaux</b>	<b>Nombre</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
045-5-3-1	Installer un système de coordination et suivi-évaluation et d'audit interne fonctionnel avec l'implication de toutes les parties prenantes à tous les niveaux de l'administration et de la jeunesse					
045-5-3-2	Installer un système d'information installé et fonctionnel avec l'implication effective de toutes les parties prenantes locales à tous les niveaux de l'administration et du sports					
045-5-3-3	Doter les Directions centrales et des directions régionales des matériels informatiques et équipements adéquats pour l'exploitation et la fonctionnalisation des systèmes nouvellement installés					
045-5-3-4	Acquérir des véhicules administratifs aux fins de coordination, de suivi-évaluation et d'audit interne des activités de la jeunesse et des Sports					
<b>302</b>	<b>Jeunesse</b>					
<b>302-9</b>	<b>Nombre de plateforme de service pour les jeunes au niveau des maisons des jeunes :</b> -					
<b>302-9-2</b>	<b>Accroissement des taux des jeunes dynamisés dans % les maisons des jeunes.</b>		<b>00</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>00</b>
302-9-2-1	Redynamiser les activités dans les maisons des jeunes					
<b>302-B</b>	<b>Renforcer et améliorer les capacités (physiques, intellectuelles, psychiques et morales) de tous les enfants et jeunes malgaches sans distinction, et garantir leur bien être tout au long de leur vie conformément aux recommandations de l'UNESCO</b> -					
<b>302-B-1</b>	<b>Nombre d'enfants malgaches, incluant les jeunes filles, les personnes en situation d'handicap et les groupes marginalisés, dont les capacités (physiques, intellectuelles, morales) sont renforcées et le bien-être est sensiblement amélioré</b>	<b>Nombre</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
302-B-1-1	Aménager et créer des sites pour l'Amélioration de l'Education Physique de Qualité "AEPQ" dans les milieux socio-éducatifs et communautaires					
<b>302-B-2</b>	<b>Nombre d'enfants , incluant les jeunes filles, les personnes en situation d'handicap et les groupes marginalisés, adoptant un reflexe des comportements sains et actifs (culture de mouvement) tout au long de leur vie</b>	<b>Nombre</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
302-B-2-1	Former des cadres EPS en vue de l'animation et de l'encadrement des sites "AEPQ" (formation initiale et formation continue)					
<b>302-C</b>	<b>Renforcer les conditions sociales des jeunes malgaches afin qu'ils soient efficacement et solidement protégés contre les fléaux de toutes sortes</b> -					
<b>302-C-1</b>	<b>Nombre de construction et réhabilitation des infrastructures offrant des services de proximité et de qualité aux jeunes en partenariat avec les parties prenantes locales en vue de leur exploitation optimale et leur pérennisation</b>	<b>Nombre</b>	<b>205</b>	<b>205</b>	<b>230</b>	<b>230</b>
302-C-1-1	Construire et réhabiliter des infrastructures offrant des services des services de proximité et de qualité aux jeunes en partenariat avec les parties prenantes locales en vue de leur exploitation optimale et leur pérennisation					
302-C-1-2	Doter les maisons, les kiosques ou les espaces des jeunes en équipements et matériels TIC adéquats					
302-C-1-3	Former les jeunes ruraux aux TIC					
302-C-1-4	Créer des centres de loisirs avec des matériels et équipements adéquats					
302-C-1-5	Former des jeunes alphabétiseurs en AFI-D (Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement)					
302-C-1-6	Doter les centres des jeunes des dispositifs d'appui à l'éducation des jeunes défavorisés (cantines scolaires, activités péri et para scolaires) au service de la paix et du développement durable					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>75</b>	<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>					
<b>750</b>	<b>JEUNESSE</b>					
<b>302</b>	<b>Jeunesse</b>					
<b>302-C-2</b>	<b>Pourcentage des jeunes protégés contre les fléaux de toutes sortes, notamment les grossesses précoces, le VIH/SIDA, la drogue et la toxicomanie, le trafic des personnes, les violences'</b>	%	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>97</b>
302-C-2-1	Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre les grossesses précoces					
302-C-2-2	Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre le VIH/SIDA et les IST					
302-C-2-3	Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre la drogue et la toxicomanie					
302-C-2-4	Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre le trafic de personnes et les violences					
<b>302-D</b>	<b>Assurer le plein emploi pour la jeunesse malagasy tant en milieu rural qu'en milieu urbain</b>					
<b>302-D-1</b>	<b>Nombre des jeunes urbains ayant accès à un emploi décent et stable (réduction du taux de chômage des jeunes)</b>	Nombre	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>80</b>
302-D-1-1	Appuyer les groupements des jeunes urbains bénéficiaires de formation en entrepreneuriat					
302-D-1-2	Appuyer les micro-entreprises ou de coopératives créés par des groupements de jeunes entrepreneurs en milieu urbain					
<b>302-D-2</b>	<b>Nombre des jeunes ruraux disposant des revenus viables et stables (emplois ruraux)</b>	Nombre	<b>88</b>	<b>88</b>	<b>88</b>	<b>88</b>
302-D-2-1	Appuyer les groupements des jeunes ruraux bénéficiaires de formation en entrepreneuriat rural					
302-D-2-2	Doter les groupements des jeunes ruraux en matériels et équipements pour leur autopromotion					
<b>780</b>	<b>SPORTS</b>					
<b>301</b>	<b>Sports</b>					
<b>301-9</b>	<b>Promouvoir le développement de Madagascar vers une Grande Nation Sportive émergente en Afrique disposant des viviers considérables et intarissables de talents sportifs au niveau régional et local</b>					
<b>301-9-1</b>	<b>Nombre des disciplines olympiques où les athlètes malgaches détiennent, de façon stable et continue, des palmarès africains</b>	Nombre	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>340</b>	<b>94</b>
301-9-1-1	Subventionner les Fédérations sportives disposant des capacités confirmées dans l'élaboration, le management et le suivi-évaluation d'un plan de développement quadriennal					
301-9-1-2	Subventionner les Fédérations sportives dotées d'une infrastructure aux normes internationales en vue de la mise en oeuvre de leurs plans de développement quadriennaux					
301-9-1-3	Former des coaches sportifs de haut niveau sur la base de partenariat entre l'Académie Nationale des Sports et les Fédérations concernées avec l'appui des experts internationaux					
301-9-1-4	Appuyer les d'athlètes participants aux compétitions internationales à l'échelon régional (incluant Jeux des Iles de l'Océan Indien 2019)					
301-9-1-5	Elaborer des programmes scolaires et éducatifs en EPS pour les primaires					
<b>301-9-2</b>	<b>Nombre des disciplines olympiques pour lesquelles les athlètes malgaches dominant et prennent le premier rang dans la Région de l'Océan Indien</b>	Nombre	<b>47</b>	<b>47</b>	<b>212</b>	<b>103</b>
301-9-2-1	Renforcer les athlètes participants aux compétitions internationales à l'échelon continental (championnats d'Afrique et jeux africains 2019)					
301-9-2-2	Renforcer les athlètes participants aux compétitions internationales à l'échelon mondial (dont Jeux de la Francophonie 2017 et Jeux Olympiques de 2020)					
301-9-2-3	Organiser et soutenir les compétitions sportives internationales à Madagascar					
301-9-2-4	Renforcer les athlètes bénéficiaires du statut des athlètes de haut niveau					
<b>301-9-3</b>	<b>Nombre des Collectivités (Régions, Communes) dotées des viviers considérables et intarissables des talents sportifs</b>	Nombre	<b>233</b>	<b>233</b>	<b>258</b>	<b>300</b>
301-9-3-1	Créer des écoles de sport (techniquement, administrativement viables et financièrement autonomes) avec le concours effectif des acteurs locaux (CTD, secteur privé, parents') en vue de leur perennisation					
301-9-3-2	Créer des associations sportives scolaires (techniquement, administrativement et financièrement autonomes) et fonctionnelles avec le concours effectif des établissements scolaires et des parents d'élèves en vue de leur perennisation					
301-9-3-3	Doter les Collectivités d'infrastructures sportives destinées à la préparation de la relève sportive (financement direct et fonds de contrepartie de l'Etat malgache)					
301-9-3-4	Organiser des championnats nationaux scolaires (championnat spécifique pour chaque discipline sportive)					
301-9-3-5	Renforcer les jeunes athlètes participants aux championnats du monde du sport scolaire					
301-9-3-6	Créer des centres régionaux et/ou municipaux du sport-étude avec le concours effectif des acteurs locaux (CTD, secteur privé, parents') en vue de leur perennisation					
301-9-3-7	Créer des clubs municipaux des jeunes (techniquement et financièrement autonomes) fonctionnels sous l'égide des Grandes Villes concernés					
301-9-3-8	Organiser des Jeux inter-Villes des jeunes					
301-9-3-9	Former les jeunes athlètes admis au sein du Centre National du Sport-Etude (CNSE)					
301-9-3-A	Renforcer les jeunes athlètes malgaches participants aux compétitions internationales des jeunes					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités Type LFI 2017 LFR 2017 2018 2019

## 75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

### 780 **SPORTS**

#### 301 Sports

#### 301-A **Faire en sorte que Madagascar deviendra un Pays modèle et de référence en Afrique et dans le monde en matière de la promotion de Sport pour tous contribuant à la consolidation de la paix, à l'éducation pour le développement durable, à la promotion de la s**

Code	Description	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
301-A-1	<b>Pourcentage de réduction du taux de mortalité due à l'inactivité physique, (déclarée comme une pandémie mondiale par l'OMS)</b>	10	10	10	10
301-A-1-1	Créer des clubs "Sport-santé" (techniquement, administrativement viables et financièrement autonomes) au niveau des grandes villes avec le concours des parties prenantes locales en vue de leur pérennisation				
301-A-1-2	Organiser des championnats sportifs inter-universitaires sous l'égide d'une Fédération nationale du sport universitaire				
301-A-2	<b>Pourcentage de réduction des dépenses publiques liées à la santé grâce aux pratiques régulières de l'activité physique (culture de mouvement) par la population</b>	97	97	97	97
301-A-2-1	Organiser des Grands Jeux de la Grande Ile (compétition au sommet regroupant le sport civil, le sport universitaire et le sport militaire)				
301-A-2-2	Organiser des jeux corporatifs sous l'égide d'une Fédération nationale du sport corporatif				
301-A-2-3	Redynamiser et structurer les sports traditionnels sous l'égide d'une Fédération national du sport traditionnel				
301-A-3	<b>Pourcentage de réduction du taux de criminalité en milieu urbain et rural</b>	97	97	97	97
301-A-3-1	Sensibiliser et conscientiser les groupements sportifs d'enfants et de jeunes (sites AEPQ, associations sportives scolaires, écoles de sport, centres de sport-étude) dans la consolidation de la paix et la lutte contre le terrorisme				
301-A-3-2	Engager les communautés villageoises vers le développement durable et la transformation multidimensionnelle (santé, éducation, environnement, paix) grâce au potentiel mobilisateur et fédérateur du sport et de l'activité physique				
301-A-3-3	Former des Concepteurs et managers des politiques publiques en matière du sport au service de la paix et du développement durable				
301-A-4	<b>Taux de réalisation des Objectifs de Développement Durable grâce au potentiel mobilisateur et fédérateur du sport</b>	97	97	97	97
301-A-4-1	Former des animateurs sportifs pour la paix au niveau des Districts cibles : Paix du Sud				
301-A-4-2	Construire des infrastructures sportives rurales avec le système HIMO des jeunes : Paix du Sud				
301-A-4-3	Organiser des compétitions sportives locales pour la paix accompagnées de séances de loisirs et d'éducation des jeunes : Paix du Sud				
301-A-4-4	Organiser des compétitions sportives au sommet (inter-régional) pour la paix accompagnées de séances de loisirs et d'éducation des jeunes organisées : Paix du Sud				

### 790 **LOISIRS**

#### 303 Loisirs

#### 303-1 **Organiser des loisirs sains et éducatifs**

Code	Description	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
303-1-1	<b>Nombre des activités de loisirs et sportives dans les Maisons des Jeunes</b>	10	10	10	10
303-1-1-1	Organiser des évènements et des rencontres				

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités Type LFI 2017 LFR 2017 2018 2019

76		MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME				
<b>760</b>	<b>POPULATION ET DEVELOPPEMENT</b>					
<b>025</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>025-1</b>	<b>Elaborer et/ou mettre à jour le cadre institutionnel relatif à la Protection Sociale et Développement Social</b>	-				
<b>025-1-1</b>	<b>Nombre de textes juridiques élaborés et/ou mis à jour</b>	Nombre	3	3	4	5
025-1-1-1	Elaborer un projet de Loi sur la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS)					
025-1-1-2	Elaborer et/ou actualiser les textes juridiques touchant la Protection Sociale et le Développement Social					
025-1-1-3	Elaborer et/ou actualiser les textes juridiques touchant la Protection des minorités					
025-1-1-4	Procéder à la ratification de la convention cadre des nations unies pour la protection des minorités					
025-1-1-5	Procéder à la ratification de la convention internationale sur les droits des personnes handicapées					
025-1-1-6	Procéder à la mise à jour du projet de loi n° 030-2008 sur les droits des personnes âgées					
025-1-1-7	Mettre les textes nationaux en conformités avec la convention internationale sur les droits des personnes handicapées					
025-1-1-8	Elaborer et/ou actualiser des textes juridiques afférents au travail social					
025-1-1-9	Elaborer et/ou actualiser les textes juridiques touchant l'adoption					
025-1-1-A	Mettre à jour les textes juridiques relatifs aux pupilles de la nation					
025-1-1-B	Elaborer et/ou actualiser des textes juridiques et réglementaires encadrant les actions des sociétés civiles					
<b>025-1-2</b>	<b>Nombre de manuels de procédure et règlement intérieur sur l'adoption élaborés</b>	Nombre	1	1	1	1
025-1-2-1	Elaborer un manuel de procédure et un règlement intérieur sur l'adoption					
<b>025-1-3</b>	<b>Nombre de textes et supports relatifs à l'adoption vulgarisés et disséminés</b>	Nombre	500	500	750	1000
025-1-3-1	Vulgariser les textes législatifs et réglementaires / disséminer les supports relatifs à l'adoption					
<b>025-2</b>	<b>Assurer la coordination et le suivi-évaluation des structures d'intervention du Ministère</b>	-				
<b>025-2-1</b>	<b>Taux de structures supervisées</b>	%	100	100	100	100
025-2-1-1	Mettre en place un système de standardisation des mécanismes de coordination et de suivi					
<b>025-2-2</b>	<b>Taux de directions supervisées</b>	%	100	100	100	100
025-2-2-1	Effectuer de supervision formative des Services Centraux/régionaux du Ministère					
<b>025-2-3</b>	<b>Nombre de structures d'intervention supervisées</b>	Nombre	50	50	75	100
025-2-3-1	Effectuer des suivis formatifs des structures d'intervention du Ministère					
<b>025-3</b>	<b>Promouvoir les Partenariats pour les programmes de protection et de développement sociaux</b>	-				
<b>025-3-1</b>	<b>Nombre de conventions de partenariat traitées</b>	Nombre	10	10	12	15
025-3-1-1	Intensifier la relation avec les partenaires					
025-3-1-2	Intégrer la société civile parmi les partenaires de réalisations des programmes du Ministère					
<b>025-3-2</b>	<b>Nombre d'annuaires élaborés et distribués</b>	Nombre	10	10	15	20
025-3-2-1	Elaborer et diffuser les annuaires des ONG					
<b>025-3-3</b>	<b>Nombre de structures régionales mises en place et évaluées</b>	Nombre	10	10	15	22
025-3-3-1	Mettre en place et rendre fonctionnelles les structures stipulées par la Loi 96-030 du 17 août 1997 portant régime particulier des ONG à Madagascar					
025-3-3-2	Mettre en place un Comité de Pilotage de la Réinsertion Sociale et Professionnelle au niveau Régional					
025-3-3-3	Mettre en place des bureaux de recensement et identification des organismes de solidarité au niveau régional					
025-3-3-4	Mettre en place des plateformes de médiation sociale au niveau national et régional					
<b>025-4</b>	<b>Assurer une bonne gestion des ressources financières,</b>	-				
<b>025-4-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	%	100	100	100	100
025-4-1-1	Assurer et suivre l'exécution du budget					
<b>025-4-2</b>	<b>Taux d'engagement de salaires ECD</b>	%	100	100	100	100
025-4-2-1	Payer les salaires des agents ECD au niveau central que régional					
<b>025-5</b>	<b>Construire et/ou réhabiliter des bâtiments administratifs</b>	-				
<b>025-5-1</b>	<b>Bâtiments construits ou réhabilités</b>	Nombre	5	5	7	10
025-5-1-1	Doter des infrastructures modernes					
<b>025-5-2</b>	<b>Nombre d'infrastructures réhabilitées et/ou construites</b>	Nombre	10	10	15	20
025-5-2-1	Equiper les bâtiments en matériels techniques, informatiques et mobiliers de bureau					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>76</b>	<b>MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME</b>					
<b>760</b>	<b>POPULATION ET DEVELOPPEMENT</b>					
<b>025</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>025-6</b>	<b>Assurer une bonne gestion des ressources humaines du Ministère -</b>					
<b>025-6-1</b>	<b>Pourcentage de dossiers du personnel traités</b>	<b>%</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
025-6-1-1	Traitement des dossiers de gestion de carrière du personnel du Ministère					
<b>025-7</b>	<b>Sécuriser les patrimoines du Ministère -</b>					
<b>025-7-1</b>	<b>Nombre de propriétés du Ministère régularisées</b>	<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
025-7-1-1	Finaliser les documents inventoriant le patrimoine du Ministère et régulariser les propriétés du Ministère					
<b>025-8</b>	<b>Améliorer le Système d'information du Ministère -</b>					
<b>025-8-1</b>	<b>Nombre de personnes vulnérables recensées</b>	<b>Nombre</b>	<b>50000</b>	<b>50000</b>	<b>60000</b>	<b>70000</b>
025-8-1-1	Faire la collecte des données statistiques des personnes vulnérables et en situation de précarité					
<b>025-8-2</b>	<b>Nombre de registre unique élaboré</b>	<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
025-8-2-1	Elaborer un registre unique des personnes vulnérables					
<b>025-8-3</b>	<b>Nombre d'observatoire et ses démembrements locaux mis en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>8</b>
025-8-3-1	Mettre en place un observatoire national et ses démembrements locaux en matière de conflits					
<b>025-8-4</b>	<b>Nombre des points focaux TIC formés en GSI</b>	<b>Nombre</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>50</b>	<b>60</b>
025-8-4-1	Renforcer les capacités des points focaux TIC en gestion du système d'information					
<b>806</b>	<b>Etudes et Education en matière de Population</b>					
<b>806-1</b>	<b>Promouvoir des études et des recherches en matière de population -</b>					
<b>806-1-1</b>	<b>Nombre des études et recherches effectuées</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
806-1-1-1	Réaliser des études et des recherches en matière de Protection et Développement Social					
806-1-1-2	Réviser la Politique Nationale de la Population pour la développement socio-économique					
806-1-1-3	Mener une étude relative à la lutte contre l'adoption illicite à travers l'enlèvement, la vente et le trafic des enfants					
806-1-1-4	Promouvoir les us et coutumes malagasy prônant la solidarité et la cohésion sociale					
<b>806-2</b>	<b>Mettre en place un système d'éducation de la population -</b>					
<b>806-2-1</b>	<b>Nombre de Districts touchés</b>	<b>Nombre</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>44</b>	<b>66</b>
806-2-1-1	Mettre en place une structure de coordination par District (acteurs sociaux publics et privés)					
806-2-1-2	Mener des actions de mobilisation sociale au niveau des districts					
806-2-1-3	Promouvoir l'éducation non formelle de la population en vue d'un relèvement socio-économique et culturel au niveau des districts					
806-2-1-4	Identifier et recenser les groupes cibles pour l'éducation non formelle au niveau des districts					
806-2-1-5	Favoriser l'intégration professionnelle des familles au niveau des districts					
806-2-1-6	Mettre en place un Comité de Pilotage en matière d'éducation non formelle (ENF) (composé des techniciens en matière de l'ENF) au niveau national et des districts					
806-2-1-7	Mener des actions sur l'éducation non formelle en matière de protection de l'environnement et de la gestion des ressources abondantes au niveau des districts					
806-2-1-8	Mener des actions de mobilisation et de communication sociale pour la promotion des différents dialogues et débat sociaux au niveau des districts					
806-2-1-9	Mettre en place un plate forme collaborative avec les leaders traditionnels dans le cadre de mobilisation et communication sociales au niveau des districts					
806-2-1-A	Ouvrir à l'autonomisation des citoyens au niveau des districts					
806-2-1-B	Encourager chaque citoyen, au niveau des districts à s'adapter à la démocratie participative et à briser le tabou de l'indifférence et du silence					
806-2-1-C	Promouvoir l'éducation à la vie familiale, les valeurs familiales, les loisirs sains et l'éducation civique au niveau des districts					
<b>806-2-2</b>	<b>Nombre de mobilisations effectuées</b>	<b>Nombre</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>18</b>
806-2-2-1	Mener des actions de mobilisation sociale pour la promotion des valeurs socio culturelles en collaboration avec les médias					
806-2-2-2	Sensibiliser et responsabiliser les leaders traditionnels pour collaborer avec les autorités locales en matière de développement communautaire					
806-2-2-3	Sensibiliser la population sur l'importance de la solidarité nationale à travers le Fokonolona par médias interposés					
806-2-2-4	Adopter et diffuser à l'échelle nationale d'autres formes de solidarité réussies					
806-2-2-5	Collaborer avec les leaders traditionnels dans le cadre de mobilisation et communication sociales					
806-2-2-6	Mener des activités de sensibilisation en vue d'une participation citoyenne à la vie publique					
<b>806-2-3</b>	<b>Nombre de rapports régionaux et nationaux compilés</b>	<b>Nombre</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>12</b>
806-2-3-1	Compiler les rapports régionaux et nationaux en matière de la solidarité nationale					
<b>806-2-4</b>	<b>Nombre des systèmes opérationnels</b>	<b>Nombre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>7</b>
806-2-4-1	Mettre en place des systèmes de participation citoyenne à la gestion des affaires publiques					
<b>813</b>	<b>Promotion de l'Amélioration de condition de vie de la Population</b>					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>76</b>	<b>MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME</b>					
<b>760</b>	<b>POPULATION ET DEVELOPPEMENT</b>					
<b>813</b>	<b>Promotion de l'Amélioration de condition de vie de la Population</b>					
<b>813-1</b>	<b>Améliorer le cadre de vie de la population dans les structures d'interventions et les localités ayant des initiatives de base</b>					
<b>813-1-1</b>	<b>Nombre de structures d'intervention et/ou localités appuyées</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>30</b>	<b>40</b>
813-1-1-1	Réaliser une étude sur les conditions de vie et d'habitation des familles dans les régions cibles					
<b>813-1-2</b>	<b>Nombre de ménages dotés de kits</b>	<b>Nombre</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>	<b>1500</b>	<b>2000</b>
813-1-2-1	Doter de kits ménage aux familles vulnérables en milieu rural des cinq régions					
<b>813-1-3</b>	<b>Nombre de communautés et famille vulnérables éduquées</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>25</b>
813-1-3-1	Organiser des séances d'Education en faveur des communautés et des familles vulnérables					
<b>813-2</b>	<b>Contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population dans les sites communautaires et les localités ayant des initiatives de base.</b>					
<b>813-2-1</b>	<b>Nombre de sites communautaires touchés</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>10</b>
813-2-1-1	Inventorier et redynamiser les sites communautaires					
<b>813-2-2</b>	<b>Nombre de structures d'intervention réhabilitées ou construites</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>22</b>
813-2-2-1	Réhabiliter ou construire l'habitat des cibles et/ou les infrastructures de base et/ou de production					
<b>813-3</b>	<b>Promouvoir les structures d'interventions en matière de Réinsertion Sociale et Professionnelle</b>					
<b>813-3-1</b>	<b>Nombre de filières de formation créées</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>10</b>
813-3-1-1	Améliorer et diversifier les filières de formation au sein des Centres de Promotion Socio-Economique et Foyers Sociaux					
<b>813-3-2</b>	<b>Nombre de structures d'interventions appuyées</b>	<b>Nombre</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>22</b>
813-3-2-1	Mettre en place un Comité de Pilotage de Réinsertion Sociale et Professionnelle au niveau Régional en vue de création d'emploi					
<b>813-4</b>	<b>Renforcer la lutte contre le VIH/SIDA, la malnutrition et la dégradation de l'Environnement</b>					
<b>813-4-1</b>	<b>Nombre de groupes cibles sensibilisés et appuyés</b>	<b>Nombre</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
813-4-1-1	Réaliser des actions d'IEC/CCC et des séances de soutien psycho-social auprès des groupes vulnérables					
813-4-1-2	Organiser des séances d'Education nutritionnelle à l'endroit des groupes vulnérables					
813-4-1-3	Mener des actions d'Education relative à l'Environnement pour le développement durable, auprès des groupes vulnérables					
<b>813-5</b>	<b>Promouvoir l'équité sociale</b>					
<b>813-5-1</b>	<b>Nombre de populations cibles sensibilisées et appuyées</b>	<b>Nombre</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>	<b>1200</b>	<b>1500</b>
813-5-1-1	Mener des séances de formation à l'endroit des formateurs en matière d'équité sociale					
<b>770</b>	<b>PROTECTION SOCIALE</b>					
<b>053</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>053-1</b>	<b>Favoriser la mise en place de la structure organisationnelle</b>					
<b>053-1-1</b>	<b>Taux de Directions techniques performantes</b>	<b>%</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>100</b>
053-1-1-1	Renforcer les capacités organisationnelles des Directions Techniques					
<b>053-1-2</b>	<b>Nombre de zone à risque identifié (commune vulnérable)</b>	<b>Nombre</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>150</b>
053-1-2-1	Contribuer à la promotion de la culture de rapportage et d'échanges d'informations pour localiser les zones potentiellement à risque.					
<b>807</b>	<b>Genre et Développement</b>					
<b>807-1</b>	<b>Promouvoir la condition sociale, juridique et culturelle de la femme</b>					
<b>807-1-1</b>	<b>Nombre de Plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur Le Genre (VBG) opérationnelles</b>	<b>Nombre</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>15</b>
807-1-1-1	Mettre en place la plateforme nationale et les plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur Le Genre (VBG) opérationnelles					
<b>807-1-2</b>	<b>Nombre de structures de prise en charge sociales et/ou psychosociales appuyées</b>	<b>Nombre</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>10</b>
807-1-2-1	Orienter et prendre en charge les victimes de VBG					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>76</b>	<b>MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME</b>					
<b>770</b>	<b>PROTECTION SOCIALE</b>					
<b>807</b>	<b>Genre et Développement</b>					
<b>807-1-3</b>	<b>Taux de participation des femmes aux sphères de prise de décision</b>	%	25	25	27	30
807-1-3-1	Promouvoir l'accès des femmes aux postes de décision					
<b>807-1-4</b>	<b>Nombre de femmes sensibilisées ayant accru leurs capacités en matière de gestion de l'eau</b>	Nombre	70000	70000	10000	12000
807-1-4-1	Sensibiliser et renforcer les capacités de femmes en matière de gestion de l'eau au niveau national, régional et communal					
<b>807-1-5</b>	<b>Nombre de foyers sociaux fonctionnels</b>	Nombre	5	5	8	10
807-1-5-1	Redynamiser les foyers sociaux					
<b>814</b>	<b>Action Sociale</b>					
<b>814-1</b>	<b>Promouvoir l'accès aux services sociaux de base</b>					
<b>814-1-1</b>	<b>Nombre de population cible bénéficiaire</b>	Nombre	200	200	250	300
814-1-1-1	Vulgariser et renforcer les capacités organisationnelles des Centres de réinsertion et d'hébergement					
<b>814-1-2</b>	<b>Nombre de responsables/acteurs oeuvrant dans les secteurs sociaux touchés par l'action de plaidoyer</b>	Nombre	30	30	40	50
814-1-2-1	Réaliser des actions de plaidoyer pour faciliter l'accès des cibles ( Personnes Agées, PE résonne en Situation de Handicap, famille et enfant) aux services sociaux de base					
814-1-2-2	Réaliser un état des lieux des structures et services sociaux existants					
<b>814-1-3</b>	<b>Nombre de communes touchées</b>	Nombre	150	150	200	250
814-1-3-1	Développer des dispositifs d'assistance sociale professionnelle au niveau des communes					
<b>814-1-4</b>	<b>Nombre de personnes responsables formées</b>	Nombre	50	50	60	70
814-1-4-1	Renforcer les capacités des personnes responsables au niveau des services d'actions sociales					
<b>814-2</b>	<b>Promouvoir l'effectivité des droits des très pauvres et vulnérables et améliorer les prestations de service en matière de protection sociale</b>					
<b>814-2-1</b>	<b>Nombre de sinistrés bénéficiant de l'appui au relèvement</b>	Nombre	50000	50000	60000	70000
814-2-1-1	Assister les ménages vulnérables victimes de chocs (dahalo, kéré, inondations, licenciement en masse, délogement en masse, incendie, sécheresse)					
<b>814-2-2</b>	<b>Nombre de Personnes Handicapées (PH) bénéficiaires</b>	Nombre	100	100	120	150
814-2-2-1	Promouvoir l'approche de proximité par la Réhabilitation à Base Communautaire des PH					
814-2-2-2	Appuyer les Centres et/ou les Associations par l'équipement et la dotation de matériels spécifiques en réponse aux besoins de leurs protégés					
814-2-2-3	Renforcer les capacités techniques des Responsables (langage de signes)					
814-2-2-4	Promouvoir l'approche de proximité par la Réhabilitation à Base Communautaires de PH					
<b>814-2-3</b>	<b>Nombre des associations encadrés</b>	Nombre	6	6	10	15
814-2-3-1	Renforcer les associations des personnes âgées					
<b>814-2-4</b>	<b>Nombre d'individus/ménages appuyés</b>	Nombre	8500	8500	10000	15000
814-2-4-1	Appuyer les ménages en situation de difficulté (filets sociaux de sécurité en espèces et/ou en nature; transferts monétaires)					
<b>814-3</b>	<b>Favoriser la participation de la population vulnérable à la croissance économique</b>					
<b>814-3-1</b>	<b>Nombre de ménages pauvres ayant accès au terrain agricole</b>	Nombre	500	500	750	1000
814-3-1-1	Faciliter l'accès des ménages pauvres aux terrains agricoles					
<b>814-3-2</b>	<b>Nombre de groupe des minorités ayant accès aux activités génératrices de revenu (AGR)</b>	Nombre	50	50	75	100
814-3-2-1	Appuyer et faciliter l'accès des groupes des minorités au fonds d'appui aux AGR					
<b>814-3-3</b>	<b>Nombre d'associations de Personnes Handicapées (PH) bénéficiaires</b>	Nombre	5	5	5	5
814-3-3-1	Développer des activités génératrices de revenu pour de associations des personnes en situation de handicap					
<b>814-3-4</b>	<b>Nombre d'associations de femmes rurales bénéficiaires</b>	Nombre	50	50	60	70
814-3-4-1	Développer des activités génératrices de revenu pour des associations de femmes rurales					
<b>814-3-5</b>	<b>Nombre de ménages bénéficiant des dispositifs de sécurité et santé au travail</b>	Nombre	6500	6500	7000	8000
814-3-5-1	Développer des dispositifs de prévoyance sociale, de sécurité et santé des ménages ruraux oeuvrant dans des activités à risques: agricoles, élevages, pêches, travailleurs de carrière, orpailleurs, miniers, (assurance santé, retraite, allocations famili					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>76</b>	<b>MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME</b>					
<b>770</b>	<b><u>PROTECTION SOCIALE</u></b>					
<b>814</b>	<b>Action Sociale</b>					
<b>814-3-6</b>	<b>Nombre de greniers villageois construits au niveau des communes vulnérables menacées ou victimes des chocs</b>	Nombre	2	2	2	3
814-3-6-1	Construire des greniers villageois au niveau des communes vulnérables menacées ou victimes de chocs					
<b>814-4</b>	<b><u>Participer au rétablissement des victimes de chocs</u></b>					
<b>814-4-1</b>	<b>Nombre de ménages bénéficiant d'appui d'urgence en vivres et PPN à partir de 10ème jour après l'impact de l'aléa</b>	Nombre	20000	20000	25000	30000
814-4-1-1	Appuyer en vivres, PPN et Kit Ménages les ménages menacés et victimes de chocs dans les zones à risque					
<b>814-4-2</b>	<b>Nombre d'homme/jours bénéficiaires des travaux HIMO</b>	Nombre	500	500	750	1000
814-4-2-1	Utiliser les travaux HIMO : Vivre Contre Travail (VCT)/Argent Contre Travail (ACT)/Vivres Contre Champs Cultivés (V3C), Vivres Contre Arbres Plantés (VCAP)					
<b>814-4-3</b>	<b>Nombre de ménages bénéficiaires d'un système de financement allégé</b>	Nombre	100	100	150	200
814-4-3-1	Développer un système de financement adapté aux populations vulnérables					
<b>814-4-4</b>	<b>Nombre des victimes de chocs accompagnées psycho socialement</b>	Nombre	50000	50000	75000	100000
814-4-4-1	Mener des actions des interventions sociales d'urgence avec toutes les parties prenantes pour le soutien psychosocial des victimes de chocs					
<b>814-5</b>	<b><u>Contribuer à la prévention et à la gestion des sinistres</u></b>					
<b>814-5-1</b>	<b>Nombre des ménages bénéficiaires des appuis en intrants agricoles et matériels de production</b>	Nombre	500	500	750	1000
814-5-1-1	Contribuer à l'appui des ménages menacés et victimes de chocs, en matériels de production					
<b>814-5-2</b>	<b>Nombre de ménages bénéficiaires d'appui en AGR</b>	Nombre	500	500	750	1000
814-5-2-1	Promouvoir les activités de subsistance/substitution à l'endroit des ménages en difficulté (culture de contre saison, activités complémentaires, Activités Génératrices de Revenu et autres)					
<b>814-5-3</b>	<b>Nombre de dispositifs/agences d'exécution existants appuyés financièrement et techniquement</b>	Nombre	10	10	15	20
814-5-3-1	Subventionner les dispositifs/agences d'exécution mis en place et existants					
<b>815</b>	<b>Famille et Enfance</b>					
<b>815-1</b>	<b><u>Promouvoir le cadre sociojuridique de protection des groupes vulnérables</u></b>					
<b>815-1-1</b>	<b>Nombre de structures et mécanismes de protection de la famille et de l'enfant y compris l'adoption opérationnels</b>	Nombre	70	70	80	100
815-1-1-1	Mettre en place un système de collecte et de traitement de données sur la protection de l'enfant					
815-1-1-2	Renforcer les capacités techniques des membres des réseaux de protection de l'enfant (RPE)					
815-1-1-3	Actionner le dispositif de protection de l'enfant					
<b>815-1-2</b>	<b>Nombre d'acteurs ayant reçu les renforcements des capacités</b>	Nombre	20	20	50	100
815-1-2-1	Renforcer les capacités techniques des acteurs qui travaillent dans le domaine de l'adoption					
<b>815-1-3</b>	<b>Nombre d'enfants et/ou familles vulnérables ayant accès aux structures de protection y compris l'adoption</b>	Nombre	100	100	150	200
815-1-3-1	Traiter des dossiers d'adoption nationale et/ou internationale					
815-1-3-2	Orienter et prendre en charge les victimes de VBG					
815-1-3-3	Promouvoir le système de parrainage et/ou de parrainage des familles très pauvres et/ou des enfants vulnérables					
<b>815-1-4</b>	<b>Nombre de structures et mécanismes de protection de la famille et de l'enfant y compris l'adoption opérationnels</b>	Nombre	100	100	120	150
815-1-4-1	Rendre opérationnel le système de collecte et de traitement des données sur la protection de la Famille et de l'Enfant au niveau des Districts et/ou des Communes					
<b>815-1-5</b>	<b>Nombre de documents standards minimums disponibles</b>	Nombre	1	1	1	1
815-1-5-1	Etablir un standard minimum de prise en charge pour les enfants privés de soins parentaux ou risquant de l'être					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>81</b>	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
<b>810</b>	<b>EDUCATION</b>					
<b>027</b>	<b>Administration Et Coordination</b>					
<b>027-1</b>	<b>Renforcer les prestations de services publics</b>					
<b>027-1-1</b>	<b>Taux d'engagement des dépenses non salariales</b>	%	45	45	70	95
027-1-1-1	Améliorer les gestions administrative et financière du MEN					
<b>027-2</b>	<b>Décentraliser l'administration publique</b>					
<b>027-2-1</b>	<b>Rapport des dépenses des structures déconcentrées% à dépenses des structures centrales (Biens et Services)</b>	%	37	37	37	37
027-2-1-1	Assurer l'opérationnalité et renforcer les structures déconcentrées					
<b>304</b>	<b>Petite enfance</b>					
<b>304-1</b>	<b>Assurer l'accès de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation</b>					
<b>304-1-1</b>	<b>Taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans dans le préscolaire</b>	%	19	19	19	19
304-1-1-1	Augmenter la couverture de l'éducation préscolaire tout en réduisant la disparité entre les zones urbaines et rurales					
<b>305</b>	<b>Enseignement fondamental 1er cycle</b>					
<b>305-1</b>	<b>Créer un enseignement primaire performant</b>					
<b>305-1-1</b>	<b>Taux d'achèvement du cycle primaire</b>	%	68	68	68	68
305-1-1-1	Assurer l'achèvement universel de l'enseignement primaire					
<b>305-1-2</b>	<b>Taux de Redoublants</b>	%	18	18	18	18
305-1-2-1	Améliorer la qualité de l'enseignement primaire					
<b>306</b>	<b>Enseignement fondamental 2ème cycle</b>					
<b>306-1</b>	<b>Intensifier le système d'éducation fondamentale 2nd cycle (Collège)-</b>					
<b>306-1-1</b>	<b>Taux d'achèvement du cycle collégial</b>	%	40	40	40	40
306-1-1-1	Rapprocher de plus en plus les collèges de la population pour assurer à terme l'universalisation de l'éducation fondamentale de 9 ans					
<b>306-1-2</b>	<b>Taux de Redoublants</b>	%	12.5	12.5	12.5	12.5
306-1-2-1	Améliorer la qualité de l'enseignement par la formation et le recrutement des enseignants					
<b>307</b>	<b>Alphabétisation</b>					
<b>307-1</b>	<b>Mettre fin à l'analphabétisme</b>					
<b>307-1-1</b>	<b>Nombre de la population de plus de 15 ans alphabétisés</b>	Nombre	35000	35000	35000	35000
307-1-1-1	Donner une priorité à l'alphabétisation des jeunes adultes de 15 à 45 ans pour améliorer leur qualité de vie					
<b>820</b>	<b>ENSEIGNEMENT GENERAL</b>					
<b>048</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>048-1</b>	<b>Renforcer les prestations de services publics</b>					
<b>048-1-1</b>	<b>Taux d'engagement des dépenses non salariales</b>	%	45	45	70	95
048-1-1-1	Améliorer les gestions administrative et financière du MEN					
<b>308</b>	<b>Enseignement Secondaire</b>					
<b>308-1</b>	<b>Améliorer le système d'enseignement secondaire ou Lycée</b>					
<b>308-1-1</b>	<b>Taux d'achèvement du cycle secondaire</b>	%	18	18	18	18
308-1-1-1	Diversifier les formations en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication d'une part, et les systèmes et méthodes pédagogiques novatrices d'autre part.					
<b>308-1-2</b>	<b>Taux de Redoublants</b>	%	9.20	9.199999	9.20	9.20
308-1-2-1	Améliorer l'accès à la formation au niveau des lycées d'enseignement général tout en priorisant la qualité et la pertinence					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités Type LFI 2017 LFR 2017 2018 2019

## 83 MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

### 330 EMPLOI

#### 607 Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent

##### 607-1 Promouvoir l'employabilité des jeunes et des sans emploi -

607-1-2	Taux d'insertion des jeunes formés	Pourcentage	70	75	80	90
607-1-2-1	Assurer la réalisation des formations axées sur la promotion des AGR					
607-1-2-2	Soutenir l'insertion des jeunes dans les entreprises et milieu productif					
607-1-2-3	Organiser l'intermédiation entre la demande et l'offre du travail					
607-1-2-4	Promouvoir les activités de HIMO					
607-1-2-5	Sensibiliser-informer sur les lois relatives au travail					

##### 607-3 Renforcer les capacités des actifs occupés -

607-3-1	Nombre de bénéficiaires formés	Nombre	200	190	200	300
607-3-1-1	Traiter les données statistiques pour identifier les populations cibles					
607-3-1-2	Préparer les centres de formation et les curricula					
607-3-1-3	Organiser les sessions					
607-3-1-4	Renforcer les capacités de prospective de l'Observatoire de l'emploi					
607-3-1-5	Analyser les données statistiques pour identifier les populations cibles					
607-3-1-6	Mettre en place un dispositif de formation continue ou qualifiante					
607-3-1-7	Préparer les modules de formations avec les établissements concernés					
607-3-1-8	Organiser les sessions de formation					
607-3-1-9	Mettre en place un dispositif VAE et VAP par secteur					
607-3-1-A	Promouvoir le dialogue social afin de sensibiliser les entreprises sur l'importance de la formation continue.					
607-3-1-B	Renforcer les actions de prévention du VIH/SIDA-MST en milieu de travail en synergie avec le MINSAN					

##### 607-4 Intensifier le partenariat public-privé -

607-4-1	Nombre de partenaires privés contractants	Nombre	20	20	20	20
607-4-1-1	Inciter le Privé à contribuer au fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle					
607-4-1-2	Mettre en place avec le Privé un fonds pour la promotion de l'emploi					
607-4-1-3	Créer un espace de concertation périodique entre l'Etat et le Secteur privé					
607-4-1-4	Améliorer le suivi-évaluation du sous-système Emploi					
607-4-1-5	Améliorer le pilotage et la planification du sous-système Emploi					
607-4-1-6	Etudier, concevoir et élaborer les textes réglementaires pour l'Emploi					
607-4-1-7	Améliorer les relations avec les partenaires pour la promotion-Emploi					

##### 607-5 Renforcer la gestion de la migration de travail -

607-5-1	Nombre de personnes formées à l'emploi à l'étranger	Nombre	500	450	850	1050
607-5-1-1	Appuyer à l'édifice de compétences locales aux opportunités internationales					
607-5-1-2	Appuyer les programmes de formation professionnelle requis en fonction des demandes de main d'oeuvre extérieure					
607-5-1-3	Formuler et mettre en cohérence les textes et législations malgaches en vigueur avec les normes internationales en matière de migration de main d'oeuvre					
607-5-1-4	Développer des statistiques fiables sur la migration des travailleurs nationaux et étrangers.					
607-5-1-5	Réviser les cahiers des charges (CC) des grands travaux (GT) et assurer le suivi de la mise en application des mesures prises pour inclure des périodes de formation (DGPE)					

##### 607-6 Améliorer l'insertion des jeunes sans qualification en milieu rural et urbain -

607-6-1	Nombre de projets appuyés et réalisés	Nombre	200	190	400	500
607-6-1-1	Assister la population cible en matière de montage de projet					
607-6-1-2	Organiser les sessions de formation en auto emploi en milieu rural					
607-6-1-3	Organiser les sessions de formation en auto emploi en milieu urbain					
607-6-1-4	Coopérer avec le Ministère de la Population pour élargir le système de protection sociale aux groupes vulnérables (producteurs)					
607-6-1-5	Renforcer les actions de prévention du VIH/SIDA-MST en milieu rural en synergie avec le MINSAN					

### 830 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

#### 049 Administration et Coordination

##### 049-2 Piloter la mise en oeuvre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle -

049-2-1	Pourcentage de l'avancement de la mise en oeuvre	Pourcentage	50	40	75	100
049-2-1-1	Mettre en place et opérationnaliser les Comités Partenariaux de Pilotage et de Coordination (CN2PC ; CR2PC - CS2PC) et la Cellule d'Appui Technique (CAT) ;					
049-2-1-2	Elaborer les différents documents de pilotage et de coordination de la mise en oeuvre de la PNEFP:					
049-2-1-3	Organiser des réunions de différentes commissions de l'EETFP					
049-2-1-4	Organiser des réunions de pilotage et de coordination des partenaires et acteurs de l'ETFP/DC					
049-2-1-5	Améliorer le suivi-évaluation du système					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités Type LFI 2017 LFR 2017 2018 2019

## 83 MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

### 830 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

#### 049 Administration et Coordination

049-2-1-6	Améliorer le pilotage et la planification du système
049-2-1-7	Etudier, concevoir et élaborer des textes réglementaires pour l'EETFP
049-2-1-8	Améliorer la relation avec les partenaires
049-2-1-9	Assurer le pilotage des marchés publics
049-2-1-A	Améliorer la gestion administrative
049-2-1-B	Améliorer la gestion financière

#### 049-3 Planifier la mise en oeuvre le développement de compétence des ressources humaines du pays et de la promotion de l'emploi -

<b>049-3-1</b>	<b>Pourcentage de l'avancement de la mise en oeuvre</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>45</b>	<b>40</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
049-3-1-1	Plaidoyer pour l'augmentation du budget public alloué à l'EETFP					
049-3-1-2	Créer un fonds pour le financement de la formation professionnelle par les secteurs privés					
049-3-1-3	Créer un fonds compétitif (financement des projets d'établissement)					
049-3-1-4	Mettre en oeuvre un Plan d'information, de communication .					
049-3-1-5	Élaborer, diffuser et contrôler l'application des textes réglementaires et assurer une veille juridique					
049-3-1-6	Assurer la planification des reforme et développement d' l'EETFP (monographie des emplois et des formations, divers projets d'investissement public, base de données statistiques)					
049-3-1-7	Mettre à jour un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)					
049-3-1-8	Élaborer le document de performance du MEETFP et les PTA y afférents (annuel et triennal glissant)					
049-3-1-9	Élaborer le budget-programme du MEETFP et en assurer le suivi de son exécution					
049-3-1-A	Assurer l'encadrement, le suivi de la performance des services opérationnels et des établissements d'ETFP/DC et la régulation					
049-3-1-B	Evaluer l'efficacité interne et externe des dispositifs de promotion de l'emploi et de développement de compétence agréés					

#### 049-4 Rendre disponible les informations sur les emplois et les formations pour tous -

<b>049-4-1</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>50</b>	<b>40</b>	<b>75</b>	<b>100</b>
049-4-1-1	Installer et assurer le bon fonctionnement du SIMTFFP et de la plateforme d'information					
049-4-1-2	Collecter, traiter et stocker des données sur les emplois et les formations					
049-4-1-3	Alimenter le SIMTFFP et les systèmes hors ligne en informations sur l'emploi et la formation					

### 309 Formation Professionnelle et Technique

#### 309-4 Concevoir et construire progressivement un cadre national de certification et un dispositif d'assurance qualité -

<b>309-4-1</b>	<b>Nombre d'apprenants formés pour 100 000 habitants</b>	<b>Nombre</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>550</b>	<b>600</b>
309-4-1-1	Coordonner, développer et suivre l'application du système de formation					
309-4-1-2	Doter les Etablissements en équipements et matériels					
309-4-1-3	Réorienter le système de formation technique initiale et professionnelle rattachés					
309-4-1-4	Mettre en place et développer un cadre malgache de qualification					
309-4-1-5	Élaborer, valider et diffuser la démarche harmonisée d'ingénierie de certification et de formation					
309-4-1-6	Elaborer et diffuser des guides méthodologiques relatif à la mise en oeuvre de la formation et de la certification					
309-4-1-7	Élaborer, mettre à jour, valider et diffuser des référentiels (RMC, RCF)					
309-4-1-8	Développer un module entrepreneuriat et module QHSE (Qualité, Hygiène, Santé, Environnement) à tous les niveaux de formation.					
309-4-1-9	Rénover et appliquer le processus d'octroi d'autorisation d'ouverture, d'agrément de filière et d'accréditation des établissements.					
309-4-1-A	Concevoir et mettre en place une commission interministérielle et interprofessionnelle nationale de certification					
309-4-1-B	Réaliser l'organisation générale des examens de l'ETFP					

#### 309-5 Assurer un fonctionnement de qualité pour les établissements de l'ETFP/DC -

<b>309-5-1</b>	<b>Nombre d'élèves par enseignant</b>	<b>Nombre</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>15</b>
309-5-1-1	Élaborer et gérer les cartes intégrées de formation selon les indications des comités partenariaux de pilotage					
309-5-1-2	Élaborer les statuts des établissements et en assurer l'implémentation					
309-5-1-3	Construire ou réhabiliter des infrastructures de formation suivant la carte de formation développée					
309-5-1-4	Installer, rénover et assurer la maintenance des matériels et équipements de formation					
309-5-1-5	Encadrer l'élaboration des projets d'établissement					
309-5-1-6	Réaliser des contrats programmes avec les établissements privés (écoles, ONG, entreprises, artisans,...)					
309-5-1-7	Suivre les actions de formation : agrément de filière, régularisation de la situation administrative, accréditation d'établissement					
309-5-1-8	Élaborer et diffuser la base de données sur les apprenants, les formations, le personnel, les résultats scolaires et les établissements (publics/privés)					
309-5-1-9	Doter les Etablissements en équipements et matériels					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
83	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION					
<b>830</b>	<b>ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					
<b>309</b>	<b>Formation Professionnelle et Technique</b>					
<b>309-5-2</b>	<b>Pourcentage de l'avancement de la modernisation du MEETFP</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>40</b>	<b>25</b>	<b>70</b>	<b>100</b>
309-5-2-1	Installer et assurer le bon fonctionnement des réseaux d'information MEETFP (data center, réseau local et VPN, intranet)					
309-5-2-2	Doter tous les services opérationnels et établissements en matériels informatiques et en assurer la maintenance					
309-5-2-3	Doter un abonnement internet nécessaire au fonctionnement du système et des réseaux d'information					
309-5-2-4	Produire des annuaires statistiques nécessaires au pilotage et au développement de l'EETFP					
309-5-2-5	Alimenter le SIMTFP et les systèmes hors ligne en informations sur la formation					
309-5-2-6	Assurer la veille technologique.					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>84</b>	<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
<b>840</b>	<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>					
<b>028</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>028-1</b>	<b>Améliorer le pilotage et la planification du système</b>					
	-					
<b>028-1-1</b>	<b>Taux d'engagement des dépenses non salariales en pourcentage</b>	%	<b>49.1</b>	<b>43.1</b>	<b>73.65</b>	<b>100</b>
028-1-1-1	Piloter et coordonner l'ensemble des activités du MESUPRES					
<b>028-2</b>	<b>Améliorer la gestion du patrimoine du MESUPRES</b>					
	-					
<b>028-2-1</b>	<b>Taux d'engagement de dépenses non salariales en pourcentage</b>	%	<b>46.1</b>	<b>43.1</b>	<b>73.65</b>	<b>100</b>
028-2-1-1	oeuvrer sur les sociales universitaires					
028-2-1-2	Gérer, maintenir, protéger le patrimoine et l'infrastructure					
<b>028-3</b>	<b>Améliorer le suivi et évaluation du système de l'ESUP</b>					
	-					
<b>028-3-1</b>	<b>Taux d'engagement de dépenses non salariales en pourcentage</b>	%	<b>46.1</b>	<b>43.1</b>	<b>73.65</b>	<b>100</b>
028-3-1-1	Suivre et évaluer la réforme du système de l'ESUP					
<b>028-4</b>	<b>Assurer la paix sociale dans les Universités</b>					
	-					
<b>028-4-1</b>	<b>Taux d'engagement de dépenses obligatoires</b>	%	<b>49.1</b>	<b>43.1</b>	<b>73.65</b>	<b>100</b>
028-4-1-1	Améliorer la gestion financière des subventions octroyées vers les Universités et IST					
<b>028-5</b>	<b>Rechercher une adéquation possible entre les compétences nécessaires et les compétences disponibles</b>					
	-					
<b>028-5-1</b>	<b>Qualité de service améliorée</b>	<b>Nombre</b>	<b>18</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>23</b>
028-5-1-1	Renforcer la capacité des ressources humaines disponibles					
<b>028-6</b>	<b>Servir d'interface entre les Universités et le public au niveau des régions</b>					
	-					
<b>028-6-1</b>	<b>Décentralisation des missions de communication de la MCU et CNELA</b>	%	<b>49.1</b>	<b>43.1</b>	<b>73.65</b>	<b>100</b>
028-6-1-1	Améliorer les connaissances des étudiants, des Enseignants, Chercheurs					
<b>310</b>	<b>Enseignement Supérieur</b>					
<b>310-1</b>	<b>Restructurer et développer la formation à distance</b>					
	-					
<b>310-1-1</b>	<b>Nombre d'étudiants inscrits à la formation à distance</b>	<b>Nombre</b>	<b>5000</b>	<b>4500</b>	<b>6000</b>	<b>6698</b>
310-1-1-1	Mettre en oeuvre les programmes du MESUPRES en matière de formation à distance					
<b>310-2</b>	<b>Améliorer le taux d'accès à l'enseignement supérieur</b>					
	-					
<b>310-2-1</b>	<b>Taux de transition de nouveaux bacheliers à l'enseignement supérieur</b>	%	<b>36</b>	<b>35</b>	<b>54</b>	<b>72</b>
310-2-1-1	Appuyer à la refondation pour la pertinence et le développement de l'ESUP					
<b>310-3</b>	<b>Appuyer le développement de l'enseignement supérieur public et privé</b>					
	-					
<b>310-3-1</b>	<b>Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants</b>	<b>Nombre</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>150</b>	<b>180</b>
310-3-1-1	Mettre en oeuvre des programmes du MESUPRES en matière d'Enseignement Supérieur public et privé					
<b>310-4</b>	<b>Accompagner le basculement vers le système LMD</b>					
	-					
<b>310-4-1</b>	<b>Taux d'achèvement de l'ESUP</b>	%	<b>15.5</b>	<b>14.5</b>	<b>23.25</b>	<b>31</b>
310-4-1-1	Mettre en oeuvre le système LMD					
<b>310-5</b>	<b>Normaliser le système d'Enseignement Supérieur</b>					
	-					
<b>310-5-1</b>	<b>Nombre d'arrêtés d'habilitation des offres de formation Instituts d'ESUP</b>	<b>Nombre</b>	<b>30</b>	<b>25</b>	<b>40</b>	<b>55</b>
310-5-1-1	Organiser et réaliser des travaux de commission pour la mise en oeuvre du système LMD					
<b>310-6</b>	<b>Appuyer l'adéquation de la formation, de la recherche dans les institutions d'ESUP</b>					
	-					
<b>310-6-1</b>	<b>Nombre des Institutions d'ESUP publiques et privées accréditées</b>	<b>Nombre</b>	<b>35</b>	<b>30</b>	<b>45</b>	<b>55</b>
310-6-1-1	Mettre en place les procédures d'accréditation et d'assurance qualité					

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>84</b> <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>						
<b>840</b> <b><u>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</u></b>						
<b>310</b> <b>Enseignement Supérieur</b>						
<b>310-7</b> <b><u>Susciter l'émergence de l'Université Numérique</u></b>		-				
<b>310-7-1</b> <b>Taux de couverture WIFI dans les Universités et IST %</b>			35	33	52.55	70
310-7-1-1 Implémenter des zones de couverture WIFI dans les campus universitaires						
<b>310-8</b> <b><u>Opérationnaliser les écoles doctorales</u></b>		-				
<b>310-8-1</b> <b>Bases de Données sur la liste des doctorants mises à jour %</b>			13.5	13.5	20.25	27
310-8-1-1 Opérationnaliser les pôles de compétence par l'appui au développement de programme conjoint						
<b>310-9</b> <b><u>Informatiser et mettre en réseau les Universités, IST et CNR</u></b>		-				
<b>310-9-1</b> <b>Nombre des Universités, IST et CNR, connectés et mis en réseau</b>	Nombre		3	3	4	6
310-9-1-1 Mettre en oeuvre le programme du Ministère par l'application du NTIC						
<b>310-A</b> <b><u>Favoriser l'accès plus facile des Etudiants aux infrastructures sportives</u></b>		-				
<b>310-A-1</b> <b>Nombre des infrastructures sportives réhabilitées</b>	Nombre		1	1	1	1
310-A-1-1 Réhabiliter les infrastructures sportives existantes						
<b>850</b> <b><u>RECHERCHE SCIENTIFIQUE</u></b>						
<b>050</b> <b>Administration et Coordination</b>						
<b>050-1</b> <b><u>Elaborer et publier les Plans Directeurs de la Recherche</u></b>		-				
<b>050-1-1</b> <b>Plans Directeurs de la Recherche élaborés et publiés</b>	Nombre		1	1	1	1
050-1-1-1 Accompagner la mise en oeuvre des Plans Directeurs de la Recherche						
<b>050-2</b> <b><u>Mettre à jour le tableau de bord de la recherche</u></b>		-				
<b>050-2-1</b> <b>Taux de mis à jour de nouvelles données collectées %</b>			49.1	43.1	73.65	100
050-2-1-1 Mettre à jour les banques de données						
<b>050-3</b> <b><u>Mettre en oeuvre la stratégie nationale de la recherche</u></b>		-				
<b>050-3-1</b> <b>Textes relatifs à la révision des statuts des CNRs finalisés</b>	Nombre		1	1	2	3
050-3-1-1 Appuyer les Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche dans la définition des orientations stratégiques						
<b>311</b> <b>Recherche Scientifique</b>						
<b>311-1</b> <b><u>Vulgariser les résultats de recherche liés au développement économique</u></b>		-				
<b>311-1-1</b> <b>Nombre de brevets déposés</b>	Nombre		1	1	2	2
311-1-1-1 Collaborer avec l'OMAPI pour la propriété intellectuelle						
<b>311-2</b> <b><u>Recherche et développement - partenariat scientifique (inter CNR, public et privé)</u></b>		-				
<b>311-2-1</b> <b>Nombre de partenariats conclus entre secteur privé et Instituts de recherche</b>	Nombre		4	3	5	0
311-2-1-1 Renforcer le partenariat dans des systèmes d'incubation d'activités innovantes						
<b>311-3</b> <b><u>Valoriser la recherche et les résultats</u></b>		-				
<b>311-3-1</b> <b>Nombre de Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche équipés</b>	Nombre		1	1	2	1
311-3-1-1 Appuyer les Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche						
<b>311-4</b> <b><u>Renforcer les moyens et valoriser le personnel -chercheur</u></b>		-				
<b>311-4-1</b> <b>Sessions d'évaluation des performances de chercheurs organisées</b>	Nombre		1	1	1	0
311-4-1-1 Organiser des séances d'évaluation des chercheurs par la Commission d' Evaluation Scientifique (CES)						
<b>311-5</b> <b><u>Améliorer les infrastructures du PBZT</u></b>		-				
<b>311-5-1</b> <b>Nouvelles cages construites et réhabilitées</b>	Nombre		2	2	2	1
311-5-1-1 Améliorer les infrastructures pour donner un meilleur service pour les visiteurs						

# Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	Type	LFI 2017	LFR 2017	2018	2019
<b>86</b>	<b>MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU</b>					
<b>342</b>	<b><u>ARTISANAT</u></b>					
<b>046</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>046-1</b>	<b><u>Améliorer de la qualité des services publiques</u></b>					
<b>046-1-1</b>	<b>Taux d'exécution budgétaire</b>	<b>%</b>	<b>30</b>	<b>90</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
046-1-1-1	Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources : humaines, financières et matériels					
<b>611</b>	<b>Développement de l'Artisanat</b>					
<b>611-1</b>	<b><u>Structurer de l'Artisanat</u></b>					
<b>611-1-1</b>	<b>Artisans regroupés en Clusters</b>	<b>Nombre</b>	<b>8</b>	<b>25</b>	<b>9</b>	<b>6</b>
611-1-1-1	Redynamiser les chambres de métiers					
<b>611-2</b>	<b><u>Professionnaliser des artisans</u></b>					
<b>611-2-1</b>	<b>Artisans professionnalisés</b>	<b>Nombre</b>	<b>600</b>	<b>2000</b>	<b>800</b>	<b>300</b>
611-2-1-1	Orienter et coordonner les activités des artisans					
<b>611-3</b>	<b><u>Promouvoir de l'Artisanat</u></b>					
<b>611-3-1</b>	<b>Vitrines de l'Artisanat mise en place</b>	<b>Nombre</b>	<b>8</b>	<b>30</b>	<b>9</b>	<b>6</b>
611-3-1-1	Mettre en place les espaces et lieux pour mieux présenter les produits artisanaux dans les régions					
<b>860</b>	<b><u>CULTURE</u></b>					
<b>029</b>	<b>Administration et Coordination</b>					
<b>029-1</b>	<b><u>Améliorer les services offerts</u></b>					
<b>029-1-1</b>	<b>Taux de satisfaction des services rendus</b>	<b>%</b>	<b>30</b>	<b>80</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
029-1-1-1	Rationaliser les procédures administratives et comptables					
<b>808</b>	<b>Patrimoine</b>					
<b>808-1</b>	<b><u>Promouvoir la valorisation du Patrimoine et du Centre Culturel Malagasy</u></b>					
<b>808-1-1</b>	<b>Nombre de patrimoine restaurés et sauvegardés</b>	<b>Nombre</b>	<b>7</b>	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>8</b>
808-1-1-1	Valoriser et protéger les patrimoines culturels					
<b>809</b>	<b>Création</b>					
<b>809-1</b>	<b><u>Promouvoir les créations musicales</u></b>					
<b>809-1-1</b>	<b>Nombre de techniciens et d'opérateurs culturels formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>20</b>	<b>60</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
809-1-1-1	Former les créateurs dans l'exercice de son talent					
<b>809-2</b>	<b><u>Soutenir les créations d'art, d'artisanats, des arts oraux et des</u></b>					
<b>809-2-1</b>	<b>Nombre de techniciens et d'opérateurs culturels formés</b>	<b>Nombre</b>	<b>15</b>	<b>30</b>	<b>12</b>	<b>6</b>
809-2-1-1	Appuyer les créateurs en matières de professionnalisme et de marché dans leur domaine respectifs					
<b>810</b>	<b>Manifestations culturelles</b>					
<b>810-1</b>	<b><u>Valoriser la culture et le métier d'artiste</u></b>					
<b>810-1-1</b>	<b>Nombre de manifestations culturelles représentatives des régions soutenues</b>	<b>Nombre</b>	<b>14</b>	<b>40</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
810-1-1-1	Organiser et faciliter les activités au niveau régionales					